

سجل من الحوادث

La crise s'intensifie au sein du gouvernement israélien à propos de l'évacuation partielle d'Hébron

De nombreux ministres se montrent hostiles à la moindre concession

Une nouvelle rencontre, secrète, entre le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser

Arafat, dans la nuit du 4 au 5 janvier, n'a pas permis de faire avancer le problème de l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron

par l'armée israélienne. M. Nétanyahou est déjà en butte aux critiques de nombreux ministres hostiles aux concessions sur ce dossier.

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Une rencontre s'est déroulée dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 janvier au point de passage d'Erz, au nord de la bande de Gaza, entre le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Pour plus de discrétion, elle a eu lieu du côté palestinien de la frontière. Elle devait rester secrète et permettre une percée attendue depuis des mois à propos de l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron - où sont installés 450 colons juifs extrémistes - par l'armée israélienne, et la poursuite du processus de paix. Aucun de ces deux objectifs n'a été atteint : dans la matinée de dimanche, la tenue de la réunion a été révélée par la radio israélienne ; sur le fond, hormis les « progrès » évoqués par les deux parties, elle n'a pas abouti.

« J'espère que cette rencontre restera secrète, car il me semble important qu'il y ait aussi des réunions qui aident à établir la confiance, à construire des relations de travail. Je crois qu'il y a des rencontres qui ne doivent pas nécessairement être exposées aux flashes des photographes. Nous avons fait certains progrès, mais il reste des sujets qui font l'objet de divergences », a déclaré M. Nétanyahou dans l'après-midi. « Ça a

été positif, mais il reste des points importants à résoudre, en particulier le calendrier de redéploiement après Hébron », a ajouté Nabil Chaath, l'un des négociateurs de l'Autorité palestinienne.

Yasser Arafat réclame d'Israël des engagements précis à la fois sur les dates et sur la délimitation des territoires ruraux de Cisjordanie qui seront remis aux Palestiniens, lors des trois retraites partielles prévues, après l'accession d'Hébron à une autonomie partielle. M. Nétanyahou s'y refuse. Suivant le calendrier cootenn dans l'accord intérimaire de septembre 1995, le premier de ces traités aurait dû avoir lieu en septembre et les deux suivants, respectivement, six et douze mois plus tard.

De nouvelles rencontres pourraient avoir lieu entre les deux hommes, le médiateur américain, Dennis Ross, qui a multiplié les va-et-vient entre Gaza et Jérusalem au cours de ces derniers jours, a laissé entendre qu'il ne pourrait pas rester dans la région indéfiniment. Selon le journal *Haaretz*, le président américain, Bill Clinton, s'efforce de faire pression sur M. Nétanyahou et M. Arafat pour boucler le dossier d'Hébron avant que chacun d'eux ne vienne à Washington. Les dates de ces visites ne sont pas fixées mais sont prévues après le début de la deuxième prés

sidence de M. Clinton, le 20 janvier.

En raison des graves dissensions que suscite la question de ce redéploiement au sein de son gouvernement, M. Nétanyahou pourrait, par ailleurs, avoir du mal à le faire approuver en conseil des ministres. Six ministres au moins, sur les dix-huit que compte son équipe, ont annoncé publiquement leur intention de voter contre l'accord tel qu'il se dessine. Il s'agit d'Ariel Sharon, Rafael Eytan et Beni Begin, des deux ministres du Parti national religieux, proche du mouvement des colons Ze'evon Hammer et Itzhak Lévy, et de Yudi Edelstein, du Parti des immigrants. Une proche de M. Nétanyahou, Limor Livnat, et son bras droit, récemment promu ministre de la justice, Tsahi Hanegbi, ont eux aussi manifesté leur hésitation, ainsi que, dans une moindre mesure, le ministre du tourisme, Moshe Katsav, et le chef du Parti des immigrants, Nathan Sharanski.

STRATÉGIES
Dans ce contexte, l'annonce selon laquelle le guide spirituel du parti religieux éphraïm Shas, le rabbin Ovadia Yossef, aurait ordonné aux deux ministres du parti, Elie Sulis et Elie Ishay, de s'abstenir, voire de voter contre l'accord sur Hébron, a fait l'effet d'une bombe. « Des doutes sont

Seize personnes ont été assassinées au sud d'Alger

Le chef du gouvernement annonce plus de deux mille poursuites judiciaires pour corruption et délits économiques

UN COMMANDO ISLAMISTE
a massacré seize civils - en majorité des femmes et des enfants -, après s'être introduit, dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 janvier, dans le village de Benachour, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Alger et à moins de deux kilomètres de Bida, première ville de garnison du pays, ont affirmé les autorités.

Cette tuerie intervient un mois jour pour jour après le massacre de dix-neuf personnes, retrouvées égarées et mutilées, dans ce village, situé dans une région où le Groupe islamique armé (GIA) d'Antar Zouabri est fortement implanté. Un groupe d'autodéfense s'est constitué depuis cette tuerie, les assaillants se sont heurtés à la résistance des habitants. Ils n'en sont pas moins entrés dans plusieurs maisons dont ils ont tué les occupants. Un bref communiqué des services de sécurité a indiqué que les victimes avaient été « lâchement assassinées ».

Samedi, le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, avait appelé à la « vigilance » face au « terrorisme » islamiste, tout en réaffirmant que celui-ci avait été « défit », après cinq ans d'affrontements qui ont fait plus de 50 000 morts, selon des sources occidentales. M. Ouyahia a qualifié d'« actes désespérés » les derniers massacres de civils. « Plus les criminels sont dans l'impossibilité

de s'attaquer aux localités et aux infrastructures sécurisées, a-t-il dit, plus leurs actes barbares se portent sur des populations civiles. »

Dans tout le pays, les tueries collectives ont fait plus de deux cents morts en deux mois. Ces bilans ne sont que partiels, certains massacres n'ayant été révélés ni par les autorités ni par la presse.

En présentant, samedi, son bilan annuel devant le Conseil national de transition (CNT), Parlement désigné, M. Ouyahia a affirmé que des poursuites judiciaires ont été engagées contre plus de 2 500 personnes impliquées dans près de 800 affaires de corruption et délits économiques, en 1996. Selon ce bilan, 691 gestionnaires d'entreprises, d'institutions et de collectivités locales sont poursuivis dans le cadre de 280 affaires de « corruption et de trafic d'influence ». M. Ouyahia a aussi indiqué que 1 843 autres personnes sont poursuivies dans le cadre de 515 affaires de « détournement, dilapidation des deniers publics, conclusion de contrats en violation avec la législation et autres atteintes au patrimoine économique ».

50 000 LICENCIEMENTS ANNONCÉS
Le chef du gouvernement a fermement rejeté les accusations selon lesquelles il s'agirait d'une « chasse aux sorcières » contre les cadres qui s'opposent aux thèses du gouvernement. « La lutte contre la corruption et les atteintes au patrimoine public est (...) une action de salubrité publique, au bénéfice des cadres et gestionnaires qui, dans leur grande majorité, accomplissent avec engagement, abnégation et parfois même sacrifices, leur devoir au service de la collectivité nationale », s'est défendu M. Ouyahia. Parmi les cadres empiétés figurent les dirigeants de l'entreprise publique de sidérurgie Sider, le géant de l'industrie algérienne qui emploie plus de 22 000 salariés.

Deux journaux privés algériens, *Liberté* et *El Khabar*, ont affirmé, dimanche, que plus de 50 000 travailleurs seraient licenciés en 1997, principalement dans l'industrie et le bâtiment. Le taux de chômage atteindrait actuellement 28,1 % de la population active, soit 2,3 millions de personnes, selon les chiffres officiels. Samedi, M. Ouyahia avait affirmé que le redressement des entreprises passait par d'importants licenciements, sans autre précision.

Francis Deron
(AFP)

La télévision chinoise rend un hommage quasi funèbre à Deng Xiaoping

PÉKIN
de notre correspondant
C'est une bien curieuse manière de commencer l'année pour un régime ultra-sensible aux symboles : la série que diffuse quotidiennement, depuis le 1er janvier, la télévision chinoise sur la carrière de Deng Xiaoping - douze épisodes sont prévus - évoque irrésistiblement un tombeau d'océan, pour ne pas dire une oraison funèbre. A raison d'une heure par jour, la vie du patriarche y est liée à l'aide de documents audiovisuels parfois connus, parfois inédits, comme s'il était question d'enterrer un grand homme, et non pas seulement de lui tirer un coup de chapeau supplémentaire.

Ainsi, on a même vu la maisonnette de la province du Jiangxi où se désolait le condit pendant la révolution culturelle ; les outils qu'il utilisait alors pour travailler, sur une chaîne industrielle, à « rectifier » sa pensée de « dirigeant engagé dans la voie du capitalisme » ; et divers autres témoignages des hauts et des bas d'une carrière unique en régime communiste : trois disgrâces suivies de réhabilitations, tous liés à des « franc-parler » que n'appréciait que médiocrement le chef suprême Mao Zedong, qui s'en tira en l'occurrence avec un hommage compassé. A aucun moment la télévision ne fournit le motif de cette

diffusion. La série était en cours de réalisation depuis un an et sa programmation apparemment prévue, de longue date.

Il n'y a donc aucun lieu de croire qu'elle réponde à la résurgence de rumeurs pessimistes concernant l'état de santé de M. Deng au tournant de l'année ; peut-être même les a-t-elle favorisées. L'empêche. Les médias officiels chinois n'ont pas l'habitude de traiter de ce genre de sujet à la légère. Ils les réservent plutôt, d'ordinaire, pour des circonstances funestes. Mao, pour ne parler que de lui, n'avait pas eu « droit » à pareil honneur télévisuel à la fin de sa vie - époque où, il est vrai, le « petit écran » n'était guère répandu en Chine.

INCERTITUDES POLITIQUES
Dans le même temps, les autorités multiplient les gestes visant à suggérer une inflexion notable de la politique d'ultra-développement voulue par Deng Xiaoping. Les médias officiels font ainsi grand cas d'un discours prononcé en septembre par le numéro un du régime, Jiang Zemin, appelant à éradiquer la pauvreté qui frappe encore une part substantielle de la population. Le chiffre officiel est de 65 millions de personnes vivant dans la misère absolue, soit avec un revenu annuel fixé à environ 300 francs par personne. En fait, dans les campagnes principalement, des dizaines de millions de laissés-pour-compte doivent se contenter de revenus guère supérieurs à ce seuil.

Il est malaisé de déterminer si ce

regain de compassion pour les déshérités du « système Deng » résulte d'une réelle prise de conscience des légères creuses durant la dernière décennie ou de manœuvres politiques s'inscrivant dans la succession du patriarche. Il est certain que le régime s'aperçoit aujourd'hui qu'après la phase de « croissance fébrile » qu'a connue le pays - parti à la mort de Mao, en 1976, d'une situation de quasi-banqueroute - les images vives désormais en s'accumulent. Outre la pauvreté rurale, les entreprises du secteur public, en majorité déficitaires, sont une source particulière d'inquiétude, en raison du potentiel d'instabilité sociale que créent la mise à pied de dizaines de millions d'ouvriers en cas de rationalisation économique. C'est ce que laissait entendre un récent rapport de chercheurs de l'Académie des sciences sociales - l'institution qui n'a pas pour coutume de jouer les Cassandre et ne peut tomber sous le coup des accusations généralement formulées par le régime à l'encontre des vues pessimistes d'analystes étrangers.

Le malaise qui transparait sous la vitrine de la consommation triomphante ne peut qu'être accentué par les incertitudes politiques dans lesquelles M. Deng laisse le régime. M. Jiang redouble d'effort pour se présenter en nouvel homme fort, mais cet effort même trahit sa faiblesse relative. Certes, la comparaison avec le successeur que s'était choisi Mao, Hua Guofeng - éliminé par Deng Xiaoping en moins de

deux ans après la mort du Grand Timonier -, ne tient plus guère : M. Jiang, après tout, est effectivement dans ses fonctions depuis bientôt huit ans. Mais il est clair qu'il doit sa position à M. Deng principalement et que son jeu, d'un point de vue d'un homme d'État, n'est pas de marquer son neveu, afin de ne pas tomber sous l'accusation de ceux qui, après la disparition du patriarche, dans l'éventualité de son absence, lui demanderaient : « Qui l'a fait ? »

Le régime a apporté une réponse en se faisant moult au regain de rituels concernant l'état de santé de M. Deng. Peut-être est-ce tactique. D'ores et déjà, la démonstration est faite qu'une annonce portant sur son décès ne devrait pas provoquer de chute sérieuse de la Bourse de Hongkong ou de celles de Shanghai et de Shenzhen. Toutefois, on commence à murmurer, dans les al-
liés du pouvoir, qu'il serait « irré-

Un théologien du Sri Lanka a été excommunié par Rome pour déviation doctrinale

MÊME SI LA NOUVELLE ne lui avait pas été confirmée, dimanche 5 janvier à Colombo, le Père Tissa Balasuriya, théologien srilankais de soixante-deux ans, membre de la congrégation des Oblats de l'Immaculée Marie (OMI), a été excommunié par Rome. Dans une « notification » en date du 2 janvier, le cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, écrit que le Père Balasuriya « a dévié de l'intégrité de la vérité de la foi catholique et, donc, ne peut plus être considéré comme un théologien catholique ». Aussi « encourt-il l'excommunication latae sententiae » (à effet immédiat).

La controverse porte sur le livre *Mary and Human Liberation*, publié

en 1990, qui défend des thèses proches de la théologie féministe et de la théologie de la libération. Au lieu d'être favorable à « la domination masculine » et à « la soumission à l'inégalité sociale en place », la spiritualité mariale devrait être, pour le théologien srilankais, « une inspiration pour la conversion profonde qui s'impose dans un monde où les gens ont faim ». Le Père Balasuriya diverge sur d'autres dogmes de la foi chrétienne comme le péché originel, qualifié de « production de la pensée théologique occidentale », et ne reconnaît pas la « nécessité » du baptême. De même, il conteste la primauté du pape. Pour lui, le dogme est « une interprétation théologique offerte par les Eglises et le fruit

de leurs choix culturels et politiques ».

Invité à réviser ses positions, le Père Balasuriya souligne aujourd'hui qu'il n'a pas pu s'expliquer, en vue d'une « évaluation juste et objective ». L'Association oecuménique des théologiens du tiers-monde (Aotim), dont il est le coordinateur pour l'Asie, s'était indignée des menaces d'excommunication. En décembre, au cours d'une réunion à Manille (Philippines), ces théologiens avaient défendu leur confrère du Sri Lanka, dont les écrits aident l'Eglise à « redécouvrir le message du Christ dans notre situation contemporaine ».

H. T.

OCTOBRE 1917

LA RÉVOLUTION RUSSE

Quand le communisme ébranla le monde

L'HISTOIRE

LES ARCHIVES DE François Mitterrand

DOSSIER OCTOBRE 1917

LA RÉVOLUTION RUSSE

le communisme ébranla le monde

GENOCIDE : LES ALLEMANDS TOUTS COUPABLES ?

• La Révolution était-elle inévitable ?

• A-t-elle provoqué une catastrophe économique ?

• Terreur et guerre civile : combien de morts ?

• Le destin des contre-révolutionnaires.

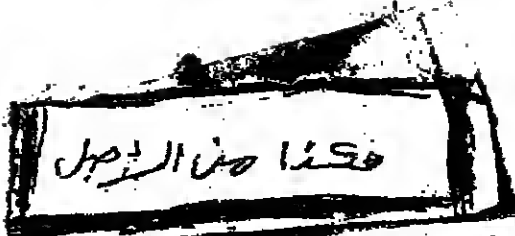
• Les Français, premiers disciples de Moscou.

• Lénine est-il encore un grand homme ?

A LIRE AUSSI :

Genocide : Les Allemands tous coupables ?

N° 206 - JANVIER 1997 - EN KIOSQUE - 37 F



M. Ratsiraka en tête du scrutin présidentiel à Madagascar

TANANARIVE. Devant le faible écart qui sépare les deux candidats à la présidence, le Conseil national électoral (CNE) cherchait à jouer la transparence, lundi 6 janvier. Il veut éviter à tout prix que les deux anciens présidents puissent contester les résultats. Ce scrutin anticipé ayant été organisé à la hâte, après l'empêchement du président Zafy voté par le Parlement, de nombreux électeurs n'ont pu s'inscrire sur les listes qu'après le 1^{er} tour du 3 novembre 1996, et les autorités affirment ignorer combien de personnes sont venues s'ajouter au 6 453 612 millions d'électeurs alors recensés. Dimanche, l'amiral Ratsiraka conservait une avance de 40 000 voix mais en perdant quotidiennement quelques milliers de voix au fur et à mesure qu'arrivent les résultats des campagnes isolées où, en principe, le président sortant, M. Zafy, est davantage populaire que son rival. — (Corresp.)

Tokyo dément toute demande de rançon des preneurs d'otage au Pérou

TOKYO. Le premier ministre Ryutaro Hashimoto a démenti personnellement, dimanche 5 janvier, les informations du quotidien *Mainichi* selon lesquelles les terroristes du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru auraient demandé une rançon de 100 millions de dollars — ramenée ensuite à 30 millions de dollars — à des entreprises japonaises pour libérer leurs employés pris en otage. Selon le correspondant du *Mainichi* à Lima, la demande de rançon a été faite dès la prise d'otages en tant que « taxe de guerre » mais les entreprises japonaises de Lima ne seraient pas disposées à payer. Alors que la rumeur d'une demande de rançon a circulé dès le début de la prise d'otages, c'est la première fois qu'un quotidien japonais en fait état en citant ses propres sources. — (Corresp.)

Travailleurs et libéraux-démocrates britanniques veulent une révision constitutionnelle

LONDRES. Travailleurs et libéraux-démocrates britanniques négocient un accord sur une réforme constitutionnelle au cas où le Labour remporterait les prochaines élections, indique la presse dominicale du 5 janvier. Cet accord porterait sur l'organisation d'un référendum sur une dévolution du pouvoir à l'Ecosse et au Pays de Galles, une réforme de la Chambre des Lords supprimant le droit de vote des pairs héréditaires, une réforme de la procédure aux Communes et l'adoption d'une loi sur la liberté de l'information et d'une déclaration des droits de l'homme. Les libéraux-démocrates souhaitent aussi que le Labour accepte une réforme électorale remplaçant le scrutin majoritaire à un tour par un système proportionnel. Le premier ministre, John Major, a qualifié ces propositions de « profondément dangereuses ». — (Corresp.)

La Russie a retiré toutes ses troupes de Tchétchénie

MOSCOU. Plus de deux ans après le début de l'intervention russe en Tchétchénie, le gouvernement russe a annoncé, dimanche 5 janvier, l'achèvement du retrait de ses troupes de la république indépendante. Afin de relancer le processus de paix mis en place en août 1996 par le général Alexandre Lebed, le président Eltsine avait déclaré, le 23 novembre, que toutes les troupes russes seraient retirées de Tchétchénie, où des élections présidentielle et législatives doivent avoir lieu le 27 janvier. Le conflit tchétchène a fait entre 40 000 et 100 000 morts, dont plusieurs milliers de soldats russes. En vertu des accords de paix signés le 31 août 1996 entre Russes et indépendantistes tchétchènes, le statut de la république caucasienne sera « gelé » jusqu'en 2001. — (AFP)

ASIE

■ **AFGHANISTAN** : l'explosion d'une bombe a fait cinq morts et huit blessés, dimanche 5 janvier, sur le marché très fréquenté de Kaboul. Cet attentat est survenu après un bombardement de l'aviation antiterroriste qui a tué au moins quatre personnes et blessé quinze autres dans le quartier présidentiel de Wazir Akbar Khan. Les bureaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) — dont un employé a été tué — ont été détruits dans cette attaque aérienne que la radio des talibans, au pouvoir à Kaboul, a attribuée à la faction du général ouzbek Rashid Dostom. — (AFP, Reuters)

■ **BURMA** : Aung San Suu Kyi, figure de la dissidence birmane, a été autorisée par la junte au pouvoir, samedi 4 janvier, à accueillir à son domicile les membres de son mouvement, la LND (Ligue nationale pour la démocratie), ainsi que des étrangers à l'occasion du quarante-neuvième anniversaire de l'indépendance de la Birmanie. — (Corresp.)

■ **INDE** : le chef du contre-espionnage indien, Rattan Sehgal, a été démis de ses fonctions pour avoir noué des liens « non autorisés » avec deux diplomates américains, a indiqué dimanche 5 janvier le ministre de l'Intérieur, Indrajit Gupta, dans un entretien au quotidien *The Indian Express*. Un autre quotidien, *Hindustan Times*, citant des sources officielles, avait annoncé que ces deux diplomates américains soupçonnés d'espionnage avaient fait l'objet d'une procédure d'expulsion. — (AFP)

■ **CORÉE-DU-SUD** : le ministre public a brandi, lundi 6 janvier, la menace d'actions en justice contre les dirigeants syndicaux, alors que des milliers de salariés poursuivaient leur mouvement de grève générale pour protester contre une nouvelle loi sur le travail. Des avertissements ont été adressés à dix responsables de la Confédération des syndicats (KCTU) qui a pris la tête du mouvement. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **BAHREIN** : les autorités ont arrêté plus de 100 personnes après un incendie provoqué, la semaine dernière dans une boulangerie, au sud de Manama. Bahreïn est depuis décembre 1994 secoué par des troubles anti-gouvernementaux, des attentats et des incendies criminels intermittents qui ont fait au moins 26 tués. Ces troubles sont animés par l'opposition chiite qui réclame notamment la restauration du Parlement dissous en 1975. — (AFP)

■ **GAZA** : le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a ordonné la destitution pour corruption de huit officiers de la sécurité en Cisjordanie, a annoncé samedi 4 janvier un haut responsable de l'OLE. Cinq colonels des services de renseignements ont été destitués. — (Reuters)

L'opposition serbe a organisé une « opération escargot » paralysant le centre de Belgrade

Un appel à la « désobéissance civile » pourrait être lancé dans les prochains jours

L'opposition en Serbie a organisé, dimanche 5 janvier, une « opération escargot » dans le centre de Belgrade. Des milliers de voitures ont

bloqué la capitale, sans que la police n'intervienne. A la suite de cette manifestation, les dirigeants de la coalition ont menacé les autorités

d'appeler à la « désobéissance civile », si le président Milosevic ne reconnaissait pas les résultats des élections municipales.

BELGRADE

Un embouteillage monstre, immobilisant des milliers de véhicules, a complètement bloqué le centre de Belgrade, dimanche 5 janvier. A l'initiative des dirigeants de l'opposition, les conducteurs ont simulé des pannes, laissant les capots ouverts et posant des triangles rouges sur les toits de leurs véhicules. De nombreuses voitures arboraient ballons et drapeaux multicolores. La majorité des conducteurs « infirmes », klaxonnant à tue-tête, affichaient une évidente bonne humeur. Certains d'entre eux, sortis de leur véhicule, s'évertuaient en vain à régler la circulation à coups de sifflet. Un peu plus loin, on voyait cinq solides gaillards qui tentaient, sans résultat, de pousser une petite Fiat bloquant un croisement. Il n'y avait apparemment rien à faire contre ce chaos. Un chauffeur exigeait en plaisantant « l'intervention des forces de police internationale ! ».

La veille, l'un des trois dirigeants de la coalition de l'opposition, Vuk Draskovic, avait lancé un appel : « Puisque le président Milosevic (qui a interdit les rassemblements) s'inquiète de nous voir marcher à pied par ce froid, nous prendrons nos voitures pour nous promener en ville. » Il avait indiqué que, « compte tenu du ver-



glas, il faudra rouler très, très lentement », et « qu'en cas de problème la police est là pour assurer la fluidité du trafic ». En fait, les policiers anti-émeutes, « refusant toute intervention », aux dires des conducteurs, ne tentèrent à aucun moment de s'interposer et se contentèrent d'observer au spectacle, depuis leurs autocars parkés au cœur de l'embouteillage. Seuls, quelques agents de la circulation, orientant les voitures aux abords du centre-ville, mé-

laient involontairement leurs coups de sifflet à ceux des nombreux manifestants ayant envahi les rues.

« NOUS OCCUPERONS LES TROTTOIRS »

Profitant de l'absence de tout cordon de police, ces derniers formèrent bientôt deux cortèges qui, retrouvant leur circuit habituel, défilèrent bruyamment devant les immeubles de la télévision et du journal officiel, *Politika*. Vers 17 h 30, alors que les encombre-

ments se résorbaient, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se réunirent spontanément sur la place de la République.

Bien qu'aucun meeting n'ait été prévu en ce dimanche, Vuk Draskovic leur annonça que « si dans quatre jours Milosevic ne répond pas positivement aux recommandations de l'OSCE, nous ferons de même dans toutes les villes où se déroulent nos manifestations ». Vesna Pesic tenait même à préciser qu'en cas où « Milosevic interdirait les voitures nous sortirions tables, chaises et placards dans les rues et occuperions les trottoirs ». De son côté, Zoran Djindjic, le troisième dirigeant de l'opposition, se demandait « ce qu'il fallait faire d'un régime qui ne tient pas ses promesses », et annonçait : « C'est nous qui allons appliquer un embargo contre le pouvoir en refusant de payer les notes d'électricité et la redevance pour la télévision. »

La journée se termina à 19 heures par la manifestation des étudiants. Toutefois, à défaut d'être partis plus tôt, ceux-ci se retrouvèrent, comme les jours précédents, dans la zone piétonne, bloqués par quelques cordons de policiers, alors que dans toute la ville s'élevait, à nouveau, le concert de casseroles, annonçant le boycott du journal télévisé officiel.

Pierre Benvenuto

Vesna Pesic, présidente de l'Alliance civique, à la tête de la coalition « Ensemble »

« Nous devrions bientôt trouver une solution à la crise »

AUX CÔTÉS DE VUK DRASKOVIC, qui dirige le Mouvement du nouveau serbe, et de Zoran Djindjic, qui préside le Parti démocratique de Serbie, Vesna Pesic, présidente de l'Alliance civique, est à la tête de la coalition « Ensemble », qui mène, depuis sept semaines, le mouvement de contestation en Serbie.

« Comment jugez-vous les concessions faites par les autorités de Serbie ?

« Quelles concessions ont été faites ? Le régime revient sur quelques villes qui, depuis longtemps, étaient remportées par l'opposition. Et le gouvernement affirme toujours avoir la majorité dans des villes — comme Nis — qui, selon le rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ont été gagnées par l'opposition. Ne parlons donc pas de concessions : l'opposition a remporté les municipales, et le président doit simplement le dire clairement. »

« La démission, dimanche, de l'ancien maire de Belgrade vous semble-t-elle constituer un signe positif ?

« Nebojsa Covic fait partie d'un groupe de socialistes qui n'approuvent pas les décisions du gouvernement à la suite du scrutin municipal. Depuis le premier jour, il est du côté des socialistes contestataires qui sont favorables à la reconnaissance du résultat des élections à Belgrade. Sa décision peut cependant provoquer une fissure très grave au sein du parti au pouvoir, après le refus du président Slobodan Milosevic de reconnaître le résultat de la mission de l'OSCE. »

« Comment voyez-vous la poursuite du mouvement de protestation de l'opposition, après l'interdiction des manifestations. Des violences ou des provocations sont-elles à redouter ?

« Nous devons nous adapter aux circonstances. Dimanche, nous avons bloqué la capitale avec nos voitures et, ce lundi, nous organisons une procession à la grande église de Belgrade, à la veille du Noël orthodoxe. L'interdiction des marches, et la rarefaction des bus, a sans nul doute empêché beaucoup de gens de se déplacer, et en-

traîné une diminution de la mobilisation. Nous sommes maintenant cantonnés sur la place de la République (au centre de Belgrade). Mais nous cherchons chaque jour à imaginer de nouveaux moyens de protestation. Les risques de répression sont faibles, sauf si le pouvoir rejette les recommandations de l'OSCE. »

« L'opposition parvient-elle à garder son unité dans cette crise ?

« Il n'existe pas de divisions entre nous ; car nous sommes d'accord sur l'essentiel. Si Milosevic nous cède la municipalité de Belgrade, nous sommes prêts à discuter avec lui de la libéralisation des médias et d'autres problèmes. Il nous faut encore régler l'organisation de ce dialogue. Il faut se souvenir que notre coalition est récente, et qu'avant nous ne travaillions pas ensemble. »

« Quel peut être l'avenir du mouvement de protestation ?

« Je pense que nous allons bientôt arriver à une solution, car le président Milosevic n'est pas quelqu'un d'irrationnel au point de refuser les résultats d'une commis-

sion, qu'il a lui-même invitée à tenir. S'il le faisait, il se retrouverait, totalement isolé diplomatiquement. Nous devrions donc, concernant la crise actuelle, être bientôt fixés. Et, dans un avenir plus incertain, arriver à démocratiser la Serbie. »

« Comment jugez-vous l'intervention de la commission de l'OSCE ?

« Elle a bien fait son travail. Elle a fait une évaluation correcte des résultats des élections du 17 novembre et su élargir le problème en prenant en compte l'obligatoire libéralisation des médias et la nécessaire mise en place d'un processus de démocratisation. »

« Slobodan Milosevic peut-il être l'homme de cette démocratisation ?

« Pour l'instant, cela me semble exclu. Certes, une idée peut toujours lui passer par la tête et il peut le devenir. Mais il n'a guère affiché de penchants particuliers dans ce sens. »

Propos recueillis par Alain Deboue et Denis Hautin-Guillaud

A Moscou, Helmut Kohl se dit optimiste sur l'élargissement de l'OTAN

MOSCOU

de notre correspondant

Placé sous le signe d'une nouvelle architecture de sécurité à construire, l'année diplomatique européenne a été lancée, samedi 4 janvier, dans une datcha présidentielle à une centaine de kilomètres de Moscou par les deux poids lourds et « amis » du Vieux Continent, Helmut Kohl et Boris Eltsine. Lors de ce coup d'envoi, le chancelier allemand et le président russe ont longuement débattu de l'élargissement de l'OTAN à l'Europe de l'Est et sont convenus de poursuivre les négociations. Après ces discussions, qualifiées de « extrêmement cordiales » par le porte-parole du Kremlin, Helmut Kohl a fait preuve d'un certain optimisme.

Tout en reconnaissant « qu'il existe encore des divergences », le chancelier a estimé que Russes et Occidentaux allaient trouver rapidement « une solution raisonnable qui permettra l'élargissement de l'OTAN », car, a-t-il dit, « nous sommes d'accord que ce problème ne peut plus être repoussé ». « L'ami » du président russe (et

aussi son plus gros créancier) a trouvé Boris Eltsine en bonne santé : « Capable d'évoquer très concrètement tous les sujets », il espère visiblement que le retour du maître au Kremlin, après son opération du cœur, permettra de débattre le dossier de l'OTAN.

Pourtant, à peine le chancelier envolé, le Kremlin a redité dimanche sa ferme opposition de principe à l'élargissement de l'Alliance atlantique à l'Est. « Boris Eltsine a exposé la position et les préoccupations russes clairement, précisément et assez durement », a déclaré son porte-parole. Moscou voit en l'extension de l'alliance militaire occidentale à « ses frontières » (il s'agit en fait, au pire, de celle de l'ex-URSS) une menace pour sa sécurité. Les pays d'Europe de l'Est candidats à l'adhésion et anciens satellites de Moscou souhaitent, eux, une protection efficace contre un « néoimpérialisme » russe.

Faisant sans doute allusion à un compromis, Helmut Kohl a précisé samedi qu'il avait « évalué quelques idées » avec Boris Eltsine ; idées non précisées dont il « parle-

rait au téléphone dans les jours qui viennent avec ses collègues de l'Alliance atlantique ». Le chancelier a ainsi déclaré qu'avec l'adhésion de nouveaux pays au bloc de défense occidental, ils n'ont « pas l'intention de rapprocher leurs machines militaires de la frontière russe ».

LA MENACE CROISSANTE

Moscou insiste pour un élargissement « symbolique », qui ne s'accompagnerait pas de déploiement de troupes ou d'armes. Après avoir annoncé son intention d'admettre bientôt dans ses rangs la Pologne, la République tchèque et la Hongrie, l'Alliance a ainsi renoncé à stationner des armes nucléaires chez ces futurs adhérents d'Europe de l'Est. Washington a aussi repudié l'idée d'une admission rapide des pays baltes. Après avoir décroché une révision du traité sur les forces conventionnelles en Europe (CFE), Moscou tenterait en outre d'obtenir un quasi veto à l'adhésion des « pays des Balkans ».

Pour peser dans la négociation malgré ses faiblesses, la Russie agit devant les Occidentaux la

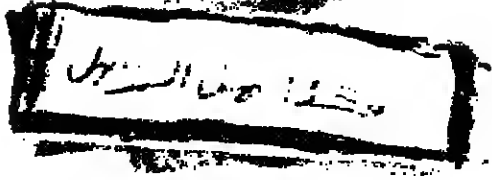
menace d'un « partenariat stratégique » avec la Chine, illustré par la récente visite du premier ministre chinois Li Peng et celle, attendue pour avril, du président Jiang Zemin.

C'est dans cette atmosphère « unique » que les négociations sur l'OTAN devraient se poursuivre ces prochains mois et, si tout se passe bien, déboucher sur un accord pour le sommet de l'OTAN des 8 et 9 juillet à Madrid. Le compromis devrait prendre la forme d'un traité spécial, d'une « charte de sécurité », entre l'OTAN et la Russie.

Jacques Chirac est attendu à Moscou dans les prochaines semaines ; ainsi que le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, puis le premier ministre britannique, John Major. Boris Eltsine a accepté une invitation à se rendre le 4 février aux Pays-Bas, qui président l'Union européenne, puis en Allemagne, en avril, il doit rencontrer Bill Clinton en mars à Washington et se rendre à Denver en juin pour le sommet du G-7.

Jean-Baptiste Naudet

VOUS CHERCHER EN
LIVRE ÉPUISÉ ?
Une seule adresse
LE TOUR DU MONDE
et ses réseaux de 250 correspondants
3, rue de la Paix, 75116 PARIS
TEL : 01.42.36.71.89
Fax : 01.42.36.40.57



« Vache folle » : le Parlement européen envisage de censurer la Commission

Les enquêteurs dénoncent, dans un projet de rapport, de nombreuses fautes et négligences commises à la fois par Londres et par Bruxelles, accusées d'avoir fait prévaloir les intérêts du marché sur ceux de la santé publique

Six mois après sa création, la commission temporaire d'enquête du Parlement européen sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle ») va reprendre et conclure ses tra-

vaux. Ces derniers seront notamment marqués par une rencontre, mercredi 15 janvier à Strasbourg, avec Jacques Santer, président de la Commission européenne. Les enquêteurs n'auront pas, en définitive, en-

tendu Jacques Delors, président de cette même Commission de 1985 à 1995. Les travaux des enquêteurs du Parlement, présidés par Rainer Böge, ont d'ores et déjà conduit à la rédaction d'un pré-rapport qui

sera discuté le 13 janvier prochain et dont le quotidien belge *Le Soir* publie plusieurs extraits dans son édition du 6 janvier. Le rapport souligne notamment que les autorités britanniques ont « exercé des pressions »

afin que la Commission ne puisse contrôler la bonne application des mesures préventives dans les abattoirs du Royaume-Uni. Elles auraient ainsi privilégié les intérêts des éleveurs au détriment de la santé publique.

BRUXELLES

Rédigé en espagnol, ce pré-rapport de vingt-six pages accompagnées d'annexes et daté du 19 décembre 1996 est signé de Manuel Medina Ortega, député socialiste et rapporteur de la commission du Parlement européen. Il résume les principales conclusions auxquelles est parvenue cette dernière et fournit une analyse très critique des différents éléments que l'enquête et les auditions ont permis de réunir.

Au terme de cette analyse et forme de réquisitoire, le rapporteur envisage le dépôt d'une motion de censure contre la Commission européenne. Cette mesure, prévue théoriquement par les textes, pourrait conduire à l'éviction de tout ou partie des actuels commissaires européens et constituerait, à ce titre, un événement de taille, une « première » dans les affaires européennes.

Le rapport de M. Ortega souligne, témoignages et arguments à l'appui, l'ampleur de la responsabilité des autorités britanniques dans le développement de cette nouvelle maladie bovine. Les fautes et les négligences tiennent d'abord à l'impossibilité des pouvoirs publics britanniques de garantir que les bovins n'ont pas été nourris avec des farines de viandes et d'os contaminés par l'agent infectieux de la maladie de la « vache folle ».

« PRESSIONS »

Le rapporteur dénonce également l'attitude de Londres, qui a laissé les firmes britanniques exporter ces farines contaminées alors même qu'elle avait interdit dès 1988 leur utilisation dans l'alimentation de ses ruminants.

M. Ortega note que, si les responsables britanniques reconnaissent quelques insuffisances en matière d'étiquetage, ils estiment que la réglementation du commerce international de ces produits était de la compétence de la CEE et non de celle des Etats membres, ce que démentent au-

jourd'hui les responsables de la Commission européenne. M. Ortega estime par ailleurs irrecevables les arguments des services vétérinaires britanniques qui tentent d'exonérer les responsables de leur pays en faisant valoir qu'ils avaient adressé des courriers informant leurs homologues des pays européens et des pays tiers sur les dispositions prises en matière de farines et d'alimentation du bétail.

Le rapport souligne d'autre part que les autorités britanniques ont « exercé des pressions » afin que la Commission ne puisse contrôler la bonne application et l'efficacité des mesures préventives dans les abattoirs du Royaume-Uni. Ces pressions étaient d'autant plus efficaces que les fonctionnaires et

les experts britanniques étaient numériquement surreprésentés au sein des instances bruxelloises.

En d'autres termes tout se serait passé comme si Londres avait, ici, privilégié les intérêts des éleveurs et des industriels britanniques au détriment de la santé publique. « Les autorités britanniques ont fait une lecture partielle des conseils et des mises en garde des scientifiques », écrit encore le rapporteur, qui fait valoir que les opinions des quelques scientifiques qui faisaient une analyse plus inquiétante des faits et des risques pour l'homme n'étaient pas prises en compte. C'est ainsi que les efforts nécessaires aux études scientifiques et que les précautions qu'ils réclamaient n'ont pas été mis en œuvre. Et il

aura fallu attendre le 20 mars 1996, soit près de dix ans après l'apparition des premiers cas de « vache folle », pour que l'on reconnaisse enfin qu'il y avait bien un risque de transmission à l'homme.

« DÉSINFORMATION »

Les responsabilités et les négligences de la Commission européenne sont également longuement analysées. Le rapporteur souligne tout d'abord que la Commission a donné la priorité aux intérêts du marché sur ceux de la santé publique. Il cite notamment sur ce point plusieurs initiatives prises en 1990 par Ray MacSharry, alors commissaire européen à l'agriculture, et par Guy Legras, directeur général de

l'agriculture. Le rapport souligne également que la Commission a « cherché à pratiquer une politique de minimisation du problème qui a pu, à certains moments, se traduire comme une politique de désinformation, toujours dans le but de prévenir des perturbations sur le marché de la viande ».

M. Ortega cite en particulier des documents datés de 1990 et signés de M. Castille, alors fonctionnaire au service de la politique des consommateurs, qui ne laissent guère de doute quant à la priorité donnée par Bruxelles aux intérêts économiques. Le rapport note encore une « mauvaise coordination entre l'ensemble des services ayant en charge les produits alimentaires », soit quatre directions de la Commission euro-

péenne et les ambiguïtés des relations entre le Comité vétérinaire permanent et le Comité scientifique vétérinaire.

Après avoir sévèrement critiqué le mode de fonctionnement du Comité des scientifiques vétérinaires (dont le sous-groupe ESB a pratiquement toujours été présidé par les Britanniques) puis avoir dénoncé l'absence de comités consultatifs indépendants et multidisciplinaires, le rapporteur traite des responsabilités politiques de la Commission européenne quant aux négligences commises par cette dernière dans le domaine de la protection de la santé humaine et animale.

« NÉGLIGENCES »

« Si nous arrivons à un accord pour déterminer les faits relatifs à une mauvaise gestion, tous ou certains des commissaires directement responsables du dossier de l'ESB (M. MacSharry, Steichen, Fischer) étant susceptibles d'être accusés de négligences, il faudra déterminer de quelle manière leur incompétence ou leurs responsabilités politiques, écrit M. Ortega. Evidemment, le Parlement européen pourra présenter une motion de censure contre la Commission pour l'inefficacité de sa gestion, en conformité avec l'article 144 du traité. Cependant il n'existe pas de réelles possibilités pratiques d'exiger les responsabilités politiques individuelles des commissaires ou des ex-commissaires. Il serait injuste que le Parlement européen décide une motion de censure qui implique aussi les autres commissaires qui, dans la mesure de leurs possibilités et de leurs connaissances de la situation, ont tenté de multiplier les mesures de prudence. » « Mais dans tous les cas, conclut le rapporteur, le Parlement européen doit recommander à la Commission qu'elle redouble de vigilance et qu'elle prépare des initiatives législatives, afin d'éviter que des situations similaires se reproduisent dans le futur. »

J.-Y. N.

Jean-Yves Nau

1991 : quand la France mentait à Bruxelles...

PLUS LE TEMPS PASSE, plus les informations scientifiques et administratives sont collectées et plus il apparaît que le principal scandale de l'affaire de la « vache folle » réside dans l'attitude des autorités britanniques vis-à-vis des farines animales. Après avoir établi scientifiquement, dès 1988, que ces farines étaient à l'origine de la nouvelle maladie affectant le cheptel bovin britannique, Londres n'a pas voulu tirer les conclusions préventives et sanitaires qui, à l'évidence, s'imposaient. Le rapport rédigé par M. Ortega comporte sur ce thème des éléments accablants à l'égard des autorités britanniques et de Bruxelles accusées d'une culpabilité passive. A l'échelon communautaire, la Commission européenne n'est pas la seule responsable, certains Etats membres ayant ici leur part de culpabilité. C'est notamment le cas de la France, comme on le voit dans un document de 1991 adressé à la Commission européenne par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Ce document, adressé à Bruxelles, est intitulé « Questionnaire relatif aux mesures nationales concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine ». Ce questionnaire avait été adressé à tous les Etats membres par la direction générale de la Commission européenne à l'agriculture. Faute de disposer des pouvoirs inhérents au futur marché unique (qui a été mis en place en 1993), cette commission a été alors très inquiète des mesures prises au sein

de l'espace européen par les Etats membres pour prévenir la diffusion de l'épidémie animale. Le document adressé par le ministère français de l'Agriculture comporte cinq pages et fait la synthèse des dispositions françaises. Il précise que l'ESB est une maladie à déclaration obligatoire depuis le 12 juin 1990 et détaille les mesures appliquées en cas de suspicion et de confirmation du diagnostic. Au chapitre des mesures appliquées en cas de suspicion, il est précisé que « le directeur des services vétérinaires propose ou préfère du département un arrêté de mise sous surveillance de l'exploitation d'origine du bovin suspect prévoyant, soit l'isolement de l'animal suspect au en cas de nécessité, l'euthanasie sur place, soit sa conduite à l'abattoir accompagné d'un certificat vétérinaire d'infirmité ».

DÉROGATIONS

En cas de confirmation du diagnostic, il est précisé que l'animal doit être détruit par incinération de la carcasse et des abats — le lait de l'élevage pouvant être librement commercialisé — et « qu'après accord de l'éleveur », on procède à l'abattage total du cheptel. Toutes ces dispositions très précises étaient accompagnées d'un chapitre concernant l'utilisation de la farine de viande. Sur ce thème, le ministère français expliquait à Bruxelles que les importations de farine de viande en provenance du Royaume-Uni et d'Irlande étaient

« interdites » alors que celles venant des autres Etats membres ou des pays tiers étaient « autorisées sur dérogation particulière ». Or il s'agit là d'une information inexacte. Les farines de provenance du Royaume-Uni ou de la République d'Irlande ont en effet continué d'être importées en France après que les autorités britanniques eurent interdit leur utilisation dans l'alimentation des bovins sans d'ailleurs prendre les mesures permettant d'affirmer que cette interdiction était officiellement appliquée. Une série de dérogations ont ainsi permis de continuer à importer des produits contaminés en France, ce qui explique l'existence d'une série de cas de « vache folle » dans l'ouest du pays. « Ces données nous ont, à l'époque, apporté la garantie que le problème de la « vache folle » ne se posait pas en France et nous décevons aujourd'hui que les affirmations du ministère français ne correspondent pas à la réalité », confirme-t-on auprès de la Commission de l'Agriculture à Bruxelles. Au ministère français de l'Agriculture, on estime que le problème essentiel dans ce domaine porte sur la période comprise entre juillet 1988 et la fin de 1989, durant laquelle on a effectivement importé de manière importante des farines animales britanniques contaminées.

Nouvelle gamme Audi A4

Il y a des voitures incomparables qui mériteraient d'être comparées.



<http://www.audi-france.com>

Martine Aubry s'en prend à un libéralisme menaçant l'Europe et la cohésion sociale

L'ancien ministre socialiste assure que M. Chirac pourrait apprécier une cohabitation avec M. Jospin

Au micro du « grand jury RTL-Le Monde », dimanche 5 janvier, Martine Aubry a regretté que les socialistes, lorsqu'ils étaient au pouvoir,

n'aient pas procédé à une réforme fiscale et à une réduction du temps de travail. Elle a estimé que, en cas de victoire de la gauche aux législa-

tives de 1998, si M. Jospin réussissait là où M. Juppé avait échoué, M. Chirac ne pourrait que se féliciter de la cohabitation.

TROIS SEMAINES après l'adoption par le Parti socialiste de son projet économique (Le Monde du 15-16 décembre), Martine Aubry a détaillé, dimanche 5 janvier, au « Grand jury RTL-Le Monde », les grandes réformes que la gauche devra mettre en application si elle revient au pouvoir après les élections législatives de 1998.

L'ancien ministre du travail a dénoncé, notamment, l'idéologie libérale qui, selon elle, gagne l'ensemble de la société française, menaçant à la fois la cohésion sociale et la construction européenne.

M^{me} Aubry a souligné qu'après trois ans de gouvernement d'Alain Juppé, Jacques Chirac aurait quelques bonnes raisons, en 1998, d'apprécier une cohabitation avec Lionel Jospin. « Le président de la République serait content d'avoir des solutions aux problèmes qu'il annonce et sur lesquelles aujourd'hui M. Juppé n'a pas de réponses », a déclaré l'ancien ministre du travail. Dans le fond, si Lionel Jospin arrivait à faire ce que [M. Chirac] n'arrive pas à faire, et sur-

tout ce qu'Alain Juppé n'arrive pas à faire, un radical socialiste comme Jacques Chirac peut laisser faire, en pensant que ça peut lui être utile. »

M^{me} Aubry est revenue sur le bilan des dix années où les socialistes ont été au pouvoir pour regretter qu'au cours du second septennat de François Mitterrand, ils aient « manqué de volontarisme politique » et qu'ils soient entrés « comme tout le monde dans cette bulle financière que nous avons gonflée », ajoutant : « Nous avons eu tort de ne pas faire un certain nombre de choses : la réforme fiscale, la réduction de la durée du travail. » Si le PS revient au pouvoir, a-t-elle précisé, « il faudra le faire ».

M^{me} Aubry s'est aussi expliquée sur ce qu'elle entendait par la formule « rompre avec le libéralisme ». Si, pour elle, il n'est pas question de remettre en cause les lois du marché dans les secteurs de l'économie où elles ont fait leurs preuves, le PS devra « remettre le libéralisme » simplement « là où il fait faillite », tout en évitant que cette théorie n'inspire la

réforme de l'ensemble de la société. Il en va, selon elle, de la cohésion sociale. Il ne faut pas seulement « corriger les effets néfastes du libéralisme, mais bien repenser un modèle de développement », a souligné la présidente de la Fondation agir contre l'exclusion (FACE).

« Nous avons eu tort de ne pas faire un certain nombre de choses : la réforme fiscale, la réduction de la durée du travail »

« Nous étions dans une économie libérale. Nous sommes en train de faire une société libérale », a-t-elle regretté. « En période de crise, ce n'est pas le moment d'avoir moins

Bataille politique autour de la présidence de la Licra

À QUELQUES JOURS de son prochain congrès, prévu les 11 et 12 janvier, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) vit en campagne présidentielle. Trois candidats sont en présence : Pierre Aldenbaum, président sortant et maire (PS) du 3^e arrondissement de Paris, M^{me} Charles Korman, avocat à Paris et l'un des actuels vice-présidents, et M^{me} Philippe Bataille, avocat au barreau de Versailles et président de la fédération des Yvelines.

Depuis plusieurs semaines, l'engagement politique du président de la Licra, qui postule pour un troisième mandat, est au cœur de la campagne. Le mandat de deux ans, fait l'objet d'une campagne menée, sur le thème de l'apolitisme, notamment par des proches de Jacques Dominiati, ancien maire (UDF) du 3^e arrondissement et premier adjoint au maire de Paris, et de Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine et maire de Boulogne-Billancourt. Accessoirement, il est aussi reproché à M. Aldenbaum sa mise en examen, en qualité de président, pour « complicité de faux en écriture privée », consécutive au licenciement de l'ancienne directrice administrative et financière de la Licra (Le Monde du 21 septembre 1996).

Devant le développement de ces attaques, les

principaux dirigeants de la Licra ont décidé, fin décembre, de faire bloc, dans un appel commun, autour de M. Aldenbaum, en rappelant notamment que celui-ci fut secrétaire général de l'association pendant douze ans, sous la présidence de Jean Pierre-Bloch, qui n'a jamais caché son engagement politique. « Alors que les attaques insidieuses se développent contre notre président, dont l'honneur et l'intégrité sont au-dessus de tout soupçon, nous devons tous ensemble nous rassembler autour de lui », affirment les signataires de cet appel. Parmi ces derniers, Patrick Gaubert, vice-président de la Licra et ancien chargé de mission auprès de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, déplore cette intrusion d'un combat droite-gauche. « Mes amis [politiques] confondent le rôle des partis et celui d'une association », regrette-t-il.

M. Aldenbaum, pour sa part, estime que, selon une convention interne, il est convenu que le président de la Licra ne doit pas avoir de mandat politique national. C'est pourquoi, a-t-il assuré au Monde, il ne sera pas candidat aux élections législatives au titre du PS contre le député (UDF) sortant, Laurent Dominiati.

Jean-Louis Saux

Périgueux se cherche un nouveau maire

PÉRIGUEUX

de notre correspondante

L'annonce de la nomination d'Yves Guéna au Conseil constitutionnel et, par voie de conséquence, de l'abandon de tous ses mandats à partir, vendredi 3 janvier, à Périgueux, l'effet d'un « tremblement de terre », pour reprendre l'expression de la première adjointe au maire, Paulette Labatut.

Maire depuis vingt-cinq ans, Yves Guéna tenait la ville sans faille, obtenant à chaque scrutin des scores flirtant avec les 60 %. Autant dire que, du côté de ses partisans, les sentiments, vendredi soir, oscillaient entre la fierté et une sensation de deuil. Quant à l'incertitude, qui inaugurait son nouveau devoir de réserve, il lâchait : « Je suis forcément heureux. Cela pose des problèmes mais personne n'est

immortel, personne n'est irremplaçable. »

Les problèmes en question concernent bien évidemment la succession qu'il faut gérer au plus vite. Au Sénat, tout est simple. M. Guéna est remplacé par son suppléant, Gérard Fayolle, lui aussi RPR (Le Monde daté 5 et 6 janvier).

LA CONTINUITÉ OU L'AVENIR

À l'hôtel de ville, cela est plus compliqué. C'est, le 28 mars 1996, alors qu'il fêtait ses vingt-cinq ans à la mairie de Périgueux, Yves Guéna avait annoncé qu'il ne se représenterait pas en 2001 et qu'il pensait déjà à sa succession. Mais il n'avait avancé aucun nom car il se refusait obstinément à désigner officiellement un dauphin. Aussi, nombre des onze adjoints ont pu prétendre à ce titre à un

moment où à un autre, Yves Guéna se plaisait à entretenir le suspense, voire à souffler le chaud et le froid.

Aujourd'hui, il va falloir trancher. Le plus simple pour Yves Guéna serait sans doute de jouer la continuité et de proposer sa première adjointe au poste de premier magistrat. Paulette Labatut (RPR) est fidèle depuis le début du premier mandat en 1971. Mais l'enjeu ne se limite pas à la succession immédiate.

Manifestement, Yves Guéna entend bien jouer la carte de l'avenir, et plus précisément celle de 2001. Dans ce schéma, le mieux placé est Xavier Darcos, adjoint à la culture, élu depuis 1989. Ce quadra, Périgourdin d'origine, doyen des inspecteurs généraux de l'éducation nationale, est actuellement conseiller auprès d'Alain Juppé, chargé des questions d'éducation, après avoir été le directeur du cabinet de François Bayrou lors du gouvernement Balladur.

On le dit plus centré que RPR. Est-ce un handicap ? Dans l'immédiat, peut-être. Mais à terme ce peut être un atout dans une ville qui n'avait abandonné un radicalisme proche du centre que pour élire Yves Guéna. Elle pourrait être tentée de renouer avec sa tradition. La gauche peut aussi espérer reprendre quelques couleurs après le départ de celui qui la lançait à chaque scrutin. La fédération communiste a déjà affirmé : « Ce sont les temps ordinaires qui commencent. » À Périgueux, partisans et adversaires du nouveau membre du Conseil constitutionnel prennent peu à peu conscience qu'une page vient de se tourner.

Anne-Marie Stinéo

CORRESPONDANCE

Une lettre de Gérard Lucotte

À LA SUITE de notre article intitulé « Le Club de l'Histoire ironise sur l'inégalité des races », paru dans Le Monde daté 15-16 décembre, Gérard Lucotte, professeur à l'École d'anthropologie de Paris, nous écrit :

« Une précision, tout d'abord, concernant mon appartenance à un « établissement privé » : l'École d'anthropologie de Paris, où j'enseigne, est un établissement supérieur des sciences anthropologiques, fondé depuis 1875 et reconnu d'utilité publique. Il est inexact, d'autre part, d'écrire que j'aurais « fustigé les travaux » d'André Languey, auquel a été

décerné le prix Lyssenko pour sa négation de l'existence des races humaines : en fait, j'ai été invité par le Club de l'Histoire pour une conférence générale sur l'histoire de la notion de race humaine et sa nature héréditaire ; à aucun moment, je n'ai parlé du récipiendaire et de ses affirmations péremptives sur le sujet. Enfin et surtout, je ne me suis en aucune manière, à l'occasion de la remise du prix, exprimé sur le problème de « l'inégalité des races et de son déterminisme génétique » ; il ne s'agit pas d'un problème scientifique, et je n'avais par conséquent pas à le traiter. »

M. Monory revient à la charge à propos des nominations au CPM

LE PRÉSIDENT DU SÉNAT, René Monory, dénonce « une dérive très malsaine », en évoquant les conditions de nomination de deux nouveaux membres du Conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France (Le Monde du 4 janvier et daté 5-6 janvier), dans un entretien publié, lundi 6 janvier, par le quotidien Lo Tribune. « Il y a huit jours, nous étions d'accord avec le premier ministre pour nommer ceux que recommandait la Banque de France, Jean-René Bernard et Jean Boissonnat. Mais au dernier moment, cela a changé », explique-t-il.

« Les candidats que j'avais proposés ne plaisaient pas. Aucun n'a été retenu. On a rompu avec la représentativité des trois présidents d'Assemblée. Il n'y a plus aujourd'hui ou CPM qu'un représentant du président du Sénat pour deux représentants du président de l'Assemblée nationale et trois représentants du président du CES [Conseil économique et social]. C'est une dérive désagréable, très malsaine. Il était inutile d'humilier gratuitement le Sénat », souligne M. Monory.

Georges Chavanes abandonne son mandat de maire d'Angoulême

POUR RAISONS DE SANTÉ, Georges Chavanes (UDF-FD), ancien ministre, a annoncé, lundi 6 janvier, qu'il renonce à exercer son mandat de maire d'Angoulême, mais qu'il conserve celui de conseiller municipal et de député de la Charente. M. Chavanes avait été élu pour la première fois en 1989 contre le maire sortant, Jean-Michel Boucheron (PS), qui avait conduit la ville à la faillite avant de fuir en Argentine et d'être condamné à quatre ans de prison ferme, le 8 juillet 1994, pour trafic d'influence et ingérence. Réélu en 1995, M. Chavanes a dû subir, à l'automne, un triple pontage coronarien qui l'a contraint à réduire son activité. Le conseil municipal d'Angoulême devrait se réunir le 16 janvier pour procéder à l'élection de son successeur.

DÉPÊCHES

■ PARTI COMMUNISTE : le secrétaire national du PCF, Robert Hénin, a estimé, dimanche 5 janvier, au « Club de la presse » d'Europe 1, que les mesures économiques « radicales » des communistes, comme le SMIC à 5 500 francs, n'étaient pas « à prendre ou à laisser » mais « à discuter » avec le PS. « Le rapport de forces se modifie sur l'Europe. Ceux qui ne le voient pas se réveilleront avec des douleurs », a-t-il aussi affirmé, en réclamant un référendum sur la monnaie unique avant les élections législatives.

■ RENCONTRE : deux délégations coordonnées par Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement se rencontreront officiellement, mardi 7 janvier. Le secrétaire national du PCF et le président du MDC discuteront de « la situation politique générale » et de « la meilleure méthode à mettre en œuvre pour que les Français se prononcent sur l'euro ».

■ « RELANCE » : Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a estimé, dans un entretien au journal du Dimanche du 5 janvier, que « le pouvoir se trompe en croyant que la relance viendra, comme dans les sociétés anglo-saxonnes, du dynamisme des entreprises ». Selon lui, « le gouvernement doit mettre de l'argent dans la relance ».

1997 JAN 12

PARIS 1690F DUSSELDORF 1690F
TENERIFE 1690F FLORENCE 1690F
ROME 1690F HAMBURG 1090F
HELSINKI 1690F ATHENES 1690F
MILAN 1690F CATINE 1690F

Pour vous faire oublier 19 huits, 3 tranches de saumon fumé, 5 blinis, 158 grammes de crème fraîche, 341 grammes de foie gras, 1 cuisse de dinde, 27 marrons, la 2ème cuisse de la dinde, 6 fromages, 12 feuilles de salade et 1/3 de bûche, nous vous recommandons nos prix. Ils sont très légers.

Pour vos premières escapades de la nouvelle année en Europe, Lufthansa vous propose ses Prix Légers : plus de 40 destinations à 1690 F comme Athènes, Vienne, Florence, Istanbul, Helsinki... Et toute l'Allemagne à partir de 1090 F. Ces billets sont en vente jusqu'au 16 janvier 1997 pour des voyages effectués jusqu'au 16 mars 1997. Pour plus de détails, rendez-vous dans votre agence de voyage ou appelez le N° Azur 0 801 63 38 38 ou tapez 36 15 LH (2,23 F/min.).

Lufthansa

MÉDECINE 18 000 personnes bénéficient actuellement en France des protocoles de trithérapies anti-sida. Un double système de distribution de ces médicaments antirétroviraux de-

vrait permettre prochainement au patient de se les procurer en pharmacie, et non plus seulement à l'hôpital comme précédemment. Act Up dénonce toutefois des retards et des

obstacles administratifs à cette distribution. ● SELON UNE ÉTUDE réalisée récemment en France, il apparaît que la prise en charge des douleurs des malades atteints de sida est drama-

tiquement insuffisante. Plus de la moitié des patients ne bénéficient d'aucun traitement antalgique. ● BIEN QUE 70 MILLIONS DE TESTS de dépistage aient été réalisés en

France depuis dix ans, une proportion non négligeable de personnes découvre encore qu'elles sont infectées par le VIH alors qu'elles sont déjà à un stade avancé de la maladie.

Les nouveaux médicaments anti-sida bientôt disponibles en pharmacie

Après les menaces de pénurie, les malades français vont pouvoir disposer des derniers acquis thérapeutiques dans les officines, et non plus seulement à l'hôpital. L'association Act Up accuse toutefois les autorités sanitaires de multiplier les obstacles administratifs

L'ANNÉE 1997 sera marquée, dans le domaine du sida, par la mise en place d'un double système de distribution de médicaments antirétroviraux. A la délivrance habituelle de ces médicaments par les pharmacies hospitalières, s'ajoutera bientôt celle proposée dans les pharmacies d'officine. Il s'agit là d'une évolution importante dans la prise en charge collective des traitements du sida, conséquence de l'avancée majeure que constitue la mise au point de nouvelles associations thérapeutiques. Ces dernières permettent de mieux contrôler l'évolution de l'infection par le VIH.

Tout s'est déroulé de manière très rapide. Il y a encore un an, seulement quelques centaines de personnes infectées par le virus du sida étaient soignées de manière expérimentale par des bithérapies ou des trithérapies antirétrovirales. Aujourd'hui, on compte plus de 18 000 personnes bénéficiant en France de ces traitements (lire ci-dessous), qui ont perdu leurs caractéristiques expérimentales, même si de nombreuses questions demeurent quant à leur efficacité et quant à leur innocuité à moyen et long terme.

Tout se passe comme si l'on avait rapidement oublié les menaces de pénurie qu'avaient fait peser, dans une insupportable partie de bras de fer, quelques

multinationales pharmaceutiques. Oublié, également, la polémique éthique du début de l'année 1996, lorsqu'il s'était agi de définir qui, parmi les malades du sida, pourrait bénéficier des traitements efficaces, dont on craignait qu'ils ne fassent l'objet de rationnements drastiques. Depuis cette époque, Hervé Gaymard, secrétaire d'État à la santé et à la Sécurité sociale, a affirmé que les contraintes économiques ne seraient jamais un élément de nature à réduire l'accès aux soins de ces malades. Mieux, sous la pression conjointe des associations de malades et des médecins, les pouvoirs publics ont, pour la première fois, décidé de mettre en place un double système de distribution de médicaments antirétroviraux afin de faciliter l'accès à ces nouvelles thérapeutiques.

LE PROBLÈME DU PRIX

En mai 1996, le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, avait interrogé sur cette question un groupe d'experts français, présidé par le professeur Jean Dormont. Ce dernier répondait, le 26 juin, en soulignant que son groupe recommandait « à une forte majorité la dispensation en ville des antirétroviraux selon le régime du droit commun en vigueur », et en détaillant les dispositions d'accompagnement qu'ils souhaitaient voir prises (lire ci-dessous).

On confiait alors, dans l'entourage de M. Gaymard, que ce dispositif ne pourrait, en toute hypothèse, être mis en œuvre avant le début 1997.

Le coût global annuel des traitements antirétroviraux du sida est actuellement estimé à plus d'un milliard de francs. Cette somme était jusqu'à présent imputée au budget des hôpitaux et doit donc aujourd'hui être « basculée » vers les caisses de sécurité sociale. « Les malades du sida étaient, jusqu'à présent, obligés d'aller dans les pharmacies pour les médicaments autres que les antirétroviraux, expliquait-on en août 1996 au secrétariat d'État à la santé. A l'avenir, ils ne seront plus contraints d'aller dans des endroits différents. Cette mesure sera accompagnée d'une formation spécifique des pharmaciens libéraux afin, notamment, de garantir l'indispensable discrétion vis-à-vis des malades » (Le Monde du 31 août 1996).

Cette mesure imposait qu'une série de dispositions soient prises concernant la fixation des prix des molécules, qui étaient jusqu'à présent décidées de gré à gré entre les firmes pharmaceutiques et les hôpitaux publics. Ce problème

n'est toujours pas réglé, la mécanique budgétaire et administrative soulevant des obstacles qui n'ont pas encore pu être surmontés. La fixation des prix des médicaments antirétroviraux via le Comité économique du médicament n'a pas encore abouti. Les firmes pharmaceutiques concernées ne souhaitent pas être financièrement pénalisées par la mise en place de ce nouveau système, et les pharmaciens d'officine souhaitent conserver leurs marges habituelles sur ces médicaments très coûteux. Alors que le double

circuit de distribution devait officiellement être mis en place au 1^{er} janvier, il faudra donc encore attendre quelques semaines pour que les premiers antirétroviraux soient effectivement disponibles dans les pharmacies d'officine.

Pour sa part, l'association Act Up-Paris accuse le directeur général de la santé de « faire payer les molades pour la délivrance des antirétroviraux ». « Pour la première fois dans l'histoire du sida en France, les malades doivent payer leurs traitements antirétroviraux, déplore l'association. C'est le ré-

sultat d'une circulaire datée du 19 décembre, signée du professeur Girard, et qui concerne les nouvelles modalités de délivrance de ces médicaments. Cette circulaire organise le transfert comptable de l'enveloppe des traitements antirétroviraux du budget des hôpitaux sur celui des caisses locales d'assurance-maladie. Cette décision, purement administrative, engendre une série d'obstacles majeurs, qui rendra plus difficile le suivi du traitement pour les personnes atteintes ».

Act Up estime que les prochaines dispositions mèneront à un surcroît de formalités administratives dû à la limitation impérative à trente jours de traitement, alors même que la majorité des prescriptions de ces médicaments se faisaient pour six semaines. L'association souligne, par ailleurs, que les dispositions à venir coadjoindront une proportion non négligeable de personnes séropositives, qui ne bénéficient pas d'une couverture à 100 % par les caisses de sécurité sociale (entre 10 et 15 % des séropositifs), à devoir payer une partie du coût de ces médicaments.

Jean-Yves Nau

Les assurances de la direction générale de la santé

A la suite des accusations formulées par Act Up, la direction générale de la santé (DGS) précise que le texte visé en date du 19 décembre 1996, signé du directeur général de la santé, mais aussi du directeur des hôpitaux et du directeur de la Sécurité sociale, ne concerne que les modalités de financement des antirétroviraux dans les hôpitaux à compter du 1^{er} janvier. « Dorénavant, et afin de permettre le futur passage des antirétroviraux en officine, la prise en charge financière de ces traitements sera assurée directement par les caisses d'assurance-maladie et non plus par la dotation globale hospitalière », précise la DGS. Elle ajoute que des « instructions précises » seront prochainement adressées aux hôpitaux et aux caisses afin de prévenir les éventuelles perturbations dans l'accès des patients aux traitements, et ce « quelle que soit leur situation sociale ou administrative ». L'arrivée des trois premiers antirétroviraux (dont un antiprotéase) en officine est, selon la DGS, prévue pour « le premier semestre 1997 ».

Les douleurs trop ignorées des malades

EN DÉPIT des discours itératifs et velléitaires des responsables de la politique sanitaire, la douleur des malades demeure insuffisamment traitée par le corps médical français. On savait que ce phénomène, à bien des égards inacceptable, concernait les malades atteints de lésions cancéreuses et ceux traversant de délicates phases postopératoires. On découvre aujourd'hui qu'il n'épargne pas non plus les malades du sida, comme en témoigne une étude conduite à l'échelon national par le docteur François Larue (Institut mutualiste Montsouris, Paris) en liaison avec le centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la santé pour la douleur de l'université du Wisconsin.

Cette étude, publiée dans le dernier numéro (daté du 4 janvier) du *British Medical Journal*, a été financée par la Fondation de l'avenir et la direction des hôpitaux. Elle a été conduite auprès de 315 personnes âgées de 21 à 66 ans, infectées par le VIH (se trouvant à différentes évolutions de la maladie) et prises en charge dans 34 établissements hospitaliers de 13 villes françaises.

« Il s'agit ici de la première étude conduite sur ce thème à l'échelon d'un pays. Nous pensions que l'adaptation rapide des stratégies thérapeutiques des équipes soignantes spécialisées dans le sida pouvait aider à la prise en charge des phénomènes douloureux toujours très fréquents au cours de l'évolution de cette maladie chronique. Il n'en est rien et le constat que nous dressons est dramatique », nous a

déclaré le docteur Larue. Les estimations faites dans ce domaine situent entre 30 et 80 % la proportion des malades du sida ayant souffert de phénomènes douloureux.

Ces derniers peuvent avoir de multiples causes, qu'il s'agisse de l'infection par le VIH elle-même, de ses conséquences pathologiques (infections diverses, tumeurs) ou des effets secondaires nombreux des thérapeutiques médicamenteuses en général antivirales. En particulier, les recommandations officielles préconisent la prise en charge de ce phénomène comme il devrait l'être chez tous les patients cancéreux. La réalité apparaît toutefois un peu plus compliquée du fait, notamment, de la spécificité du sida et des douleurs neurologiques et musculaires que cette maladie induit de manière fréquente.

DES SOUFFRANCES SOUVENT SOUS-ESTIMÉES

Au terme d'une série de questionnaires standardisés soumis aux malades volontaires et après comparaison avec les données médicales correspondantes, les médecins concluent que plus de la moitié (57 %) des malades du sida souffrent de douleurs modérées ou intenses et ne bénéficient d'aucun traitement antalgique. Ils précisent que, dans les 43 % des cas restants, une toute petite partie seulement a accès à des thérapeutiques efficaces à base de produits opiacés. Ils concluent également que les douleurs sévères (plus fréquemment rencontrées chez

les patients hospitalisés) ont un impact majeur sur la qualité de vie et que les médecins sous-estiment, notamment, le niveau des phénomènes douloureux - intenses ou modérés - endurés par le patient.

Il apparaît, d'autre part, que les médicaments antidépresseurs pourraient occuper une place importante dans la prise en charge thérapeutique des malades du sida souffrant de neuropathie. « Nous ne souhaitons pas qu'un tel travail et de telles conclusions soient perdus comme une accusation des pratiques médicales en vigueur », ajoute le docteur Larue. Pour autant, il est clair que, vis-à-vis du sida comme vis-à-vis du cancer, les médecins sous-estiment, et traitent de manière insuffisante et inadéquate les souffrances de leurs malades. Tout s'explique quand le médecin a identifié une cause organique de cette souffrance. Quand ce n'est pas le cas, cette même douleur est souvent étiquetée comme la conséquence de l'anxiété ou de la dépression. Ce travail fournira, à l'évidence, un nouveau thème de lutte pour le milieu associatif, qui souhaite modifier, au bénéfice des malades, les comportements et le regard du corps médical. Il constitue aussi et surtout, au-delà du sida, une preuve supplémentaire du scandale qui résulte de l'insuffisance de la formation initiale et continue des docteurs en médecine quant à la lutte contre la souffrance, chef de voûte de leur pratique.

J.-Y. N.

Une politique du dépistage à repenser

DEPUIS DIX ANS, environ 70 millions de tests de dépistage de l'infection par le VIH ont été réalisés en France. Pour la seule année 1995, le nombre de ces examens est estimé à 4,8 millions, auxquels il faut ajouter les dépistages effectués chez les donneurs de sang.

Depuis la mise en place des centres de dépistage anonyme et gratuit, en 1985, le nombre des consultants testés a été multiplié par un facteur de 8,3, passant de 35 000 à près de 300 000.

Ce type de dépistage a particulièrement augmenté chez les femmes et chez les jeunes de moins de vingt ans. Dans le même temps, le nombre absolu de tests positifs est resté stable, tout se passant comme si la politique d'incitation au dépistage volontaire avait conduit à une demande de tests plus importante de la part d'une population peu exposée.

Cette intensification de la pratique du dépistage ne semble rien changer au fait qu'une proportion importante de personnes infectées découvre leur statut séro-

logique au moment où elles sont au stade clinique de la maladie et victimes d'une maladie opportuniste.

Comment comprendre et comment améliorer une telle situation ? Une brochure que vient de publier l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS) aborde ces questions et fournit une analyse originale des ambiguïtés actuelles, qui imposent de repenser la politique développée en France depuis près de dix ans.

« PRISE EN CHARGE PRÉCOCE »

« Le développement considérable de l'activité de dépistage résulte probablement des campagnes nationales ou locales et de l'impact de l'information générale, écrivent les auteurs. Les progrès réalisés et à venir en matière de prophylaxie et de traitement antirétroviral doivent conduire à améliorer l'éducation entre les objectifs techniques du dépistage et son efficacité en termes d'amélioration de la prise en charge précoce. Cette situation justifie-t-elle pour autant de développer la systématisation du dépistage ? Cette question est d'autant

plus aiguë qu'une réponse positive pourrait avoir la faveur de l'opinion publique. » En d'autres termes, il faut, selon eux, améliorer la prise en charge précoce des personnes infectées sans donner des armes à ceux qui veulent, depuis près de dix ans, mettre en œuvre une politique généralisée de dépistage systématique.

Il est en effet tenu pour acquis que la modalité la mieux adaptée à l'action préventive est l'incitation à un dépistage volontaire, toute mesure d'obligation et de contrôle étant susceptible de provoquer des réactions de fuite, par crainte de stigmatisation, de la part des personnes les plus concernées par ce risque infectieux.

Néanmoins, afin de prévenir le développement de tensions croissantes entre « l'objectif légitime d'amélioration de la prise en charge des malades » et le « renforcement du contrôle social à leur égard », les auteurs estiment que deux recommandations doivent être faites : éviter la banalisation du dépistage et faire preuve de la plus grande prudence dans l'inc-

tation du « grand public » au dépistage. Il est clair que les progrès thérapeutiques auxquels on assiste aujourd'hui vont bouleverser les termes du débat. « Si le sida est aujourd'hui défini comme une maladie hétérosexuelle, réduisant avec bonheur le caractère stigmatisant propre à la première décennie, il s'est banalisé en se médicalisant, écrit Michel Serbon (CNRS). La banalisation n'est pas en elle-même à dénoncer, mais les conséquences qu'une telle représentation véhiculée doivent être : un transfert sur le curatif de la gestion du problème. (...) Avec la difficulté croissante de faire entendre que le sida reste une maladie qu'il s'agit de ne pas contracter et que chacun peut ne pas contracter ».

J.-Y. N.

« Le dépistage du VIH en France. Politiques et pratiques. » Cet ouvrage, rédigé sous la responsabilité de Véronique Doré, Jean-Paul Moatti, Hélène Pollard, Alain Sobel et Yves Souteyrand, est publié par l'Agence nationale de recherches sur le sida.

18 000 personnes traitées


● **Stratégie.** Dans son rapport au directeur général de la santé, un groupe d'experts présidé par le professeur Jean Dormont (hôpital Antoine-Bécère, Clamart) avait recommandé « à une forte majorité, la dispensation en ville des antirétroviraux selon le régime du droit commun en vigueur ». Les experts, qui ont été suivis par les pouvoirs publics, y précisaient que la prescription initiale devait rester hospitalière, les pharmaciens être mieux informés sur les thérapeutiques et le système ne pas pénaliser, par son coût, les médecins libéraux. ● **Traitements.** Huit spécialités émanant de cinq laboratoires sont

désormais sur le marché. Il s'agit de cinq antirétroviraux - Rétrovir (AZT, des laboratoires Glaxo-Wellcome), Videx (DDI, Bristol Myers Squibb), Hivid (DDC, Roche), Zerit (D4T, Bristol Myers Squibb), Epivir (3TC, Glaxo-Wellcome) - et trois antiprotéases - Norvir (ritonavir, Abbott), Crixivan (indinavir, Abbott) et Invirase (saquinavir, Roche). Le coût global annuel de ces différentes thérapeutiques est estimé à 1 milliard de francs. ● **Patients.** 18 000 personnes suivent actuellement une trithérapie. En août 1996, le nombre des malades ainsi traités était de 13 300 : 6 600 prenaient de l'indinavir, 3 900 du ritonavir et 2 800 du saquinavir.

● Luc Ferry, Transmettre l'histoire de la philosophie. ● Joël Roman, Les archaïsmes d'un enseignement. ● François de Bernard, Cousin, père fondateur. ● Frédéric Pascal, La difficile notation. ● Marc Coutty, Montaigne et moi. ● Anne Andrea, Les philosophes crèvent l'écran. Pascal Bouchard, La gloire de mes profs. ● Marc Giullani, Le désarroi des professeurs. ● Macha Séry, Comme un roman. ● Roger-Pol Droit et Patrick Vermeren, Le mythe de l'exception française. ● Nicolas Truong, Le malentendu. ● Philippe-Jean Cattechi, Autopsie d'une inflation sémiotique. ● Marc Diquis, De Kant à Kanterbrun. ● Yves-Marie Labé, La philo dans une lucarne. ● Bernard Soubrier, Initier en « métier de vivre ». ● Valérie Marange, Guerre et paix dans le monde des concepts. ● J. Michel Besnier, Le manteau d'Arlequin de la pensée française. ● Michel Serres, Qu'est-ce que l'identité ? ● Nicolas Truong, Conseils à un débutant, avec Jacques Bouveresse, Jean-François Lyotard, Cornelius Castoriadis, Monique Canto-Sperber. ● Fabrice Herrieu, L'ÉDUCATION PHILOSOPHIQUE

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



On a tous à y gagner

سنة من العمل

Le comité d'éthique formule des réserves sur le suivi des délinquants sexuels

Les sages s'inquiètent de la « nature composite » de la mesure de traitement prévue dans le projet de loi visant à renforcer la prévention et la répression des atteintes aux mineurs

L'AMBIGÜITÉ de la « peine de suivi médico-social » prévue pour les délinquants sexuels inquiète le comité d'éthique. Dans un rapport demandé par les ministres de la Santé, Jacques Barrot et Hervé Gaymard, et daté du 20 décembre 1996, le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE) formule une série de recommandations qui se présentent comme autant de réserves au projet de loi présenté fin novembre dernier en vue de renforcer la prévention et la répression des atteintes sexuelles contre les mineurs (Le Monde du 21 novembre 1996).

Si les experts approuvent le principe du projet de loi et son objectif, la « nature composite » de la « peine complémentaire de suivi médico-social » qu'il impose aux auteurs d'infractions sexuelles pose problème. Son double caractère de peine et de traitement engendre « une ambiguïté qui n'est pas sans conséquence sur la portée éthique du texte », souligne le CCNE.

INCERTITUDES SCIENTIFIQUES

Passant de revues les différentes molécules pouvant être utilisées comme « castration chimique », les rapporteurs, le professeur Victor Courtecuisse (université Paris-XI) et Jean Michaud, vice-président du CCNE, constatent tout d'abord que « les traitements utilisés ne sont pas de nature curative, mais seulement à finalité symptomatique ». Les sages déplorent les incertitudes scientifiques et l'absence de recul sur ces médicaments et s'interrogent sur le fait de savoir « si une situation d'inhibition androgé-

nique forte ne peut pas induire (notamment du fait d'une impuissance) des risques majeurs de passages à l'acte violents non sexuels ».

Les techniques de soutien psychologique des auteurs de crimes et délits sexuels sont elles aussi examinées. Le comité précise à cet égard qu'« il serait tout à fait illusoire d'y recourir si le consentement (du patient) n'était pas très sincèrement acquis » et estime qu'« on ne saurait se contenter de l'effet éphémère de soulagement de la souffrance » apporté par les psychothérapies. Il lui semble ainsi « tout à fait logique de proposer à ces sujets de bénéficier d'un traitement "mixte" comportant l'association d'anti-androgènes à un traitement de soutien psychothérapeutique ».

Cependant, ajoute le texte, « il serait dangereusement illusoire de laisser croire que la médecine ou les techniques psychothérapeutiques sont certainement à même de contrôler les récidives ». La problématique particulière à ce type de patients-délinquants et le fait de considérer le traitement comme une peine « ne permet pas l'instauration d'une relation médecin-malade traditionnelle », observe encore les rapporteurs. La « difficulté centrale » relevée par le CCNE réside dans cette « dualité » relationnelle. La « seule liberté » de la personne consistant à « choisir le médecin traitant (sous réserve de l'accord du médecin coordonnateur) », la thérapeutique peut se trouver écartée sans véritable consentement de l'intéressé. Ce « glissement » vers « une relation médecin-condamnée » conduit les rapporteurs à « se demander si, au regard de l'éthique, le projet n'est pas en contradiction avec un des

principes fondamentaux en matière de soins ».

Le comité a donc jugé « souhaitable que le texte du projet fut plus précis en indiquant clairement que les délinquants sexuels concernés (...) devraient se voir proposer à l'expiration de leur peine un suivi thérapeutique prolongé ». Les membres du comité plaident pour une information complète du condamné sur les « effets bénéfiques attendus du traitement », et surtout sur « sa durée nécessaire ». Dans le cas de cette injonction de soins, la durée du traitement est « par nature indéterminée » et « la cessation automatique du traitement à la fin de la peine risque de rendre illusoire l'objectif de prévention recherché », précise le comité.

DÉONTOLOGIE MÉDICALE

Dernier objet litigieux : la déontologie médicale. Le projet de loi met en effet en cause la règle du secret professionnel : l'obligation de dénoncer, qui s'impose en cas de maltraitance à enfant, relèverait ici du « libre arbitre du praticien », ce dernier pouvant non seulement signaler la carence ou la négligence du condamné dans l'exécution des soins mais aussi prévenir le juge ou le médecin coordonnateur d'un éventuel nouveau passage à l'acte. Les sages déplorent que cette dernière possibilité offerte au praticien « lui laisse une trop grande part d'appréciation ». En dernier lieu, le comité d'éthique, « compte tenu de la complexité et de la gravité des problèmes soulevés », demande qu'une évaluation du système proposé soit faite dans deux ans.

Laurence Folléa

Nette amélioration sur l'ensemble du trafic routier et ferroviaire

Les conditions de circulation ont fait plusieurs victimes

La vague de froid qui a déjà fait deux cent soixante victimes en Europe semble tendre vers sa fin. Les grands axes routiers ont pu être dégagés et le trafic

ferroviaire redevient progressivement normal. Dans les zones les plus touchées, le ramassage scolaire a été suspendu.

LES HEURES les plus difficiles de la vague de froid, qui a provoqué la mort de plus de deux cent soixante personnes en Europe, semblent, selon les météorologues, faire partie du passé. La météo s'est en effet faite plus clémente, au cours de la journée du dimanche 5 janvier, faisant osciller les températures entre -4 degré et -5 degré sur la moitié nord de la France et entre 0 degré et 3 degré au Sud. Des milliers de vacanciers ont ainsi pu prendre la route du retour avec plus de facilités qu'en fin de semaine dernière.

Dimanche, les routes d'accès aux stations de sports d'hiver Iso-la 2000 et Audoubert (Alpes-Maritimes) et Piau-Engaly (Hautes-Pyrénées) ont été rendues à la circulation. Le trafic automobile est resté défectueux dans certaines zones, comme en région Rhône-Alpes et dans le Massif Central, notamment sur les axes secondaires. Les grands axes routiers et autoroutiers ont pu être dégagés de la neige qui les encombraient, comme sur l'autoroute A7, entre Orange et Lyon, où la circulation est redevenue normale. Dans l'Ouest, c'est le verglas qui a paralysé par endroits la circulation. L'autoroute A10, un temps fermée entre Bordeaux et Poitiers, a été rouverte dans la journée de dimanche.

La prudence restait cependant de mise sur l'ensemble du territoire, des pluies verglaçantes, des chutes de neige et l'apparition de brouillard restant possibles. Ainsi, dans l'Allier, une plaque de verglas sur une route déneigée a surpris les conducteurs de deux monoscooters, dimanche soir. Les véhicules sont entrés en collision, provoquant la mort d'une personne. Les treize autres passagers ont été blessés, parmi lesquels, grièvement, deux petites filles de quatre et cinq ans. Samedi, trois accidents ont eu lieu dans les mêmes conditions dans le Calvados, l'Orne et la Mayenne, provoquant la mort de trois automobilistes. Des arrêtés préfectoraux ont momentanément suspendu le trafic des poids-lourds dans le Lot, la Creuse et la Haute-Vienne.

Ces difficultés de circulation de-

vraient cependant faire le bonheur de quelques écoliers. Dans plusieurs départements, la rentrée scolaire a en effet été repoussée d'au moins une journée. En Haute-Garonne, les élèves qui dépendent du ramassage scolaire ne retourneront probablement que mardi, et, dans la Drôme, où le plan Orsec est en vigueur depuis le vendredi 3 janvier, les établissements scolaires de la région devaient garder leurs portes closes toute la journée de lundi. Les transports de ramassage scolaire ne fonctionneront pas plus

voies et des stations de ski alpines, ni entre Paris et Lyon.

Dans le Sud-Ouest, le TGV Atlantique a progressivement repris du service dans l'après-midi de dimanche, à raison d'un train sur deux pour commencer. L'apparition du givre, dû aux pluies verglaçantes, sur les caténaires avait provoqué la remise en service sur cette ligne de trains Corail tractés par des locomotives à moteur Diesel. Enfin, les trains à grande vitesse qui avaient été supprimés entre les grandes villes de province seront remis en circulation. Le tra-

Le redoux est annoncé dans les prochains jours

La vague de grand froid touche à sa fin et devrait laisser place au redoux dans les jours prochains. Dans un premier temps, un froid atténué (entre 0 et -5 degrés en moyenne) persistera dans le nord et le nord-est du pays jusqu'au mercredi 8 janvier. Dans le Sud, les températures seront en nette hausse, jusqu'à atteindre des moyennes conformes aux normales saisonnières (environ 5 degrés dans la journée de mardi).

Le radoucissement sera perceptible dès mercredi 8 janvier dans l'ensemble du pays. Après avoir traversé l'Espagne, une perturbation devrait déboucher sur l'Aquitaine, provoquant quelques chutes de neige et de pluies verglaçantes avant l'installation du redoux. Cette dépression devrait définitivement chasser l'anticyclone qui s'était installé durablement sur le pays. Vendredi 10 janvier, les températures devraient s'établir aux environs de 5 degrés dans la moitié nord et de 10 degrés dans la moitié sud du pays.

dans le Gers lundi et mardi. La situation s'éclaircira également du côté du rail.

Afin de ne pas voir se renouveler les situations désagréables rencontrées par ses usagers la semaine dernière, la SNCF s'est efforcée de concentrer ses rames de TGV sur la région Sud-Est, en en prélevant un certain nombre sur le réseau ferroviaire du Nord et de l'Est. En outre, grâce au redoux, les caténaires des câbles qui alimentent les motrices en électricité ont été dégivrées du givre et la fréquence des rames a permis de les maintenir en état de fonctionnement. Malgré des retards importants, 75 % des liaisons ont été assurées dimanche entre Paris, Marseille et Montpellier, dans les deux sens. Selon la société nationale, le trafic n'a pas connu de perturbations en provenance de la Sa-

fic devait approcher « la normale » au cours de l'après-midi du lundi 6 janvier.

Les aléas climatiques ont en outre provoqué quelques incidents sans graves conséquences. Ainsi, une partie du département du Gers, l'un des plus touchés par les intempéries, a été privé d'électricité pendant quarante-huit heures dans certaines zones. Les services d'EDF se sont trouvés dans l'obligation de changer une trentaine de poteaux électriques et de décaler certaines lignes encombrées et fragilisées par des chutes d'arbres cédant sous le poids de la neige. Dans les Pyrénées-Atlantiques et dans les Landes, trente et une communes se sont retrouvées privées de téléphone, samedi et dimanche, à la suite de ruptures de câbles téléphoniques et de coupures d'alimentation en électricité.

Vaste arnaque au réveillon en Ile-de-France

PLUS DE DEUX MILLE personnes, qui avaient opté pour l'un des seize réveillons-surprises de la Saint-Sylvestre organisés en Ile-de-France par une société de Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne), ont été victimes d'une escroquerie et ont trouvé portes closes dans les différents lieux proposés. L'organisateur, lui, avait pas attendu les douze coups de minuit pour bien commencer l'année en disparaissant avec leurs chèques. Le préjudice est estimé à environ 2 millions de francs.

Pour la nuit de la Saint-Sylvestre, les idées de réveillons originaux ont de plus en plus la cote et les offres dans ce domaine sont légion. Mais il arrive que des escrocs se mêlent au jeu. En l'occurrence, du château et orchestre au champagne à gogo, en passant par l'ambiance jusqu'au bout de la nuit avec soupe à l'oignon et croissant au petit-déjeuner, seul le côté « soirée inoubliable » ne relevait pas de la publicité mensongère.

Et ce mardi 31 janvier, donc, alors que le thermomètre flirtait avec les dix degrés en dessous de zéro, par petits groupes, cent cinquante personnes se sont retrouvées en milieu de soirée devant les grilles du château du Breuil, à Garancières (Yvelines), pour passer la dernière soirée de l'année dans un « dépaysement total ». Côté dépaysement, tout y était, ou presque : routes enneigées, parc de dix hectares couvert d'un manteau blanc et, au fond, la superbe demeure du XVIII^e siècle, toutefois bien sombre pour un soir de fête.

Le propriétaire des lieux, voyant les convives en tenue de soirée battre la semelle devant l'entrée, réalisa tout de suite que, « comme eux, il avait été victime d'une escroquerie ». Mais il eut beau leur ex-

pliquer qu'il était du côté des victimes, rien n'y fit. Le ton monta, rapidement et les geodarmes durent être appelés et renforcer pour calmer les esprits et enregistrer les plaintes. Selon un responsable du château - loué périodiquement pour des séminaires et des banquets, et qui peut accueillir jusqu'à trois cent cinquante personnes dans ses quatre salons ornés de véritables tapisseries des Gobelins -, la société de Bonneuil-sur-Marne avait réservé l'endroit « quinze jours ou trois semaines » auparavant et, depuis, il n'avait pas eu de nouvelles, si ce n'est le chèque de 10 000 francs qui était revenu impayé.

Alors qu'à Garancières les fé-

tards déçus se résignaient à regarder leurs domiciles, ils ignoraient que, dans quinze autres châteaux ou belles demeures des Hauts-de-Seine, de Seine-et-Marne, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de l'Essonne et du Val d'Oise, se déroulait le même scénario. Au total, sept cent vingt personnes ont à ce jour porté plainte après avoir versé chacune à la toute jeune société au nom prédestiné de Happy Days, créée le 15 octobre dernier, 290 francs. Pour l'heure, Alain Stintzy, le marchand de rêves, âgé de quarante-trois ans et originaire des Hauts-de-Seine, est activement recherché.

Jean-Claude Pierrette

Mouvement de protestation au sein de la division antiterroriste de la PJ

PLUS DE LA MOITIÉ des fonctionnaires affectés à la division antiterroriste de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) ont déposé une demande de mutation, dans un mouvement concerté de protestation contre les méthodes autoritaires du chef de cette division, le commissaire Roger Marion. Datées du 20 décembre, les quarante-trois demandes de mutation dans un autre service de la sous-direction des affaires criminelles de la DCPJ soulignent l'absence de confiance et de respect entre le chef du service et ses collaborateurs. Révélé par Le Parisien, cet épisode fait suite à un courrier d'admonestation adressé par M. Marion à l'un de ses officiers dépêché en Corse à la mi-décembre au moment de l'interpellation de François Santoni et de M^{lle} Marie-Hélène Mattei. Selon le chef du service, son subordonné avait mal exécuté ses ordres. Illustrant les relations tendues existant entre M. Marion et ses troupes, ce mouvement de protestation n'a donné lieu à aucune mutation au motif que les obligations de service sont, en cette période, particulièrement lourdes.

■ SANS-ABRI : la municipalité de Dreux (Eure-et-Loire) a pris un arrêté procédant à l'hébergement des sans-abri, y compris contre leur consentement. Jean-Pierre Larssonneur (UDF), adjoint au maire RPR Gérard Hamel, chargé des affaires sociales, a demandé à la police d'« utiliser la contrainte » en cas de refus.

LE MONDE DE SIRIUS UN NOUVEL ESPACE DE TRAVAIL DE 6 900 m² À LOUER IDÉAL POUR UN SIÈGE SOCIAL



PHOTOS : PATRICK FLEURY

ACCÈS RAPIDE VERS LE PÉRIPHÉRIQUE
ET LES AÉROPORTS DE ROISSY ET ORLY

COMMERCIALISATION

Bourdais

CONSEIL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Tél. : 01-40-76-31-76

Fax : 01-49-98-98-10

**Jones Lang
Wootton**

Tél. : 01-43-43-60-61

Fax : 01-43-45-21-55

oration sur l'ensembl
routier et ferroviaire

Handwritten note: "Handwritten note: 12-11-97"

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 7 JANVIER 1997

TRANSPORTS Les organisations de transport, la SNCF et la RATP ont signé, le 28 novembre, une Charte de l'intermodalité, qui devrait rendre complémentaires les diffé-

rents modes de transports urbains. ● TRAINS, BUS ET MÉTRO se sont en effet développés de manière autonome, sans intégrer le souci des correspondances d'un véhicule à

l'autre. ● LE QUARTIER DE LA DÉFENSE, où transitent chaque jour 300 000 voyageurs par la Grande Halle, est ainsi devenu un véritable labyrinthe. D'ici à l'an 2000, un

centre d'échange « intermodal » devrait y être créé, dont l'objectif est de mettre en relation directe trains, RER, métro et bus. ● CES TRANSFORMATIONS devraient être mises en

œuvre dans la plupart des sites de transport des grandes métropoles, transformant les gares actuelles en pôles d'échanges, véritables « gares de transports publics ».

La Défense se prépare à rendre complémentaires les transports de l'an 2000

283 millions de francs vont être engagés d'ici trois ans pour aménager la Grande Halle, le « labyrinthe » souterrain du quartier d'affaires parisien, et créer un centre d'échanges « intermodal » qui se veut exemplaire. Les différents modes de transport seront connectés les uns aux autres

NANTERRE
de notre correspondant
Dans trois ans, le pôle de transports de la Défense (Hauts-de-Seine) offrira un nouveau visage et sera plus accessible et mieux adapté aux exigences des voyageurs. Pour mener à bien cette opération chirurgicale, baptisée « Cœur transport la Défense », le Syndicat des transports parisiens (STP), la SNCF, la RATP, l'établissement public d'aménagement de la Défense (EPAD), le conseil régional d'Ile-de-France et le conseil général des Hauts-de-Seine investiront 283 millions de francs.

Actuellement, le complexe des transports de la Défense est l'un des plus importants d'Europe par son trafic, ses dimensions et sa diversité d'offres. Mais il n'a pas été conçu à l'origine comme un véritable lieu d'échange entre les modes de transport urbains. Au fil des années et de l'implantation de nouvelles lignes, il est devenu un redoutable labyrinthe où seuls les initiés ont des chances de ne pas se perdre.

On trouve tout ou presque en matière de transports à la Défense, même si, du parvis de l'Arche, le quartier d'affaires semble n'être qu'une immense zone piétonne cernée par le monde automobile. Il suffit de descendre quelques marches pour s'en convaincre : en un même lieu et sur plusieurs niveaux sont concentrés une gare SNCF qui dessert Paris-Saint-Lazare dans un sens et Versailles-Saint-Nom-la-Breèche et Saint-Quentin-en-Yvelines dans l'autre, la ligne A

du RER et la ligne numéro 1 du métro. Le quartier est également doté d'une gare routière desservant quinze lignes d'autobus de la RATP auxquelles il faut ajouter les autocars des compagnies privées et ceux de tourisme, ainsi qu'une station de taxis. De plus, en 1997, le tramway venant d'Issy-les-Moulineaux y aura son terminus.

Centre névralgique de cette ville dans la ville : la Grande Halle, cathédrale souterraine des temps modernes de plus de trois cents mètres de long sur une quarantaine de large, fréquentée chaque jour par

trois cent mille voyageurs et où transitent chaque année deux millions de touristes. Pour qui n'est pas un habitué, ce lieu impersonnel, bordé sur toute sa longueur de boutiques disparates, est synonyme de salle des pas perdus.

La Grande Halle est divisée en trois territoires bien distincts avec, au centre, la partie RER. A une extrémité, du côté de la Grande Arche, c'est le domaine de la SNCF et, à l'autre bout, celui des autobus, dont trois portes différentes, selon les numéros de lignes, conduisent aux couloirs menant à la gare rou-

tière. Entre le RER et les bus, les plus distraits passent sans la voir une porte « L » qui, comme son nom ne l'indique pas, donne accès à la ligne numéro 1 du métro.

MOINS DE COULOIRS
Son mode de transport choisi, reste à prendre son billet aux guichets de la RATP ou de la SNCF ou aux distributeurs automatiques, dont le mode d'utilisation est différent selon le transporteur. A l'intérieur des couloirs, les correspondances nécessitent une attention de tous les instants avant d'emprunter

un escalator ou de franchir un portillon.

C'est pour en finir avec ces complications que l'opération « Cœur transport la Défense » va être menée. Elle s'inscrit dans la droite ligne de la charte de l'intermodalité, signée le 28 novembre (lire ci-dessous). A terme, les correspondances seront plus courtes, ce qui se traduira, à la Défense, par la disparition de 300 mètres de couloirs ; une nouvelle signalétique « complète et cohérente » sera installée pour faciliter les accès vers les différents modes de transports, vers

le parvis, le centre commercial, le CNIT ou les nombreux parkings. Afin de permettre l'accessibilité de tous les niveaux et espaces du site aux personnes à mobilité réduite, des ascenseurs seront installés. Côté gestion, l'uniformisation sera la règle, avec la création d'un nouveau centre de surveillance et la mise en place d'un service de sécurité centralisé.

L'éclairage sera repensé. Les cinq portes principales perdront leurs lettres pour prendre le nom du lieu qu'elles desservent (porte de l'Arche à l'ouest ou porte Etoile à l'est), les devantures des commerces seront renouvelées et de nouveaux services seront installés. La gare routière connaîtra, elle aussi, une refonte totale avec la création d'une plateforme pour les départs et d'une autre pour les arrivées. Là encore, un effort sera fait pour rendre les correspondances avec les autres modes de transport du site plus simples et plus rapides.

Contrairement à sa conception d'origine, le nouveau pôle de transports de la Défense pourra accueillir, à l'avenir, les prolongements des lignes de métro ou de tramway, et une station du projet de réseau Muse (imaginé par Charles Pasqua, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine), qui allie, en souterrain, une voirie et une ligne de transport en commun. Enfin, la future gare TGV sera installée non loin de là, dans le secteur de la Folie, à Nanterre.

Vers des « gares de transports publics »

POURQUOI faire compliqué quand on peut faire simple ? L'intermodalité, comme son nom ne l'indique pas, ce serait ça : inverser la fameuse boutade sur l'esprit énarclique et retrouver, autant que faire se peut, ce que devait être la facilité des déplacements à l'époque où l'homme se contentait de marcher sur ses deux pattes arrière.

Plus sérieusement, l'intermodalité a pour objectif de simplifier la vie des usagers des transports publics en leur offrant un meilleur service, plus de confort, plus de souplesse, et finalement moins de stress d'un bout à l'autre de leur voyage, quitte à briser les frontières entre des territoires jusqu'ici souvent jalousement gardés - tels que les grandes gares et les stations de métro ou les gares routières (actuellement, à Strasbourg où à Lyon-Part-Dieu, par exemple, les stations de tramway ou de métro ne

communiquent pas directement avec les gares SNCF).

Transformer le cheminement de l'usager pour qu'il ne soit plus un parcours du combattant ni un jeu de piste. Ce pari valait bien une charte : la Charte de l'intermodalité, signée le 28 novembre, à Rouen, à l'occasion du congrès de l'Union des transports publics (UTP), par Louis Gallois, président de la SNCF, Jean-Paul Bailly, président de la RATP, Michel Cornil, président de l'UTP, et Henri Ortet, président de la Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV).

COMPLÉMENTARITÉ
Par ce geste symbolique, les quatre présidents se sont engagés à faire en sorte que les entreprises de transport qu'ils représentent se comportent moins en concurrents (ce qu'ils sont d'ailleurs rarement) et fassent jouer leur complémentarité, qu'ils s'efforcent de coordonner leurs horaires de correspondance, qu'ils se communiquent mutuellement les informations utiles

aux voyageurs - actuellement trop souvent renvoyés de guichet en guichet -, qu'ils coopèrent étroitement pour réorganiser et mieux gérer les pôles d'échanges, qu'ils développent les titres de paiement intermodaux (dnot la carte orange SNCF-RATP utilisée par les Franciliens est le meilleur exemple), qu'ils créent des agences multimodales d'informations préfigurant peut-être des « gares de transports publics ».

Le chantier de la Défense est la première mise en œuvre, à grande échelle, de ce catalogue de bonnes intentions qui visent à rendre les transports collectifs plus attractifs et à reconquérir une partie de la place prise par l'automobile dans les déplacements urbains et suburbains. Parce que l'intermodalité est davantage une question de volonté que de moyens ; ici ou là, d'autres initiatives, plus modestes et peu coûteuses mais plus rapidement lisibles, pourraient être lancées.

Robert Belleret

Jean-Claude Pierrette

La Navette

TOUT EST PLUS FACILE

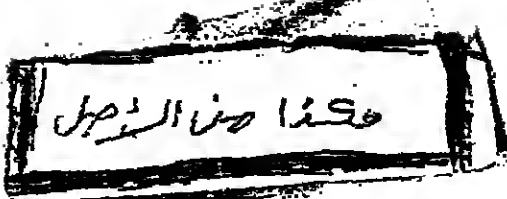
Avec La Navette, manquer l'avion devient pratiquement impossible.

La Navette, c'est jusqu'à 27 vols quotidiens vers Marseille, 26 vols vers Toulouse et 16 vers Nice au départ de Paris-Orly.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou d'Air Inter Europe (à Paris : 01 45 46 90 00) ou 3615 AIRINTER (1,29FTTC/mn).

AIR INTER EUROPE

Le prêt à partir



DISPARITIONS

■ **PIERRE BAUDIS**, ancien maire (UDF) de Toulouse et ancien député de Haute-Garonne, est mort à Toulouse, dimanche 5 janvier, des suites d'un cancer. Né le 11 mai 1916 à Decazeville (Aveyron), docteur en droit, Pierre Baudis fut député (apparenté aux Républicains et indépendants) de Haute-Garonne de 1958 à 1967, puis de 1968 à 1978. Conseiller municipal de Toulouse, il fut premier adjoint (sous l'étiquette CNI) du maire socialiste Louis Bazergue de 1959 à 1971. Il enleva cette année-là la municipalité à la gauche qui la détenait depuis 1904, et à la gestion de laquelle M. Bazergue avait associé des centristes et des indépendants, avant de s'en séparer pour la campagne de 1971. En 1983, son fils, le centriste Dominique Baudis, lui céda son siège de député de 1986 à 1988. Pierre Baudis avait également été député européen de 1979 à 1984. Il était conseiller général depuis 1961.

■ **PIERRE JOURDAN**, ancien préfet, président-directeur général de la société Scetautoroute et président de la Société des autoroutes Paris-Normandie, est mort d'un

cancer, samedi 28 décembre, à l'hôpital américain de Neuilly (Hauts-de-Seine), à l'âge de soixante-quatre ans. Né le 13 février 1932 à Sfax (Tunisie), diplômé de droit public, d'économie politique et de sciences politiques, Pierre Jourdan avait commencé sa carrière comme chef de cabinet des préfets de l'Ardèche (1956), du Vaucluse (1957) et du Gard (1960), avant de devenir sous-préfet de Saint-Flour, dans le Cantal (1962), puis directeur du cabinet du préfet du Val-de-Marne (1965). De 1968 à 1973, il fut partie des collaborateurs proches d'Olivier Guichard au ministère chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, puis à celui de l'éducation nationale, enfin à l'équipement et au logement. Secrétaire général des Hauts-de-Seine en 1973, il est nommé préfet en 1975, d'abord de la région Ile-de-France, puis du Finistère, en 1978, et du Val-d'Oise, en 1981. Préfet hors cadre en 1985, il devient, l'année suivante, directeur du cabinet du ministre chargé de la sécurité, Robert Pandraud. Il manifeste, en privé, son intérêt pour le poste de directeur général de la police nationale, mais François Mitter-

rand, semble-t-il, s'oppose à sa nomination. Il est alors appelé, en 1988, à la présidence de la Société des autoroutes Paris-Normandie, avant de devenir également, en 1993, PDG de Scetautoroute.

■ **MAURICE BAYROU**, compagnon de la Libération, ancien député, puis sénateur, est mort à Lamorlaye (Oise), dimanche 29 décembre, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. C'est par l'Afrique-Equatoriale française (A-EF) que Maurice Bayrou, né le 2 mars 1905 à Lanta (Haute-Garonne), est entré en politique. Cet ingénieur agricole et docteur vétérinaire occupe la fonction d'inspecteur des services vétérinaires d'outre-mer à Bangui (aujourd'hui République centrafricaine) lorsque éclate la seconde guerre mondiale. Il participe au ralliement de l'Oubangui-Chari à la France libre et combat dans les Forces françaises libres ; il est grièvement blessé à Bir-Hakeim. Promu compagnon de la Libération, rosette de la Résistance, il est élu député (socialiste indépendant) du Gabon - Mayen-Congo à la première Assemblée nationale de l'après-guerre. Il s'inscrit au

groupe UDSR, puis, après sa réélection en 1951, au RPF. En 1955, il participe comme secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer au cabinet Edgar Faure, dont il démissionne. Il préside brièvement le groupe UNR à l'Assemblée nationale avant d'être constamment réélu sénateur, de 1959 à 1977, d'abord de la Seine, puis de Paris. Il occupe une vice-présidence du Sénat de 1965 à 1968. Il a assumé différentes présidences au sein des groupes parlementaires auxquels il a appartenu et participé aux comités centraux des partis UDR, puis RPR.

■ **ANDRÉ FRANQUIN**, auteur de bandes dessinées belge, créateur du Marsupilami et de Gaston Lagaffe, est mort dans la nuit de la France, dimanche 5 janvier, à l'âge de soixante-trois ans. (Lire p. 29.)

NOMINATIONS

CONSEIL CONSTITUTIONNEL
Yves Guéna, sénateur (RPR) de Dordogne, a été nommé, vendredi 3 janvier, membre du Conseil constitutionnel, par le président du Sénat, René Monory, en remplacement d'Etienne Dailly, décédé le 24 décembre (*Le Monde* du 4 janvier).

(Né le 6 juillet 1922 à Brest (Finistère), Yves Guéna est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, promotion « France combattante ». Engagé volontaire dans les Forces françaises libres à l'âge de dix-sept ans, il reprend ses études après la guerre et devient contributeur civil au Maroc en 1947. Nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat en 1957, il entre, un an plus tard, au cabinet de Michel Debré, alors garde des sceaux, puis premier ministre. En 1962, il est élu député (UNR) de la première circonscription de la Dordogne, où il est réélu sans dis-

continuer jusqu'en 1981. De 1967 à 1969, il est successivement ministre des postes et télécommunications, ministre des postes et télécommunications, ministre des postes et télécommunications. Il est élu maire de Périgueux en 1971 et réélu depuis sans interruption. O retrouve des fonctions ministérielles en 1973 et 1974, d'abord comme ministre des transports, puis comme ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat. Secrétaire général adjoint de l'UDR en 1974, puis secrétaire général d'Etat à décembre 1976, il demeure dans l'équipe dirigeante du mouvement néogaulliste après la fondation du RPR par Jacques Chirac, jusqu'en mars 1979. Battu aux élections législatives de 1981, il retrouve son siège de député en 1986 et 1988, avant de faire son entrée au Sénat en septembre 1989. Depuis 1992, M. Guéna était l'un des six vice-présidents du Sénat. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels *Histoire de la Communauté* (Bayard, 1962), *Maintenir l'Etat* (Fayard, 1970), *Le Temps des certitudes*,

JOURNAL OFFICIEL

An *Journal officiel* daté jeudi 2-vendredi 3 janvier sont publiés :
■ *Justice* : un décret modifiant la composition des tribunaux de grande instance et des

cours d'appel en métropole et dans les départements d'outre-mer.
■ *Conservateurs* : un arrêté fixant la liste des bibliothèques dans lesquelles sont autorisés plusieurs emplois de conservateur ou

de conservateur en chef territorial.
■ *Comptabilité* : un décret relatif à la définition des chapitres et articles des budgets des communes et de leurs établissements publics administratifs.

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages
Marie MERCIER, née GOBIN-DAUDÉ, et Philippe HEILBRONNER
sont heureux de faire part de leur mariage, le 24 décembre 1996, à Paris.

Décès

Le 24 décembre 1996,

Lacienne COHEN-HADRIA

a quitté la vie paisiblement.

Ses filles, ses gendres, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Rachel Bourysson, 4, rue Echevin, 75012 Paris.

Lyon, Saint-Etienne.

Michel et Nicole Combarous, Paul et Jean Jansen, Jean et Claudine Combarous, ses enfants,

François et Isabelle Combarous, Anne, Pierre et Catherine Combarous, Isabelle, Françoise et Philippe Jansen, Guillemette, Henri et Mathieu Combarous, ses petits-enfants,

Les familles Biscos, Combarous et Cotel, font part du décès de

M^{me} Yvonne COMBAROUS, née CHERY,

directrice d'école honoraire,

survenue le 31 décembre 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu à Lyon, dans la plus stricte intimité.

La famille rappelle à votre souvenir son mari.

Maurice COMBAROUS,

décédé le 17 juin 1995, et le frère de celui-ci.

Pierre COMBAROUS,

décédé le 14 juin 1994.

27, rue de la Convention, 42100 Saint-Etienne.

M. et M^{me} Jean-Pierre Coste,

M. et M^{me} Jean-Pierre Dupont, Hervé et Laurence Harou, Maylis, Christine et Emmanuelle Coste,

La famille Debarue, ont la douleur de faire part du décès de Dieu, le 2 janvier 1997, de leur tante, grand-tante et cousine,

M^{me} Marie DUPOUR,

ancien conservateur de la Bibliothèque de l'Ecole de santé du Val-de-Grâce.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 janvier, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, à Paris-6^e.

11, rue de Médecis, 75006 Paris.

M. et M^{me} François Pajot,

M. et M^{me} Bertrand Heilbronn, ses enfants,

Et ses petits-enfants, M^{me} Françoise Stanciu-Reiss, M. et M^{me} Denis Moore,

ses sœurs et beau-frère, ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges HEILBRONN,

née Jacqueline REISS,

survenue à Paris, le 1^{er} janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. et M^{me} Tamar Cukierman, son épouse,

Michel et Liliane Cukierman et leurs enfants,

Charles et Elise Goutz et leurs enfants et toute la famille, ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raphaël, Fulek CUKIERMAN

survenu le 5 janvier 1997.

Les obsèques auront lieu le 7 janvier 1997 au cimetière parisien de Bagneux. Réunion à l'entrée principale à 11 heures.

Remmes, Alger, Paris.

Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,

Ses frères et belles-sœurs et leurs enfants,

Toute la famille et les amis, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 2 janvier 1997, de

M. René GRANGAUD,

professeur à la faculté de médecine d'Alger, puis de Rennes.

Il a rejoint sa femme,

Lillette.

L'inhumation, suivie du culte au temple de l'Eglise réformée de Rennes, a eu lieu le 4 janvier.

« Celui qui croit en moi vivra, Quand même il serait mort ; Et quiconque vit et croit en moi Ne mourra pas, pour toujours. » Jean, chapitre XI, verset 25.

Famille Grangaud, 9, rue de Bertrand, 35000 Rennes.

Tournai, Strasbourg, Marseille, Toulon, Vancouver.

Les familles Hira, Miltnerberger, Kronen, Franchomme, Parens et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis HIRN,

conseil de France honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, officier de l'ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne, chevalier de l'ordre de la Couronne de Belgique.

survenu à Marseille, le 3 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 janvier à 10 heures, en l'église de Mar Vivo à La Seyne-sur-Mer, suivie de l'inhumation au cimetière de la Valente-du-Var (Var).

Famille Hira, Villa Gipsy, 359 Corniche Kennedy, 13007 Marseille.

Joséphine de Clusade-Jourdan, son épouse,

Romain Jourdan, Aymeric Jourdan, ses fils,

Alain et Josette Jourdan, Marion, Sébastien et Auriane, Corinne et Nicolas Desforges, Dominique, Constance, Jean-Baptiste et Noémie, Laurence et Vincent Couvillier, Madeleine, Cyril et Sabine et leur mère,

M^{me} Françoise Jourdan, Marc-Henri et Odile Jourdan, Agnès et Blaudine, Geneviève Jourdan, Anne-Valérie et Eric,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre JOURDAN,

préfet, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu le 28 décembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 janvier 1997, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8^e.

(Lire ci-dessus).

Le conseil d'administration, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Elic MSIKA.

Ses obsèques auront lieu le mardi 7 janvier, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira.

Son souvenir est à associer à celui de ses parents décédés en 1967 et en 1984.

4, avenue Raymond-Crohm, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Le conseil d'administration, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Elic MSIKA.

Ses obsèques auront lieu le mardi 7 janvier, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira.

Son souvenir est à associer à celui de ses parents décédés en 1967 et en 1984.

4, avenue Raymond-Crohm, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Le conseil d'administration, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Elic MSIKA.

Ses obsèques auront lieu le mardi 7 janvier, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira.

Son souvenir est à associer à celui de ses parents décédés en 1967 et en 1984.

4, avenue Raymond-Crohm, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Le conseil d'administration, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Elic MSIKA.

Ses obsèques auront lieu le mardi 7 janvier, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira.

Son souvenir est à associer à celui de ses parents décédés en 1967 et en 1984.

4, avenue Raymond-Crohm, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Le conseil d'administration, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

M. et M^{me} Michel Besson, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Elic MSIKA.

Ses obsèques auront lieu le mardi 7 janvier, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira.

Son souvenir est à associer à celui de ses parents décédés en 1967 et en 1984.

4, avenue Raymond-Crohm, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Le conseil d'administration, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Elic MSIKA.

Ses obsèques auront lieu le mardi 7 janvier, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira.

Son souvenir est à associer à celui de ses parents décédés en 1967 et en 1984.

4, avenue Raymond-Crohm, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Le conseil d'administration, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Elic MSIKA.

Ses obsèques auront lieu le mardi 7 janvier, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira.

Son souvenir est à associer à celui de ses parents décédés en 1967 et en 1984.

4, avenue Raymond-Crohm, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Le conseil d'administration, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Elic MSIKA.

Ses obsèques auront lieu le mardi 7 janvier, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira.

Son souvenir est à associer à celui de ses parents décédés en 1967 et en 1984.

4, avenue Raymond-Crohm, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Le conseil d'administration, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Laborde, Le professeur et M^{me} Jean-François Bach, ses enfants,

Marc, Eric, Valérie, Isabelle, Véronique, Christophe, Francis, Laurent, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE,

survenu le 2 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

30, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

Il y a un an, le 5 janvier 1996,

Christian FAUVET

nous quitte.

A tous ceux qui l'ont connu et aimé, une affectueuse pensée est adressée.

Remerciements

Le Monde

ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 7 JANVIER 1997

CONJONCTURE

La croissance japonaise sous influence budgétaire page 16

ARTICLES ET REVUES

Accroître la flexibilité ? Un leurre page 17

IDÉES

Quand le marché boursier allemand s'éveille page 17

FORMATION

Les managers apprennent à gérer les conflits sociaux page 18

Le sursaut de l'Afrique

D O S S I E R

▼ Mutation
Amélioration sur le plan politique, mais aussi économique : le taux de croissance moyen du continent a été de 5 % en 1996

L'afro-pessimisme ne s'est jamais aussi bien porté. C'est « une valeur sûre », constatait déjà en 1992 un spécialiste du continent noir, Marc Penneil. Elle l'est restée, alors même que l'Afrique subsaharienne donne des signes d'amélioration. Certes, on n'en finit pas de célébrer la vitalité de l'art africain et la richesse de son patrimoine. Les performances de ses athlètes impressionnent. Sa musique s'exporte en Occident. Mais le continent noir souffre toujours d'une image de marque négative. Aux yeux d'une opinion publique façonnée par les images des médias audiovisuels, l'Afrique subsaharienne demeure un continent à la dérive, baloté entre guerres civiles et Sida, dictatures, famine et faillite économique. Qu'aura-t-elle retenu de l'Afrique en 1996 ? Probablement l'image de ces innombrables cohortes de réfugiés hutus, regagnant leur pays d'origine, démunis de tout.

Les élites occidentales ne sont guère plus amènes dans leur jugement. Mais leur sévérité s'appuie sur des chiffres difficiles à contester. Au cours des vingt-cinq dernières années, la disponibilité alimentaire par habitant a régressé dans une majorité de pays. La qualité de l'enseignement baisse. En dépit des politiques d'ajustement menées depuis une quinzaine d'années sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, en dépit aussi des 18 milliards de dollars (90 milliards de francs) d'aides déversées annuellement sur le continent noir entre 1991 et 1994, les économies africaines n'ont pas décollé. Au cours des dix dernières années, le PIB - autrement dit la richesse globale - n'a augmenté que d'un maigre 1,7 % par an. Et elle a diminué de 1,2 % par an, si l'on

prend en compte la croissance démographique. Autre indice d'un décrochage de l'Afrique, sa part dans le commerce mondial s'est effritée : de 3 % en 1990, elle est revenue à environ 2,5 % actuellement. La Belgique, à elle seule, fait aussi bien que l'ensemble du continent.

« Nombre de diagnostics qui sont portés sur l'Afrique n'ont qu'un rapport lointain, et souvent biaisé, avec les réalités. Les conclusions que l'on en tire sont plus le reflet d'ambitions et de rêves déçus, que l'expression d'un jugement lucide et d'une volonté de coopérer », tempère Michel Levallois, animateur de la Coordination pour l'Afrique de demain (CADE), dans un numéro récent de la revue *Afrique contemporaine*. Le fait est que des changements sont en cours, des progrès apparaissent en dépit de l'absence de données moins sombres.

C'est vrai, pour partie, sur le plan politique. Des quarante-deux principaux pays d'Afrique subsaharienne, il n'y en a pas plus que quatre dirigés par des militaires. Des élections ont eu lieu dans trente d'entre eux. Les autres sont en état de décomposition avancée

- la Somalie, voire le Zaïre ; sous haute surveillance - le Rwanda ; ou entre les deux - comme l'Angola.

Sans doute, la tenue d'élections n'est-elle pas une assurance tous risques contre un retour à l'autocratie. En Côte-d'Ivoire, en Ouganda, en Zambie, au Kenya... le pouvoir mène la vie dure à l'opposition. Dans d'autres pays - le Niger, le Ghana - les militaires ont troqué leur uniforme contre des habits civils pour se faire élire. Il n'empêche : à la fin des années 80, le continent ne comptait que trois démocraties pour trente régimes militaires ou à parti unique.

Sur le plan économique également, l'amélioration, amorcée dès 1993, est incontestable. En 1996, pour la première fois depuis une dizaine d'années, la croissance économique de l'Afrique subsaharienne a été de l'ordre de 5 %, supérieure donc à l'augmentation de la population. Pour les prochaines années, les tendances sont « prometteuses », assure le FMI, qui prévoit une nette baisse de l'inflation (en moyenne, elle n'aurait pas dépassé 20 % en 1996, soit 10 points de moins que l'année précédente).

Sans doute faut-il se méfier des statistiques. Leur fiabilité est mise en cause dans les pays riches. Que dire alors de celles qui émanent des pays en développement ? Elles sont à prendre avec d'innombrables précautions. Témoins celles publiées récemment par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans son *Enquête mondiale sur l'alimentation*.

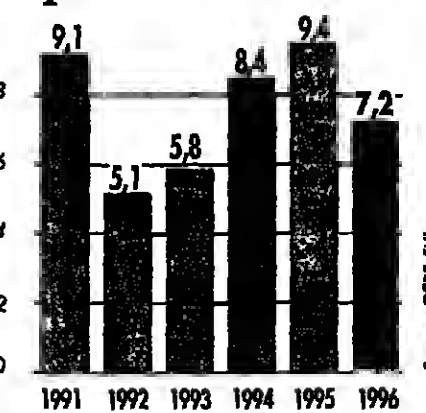
Jean-Pierre Tuquol
Lire la suite page 14

- L'Afrique a besoin de réformes p. 14
- Questions-réponses p. 14
- En Ouganda, le patron des patrons parie à nouveau sur l'avenir p. 15
- Les ambitions régionales de l'Afrique du Sud p. 15
- Les nouveaux habits de la Bourse d'Abidjan p. 15

CHRONIQUE

par Serge Marti

Après Mexico, Séoul



Faire partie du « club des riches », à savoir l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) équivalait à détenir une carte de visite et un page de crédibilité qu'environ nombre de pays dits « émergents ». Mais cela ne constitue pas pour autant un chèque en blanc qui aurait valeur d'absolution. Après l'exemple du Mexique, la grave crise sociale que traverse en ce moment la Corée du Sud confirme les difficultés que peuvent éprouver ces nouveaux venus à « émerger ». Économiquement, autant que politiquement. Surtout lorsqu'il s'agit de concilier une nécessaire remise en ordre interne avec les exigences de la mondialisation, telles que les conçoit le monde dit « développé ».

En son temps, lorsqu'il avait eu l'honneur de figurer en vingt-cinquième position parmi les adhérents à cette organisation - c'était en 1994 -, le Mexique avait aussitôt gagné légitimité et respectabilité. Las ! Le soulèvement du Chiapas, la débâcle du peso mexicain et, enfin, les convulsions d'un système politique corrompu hérité de soixante-dix ans de parti unique, ont, depuis, singulièrement lézardé la façade de l'édifice. A tel point que dans sa livraison du 2 janvier, le quotidien américain *Herald Tribune*, qui consacre une série d'articles aux effets concrets de la « globalisation », se fait l'écho de la « déception » que ressentent à présent « des millions » de Mexicains. Les mêmes qui, il y a à peine trois ans, constituaient le meilleur exemple de la façon dont un pays en développement pouvait aisément prospérer après s'être converti au libre marché et à l'investissement privé. Pour peu qu'il applique les recettes du FMI et du monde occidental.

La Corée du Sud, qui vient d'entrer officiellement, en décembre, dans le cercle de l'OCDE, désormais composé de vingt-neuf États membres, subit elle aussi un effet boomerang à travers un conflit exemplaire, le plus important depuis 1987. Depuis près de dix jours, des centaines de milliers de Coréens observent une grève générale - coupée d'une trêve pour les fêtes de fin d'année -, destinée à protester contre la nouvelle législation du travail que veut appliquer le gouvernement de Lee Soo-sung, pourtant théoriquement destinée à permettre au pays de mieux résister à la concurrence. Et qui aurait reçu l'aval, sous conditions, de l'OCDE.

Au château de la Muerre, siège de l'organisation, on appelle cela « la flexibilité du marché du travail », une sorte d'anathème que les experts maison pro-

voquent régulièrement à l'encontre des salariés du Vieux Continent, engoncés dans leurs acquis sociaux et qui n'ont pas compris qu'il fallait passer par là pour faire baisser le chômage. Avec, à l'appui, l'exemple de la Grande-Bretagne, qui a vu le nombre de ses demandeurs d'emploi chuter à moins de 7 %. Ou bien, tentant de préciser que plus du quart de la population active (28 %) travaille maintenant à temps partiel et que quatre millions de salariés britanniques gagnent moins de 28 francs de l'heure !

A Séoul, place forte des « nouveaux pays industrialisés » d'outre-mer, en rafale, offensives commerciales et financières (les investissements des firmes coréennes ont bondi de 27 % au cours des neuf premiers mois de 1996, pour dépasser les 5 milliards de dollars, dont la moitié dans la zone asiatique), le message aurait dû être d'autant mieux entendu que la baisse des exportations à laquelle sont confrontés la plupart des « dragons » asiatiques, contribue à freiner la croissance et, partant, la prospérité nationale. Il n'en a rien été. Après les principales industries (automobile, métallurgie, textile, chantiers navals) et le secteur de la santé, les salariés des banques et des télécommunications, de la presse et de l'audiovisuel, de nombre d'entreprises du secteur public, se sont joints, le 6 janvier, à un mouvement dont le caractère et l'ampleur semblent surprendre autant les observateurs étrangers que la majorité parlementaire du président Kim Young-sam qui, le 26 décembre, a voté, en sept minutes, le texte incriminé.

L'explication de cette rébellion est double. D'une part, le régime lâche d'une main ce qu'il reprend de l'autre, négligeant les appels à une plus grande liberté syndicale, préconisée par l'OCDE en échange d'une souplesse accrue du marché du travail. D'autre part, les Sud-Coréens, même s'ils admettent qu'il y a toujours plus « mondialisé » que soi, se font mal à l'idée qu'il leur faudra encore se serrer la ceinture et attendre une véritable démocratisation des rapports sociaux alors, qu'après de longues années de sacrifices qui ont permis le décollage économique du pays, ils pourraient légitimement espérer en recueillir les fruits. En lieu et place, le patronat sud-coréen leur promet des licenciements facilités, l'allongement de la durée du travail et le remplacement d'éventuels grévistes par des indésirables. Un recul politique et social qui oblige les Sud-Coréens à réagir. Et les Européens à prêter une oreille attentive aux échos du conflit.

BOOST

Business Opportunities with Open Systems Technologies

MERCREDI 29 JANVIER 1997
CARROUSEL DU LOUVRE - PARIS

Boost'97 offre aux décideurs européens une occasion exceptionnelle de saisir les opportunités économiques de la société de l'information grâce :

- au témoignage d'entreprises utilisatrices leaders et d'administrations,
- à la présentation des visions et des offres des principaux fournisseurs de solutions et systèmes informatiques ouverts,
- à un forum Intranet et Internet de démonstrations.

Initiative de l'APRU (Association Française des Utilisateurs Unix), le programme de Boost'97 est animé par le plus large consortium jamais rassemblé d'utilisateurs et de fournisseurs de technologies de l'information.

BOOST'97 bénéficie du parrainage du Ministère de l'Industrie, du Sénat et de la Communauté Européenne.

Pour tout savoir : Boost'97 sur la Net : www.afnu.fr

Pour obtenir le programme détaillé : Josette Appert

Tel 01 48 91 89 89

Email orix@orix.fr

Fax : 01 48 43 49 94

La rubrique

Le Monde

INITIATIVES LOCALES

vous propose

des opportunités d'emploi en Collectivités Territoriales

Prochaine parution

le vendredi 10 janvier*

* daté samedi 11

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

The Link Between Continents Since 1980

114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104 U.S.A.

International Executive MBA

Compatible avec vos activités professionnelles de salariés cadres

- 520 h de formation intensive en management international
 - 10 séminaires à Paris : 240 h
 - 280 h en juillet/août à San Francisco et/ou New York
- Formation diplômante en langue anglaise
- Assistance financière, congé formation

Autres programmes universitaires à San Francisco : MASTER & DOCTORATE of Business Administration

IUA, School of Management
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-00-08 - Fax : 01-45-51-09-08
IUA 114 Sansome St. San Francisco CA 94104
Tél. : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA@IUA.EDU

سنة من الديمقراطية

Les pays africains ont besoin de réformes économiques !

En Afrique, près de 40 % de la population vit avec moins de 5 francs par jour. La mortalité infantile fait des ravages et, malgré les prodigieux progrès des dernières décennies, les taux de scolarisation restent inacceptables. Cette situation est humainement choquante, socialement douloureuse et politiquement explosive. Les débats se multiplient autour des réformes économiques, difficiles à mettre en œuvre, et parfois même tenues pour responsables de la dégradation des conditions de vie.

« C'est ou couteau que l'on donne autour du gîte », remarquait récemment un chef de gouvernement africain. Dans de nombreux pays, l'absence de perspectives aiguise les tensions sociales, et l'instabilité qui en résulte paralyse l'investissement et entrave le développement.

Depuis vingt-cinq ans, le revenu par tête stagne en Afrique subsaharienne. Avec une population qui croît de près de 3 % par an, la croissance économique requise pour faire des progrès significatifs dans

▼ **Le revenu par habitant devrait augmenter de 1,3 % par an durant la prochaine décennie. Mais ce taux moyen cache d'importantes disparités**

la lutte contre la pauvreté doit être comparable à celle des pays d'Asie du Sud-Est où le produit intérieur brut augmente de 6 % ou 7 % par an.

De l'analyse des échecs passés et des succès présents émergent clairement les raisons de la stagnation. On ne soulignera jamais assez le tort causé aux populations africaines par de mauvaises politiques économiques. En empêchant la croissance, elles ont freiné

la création d'emplois, asphyxié les services sociaux, pénalisé le monde rural et encouragé l'émigration. Les politiques des années 70 et 80 conduisaient au désastre, provoquant la chute des revenus, l'effondrement de la production, les arriérés de salaires et la désorganisation complète des systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale.

Nombre de pays africains ont heureusement réagi et entrepris une réforme en profondeur de la gestion de leur économie ; ils équilibrent leurs budgets, luttent contre l'inflation, redéfinissent le rôle de l'Etat, libéralisent leurs marchés intérieurs et s'ouvrent sur l'économie mondiale. Les pays qui adoptent ces réformes retrouvent le chemin de la croissance, contrairement à ceux qui s'y refusent. Et c'est ainsi que l'écart se creuse.

Il y a aujourd'hui des raisons d'espérer. Contrairement aux prédictions alarmistes des afro-pessimistes, les taux de croissance de nombreux pays africains ont connu une amélioration sensible depuis quelques années, particulièrement

dans la zone franc depuis la dévaluation de 1994. Les prévisions pour l'ensemble du continent tablent sur une augmentation annuelle du revenu par habitant de l'ordre de 1,3 % pour la décennie à venir. Mais ce taux moyen cache des disparités très fortes entre l'Afrique des tragédies, dont les médias parlent quotidiennement, et l'Afrique de l'espoir, hélas moins citée.

OBLIGATIONS RÉCIPROQUES

Pourtant, même les pays qui réussissent pourraient faire beaucoup mieux. Il est tout à fait possible d'atteindre, aujourd'hui en Afrique, des taux de croissance plus élevés, permettant d'améliorer réellement les conditions de vie. Cela suppose des réformes en profondeur. Il est, par exemple, indispensable de réduire les dépenses publiques non liées aux exigences du développement, un des facteurs essentiels de déséquilibre et d'inflation. Mais démantèlement et transparence économique heurtent nécessairement les situations de monopole, les avantages

acquis par de petites minorités et les comportements prédateurs.

Il est ainsi navrant de constater que l'insuffisante compétitivité des ports, ainsi que le mauvais fonctionnement des douanes (il faut, en moyenne, vingt fois plus de temps pour dédouaner un conteneur en Afrique qu'en Asie !) pénalisent gravement les producteurs africains et détruisent l'avantage que le continent pourrait tirer du coût concurrentiel de sa main-d'œuvre.

Comme partout, les réformes économiques dont l'Afrique a besoin ne seront efficaces que si elles sont sincèrement voulues. L'aide extérieure ne peut à cet égard ni « acheter » ni imposer des réformes dont la dimension politique est évidente. Cette aide peut en revanche les rendre financièrement, et par là même politiquement, moins difficiles à mettre en œuvre. Or, pour garantir le bon usage de l'aide extérieure qui accompagne les réformes économiques – la fausse aide à l'ajustement –, il faut formuler des conditions précises. La notion de conditionnalité fait

l'objet d'un débat déjà ancien. Certains y voient une atteinte inacceptable à la souveraineté des Etats. D'autres regrettent la rigidité et l'outrage des exigences formulées par les bailleurs de fonds. Il est temps de dépasser ce débat. Ces conditionnalités font partie d'un ensemble d'obligations réciproques qui reposent sur trois postulats :

a) tout pays qui s'engage dans un programme de réformes financières difficiles et politiquement coûteuses peut, pour faciliter leur mise en œuvre, bénéficier d'un soutien financier ;
b) il revient aux autorités politiques locales de déterminer le rythme d'exécution des réformes, en fonction de leur propres contraintes ;
c) les décaissements de l'aide extérieure doivent se faire avec souplesse, pour éviter des à-coups préjudiciables à la relance économique.

Dans le passé, ces postulats n'ont pas toujours été respectés. Les donateurs internationaux, sou-

Questions-réponses

1 Où en est l'économie africaine ?

D'après les conjoncturistes du FMI, l'Afrique aura connu un taux de croissance moyen de 5 % en 1996, après une augmentation de 3 % en 1995 et à peine moins (2,9 %) l'année précédente. C'est en 1993 que le continent a commencé à sortir la tête hors de l'eau. La situation s'est améliorée dans les pays de l'Afrique subsaharienne, longtemps sinistrée. Après les perturbations qui ont marqué, en 1994, la dévaluation du franc CFA, la reprise – modeste – était au rendez-vous l'année suivante et s'est poursuivie depuis, dans un contexte de réduction progressive de l'inflation. La Côte d'Ivoire, le Maroc, l'Ouganda et la Tunisie ont enregistré un PIB en hausse de 6 % à 9 % en 1996.

2 Qu'est-ce que la zone franc ?

Il s'agit d'un espace géographique uni par des mécanismes monétaires. La zone franc est composée de treize pays (non compris les Comores), répartis en deux sous-zones monétaires : l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et les Etats d'Afrique centrale. Le produit intérieur total de la zone franc est de l'ordre de 200 milliards de francs. La coopération monétaire entre les pays de la zone obéit à trois principes : une parité fixe avec le franc français (1 franc CFA égale 1 centime français) ; un institut d'émission commun à chaque sous-zone ; une garantie de convertibilité grâce à la comptabilité ouverte auprès du Trésor français par chaque banque centrale de la zone.

3 Pourquoi le franc CFA a-t-il été dévalué le 11 janvier 1994 ?

La dévaluation était devenue inévitable. La dégringolade des cours des matières premières entre 1985 et 1993, et la revalorisation du franc français face au dollar, ont mis à genoux les économies de la région. Plutôt que de suivre une discipline budgétaire de fer, ces pays ont préféré avoir recours à un endettement massif. La France s'est substituée à eux un temps pour honorer les échéances. Mais dès lors que Paris cessait de jouer les banquiers, la dévaluation – voulue par la Banque mondiale et le FMI – devenait le seul moyen pour relancer les économies de la zone.

4 Les investisseurs privés s'intéressent-ils à l'Afrique ?

Très peu. En 1995, le flux d'investissements étrangers directs en Afrique subsaharienne n'a pas dépassé 2,2 milliards de dollars hors Afrique du Sud, soit 2,4 % des flux totaux, contre 3,7 % en 1994. Une étude récente de l'International Finance Corporation (IFC), une société qui dépend de la Banque mondiale, montre qu'un secteur est particulièrement attractif : celui des mines. La rentabilité des compagnies minières africaines est supérieure à celle de leurs concurrentes. L'exportation de poissons, d'écrevisses, de fleurs coupées, de légumes sont d'autres secteurs où les investisseurs étrangers tirent leur épingle du jeu. En revanche, l'argent vaut ne pas mettre de l'argent dans les industries traditionnelles, comme la construction, l'exploitation forestière ou les textiles. Les rendements y sont faibles, voire nuls.

Le sursaut de l'Afrique

Suite de la page 1

Elles affirment que 62 % de la population du Centrafrique souffre de sous-alimentation, alors que le Niger, pourtant moins bien loti par la nature, affiche un taux de 31 %. De l'avis des spécialistes, il ne fait guère de doute que la sous-alimentation en Afrique est moins aiguë que ne le suggèrent les statistiques officielles.

Les bons chiffres de 1996, aussi fragiles soient-ils, confirment le sentiment diffus d'une Afrique noire en passe de sortir de l'ornière. Pour l'île Maurice et ses 1,1 million d'habitants mi-anglophones, mi-francophones, c'est déjà le cas. Entre 1990 et 1994, le PNB de ce pays a crû de 5,3 % par an en moyenne (contre 0,9 % dans le reste de l'Afrique subsaharienne). Modeste producteur de canne à sucre devenu un exportateur de produits textiles au début

des années 80, l'île Maurice doit affronter la concurrence de la main-d'œuvre meilleur marché de certains pays asiatiques. L'écriture de logiciels, les services financiers et téléphoniques figurent parmi les futurs axes de développement de ce pays membre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et candidat pour devenir le « Singapour de l'Afrique ».

Le Botswana, dont l'exploitation des diamants procure à ses habitants un revenu proche de celui des Polonais, est également bien parti pour élargir sa base industrielle. D'ores et déjà, des véhicules Hyundai (une marque sud-coréenne), assemblés sur place, sont exportés vers l'Afrique du Sud.

D'autres pays, plus vastes et davantage peuplés, réussissent, eux aussi, à tirer leur épingle du jeu. L'Ouganda de sinistra mémoire affiche, depuis cinq ans, une croissance qui évolue entre 6 % et 10 % par an, entraînée par la production industrielle, l'agriculture et, facteur moins glorieux mais décisif, l'aide financière étrangère et l'envolée des cours du café et du cacao.

Le Ghana est dans une situation voisine, mais a déçu le FMI et la Banque mondiale. Elève modèle des institutions financières internationales, cité en exemple aux pays « sous ajustement », il a dû se tourner à nouveau vers le Fonds et la Banque mondiale en 1995, au lendemain d'une réforme fiscale qui a asséché les finances de l'Etat.

La réussite la plus spectaculaire est celle de l'Éthiopie. Naguère symbole d'une Afrique condamnée à la famine, ce pays est à la veille d'acquiescer son indépendance alimentaire. Le déficit actuel ne dépasse pas 1 million de tonnes de céréales. Encore est-il imputable, pour une large partie, à des problèmes de transport et de communications. Quant au produit intérieur brut (PIB) du pays, depuis le changement de régime en juillet 1992, il a augmenté de près de 30 %, soit davantage que ne l'espérait le FMI.

DÉVALUATION DU FRANC CFA

La dévaluation de 50 % du franc CFA, la monnaie commune aux quatorze pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (plus les îles Comores) commence également à

faire sentir ses effets positifs. En Côte d'Ivoire, le poids lourd de la région, la croissance économique (près de 7 %) dépassera nettement, pour la deuxième année consécutive, celle de la population, apportant un début de crédit à l'idée, martelée par le pouvoir, qu'un « éléphant d'Afrique » – version subsaharienne des dragons asiatiques – est en train de naître sur les bords du golfe de Guinée.

Le Mali annonce aussi des résultats flatteurs. Tirée par une récolte record de coton, qui fait de ce pays le premier producteur d'Afrique subsaharienne, l'économie malienne affiche des résultats plus qu'honorables. Le Sénégal, qui tarde à profiter de la dévaluation du franc CFA, le Cameroun, le géant d'Afrique centrale accablé par les querelles politiques, sont loin de faire aussi bien.

Même le Nigeria donne des signes de redressement que la seule baisse des cours du pétrole, la principale source de devises du pays, n'explique pas. Si le PIB a crû de près de 5 % en 1996, après des années d'effacement, c'est aussi le résultat d'un assainissement de l'économie et des finances pu-

bliques mené avec une constance surprenante par le régime du général Sani Abacha.

INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Mais c'est peut-être d'Afrique australe que viennent les nouvelles les plus encourageantes pour le continent noir. Enaménés par une Afrique du Sud qui a su gérer avec pragmatisme la fin du régime d'apartheid, les onze Etats de la région travaillent à la mise en place d'un marché commun de 130 millions de consommateurs, calqué sur le modèle européen.

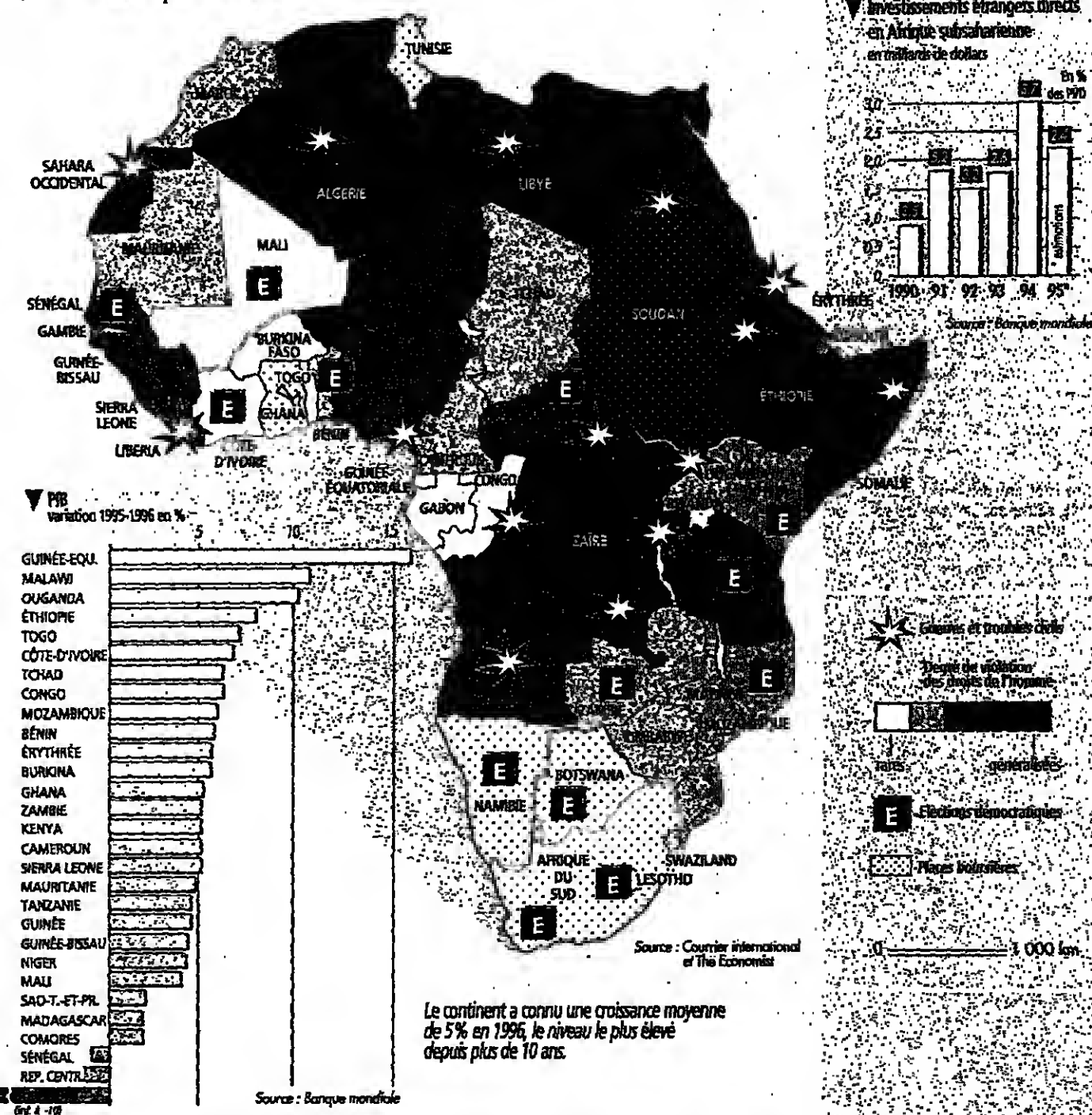
Certes, nombre d'obstacles restent à surmonter. L'abaissement des barrières douanières n'est pas le moindre, pour des pays qui puisent dans les taxes à l'importation une bonne partie de leurs ressources budgétaires. La crainte d'une hégémonie sud-africaine pèse également. Pourtant, l'intégration est en marche. En juillet, l'Afrique du Sud et le Mozambique, appuyés par des intérêts privés, ont créé une société chargée de gérer le « couloir de transport » qui reliera Johannesburg, le poumon économique de l'Afrique du Sud, au port de Maputo, la capitale du Mozam-

bique. Les investissements sont évalués à 5 milliards de dollars.

A l'heure où les pays riches réduisent leur aide au tiers-monde, c'est d'investissements privés que l'Afrique a besoin pour améliorer – enfin – les conditions de vie quotidienne de ses habitants. Pour l'heure, la restauration des économies est trop récente, trop fragile, pour faire reculer la pauvreté. Le président de la toute jeune Érythrée – arrachée à l'Éthiopie, l'indépendance du pays remonte à 1993 –, Issayas Afewerki, l'a bien compris. « Il est normal qu'on aide un peuple en guerre ou dans des situations d'occupation, mais jusqu'à quand ? Il faut qu'il y ait des limites. L'aide permanente crée des handicaps », déclarait-il récemment, avant d'ajouter qu'il ne voulait plus de « la charité » internationale, lui préférait « les investisseurs étrangers ». Vaut-il d'un chef d'État naguère séduit par l'idéologie des communistes chinois et qui incarne aujourd'hui une nouvelle génération de dirigeants africains, l'avenue d'une inflexion porteuse d'espoir.

Jean-Pierre Tuquoy

Un continent qui refait surface



En Ouganda, le patron des patrons parie à nouveau sur l'avenir

 ceux d'éviter que les crises ne dégénèrent, et des gouvernements à la trésorerie exsangue ont parfois précipité des réformes insuffisamment mûries. Depuis une dizaine d'années, les pays qui s'engagent dans la voie des réformes, tout comme les bailleurs de fonds (dont la Banque mondiale), qui épaulent leurs efforts, ont beaucoup appris et œuvrent pour corriger les défauts initiaux.

Le détail des conditionnalités est désormais souvent formulé par les gouvernements eux-mêmes. La conception des programmes a été assouplie pour éviter les à-coups dévastateurs. Des mécanismes appropriés permettent de décaisser les appuis budgétaires en fonction des résultats obtenus, sans être lié à un calendrier prédéterminé, conférant ainsi une meilleure maîtrise de leur trésorerie aux gestionnaires africains.

De plus en plus systématiquement, les fameuses conditionnalités portent sur la sauvegarde et le développement des secteurs sociaux. Enfin, dans les pays qui ont réussi la stabilisation de leurs économies, les bailleurs de fonds financent fréquemment des programmes qui couvrent l'ensemble des activités d'un secteur donné, par exemple la santé ou l'éducation. Les États ont alors une meilleure maîtrise de leurs interventions publiques dans ce secteur et des réformes correspondantes.

Soutien aux réformes économiques et à l'essor du secteur privé, appui aux secteurs sociaux, lutte contre la pauvreté, renforcement des capacités locales et prise à bras-le-corps du problème de la dette extérieure constituent aujourd'hui les grands axes des programmes d'intervention de la Banque mondiale en Afrique.

La souplesse qui doit présider à la conception des programmes d'appui aux réformes économiques ne doit toutefois pas être synonyme de laxisme dans leur suivi et leur mise en œuvre. Certains pays sont passés maîtres dans l'art de « faire semblant », espérant attirer durablement la manne de l'aide internationale. D'autres ont entrepris certaines réformes et se sont arrêtés en chemin : c'est souvent le scénario le plus néfaste. Certains, enfin, se sont engagés en connaissance de cause sur la voie de sérieuses réformes, mais préfèrent faire porter la responsabilité des mesures impopulaires sur les institutions d'outre-Atlantique.

MESURES IMPOPULAIRES
 S'il revient aux États africains d'assurer la cohérence interne de leurs programmes, les bailleurs de fonds doivent aussi bien coordonner leur action. La concertation des donateurs s'est développée efficacement dans le cadre de divers forums. L'un des plus remarquables est le programme spécial pour l'Afrique (PSA), qui regroupe les institutions d'aide bilatérales et multilatérales. Le PSA veille à ce que les pays qui engagent d'indispensables réformes économiques disposent du financement nécessaire. Récemment, à Paris, les partenaires du PSA se sont réunis pour mesurer le chemin parcouru au cours de ces dernières années et pour mobiliser des ressources pour un quatrième programme triennal. Nombre de pays africains ont fait d'énormes progrès depuis dix ans : ils méritent le soutien de la communauté internationale.

Patrice Dufour
 Porte-parole
 de la Banque mondiale

Bibliographie

- *Africa can compete* (Banque mondiale, rapport n° 300).
- *Espoir pour l'Afrique noire*, de Pierre Merlin (Présence africaine, 1996, 544 p., 195 F).
- *L'Afrique des incertitudes*, de Philippe Hugon, Guy Fauriol et Suzanne Quins-Valette (PUF, 1995, 272 p., 198 F).
- *Le franc CFA : pourquoi la dévaluation de 1994 a-t-elle changé*, de Rémi Godeau (Sépia, 1996, 218 p., 45 F).
- *L'Afrique qui réussit*, de Moussa Para Diallo et Jean Vogel (Syros, « Ateliers du développement », 1996, 221 p., 110 F).
- *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins insouhaités de la libéralisation extérieure*, de Béatrice Hibou (Karthala, « Les Afriques », 1996, 394 p., 160 F).
- *Questions de développement : nouvelles approches et enjeux*, sous la direction d'André Guichaoua (L'Harmattan, 1996, 207 p., 120 F).

KAMPALA

de notre envoyé spécial
 James Mulwana a vécu, en tant que chef d'entreprise, les périodes les plus noires de l'histoire de l'Ouganda. C'est pour cela que ce prospère industriel de soixante ans apprécie d'autant mieux les dix années de stabilité que le régime du président Museveni a procurées au pays. Proche du chef de l'Etat avec lequel il partage le credo libéral, M. Mulwana milite, à la tête du patronat, pour un environnement propice aux investissements.

Devant son bureau situé dans une de ses usines, une plaque signale que l'on se trouve chez le consul honoraire du royaume de Thaïlande. Les honneurs ne lui ont pas fait perdre de sa discrétion : il quitte son village natal au début des années 60 et « monte » à Kampala, la capitale, sans un diplôme en poche. Il apprend les ficelles du métier d'entrepreneur sur le tas. Gérant de har pendant un temps, il se met ensuite à son compte en investissant dans un camion de transport. Il crée peu après une petite société d'import-export, avant de se lancer véritablement dans l'industrie : batteries de voiture, ustensiles en plastique... Il fonde ensuite une entreprise de transports, en s'associant à un par-

▼ Dix ans de stabilité ont fait du pays le nouveau miracle économique du continent

tenaire étranger. Entre-temps, il a été responsable de banque. Ces dernières années, il a investi dans une ferme laitière, un élevage de poulets, et l'exportation de fleurs coupées. « L'économie du marché ougandais commande de diversifier ses investissements », explique-t-il.

Marié, père de trois enfants, M. Mulwana est un homme public, mais peu médiatique. S'il parle de lui avec réticence, il est néanmoins très influent dans les milieux d'affaires ougandais. La politique reste toutefois un domaine dans lequel il a toujours refusé d'investir : « J'ai vu les effets du mélange des rôles et je préfère rester dans ma branche », explique-t-il.

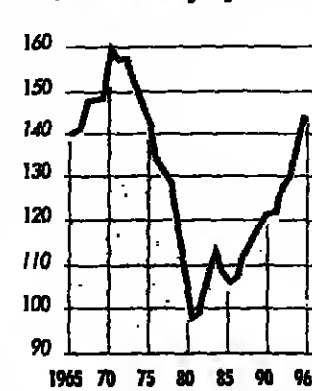
Il a ainsi opposé une fin de non-recevoir au chef de l'Etat qui souhaitait le nommer, il y a deux ans, à l'Assemblée constituante. Bien qu'il ne tarisse pas d'éloges sur « celui qui a su remettre l'Ouganda sur ses pieds », après quinze ans de chaos sous le règne abusif du maréchal Idi Amin Dada, remplacé en 1980 par le régime du président

Milton Obote, tout aussi répressif. L'Ouganda n'a pas encore pleinement récupéré de sa descente aux enfers. « En 1970, rappelle-t-il, notre balance des paiements était positive grâce à nos exportations de coton et de sisal. Aujourd'hui, même après dix ans de stabilité, nous avons encore besoin d'aides budgétaires. » De plus, le pays est souvent encore perçu à l'étranger comme un lieu à éviter, tant les fantasmes sanglants d'Idi Amin Dada et l'expulsion massive de l'industrie communautaire indienne, en 1972, ont marqué les mémoires.

Dès son arrivée au pouvoir, le président Museveni n'a eu de cesse d'encourager les hommes d'affaires indiens à revenir, leur proposant soit la restitution des propriétés confisquées, soit un dédommagement.

Ce qui était dans la ligne de ce que souhaitaient les institutions financières internationales. Impressionnées aussi par les efforts des autorités en matière de libéralisation, celles-ci n'ont pas lésiné sur leur assistance. Aujourd'hui, la situation s'est si bien redressée que l'Ouganda est considéré comme le nouveau miracle économique africain : sur les quatre dernières années, le taux de croissance a atteint une moyenne annuelle de 8 %. Autre signe tangible : le parc automobile est passé, en dix ans, de 30 000 à 100 000 véhicules. En-

▼ Revenu réel par habitant en millions de shillings ougandais



Sources : gouvernement et FAH

fin, le climat est largement favorable aux investisseurs. Les guerillas qui subsistent aux frontières ne menacent pas le régime, mais paralysent tout de même le développement de la région Nord et grèvent le budget de la défense.

En 1988, James Mulwana avait fait renaître la moribonde Association des fabricants d'Ouganda (UMA) qui regroupe les principaux patrons du pays. Sa réussite et sa bonne réputation ont rendu le syndicat patronal plus crédible. L'UMA émet régulièrement son avis sur la stratégie économique du gouvernement. Soutenant en

général la politique libérale appliquée par le régime, l'UMA estime que des mesures protectionnistes sont parfois nécessaires pour préserver certains secteurs, comme celui du textile. Mais il y a encore du chemin à faire. « Actuellement, le secteur financier n'a pas la capacité de répondre aux besoins de l'industrie », explique M. Mulwana. Les banques sont encore sous-capitalisées de par l'insuffisance de l'épargne.

Le patron des patrons ougandais appelle de ses vœux l'intégration régionale en train de se réaliser au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est entre le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Selon M. Mulwana, la situation géographique de l'Ouganda doit lui permettre de devenir un véritable centre de distribution régional entre l'est et le centre du continent.

L'avenir du pays, très riche du point de vue agricole, réside, selon M. Mulwana, dans les industries de transformation des produits. Mais lui-même préfère « consolider ses acquis » plutôt que d'investir dans de nouveaux secteurs. Entrepreneur avisé, il affirme ne pas profiter de ses appuis politiques pour développer inconsidérément son petit empire industriel même si, aujourd'hui, de l'avis général, « on peut à nouveau parler sur l'avenir en Ouganda ».

Jean Hélène

Les ambitions régionales de l'Afrique du Sud

JOHANNESBURG

de notre correspondant
 L'Afrique est une extension naturelle de notre marché, nous nous sentons chez nous. » Bruno Penzhorn fait partie de ces patrons sud-africains qui affirment haut et fort leur volonté d'investir sur le continent. Depuis trois ans, son entreprise, Rotek, a développé sa présence dans près d'une dizaine de pays africains. Elle compte autant de projets d'investissements à l'étude et réalise déjà le quart de son chiffre d'affaires sur le reste du continent, y compris dans le pré-carré francophone. Cette filiale ingénierie d'Iskcon, la société nationale d'électricité, a soufflé aux entreprises françaises la réhabilitation du barrage du Djoué, à Brazzaville, au Congo. En moins d'un an, Rotek a remis en service la centrale hydroélectrique qui fournit une bonne partie de l'électricité de la capitale congolaise.

Les entreprises sud-africaines investissent et exportent aujourd'hui partout en Afrique. Le mouvement, né au début des années 90 avec la fin des sanctions liées au démantèlement de l'apartheid, a pris une nouvelle ampleur ces deux dernières années. L'influence sud-africaine, d'abord limitée aux régions australes et orientales, se fait désormais sentir jusque dans les pays francophones d'Afrique centrale et de l'Ouest.

Depuis 1992, les échanges commerciaux avec l'Afrique ont plus que doublé. Les exportations ont augmenté de 50 % environ en 1995. Du côté des investissements, les campagnes sud-africaines tissent aussi leur toile. Les sociétés minières, qui ont lancé le mouvement, exploitent ou explorent des gisements au Mali et en Côte d'Ivoire. Les fermiers sud-africains cultivent des terres au Congo et au Mozambique. Les groupes hôteliers ouvrent ou rachètent des établissements jusqu'en Egypte. Mais pour

▼ Les entreprises sud-africaines investissent et exportent partout sur le continent. Y compris dans les pays francophones

l'instant l'Afrique ne représente qu'un partenaire commercial de faible importance pour Pretoria, qui réalise moins de 10 % de ses échanges avec le continent, contre près de la moitié avec l'Europe. De plus, les deux tiers de ses échanges africains se font encore avec les pays de la région australe, sa zone d'influence directe.

Geant économique à l'échelle africaine, l'Afrique du Sud, qui produit près du tiers des richesses du continent, est la seule à être dotée d'une industrie et d'une technologie susceptibles de répondre aux besoins de l'Afrique en produits manufacturés et en infrastructures. Jusqu'à présent, seuls les pays occidentaux étaient présents sur ce marché, mais ils se montrent de plus en plus réticents à s'y engager, rebutés par l'instabilité politique et les difficultés financières de beaucoup de nations africaines.

L'Afrique du Sud ne partage pas les états d'âme de ses concurrents. De plus, elle bénéficie de l'avantage de la proximité géographique. Les entreprises sud-africaines sont capables de fournir des produits ou des solutions techniques simples et bon marché. Elles ont, par exemple, inondé les pays africains d'un modèle de climatiseur d'origine japo-

naise rendu plus simple d'utilisation et plus robuste. En matière de revêtement routier ou d'infrastructures téléphoniques et électriques, les Sud-Africains bénéficient d'un savoir-faire en milieu africain qui leur ouvre de nombreux marchés.

L'appartenance au continent constitue un avantage technique, mais aussi politique. La préférence africaine est un facteur non négligeable, surtout quand il permet de se soulager de la domination trop étouffante d'un seul pays. Ce raisonnement s'applique tout particulièrement aux pays francophones, désireux de desserrer l'emprise française. « Jusqu'à présent, beaucoup de pays africains n'avaient pas le choix et avaient l'impression de dépendre entièrement d'un seul partenaire. Nous leur offrons une alternative », explique M. Penzhorn à propos du succès de Rotek au Congo.

Ce succès, obtenu dans des conditions de financement difficiles pour cause d'insolvabilité de l'Etat congolais, a bien montré la redoutable capacité d'adaptation des Sud-Africains. « Les entreprises françaises ne se rendent pas vraiment compte du danger sud-africain. L'exemple congolais contribuera peut-être à les réveiller », affirme

Jean Labesse, directeur général de l'Ocasaf, organisme chargé de développer la coopération économique entre la France et l'Afrique du Sud sur le continent africain. M. Labesse prône, depuis Johannesburg, un partenariat entre les deux pays. Mais, pour l'instant, il n'a guère été entendu.

BESOIN DE PARTENAIRES

Pourtant les Sud-Africains ont besoin de partenaires dans leur expansion en Afrique. Dans les pays francophones, la barrière de la langue constitue un sérieux obstacle pour eux. Plus généralement, certaines entreprises sud-africaines ne peuvent s'attaquer seules à des gros marchés. Rotek, par exemple, cherche un allié pour poursuivre son développement sur le continent et ne serait pas opposée à une collaboration avec EDF. « L'Afrique du Sud n'a pas les moyens de conquérir l'Afrique à elle toute seule », estime Paul Runge, directeur d'Edesa, une société de financement et de conseil pour les entreprises sud-africaines désireuses de s'implanter sur le continent. « Le vrai danger, c'est que les Sud-Africains trouvent d'autres partenaires, comme les Américains, si les Français ne réagissent pas », soupire Jean Labesse.

La crainte d'une hégémonie sud-africaine constitue une autre difficulté. Pretoria est déjà accusé par des pays comme le Zimbabwe et le Kenya de déverser ses produits sur leurs marchés sans leur ouvrir ses frontières en contrepartie. Le déséquilibre du commerce extérieur de l'Afrique du Sud avec le reste du continent résume l'étendue du problème. Les exportations sud-africaines en direction des pays africains sont cinq fois plus importantes que les importations en provenance de ces pays.

L'Afrique du Sud considère le continent africain comme un débouché facile pour ses produits manufacturés ou ses équipements industriels qui ne sont pas compétitifs sur les marchés occidentaux. Mais elle n'a pas confiance en la qualité et la fiabilité des produits africains et préfère s'adresser aux pays occidentaux ou asiatiques pour certaines de ses importations que pourrait satisfaire l'Afrique. « C'est devenu un vrai problème politique dont les Sud-Africains commencent seulement à prendre conscience », affirme Liz Whitehouse, de la Saffo, organisation sud-africaine du commerce extérieur. L'Afrique du Sud de Nelson Mandela représente une source d'investissements providentiels pour les pays africains confrontés à l'« afro-pessimisme » de leurs partenaires occidentaux. Mais il lui reste à définir un mode de relations économiques plus équilibré et plus coopératif. (Lire aussi page 16.)

Thomas Sotinel

Frédéric Chambon

Les nouveaux habits de la Bourse d'Abidjan

ABIDJAN

de notre correspondant
 en Afrique de l'Ouest

Brou N'Doli est un étudiant assidu. Deux fois par semaine, le mardi et le vendredi à 21 heures, ce jeune homme de vingt-trois ans assiste religieusement à la séance de la Bourse des valeurs d'Abidjan. Il note scrupuleusement les cours affichés au marqueur sur un tableau blanc. Les séances ne sont pas toujours animées, et les transactions parfois plus que modestes : quatre titres par-ci, une centaine par-là. Mais Brou N'Doli ne relâche pas son attention, même si son portefeuille ne comprend que 2 des 31 titres présentés à la cotation. Etudiant en informatique, il finance ainsi en partie ses études ; il est l'un des heureux gagnants du mini-boom boursier qu'a connu la Côte-d'Ivoire depuis la dévaluation de 50 % du franc CFA, en janvier 1994.

En décembre 1995, un ami étudiant en commerce l'avait convaincu d'investir 125 000 FCFA (1 250 F) dans des actions de la SOCB, une société exploitant des plantations d'hévéas dans l'ouest du pays, qui venait d'être privatisée. « Les actions ont été émises à 8500 FCFA. Et voilà, elles étaient à 25 000, le temps de liquider le cours était retombé à 23000. Je n'y croyais pas. Pour moi, avant de retirer l'argent du compte, cette histoire n'était qu'un jeu de mots, je croyais que la banque allait refuser de nous donner une telle somme. Ensuite nous avons réinvesti. » Cette fois, Brou N'Doli et son ami ont été plus sages et ils ont acheté des actions de la Sodoci, la compagnie des eaux ivoiriennes, dont le capital est détenu en majorité par le groupe Bouygues. Ce placement, un peu moins spéculatif, a quand

même rapporté une plus-value par action de 7 600 FCFA en 1995.

Il a fallu l'afflux de liquidités provoqué par la dévaluation du franc CFA - accompagnée de mesures destinées à empêcher la fuite des capitaux - pour que certains Ivoiriens prennent goût à la Bourse. Le marché d'Abidjan est né en 1976, mais il a traversé avec difficulté le début des années 90. Au moment de la dévaluation, l'Etat ivoirien a privatisé certains services publics (Sodeci, Compagnie ivoirienne d'électricité) et des sociétés d'un secteur agroalimentaire stimulé par la hausse des cours des matières premières. A chaque fois, 20 % du capital ont été offerts à l'épargne publique et, après les gros investisseurs privés, le mouvement à la hausse a attiré des petits porteurs comme nos étudiants.

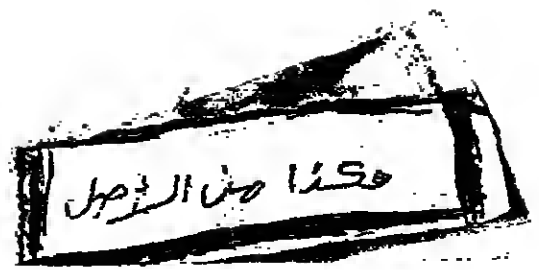
Ces petits porteurs profitent d'un marché tourné à la hausse : en octobre, l'indice composite des 31 valeurs cotées avait augmenté de 30,66 % depuis le début de l'année. De 1993 à 1995, la capitalisation boursière est passée de 122,35 à 425,01 milliards de francs CFA. Le nombre de titres échangés a été multiplié par cinq, soit 596 104 pour une valeur de 7,05 milliards de FCFA. Ces chiffres restent modestes. Romain Yao, directeur des cotations, en convient. A Abidjan, six banques ont le monopole des transactions en Bourse. Ce sont leurs représentants qui fixent les cours à la crie lors des deux séances hebdomadaires. Pour M. Yao, les banques pratiquent ce métier d'agent de change avec une « prudence qui est presque du boycott ».

Le monopole des établissements financiers est cependant appelé à disparaître. La Bourse d'Abidjan veut devenir un marché régional en

l'Afrique de l'Ouest. Pour l'instant, sur quinze Bourses situées au sud du Sahara, deux seulement se situent en Afrique francophone, l'une à l'île Maurice, l'autre en Côte-d'Ivoire. On devrait voir apparaître courant 1997, dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), des marchés secondaires où des opérateurs pourraient proposer des titres et exécuter des ordres sur la place d'Abidjan.

Pour que ce projet se concrétise, il faudra que la Bourse d'Abidjan se débasse de quelques habitudes désuètes. Comme le fait remarquer le directeur financier d'une compagnie d'assurances : « Tous les titres sont nominatifs, et encore sur papier. Pour toucher un dividende, il faut détacher le coupon ; on ne peut pas attirer de grands investisseurs dans ces conditions. » Pourtant, poursuit ce représentant d'un des rares investisseurs institutionnels de la place, « le marché est encore appelé à se développer. Il y a d'autres privatisations en vue, dont celle de la Citelec ». La compagnie nationale des téléphones est très convoitée, entre autres par France Télécom. En revanche, il faudra attendre un peu plus pour voir des sociétés privées tenter l'introduction en Bourse. L'an passé une tentative malheureuse, celle d'Ivoire Café, s'est terminée par une faillite. Il faudrait, dans un premier temps, que les sociétés actives en Côte-d'Ivoire, presque toutes filiales de multinationales, commencent par tenter des augmentations de capital sur le marché d'Abidjan « ou lieu de décrocher leur téléphone pour demander un prêt à Paris ».

Thomas Sotinel



| LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs) | | | | | | | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|-----------|-----------|--------------|
| | nov. 1996 | nov. 1995 | oct. 1996 | oct. 1995 | sept. 1996 | sept. 1995 | août 1996 | août 1995 | juillet 1996 |
| Production industrielle (en %) | | | | | | | | | |
| Dernier mois connu | +0,8 | -1,9 | -2 | -1,2 | -1,7 | +0,4 | -0,2 | -0,2 | -0,2 |
| Cumul sur 12 mois | +4,7 | +4 | +0,7 | +0,2 | -2,3 | +0,5 | +2,0 | +2,0 | +2,0 |
| Taux de chômage (en %) | | | | | | | | | |
| Dernier mois connu | 5,4 | 3,3 | 10,7 | 7,7 | 12,2 | 6,9 | 10 | 9,4 | 9,4 |
| Un an en avant | 5,6 | 3,4 | 9,7 | 11,6 | 12,2 | 8 | 10 | 9,4 | 9,4 |
| Indice des prix (en %) | | | | | | | | | |
| Dernier mois connu | +0,3 | -0,3 | -0,1 | -0,1 | +0,2 | +0,1 | +0,4 | +0,4 | +0,4 |
| Sur 12 mois | +3,3 | +0,5 | +1,4 | +1,6 | +2,6 | +3,3 | +2 | +2 | +2 |
| Saldo commercial (en milliards) | | | | | | | | | |
| Dernier mois connu | -127 | +901,4 | +9,1 | +1,69 | +3,638,1 | -0,9 | +1,5 | +1,5 | +1,5 |
| Cumul sur 12 mois | -160,2 | +7,072,7 | +92,5 | +1,69 | +2,842,2 | -12,8 | +35,2 | +35,2 | +35,2 |
| Sur 12 mois (en dollars) | -160,2 | +657 | +62,6 | +2,63 | +4,03 | -12,8 | +25,8 | +25,8 | +25,8 |
| Croissance du PIB (en %) | | | | | | | | | |
| 3 ^e trimestre 1996 (rythme annuel) | +2,1 | +0,4 | +3,3 | +3,7 | +1,6 | +1,8 | +3,3 | +3,3 | +3,3 |
| Sur 12 mois | +2,2 | +3,2 | +1,9 | +1,6 | +0,5 | +2,2 | +1,6 | +1,6 | +1,6 |
| Saldo des paiements courants en % du PIB | | | | | | | | | |
| 1996 (estimations OCDE) | -2,1 | +1,4 | -0,7 | +3,3 | +3,5 | -0,1 | 0 | 0 | 0 |
| Déficit public en % du PIB | | | | | | | | | |
| 1995 (estimations OCDE) | -1,6 | -4,1 | -4,1 | -4,1 | -6,7 | -4,8 | -2,7 | -2,7 | -2,7 |
| 1996 | -2 | -3,3 | -3,5 | -4,8 | -7,1 | -5,7 | -4,1 | -4,1 | -4,1 |
| Debt publique en % du PIB 1995 | 64,3 | 80,7 | 88,1 | 92,8 | 124,9 | 53,9 | 99,6 | 99,6 | 99,6 |

| LA SITUATION FRANÇAISE | | | | | | | | | |
|---|---------|--------|--|--|--|--|--|--|--|
| Consommation (en mds de F 1995) | | | | | | | | | |
| nov. 1996 | 57,611 | -0,8 % | | | | | | | |
| nov. 1995 | 57,611 | +0,2 % | | | | | | | |
| Investissements (en mds de F) | | | | | | | | | |
| nov. 1996 | 135 090 | | | | | | | | |
| nov. 1995 | 172 849 | | | | | | | | |
| Exportations | | | | | | | | | |
| oct. 1996 | 130,1 | | | | | | | | |
| cumul depuis le 1/1 | 1 232,5 | | | | | | | | |
| Importations | | | | | | | | | |
| oct. 1996 | 113,1 | | | | | | | | |
| cumul depuis le 1/1 | 1 129,4 | | | | | | | | |
| Mises en chantier de logements | | | | | | | | | |
| nov. 1996 | 21 300 | | | | | | | | |
| nov. 1995 | 273 500 | | | | | | | | |
| Nb de créat. d'entreprises (nov. 1996) | | | | | | | | | |
| total dont reprises | 16 200 | | | | | | | | |
| créations nouvelles | 13 864 | +1,0 % | | | | | | | |
| Taux de couverture | | | | | | | | | |
| oct. 1996 | 114,97 | | | | | | | | |
| oct. 1995 | 106,33 | | | | | | | | |
| Taux de salaire horaire | | | | | | | | | |
| 3 ^e trimestre 1996 | +0,4 % | | | | | | | | |
| sur un an | +2,6 % | | | | | | | | |
| Nb de défaillances | | | | | | | | | |
| oct. 1996 | 4 879 | | | | | | | | |
| évolution annuelle | 0 % | | | | | | | | |
| Invest. français à l'étranger (en mds de F) | | | | | | | | | |
| sur 9 mois 1996 | 90,8 | | | | | | | | |
| sur 9 mois 1995 | 62,1 | | | | | | | | |
| Invest. étrangers en France (en mds de F) | | | | | | | | | |
| sur 9 mois 1996 | 73,6 | | | | | | | | |
| sur 9 mois 1995 | 71,5 | | | | | | | | |
| Saldo industriel (hors matériel militaire) | | | | | | | | | |
| oct. 1996 | + 2,9 | | | | | | | | |
| cumul depuis le 1/1 | + 28,0 | | | | | | | | |
| Saldo énergétique | | | | | | | | | |
| oct. 1996 | - 7,7 | | | | | | | | |
| cumul depuis le 1/1 | - 60,4 | | | | | | | | |

La croissance nipponne sous influence budgétaire

Le gouvernement japonais a présenté, peu avant Noël, son projet de budget pour l'année fiscale 1997 (du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1998), accompagné d'une perspective de croissance pour 1997 qui se situe en deçà de la modeste performance de 1996: la croissance annoncée officiellement serait de 1,9 % en 1997, après 2,5 % en 1996. L'explication du ralentissement de l'expansion se trouve dans un projet de budget nettement déficitaire.

Les instituts privés de recherche considèrent, dans leur ensemble, que la «prévision» publique est nettement optimiste: la moyenne des prévisions des douze instituts privés est de 1,3 %, les extrêmes se situant entre 0,7 % et 2,2 %. La petite reprise de 1996 risque donc de faire long feu.

Le pessimisme de la plupart des conjoncturistes nippons s'explique par les mesures fiscales qui entreront en vigueur le 1^{er} avril 1997. Deux majorations massives d'impôts vont peser sur le pouvoir d'achat des ménages.

La première est une hausse de la taxe sur la consommation qui passera de 3 à 5 % et prélèvera donc environ 2 % du revenu disponible des ménages, à un moment où les progrès des salaires sont très faibles en termes de pouvoir d'achat. La deuxième mesure est la suppression des réductions importantes d'impôts sur le revenu et sur la taxe d'habitation qui avaient été instaurées en janvier 1995 de manière à relancer la demande privée. Un

▼ Japon
Deux importantes majorations d'impôts, début avril, vont freiner l'économie qui redémarre à peine

pari avait été fait en 1994 de relancer en deux temps une économie stagnante depuis la fin de la bulle financière. Premier temps: un programme de baisses massives d'impôts directs, conjuguées à d'énormes programmes de travaux publics. Deuxième temps: au bout de trois années, une fois l'expansion retrouvée et solidement établie, le trou des finances publiques serait rebouché par des majorations d'impôts indirects et par la suppression des allègements d'impôts directs décidés en 1994.

Le pari a échoué: les trois années sont passées et la croissance continue à se traîner. Le nouveau gouvernement japonais a néanmoins maintenu le calendrier initialement prévu. Il a même renforcé l'effet déflationniste de la majoration des impôts (+12,5 % de progression des recettes entre 1996 et 1997) par une nette dégradation des dépenses publiques: celles-ci croîtront de 3 % de 1996 à 1997, nettement moins que les 5,6 %

réalisés entre 1995 et 1996. Les investissements publics qui avaient empêché le Japon de tomber en dépression, vont reculer pour la première fois depuis cinq ans.

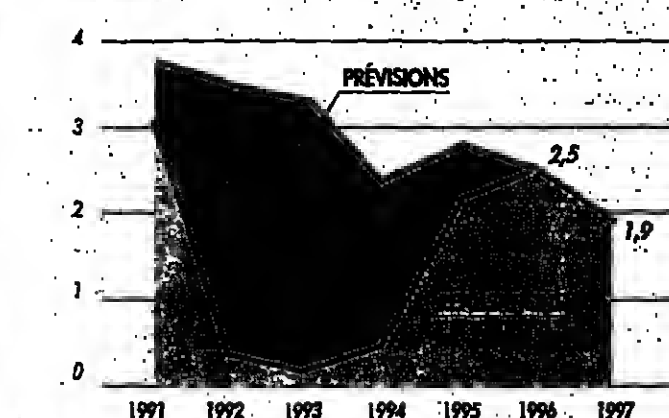
Pourquoi le gouvernement japonais donne-t-il un double coup de frein, alors que la voiture de l'économie japonaise est à peine en train de redémarrer? Deux types de raisons peuvent être avancées: les unes objectives, les autres à caractère politique.

La première raison - objective - est que les finances publiques japonaises se sont considérablement dégradées depuis 1991, en raison de l'impact mécanique du ralentissement de l'activité sur les recettes d'une part, et sur les programmes successifs de grands chantiers keynésiens d'autre part.

LE FARDEAU DES RETRAITES
L'OCDE prévoyait, dans sa livraison de l'été 1996, que le déficit de l'Etat et des collectivités locales passerait de 2 % du PIB, qui était à son niveau de 1992, à 6,3 % en 1997. Certes, l'OCDE ne semblait pas tenir compte de l'excédent annuel des régimes de retraites de l'ordre de 3 % du PIB par an, excédent qui s'amoindrit rapidement. Même si l'on inclut cet excédent des régimes publics de capitalisation, le Japon, si frugal autrefois, se trouve désormais hors normes de Maastricht.

A cette raison objective de court terme s'ajoute une inquiétude à long terme, due au vieillissement de la population. Les

▼ Variation du PIB en pourcentage



Classes pleines de l'après-guerre, nées entre 1947 et 1949, auront soixante ans entre 2007 et 2009 et seront relayées par des générations particulièrement creuses, correspondant aux baissances réalisées des années 80. Le Japon prépare cette échéance en envisageant une hausse des prélèvements obligatoires, lesquels atteindraient vers 2010 le niveau français du début des années 80. Il a par ailleurs déjà décidé que l'âge de la retraite sera reculé à soixante-cinq ans au début du siècle prochain. Mais, ces mesures de précaution seraient insuffisantes si les Japonais devaient supporter, en sus du fardeau des retraites, l'héritage d'une dette publique trop massive des années 90.

Contenir la dette publique japonaise est donc une nécessité.

Mais faut-il l'entreprendre dès 1997, alors que le chemin de l'expansion n'est pas vraiment tracé? C'est là qu'intervient le calendrier politique. Le nouveau gouvernement Hashimoto résulte des élections législatives d'octobre 1996. La première année de législature est souvent propice aux mesures impopulaires dont on peut espérer qu'elles seront oubliées quand les prochaines élections surviendront, cinq ans après. Simultanément, le gouvernement annonce de grandes réformes de structure qui affaiblissent l'empire supposée paralysante de la bureaucratie sur la vie économique du pays et qui devraient relever son potentiel de croissance.

La décision de revenir, dès l'année fiscale 1997, à une sorte de «petit équilibre» du budget de l'Etat (les recettes couvrant

les dépenses, hors charges d'intérêt et de remboursement de la dette) soustrait entre 1 et 1,5 point de croissance à une croissance spontanée de 2,5 %.

▼ DÉPRÉCIATION DU YEN

Le choc est donc rude, même si d'autres volets de la politique économique poussent à une plus forte expansion.

Si la politique budgétaire est très restrictive, la politique monétaire est très accommodante avec un taux d'escompte à 0,5 % et un taux long des emprunts d'Etat à 2,5 %. La très forte dépréciation du yen, survenue depuis avril 1996, va stimuler les exportations, freiner les importations manufacturières et apporter un bonus de croissance d'au moins 0,5 %. La politique monétaire, faite d'un pilotage conjoint de la monnaie et du budget, n'est donc pas uniformément restrictive.

Mais n'aurait-il pas été préférable d'attendre que l'industrie japonaise sorte franchement de son marasme grâce à la chute du yen, qu'elle reparte dans un cycle ascendant d'investissement privé et qu'elle distribue d'ailleurs, cinq ans après, simultanément, le gouvernement annonce de grandes réformes de structure qui affaiblissent l'empire supposée paralysante de la bureaucratie sur la vie économique du pays et qui devraient relever son potentiel de croissance.

La décision de revenir, dès l'année fiscale 1997, à une sorte de «petit équilibre» du budget de l'Etat (les recettes couvrant

Christian Sautter
École des hautes études
en sciences sociales

UN CHIFFRE
1 800 000

LA POPULATION
DE JEUNES FRANÇAIS
PAUVRES

Le nombre des enfants et jeunes de moins de 25 ans vivant dans la pauvreté n'a pas varié depuis dix ans en France: il est de 1,8 million, en 1995 comme en 1985. Ce chiffre, donné en valeur absolue, est tiré des enquêtes de l'Insee sur les budgets des familles menées en 1984-1985 et en 1994-1995.

Evidemment, le nombre total des jeunes dans cette classe d'âge a, lui, varié. Ils étaient 20 390 000 au 1^{er} janvier 1985 et 19 470 000 dix ans plus tard, selon les estimations de l'Institut national d'études démographiques (Ined), si bien que, proportionnellement, la pauvreté des jeunes a légèrement progressé, passant de 8,8 % à 9,2 % de la classe d'âge.

Le type de famille dans le besoin a également changé. Au milieu des années 80, la moitié des enfants pauvres vivaient dans des familles nombreuses (trois enfants ou plus), alors qu'aujourd'hui ce sont surtout les familles les plus petites, monoparentales le plus souvent, qui sont frappées. Les revenus de ces familles sont constitués pour la moitié de transferts sociaux, et les prestations soumises à conditions de ressources représentent 21 % de leur revenu, contre 8 % dix ans plus tôt.

Malgré ses atouts, l'économie sud-africaine marque le pas

▼ Afrique australe
La faible croissance affichée par Pretoria en 1996 freine l'ardeur des investisseurs

De l'Angola au Mozambique et de l'Afrique du Sud à la Namibie, l'Afrique australe émerge à peine des guerres postcoloniales et de l'apartheid. En pleine renaissance, elle apparaît comme la zone géographique la plus jeune du continent, promise à tous les espoirs de la reconstruction, de l'intégration régionale et de la mise en valeur d'énormes potentiels pétroliers, miniers, industriels ou touristiques. Grâce au poids économique prédominant de l'Afrique du Sud, la SADC (South African Development Community), composant l'Afrique australe au sens large) représente un peu plus de 80 % de l'ensemble du produit intérieur brut (PIB) de toute l'Afrique subsaharienne. Elle figure en dixième position sur la liste des marchés les plus vastes du monde.

Sa modernité économique et commerciale la distingue aussi du reste de l'Afrique noire. En Afrique du Sud, au Botswana, en Namibie et au Zimbabwe, les risques d'insolvabilité sont considérés comme modérés, et l'environnement des affaires autorise un comportement à l'occidentale. La plupart des grandes agences nationales d'assurance-crédit (dont la Coface française) interviennent sur ces pays à des conditions favorables qui ne sont pas, sauf exception, offertes ailleurs en Afrique.

Dans les prochaines années, l'Afrique australe devra faire face à un certain nombre de succès politiques délicats, ce qui obscurcit la «visibilité» géostratégique sur cette zone et freine l'ardeur des investisseurs. Elle devra aussi concilier les attentes sociales de ses populations, qui n'ont, en majorité, opté pour une nouvelle forme de redistribution et de socialisme, avec les exigences de la mondialisation et du libéralisme. 1996 apparaît comme l'année où ces contradictions et cette crise de croissance se sont le plus exprimées. En 1995, l'augmentation du PIB réel avait atteint 10 % au Lesotho et au Malawi, 7,7 % au Botswana et 3,5 % en Afrique du Sud. Sur les deux années 1994-1995, la croissance moyenne annuelle aurait atteint 10 % en Angola et 4 % environ au Mozambique et en Namibie. En revanche, la Zambie et le Zimbabwe ont régressé en 1995, du fait du recul de leur agriculture; une tendance qui a déjà commencé à s'inverser, surtout pour le Zimbabwe, avec une croissance de l'ordre de 6 % à 7 % en 1996.

Depuis le début de l'année, les attaques répétées contre le rand ont fragilisé les cinq pays de la SADC (2). Ces offensives ont servi de révélateur aux inquiétudes soulevées par la transition sud-

afrique, dans toutes ses dimensions, politique, institutionnelle, économique aussi, avec la crainte d'un relâchement de la discipline qu'impose l'objectif affiché d'un déficit ne dépassant pas 5 % du PIB au cours de l'exercice 1996-1997. Dimension sociale, enfin, car les inégalités en matière d'éducation, de santé, de revenu ou de logement restent insupportables, tandis que le taux de chômage s'aggrave.

L'Afrique du Sud n'est pas parvenue, en 1996, à mobiliser tous les investissements extérieurs sur lesquels elle comptait pour compenser la détérioration de sa balance des paiements courants et alimenter une croissance de l'ordre de 5 % à 6 %, qui reste son objectif. Les entrées de capitaux avaient atteint 22 milliards de rands en 1995. Mais les plus volatils d'entre eux, soit 10 milliards de rands, ont tendance à se retirer. Au premier semestre 1996, les entrées de capitaux à long terme ont largement dépassé les entrées de capitaux à court terme (6,5 milliards de rands contre 4,5 milliards de rands), ce qui traduit un rééquilibrage positif.

CHUTE DE L'INFLATION

Les premières estimations sur la progression du PIB sud-africain en 1996 sont de l'ordre de 2,5 % à 3 % seulement. L'inflation, qui était tombée à un niveau quasi miraculeux de 5,5 % en avril (le plus bas depuis vingt-quatre ans), a tendance à remonter, du fait de la dépréciation du rand (de l'ordre de 25 % par rapport au dollar) et du renchérissement des importations. A cette situa-

▼ Endettement en 1995 en pourcentage

| Service de la dette sur exportations de biens et services | Dette extérieure totale sur PIB |
|---|---------------------------------|
| ZIMBABWE | 25,5 |
| AFRIQUE DU SUD | 25 |
| MAURICE | 17,6 |
| BOTSWANA | 8,9 |
| | 72,8% |
| | 24,4% |
| | 43,1% |
| | 18,3% |

* Prend en compte le service de la dette résiduelle versé, et non le service global théorique de la dette

tion, la Banque centrale répond par une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Le taux de l'escompte vient d'être porté à 17 %, soit un taux réel de 8 % qui ne peut que ralentir l'activité économique.

Même si les autorités monétaires sud-africaines semblent s'accommoder de ces faibles performances, après une certaine surchauffe de la demande (+6 %) et de la production industrielle (+7 %) en 1995, ce ralentissement conjoncturel limite l'attrait exercé sur les investisseurs par l'ensemble de l'Afrique australe. Cet essoufflement n'est pourtant, selon toute vraisemblance, que passager. Car l'Afrique australe devrait prochainement bénéficier de trois éléments majeurs: l'aboutissement du processus de paix en Angola, l'accentuation du processus d'intégration régionale qui génèrera la construction de nouvelles infrastructures dans toute la zone et une capacité non négligeable d'endettement. Avec l'adhésion récente de l'île Maurice, la SADC consolide ses prétentions à l'émergence. Elle compte désormais 300 millions d'habitants et se dote d'institutions inspirées de l'expérience européenne, à la fois politique et économique.

Des différentes unions africaines, la SADC est la mieux préparée à la renégociation des accords avec l'Union européenne dans l'objectif de l'après-Lomé (en l'an 2000).

Nicolas Chevillard
Nord-Sud Export

(1) Les douze pays de la SADC sont l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

(2) L'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland sont regroupés dans la SADC, union douanière et monétaire qui constitue la zone rand.

ARTICLES ET REVUES

Accroître la flexibilité ? Un leurre

par Daniel Cohen

Progressivement, le débat sur le chômage s'est transformé. Dans les années 70, le mot d'ordre était la relance « coordonnée ». Dans les années 80, il est passé à la baisse des coûts salariaux. Dans les années 90, il s'oriente vers une meilleure « flexibilité » du marché du travail. Après avoir fauté par excès de laxisme dans les années 70, pêche-t-on aujourd'hui par excès de rigueur ?

Le thème d'une relance coordonnée, dont le sommet de Boom en 1978 avait représenté le point fort, avait été développé au moment le moins opportun. L'idée keynésienne selon laquelle le chômage se développait par insuffisance de la demande par rapport à l'offre est vite apparue difficilement tenable. L'inflation et le déséquilibre de la balance des paiements qui régnaient à l'époque témoignaient d'un excès de la dépense par rapport à la production, plutôt que d'une insuffisance. Aujourd'hui, les termes se sont inversés et l'hypothèse d'un excès d'offre reprend des couleurs : avec des profits élevés, des prix tenus et une balance des paiements excédentaire, il devient difficile de nier que la France dispose d'une capacité d'offre imployable.

Quelle que soit l'école de pensée à laquelle on appartient, chacun s'accorde à distinguer un taux de chômage « structurel » d'un taux de chômage « conjoncturel ». L'écart entre les deux s'expliquant par les capacités de production inutilisées des entreprises. Une étude récente de l'OCDE (1) estime que le taux de « chômage structurel » de la France se situe aujourd'hui à 9,8 %, contre 7,1 % en moyenne pour les pays de l'OCDE. Ce qui signifie que le tiers des chômeurs seraient dus au sous-emploi des capacités de production. Comment expliquer ce niveau élevé ?

L'étude de l'OCDE teste empiriquement les hypothèses les plus fréquemment avancées pour analyser le chômage : la fiscalité sur le travail, le rôle des allocations chômage, la part des dépenses « actives » en faveur de la réinsertion des chômeurs, le rôle de diverses institutions et réglementations sociales telles que les syndicats, les coûts de licenciements, le salaire minimum... Cette étude montre que les dépenses actives semblent avoir eu un effet négatif sur le chômage, et un effet légèrement négatif sur les chômeurs qui n'en bénéficient pas. Elles fonctionnent surtout par effet de substitution. La fiscalité sur le travail n'a, quant à elle, aucun pouvoir explicatif : il semblerait donc que les salaires absorbent les charges qui pèsent sur le travail. Les syndicats, à l'inverse, jouent un rôle significatif dans l'évolution du taux de chômage, mais leur influence n'est pas linéaire. C'est, semble-t-il, une très bonne chose pour l'emploi d'avoir des syndicats puissants, ou de n'en, avoir pas du tout.

Des syndicats puissants permettent aux partenaires sociaux de s'entendre sur un partage « réaliste » du revenu et veillent ainsi à une répartition « équitable » du surplus social. Mais on peut attendre, selon cette analyse, le même résultat sans syndicat du tout, à condition de laisser jouer le marché. On reconnaît, d'un côté, la négociation sociale « rhénane » et de l'autre la régulation « anglo-saxonne ». Le cas intermédiaire est le plus mauvais : des syndicats en concurrence entre eux sont incités à se livrer une surenchère « au mieux-disant social » qui ne permet d'atteindre ni l'idéal de la négociation « à l'allemande », ni l'autre idéal (du point de vue du chômage) de la non-négociation « à l'américaine ».

Qu'en est-il en France ? Il ne semble pas que les institutions sociales y aient beaucoup pesé dans la négociation salariale, et l'étude précitée conclut que les divers ingrédients de la régulation sociale française sont nettement moins efficaces que ceux des autres pays de l'OCDE. Il suffit de regarder les chiffres pour se convaincre que la déformation du partage salaire-profit en faveur des profits n'a pas été freinée par la régulation sociale. Une étude sur longue période de l'Insee (2) montre ainsi que le taux de marge des entreprises est à un niveau désormais supérieur aux pics d'après-guerre. Selon cette étude, la part des profits dans la valeur ajoutée dépasse le niveau atteint en 1973, lequel était pourtant déjà le niveau le plus haut de l'après-guerre. Le taux de marge passe ainsi de 25 % en 1949 à 30 % en 1973 ; il s'élève après le choc pétrolier pour revenir sous la barre des 25 % en 1982, avant de remonter au-dessus de 30 % depuis le début des années 90. Pourquoi de tels résultats ne parviennent-ils pas à relancer l'emploi ? Le théorème d'Heinrich Schmidt selon lequel les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui sont les emplois d'après-demain est-il en passe d'être réfuté et, avec lui, la problématique des coûts salariaux excédentaires ?

Le thème de la flexibilité, relancé par le CNPF, vient au secours de cette démonstration incertaine. La hausse des profits ne relancerait pas l'emploi parce que les entreprises ne disposent pas des éléments de flexibilité suffisants pour licencier en cas de vaches maigres. Elles réagissent donc à emboucher lorsque la conjoncture est favorable.

Une étude fort intéressante de l'Insee (3) apporte des éléments de réponses qui limitent considérablement la portée de l'argument personnel. L'article s'appuie sur une étude minutieuse des créations et des destructions d'emplois à partir d'un échantillon représentatif des établissements français de plus de 50 employés, de 1987 à 1990. Les résultats obtenus témoignent d'un marché de l'emploi effervescent.

L'étude montre que, pour chaque embauche nette, une entreprise française va, en fait, embaucher trois personnes et en licencier deux. Symétriquement, pour chaque licenciement net, l'entreprise aura en fait licencié deux personnes et en aura embauché une. Même les établissements dont les effectifs restent à peu près stables au cours de l'année témoignent de mouvements importants. De plus, dans le même mois où elles licencient, il n'est pas rare que les entreprises embauchent également, souvent dans la même grille de qualifications que celle où elles licencient. Ce phénomène est particulièrement vif pour les basses qualifications, où ce double mouvement se produit près d'une fois sur quatre.

Tous ces chiffres témoignent ainsi d'une flexibilité impressionnante. Cette flexibilité doit, il est vrai, beaucoup aux CDD : les deux tiers des embauches sont réalisées à travers eux, et la moitié des départs se font par leur non-reconduction. Mais, si l'on juge un arbre par ses fruits, il est difficile de soutenir, à l'aune de cette étude, que les entreprises françaises ne disposent pas déjà des instruments de flexibilité qu'elles réclament.

(1) « ASSESSING THE ROLE OF LABOUR MARKET POLICIES AND INSTITUTIONAL SETTINGS ON UNEMPLOYMENT: A CROSS-COUNTRY STUDY »

de Stefano Scarpetta

OECD Economic Studies, n° 26, 1996.

(2) « LE PARTAGE PRIMAIRE DU REVENU :

UN CONSTAT SUR LONGUE PÉRIODE »

de Gilbert Cotte et Selma Mahfouz

Economie et statistique, n° 296-297, 1996.

(3) « THE ENTRY AND EXIT OF WORKERS

AND THE GROWTH OF EMPLOYMENT :

AN ANALYSIS OF FRENCH ESTABLISHMENTS »

de J.M. Abowd, R. Corbel et R. Kramarz

Insee, document de travail n° 9542, septembre 1995.

Quand le marché boursier allemand s'éveille...

par Eric Bernard et Hervé Gastinel

Dans la course à l'hégémonie que se livrent les places boursières européennes, l'année 1996 aura probablement marqué une étape décisive. La réussite d'une opération de grande ampleur telle que l'ouverture du capital de Deutsche Telekom (20 milliards de deutschemarks, soit 68 milliards de francs) consacre l'arrivée à maturité d'un marché allemand qui a su s'adapter avec succès aux exigences internationales. En se concentrant pendant des années sur la comparaison avec Londres, la place de Paris n'a peut-être pas pris toute la mesure de la révolution opérée outre-Rhin depuis 1990 et du sérieux des prétentions de son concurrent allemand.

1989 : avec la chute du mur, l'Allemagne doit financer la reconstruction des ouvrages Linder et privatiser les anciennes industries d'Etat. Le système traditionnel d'intermédiation bancaire, le fameux lien banque-industrie cher au « modèle rhénan », n'est plus adapté à la nouvelle configuration mondiale teintée de libéralisme à l'anglo-saxonne. Le financement de l'économie et des entreprises paraît devoir s'effectuer dorénavant à travers les marchés boursiers. La prise de conscience de l'importance des marchés financiers est également liée à un sursaut d'orgueil sur ce qui touche toujours de très près les Allemands : la monnaie. Très vite, des marchés dérivés tels que le Liffe à Londres ou le Matif à Paris, proposent des contrats à terme libellés en marks : l'Eurodollar et le Bund. L'Allemagne ne possède alors même pas de marché à terme d'instruments financiers et sent que la maîtrise de ses financements et, pire, de sa monnaie, pourrait en partie lui échapper. Parallèlement, notre grand voisin voit se construire un marché financier européen unifié dans lequel il se projette difficilement, tant les opérations boursières lui sont peu familières. L'Allemagne se trouve obligée de transposer des directives européennes qui mettent en lumière son retard sur le plan de la réglementation boursière.

La situation en 1989 était peu encourageante. Les transactions étaient éparpillées sur les huit Bourses régionales qui établissaient leurs propres règles de fonctionnement, d'admission et de contrôle. Le système de négociation et de livraison était archaïque : alors que la France avait dématérialisé ses titres et informatisé la plupart des opérations boursières, les intermédiaires allemands négociaient encore à la « corbeille » des titres-papier, compensés au niveau régional par des banques de dépôt de titres indépendantes. L'intermédiation boursière était dominée par les banques et le contrôle des courtiers insuffisant, les agents de change officiels (Kursmakler), officiers ministériels, côtoyant sur les parquets de négociation des agents de change libres (Preisnehmer), simplement inscrits auprès des chambres de commerce et d'industrie locales.

1996 : la scène est méconnaissable. Le retard technique a été comblé. Depuis avril 1991, le

système de négociation et d'information boursière IBIS, mis en place en 1989 à la Bourse de Francfort, permet la négociation en continu d'actions et d'obligations sous une forme totalement informatisée, par écrans délocalisés. Il fonctionne selon le principe de la tenue de marché par des « market-makers », en parallèle d'un marché opérant encore à la criée. Prévu initialement pour les 30 grandes valeurs composant l'indice DAX, ce système s'est développé, pour être étendu à d'autres actions (plus de 100 valeurs y sont actuellement négociées). Le système de routage BOSS permet aux banques de transmettre leurs ordres directement sur le parquet jusqu'au Kursmakler compétent.

Enfin, depuis sa création en février 1990, la Deutsche Terminbörse (DTB), le marché à terme d'instruments financiers, fonctionne de manière totalement informatisée. La place allemande n'entend d'ailleurs pas s'arrêter là. En 1995, la Bourse de Francfort a présenté son nouveau plan de bataille : le projet ZEUS, qui vise à mettre en place, en cinq ans, une plateforme électronique globale. Le montant de son budget total (330 millions de marks) moote l'ampleur de son ambition.

La présence, à Francfort, de l'Institut monétaire européen et de la future Banque centrale européenne constitue un atout qui n'a pas échappé aux Allemands

Les négociations se concentrent autour d'une grande place financière désormais unifiée et intégrée : Francfort. Depuis 1992, la Deutsche Börse AG regroupe la Bourse des valeurs de Francfort, le Deutscher Kassenverein AG (société allemande de compensation de valeurs mobilières, qui réunit les chambres de compensation régionales), la banque de données allemande de valeurs mobilières (DWZ) et le marché à terme (DTB).

Détachée à 80 % par les banques, la Deutsche Börse AG constitue un point d'ancrage solide et polyvalent autour duquel se construit une place financière puissante. La présence, à Francfort, de l'Institut monétaire européen (IME) et de la future Banque centrale européenne constitue un atout qui n'a pas échappé aux Allemands. Ce qu'on appelle déjà « Mainhattan » représente plus de 75 % des transactions boursières, contre seulement 50 % en 1988. Au début de 1996, les Bourses de Düsseldorf, Munich et Berlin ont conclu avec Francfort un accord de coopération, prélude à un système commun de transactions, de surveil-

lance et d'admission (les Bourses régionales restées à l'écart : Brême, Hambourg, Hanovre et Stuttgart, ne représentent que 10 % des transactions). Enfin, le retard institutionnel a également été rattrapé. Les deux grandes lois boursières de 1990 et 1994 ont modifié l'architecture et le fonctionnement du marché. Depuis le 1^{er} janvier 1995, l'Allemagne possède, cinquante ans après les Etats-Unis et plus d'un quart de siècle après la France, une autorité nationale de tutelle des marchés financiers. La Bundesaufsicht für den Wertpapierhandel (BAWE) a vocation, comme ses homologues américaine (SEC) ou française (COB), à surveiller les marchés, contrôler l'information, protéger l'épargne investie en instruments financiers, et sanctionner d'éventuelles infractions. Le déficit d'initié, notoire inexistante outre-Rhin, a été institué. Il existe à présent des obligations de déclaration de franchissement de seuils, susceptible de déclencher des OPA obligatoires. La directive européenne sur l'harmonisation des prospectus d'information lors de l'admission d'une valeur, a été transposée. Le phénomène des OPA, quasi-inconnu en Allemagne jusqu'à présent, a donné lieu à la rédaction d'un code de bonne conduite en 1995. L'Allemagne connaît à son tour les débats sur le gouvernement d'entreprise, et le droit des sociétés est en pleine évolution.

En à peine plus de cinq ans, l'Allemagne a su construire un marché boursier moderne, répondant aux exigences de liquidité, de sécurité et de transparence des investisseurs internationaux, prêt à affronter les enjeux de l'euro et de la concurrence exacerbée à laquelle se livrent les places financières. Une seule faiblesse handicape encore le marché allemand : le peu d'enthousiasme des épargnants nationaux pour les produits d'actions. Un grand marché financier ne peut exister qu'avec un support minimum d'investisseurs locaux, comme le montre l'exemple américain. Or, la formidable modernisation technique, institutionnelle et réglementaire du marché d'aujourd'hui a suffi à convaincre les Allemands de se détourner des investissements en obligations au profit du marché des actions.

La réussite de la privatisation partielle de Deutsche Telekom marque peut-être un tournant capital. L'offre a été sous-souscrite cinq fois, et plus de trois milliards de titres ont été demandés par les petits porteurs et institutionnels allemands. Près de 45 milliards de francs des titres Deutsche Telekom (67 % de l'émission) ont été placés sur le marché national. Les petits porteurs revendront-ils leurs titres ? Souscriront-ils massivement lors de la deuxième tranche de la privatisation prévue pour 1997 ? Si la culture d'actionnaire réussit à s'imposer en Allemagne, la compétition entre places européennes n'en sera que renforcée.

Eric Bernard et Hervé Gastinel sont les auteurs des « Marchés boursiers dans le monde » (Montchrestien, 1996).

La vraie rupture passe par la fiscalité

par Olivier Beaurain et François Péri

La France s'enlise dans un libéralisme conservateur offrant peu de perspectives aux millions de désertés, chômeurs ou exclus. Il faut rompre avec ces politiques qui échouent. A gauche comme à droite, on tergiverse en criant : la croissance ! La croissance ! Si elle arrive, qui la refusera ? Mais, au vu de l'expérience, les socialistes seraient-ils bien avisés de ne pas tout miser sur elle. S'ils gagnent les prochaines législatives, ils ne peuvent prendre le risque de devoir expliquer, en période de cobaltisation, aux 7 à 8 millions de Français menacés d'exclusion qu'ils ne peuvent mettre en œuvre avec succès leur projet parce qu'il n'y a pas de croissance.

La nouvelle politique doit s'appuyer sur une refonte de la fiscalité française. Il faut redonner à la fiscalité toute sa place pour permettre, à la fois, plus de justice par la redistribution de la richesse nationale et plus d'efficacité dans la mise en œuvre des solutions aux problèmes de l'emploi et de l'exclusion.

A très court terme, des aménagements techniques s'imposent : accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu, abaisser les plafonnements pour redonner des marges de recettes, réexaminer les réductions qui permettent à certains de s'exonérer de l'impôt sur le revenu. On peut fiscaliser immédiatement les cotisations vieillesse et famille. Pour celles d'assurance-maladie, il convient de créer très vite une seule CSG à l'assiette élargie et rendue progressive. En attendant la réforme générale de la fiscalité française, cette CSG se substituerait à toutes les cotisations existantes, y compris le RDS et la taxe de 6 % sur la prévoyance.

Toujours à court terme, parce que l'urgence de la situation l'exige, il faut adopter une mesure pour l'emploi, forte et simple. Plus de 50 % des emplois en France sont du ressort de l'économie traditionnelle, dite de proximité, et représentée par les entreprises dont l'effectif est de l'ordre de 0 à 9 salariés. Un dispositif fiscal existe déjà qui exonère des cotisations sociales maladie et famille les salariés qui rejoignent de 1 à 12 fois le SMIC. Il faut aller plus loin, en exonérant des charges sociales et patronales toutes les entreprises de 0 à 9 salariés, sans spécificité d'âge, afin d'éviter les effets d'aubaine. La charge financière de cette exoné-

ration serait transférée sur la fiscalité générale en son état actuel.

Mais ces mesures et aménagements techniques ne suffisent pas ; le moyen terme doit voir se réaliser la refonte générale du système fiscal français qui permette conjointement de transférer la quasi-totalité du financement de la protection sociale sur la fiscalité. L'objectif est de déconnecter complètement le financement de la protection sociale de l'entreprise, libérant ainsi les prix de revient des produits des entreprises de la charge sociale salariale et patronale. Une telle déconnexion a pour effet de baisser les prix de vente des produits et services, et de rendre plus concurrentielle l'économie française sur les marchés intérieurs et extérieurs. Par ailleurs, la disparition des charges sociales du chapitre « frais généraux » des entreprises accroît mécaniquement leur productivité fiscale.

A court terme, il faut accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu, réexaminer les réductions et abaisser les plafonnements

Ce transfert est illusoire s'il ne se conçoit pas dans le cadre d'une refonte générale du système fiscal français. En effet, un transfert des charges sociales patronales opéré sur la seule fiscalité des entreprises (impôt sur les sociétés, impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux) aurait pour effet une augmentation insupportable de cette fiscalité spécifique (+ 75 %).

Le transfert doit être global et affecter l'ensemble de la fiscalité française. En particulier, la CSG élargie, nécessaire à court terme pour assurer la transition, doit disparaître dans le cadre d'une refonte du système. Cette dernière doit faire sa vraie place à l'impôt sur le revenu, impôt direct dont la progressivité potentielle permet d'en faire un instrument incomparable

de justice fiscale. Il serait souhaitable, en outre, d'envisager la réforme de la taxe d'habitation et de l'uniformisation de la taxe professionnelle par la voie d'un transfert sur les charges de l'Etat. Cette réforme permettrait de modifier en particulier les impôts locaux en fonction des revenus.

Enfin, à court et moyen terme, la réduction du temps de travail est une mesure créatrice d'emplois que les socialistes doivent mettre en œuvre de la manière la plus volontariste. Les socialistes ont raison de prévoir dans les deux premières années de la nouvelle législature une durée du travail ramenée à 35 heures sans baisse de salaire, parce que cette réduction correspond aux gains de productivité des entreprises obtenus depuis dix ans. Dans le même temps, les socialistes doivent mettre en œuvre une durée du travail réduite à 30 ou 32 heures avec baisse du salaire pour la partie comprise entre ce seuil et celui des 35 heures.

La rupture avec la politique du laisser-faire est fondamentale. Les socialistes, partisans de l'Europe, doivent œuvrer pour que des mesures de taxation européenne dissuasives frappent les produits pénétrant dans l'espace européen, pour permettre à l'Union européenne de mener des actions de soutien et de reconstruction aux secteurs fragilisés tels que le textile, le cuir, etc. Cette taxation européenne serait bien entendu appliquée aux productions délocalisées par des entreprises européennes constituant ainsi une mesure d'équilibre et de dissuasion. Si l'Union européenne refusait une telle démarche, il serait naturel qu'un gouvernement socialiste prenne des mesures au niveau français pour mettre fin à une situation économique créatrice de chômage et d'exclusion.

Une autre politique, volontariste, est possible. Les socialistes, encouragés par les sondages, pourront-ils l'appliquer ? L'expérience réelle du pouvoir mesure l'échec ou le succès d'un projet politique qui propose une autre société.

Olivier Beaurain et François Péri sont les pseudonymes de deux hauts fonctionnaires socialistes.

سنة من العمل

Les managers apprennent à gérer les conflits sociaux

Les patrons affichent régulièrement l'acte de décès du syndicalisme. Mais à en croire les experts du social, la formation des managers aux relations avec les syndicats, à la gestion des conflits et à la négociation, est devenue un véritable marché. Les PME touchées par des grèves au cours des derniers dix-huit mois et dont les dirigeants se sont retrouvés « très démunis » face à la contestation, se manifestent aussi, observe Catherine Wiklund, consultante à la Cegos.

La chute du nombre de conflits sociaux à partir des années 80 a provoqué une véritable désertification du savoir accumulé par les entreprises en la matière. Dans les années 70, période très conflictuelle, les formations de l'encadrement aux relations sociales se fondaient sur la « théorie des deux guichets », explique Hubert Landier, consultant et directeur de la revue *Management et conjoncture sociale*. « À cette époque, les patrons estimaient qu'il y avait un trop-plein syndical, explique-t-il. Il s'agissait donc, du moins dans les grands groupes, d'une stratégie de reprise du pouvoir par l'encadrement de terrain. » Les formations proposées à l'époque consistaient à sensibiliser la maîtrise. « Le salarié qui avait une réclamation à formuler au lieu d'adresser systématiquement au délégué CGT, mais utiliser d'abord la voie hiérarchique. »

Avec les années 80, période beaucoup plus calme sur le plan social, le syndicalisme a cessé d'être un objet d'intérêt et de crainte pour le patronat. À l'érosion des syndicats s'ajoutaient les nouvelles recettes de management - projets d'entreprise, cercles de qualité, etc. - censées résoudre tous les problèmes, y compris sociaux. C'était l'époque des managers « cow-boys », se souvient Gilles Karpman, consultant du cabinet Idée. « Dans les années 80, ils disaient : les syndicats, c'est vieux, c'est fini. Nous, nous avons une politique de management. La

Formation Stages, séminaires et conférences se multiplient depuis les grèves de 1995. Un marché porteur...

grève, ça n'arrivera pas chez nous. »

À partir de 1990, le nombre de journées de grève baisse encore plus nettement : de 700 000 à 1 million par an, contre 2 millions par an en moyenne dans les années 80. Jusqu'au boom de 1995 : 5,9 millions de journées de grève, dues au mouvement social de novembre-décembre, mais aussi à de nombreux conflits survenus au cours du premier semestre. Cette année-là, même les PME « découvrent la conflictualité », remarque Catherine Wiklund.

Cette « grève par procuration » de fin 1995, la création de plusieurs syndicats Sud et sans doute l'élection présidentielle, qui a provoqué de fortes attentes, toujours insatisfaites, en matière d'emploi, tout a concouru pour que « de nouveau, les entreprises aient peur », constate Hubert Landier. Or la vieille garde des DRH, qui avait l'expérience des conflits des années 70, a disparu. D'où un regain de la demande de formation aux relations sociales à laquelle répondent d'innombrables cabinets conseils.

Les formations proposées par les organismes ad hoc figurent rarement sur catalogue. Le sur-mesure est plus fréquent pour tenir compte du contexte propre à chaque entreprise. Mais si vous souhaitez un accord sur la modulation du temps de travail ou sur la loi Robien, il vous faut le feu vert des syndicats. Comme dit Gilles Karpman, consultant du cabinet Idée. « Dans les années 80, ils disaient : les syndicats, c'est vieux, c'est fini. Nous, nous avons une politique de management. La

de prévenir un conflit futur. Mais d'autres cas de figure existent : les patrons de PME sans syndicats et où règne encore le paternalisme réclament une formation de leurs délégués du personnel ou d'un comité d'entreprise qui « ne connaîtraient rien au droit du travail ». Quelquefois, la demande survient à l'issue d'un conflit. Après analyse, la direction « prend alors conscience que le management n'est pas toujours à la hauteur. Ce qui peut déboucher sur une formation au management social ».

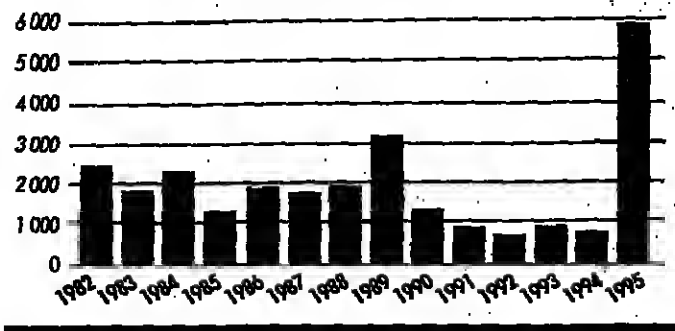
Quels sont les contenus des stages ? La Cegos propose une formation sur catalogue, baptisée « Acquérir les techniques et les bons réflexes pour mieux négocier avec les partenaires sociaux », d'une durée de cinq jours. Au menu : le paysage syndical français (chiffres, doctrines, déclin, avenir) ; répondre aux réclamations du délégué du personnel (la préparation de la réunion, son déroulement, les pièges, les méthodes pour répondre aux objections) ; etc. Une rencontre avec un syndicaliste est prévue, ainsi que des jeux de rôle. Quant aux formations sur mesure, leur contenu est évidemment très varié. Mais chaque organisme a ses propres méthodes et sa philosophie. Olivier Bas, directeur général du cabinet Syntaxe, tente de faire passer l'idée que le « dialogue doit s'inscrire au quotidien, parce qu'au moment de la crise, c'est trop tard ».

CONNAÎTRE LES SYNDICATS

La plupart des formations proposées intègrent la connaissance des syndicats dans leur histoire, domaine dans lequel les participants ont, semble-t-il, de vastes lacunes. « Je suis quelquefois surpris par des comportements d'un autre âge dans les PME », confie Catherine Wiklund. Souvent les participants vivent les syndicats comme « une contrainte », constate Gilles Karpman. La désignation d'un délégué syndical les terrifie. Remettre les choses dans une perspective historique ouvre souvent les participants à « l'idée que nombre d'ac-

Les conflits du travail de 1982 à 1995 tous secteurs confondus

en milliers de journées individuelles non travaillées



Sources : MTAS-DARES et DGAFF

quis sociaux, auxquels ils demeurent eux-mêmes attachés, n'existeraient pas sans ces militants, vécus comme des empêcheurs de tourner en rond. Emmanuel Froissart, consultant du cabinet Idée et ancien inspecteur du travail, explique à ses stagiaires que « la CGT signe 75 % des accords dans les entreprises où elle est présente, alors qu'elle est toujours désignée comme non signataire systématique ».

Des séminaires et conférences abordent des sujets plus pointus. En décembre, par exemple, l'Institut for International Research a organisé deux « Journées de la négociation syndicale ». Les intervenants étaient très divers : responsables d'entreprises, de l'administration du travail, consultants et même syndicalistes.

D'autres séminaires ont un caractère plus juridique, comme celui qu'EFIE (édition-formation-entreprise) organise depuis deux ans sur les conflits collectifs. Le prochain, en mars 1997, animé par deux avocats et un DRH, porte sur les « mesures à prendre pour maintenir l'activité » dans l'entreprise en cas de grève. Un programme plutôt musclé où il est question du « recours à du personnel de remplacement », de « lock-out », de « sanctions disciplinaires », d'« action en justice ».

L'enseignement supérieur s'y met aussi et propose des cycles de formation continue intégrant les relations sociales, comme dans les deux diplômes de troisième cycle de l'IAE de Paris : le certificat d'aptitude à l'administration des entreprises et le DESS de management avancé des ressources humaines et des relations d'emplois. Étudier le syndicalisme est d'ailleurs une tradition à l'IAE, depuis sa création en

1955, « mais nous ne coupons pas l'enseignement en tranches académiques, dont l'une serait la tranche syndicat », explique Dimitri Weiss, professeur à Paris-I et directeur du département gestion des ressources humaines et des relations d'emplois de l'IAE. Nous traitons de

La RATP et l'accord du 11 juin 1996

À la RATP, la formation de deux jours baptisée « Management des relations sociales » vise un objectif précis : permettre aux responsables de terrain de mieux connaître l'accord du 11 juin 1996, « Droit syndical et amélioration du dialogue social », signé par tous les syndicats sauf la CGT. Applicable depuis le 1^{er} janvier, ce texte organise notamment la décentralisation de la négociation dans les dix établissements de la Régie. Il comporte en outre des dispositions nouvelles, telle l'« alarme sociale », destinée à prévenir les grèves. Entre octobre 1996 et janvier 1997, environ 200 responsables d'unité ou des ressources humaines devaient avoir suivi cette formation. « Les stagiaires soulèvent des questions pratiques, mais aussi quand philosophiques », souligne Bernard Khouet, responsable du management des relations sociales, car cet accord joue sur la confiance et comporte un code de déontologie. »

cas concrets de la vie de l'entreprise, dans lesquels figurent toujours les syndicats.

Les DESS abordent quelquefois les différents aspects du syndicalisme. C'est le cas, depuis cinq ans, à l'université des sciences sociales de Toulouse où des professionnels interviennent - le DRH d'Air Inter, un inspecteur du travail... - dans le cadre du DESS gestion du personnel et relations sociales. Éduquer les étudiants sur ces thèmes semble nécessaire. « Les créateurs d'heures de délégués, la liberté qu'ils ont de circuler dans l'entreprise, affaiblissent les étudiants », raconte un intervenant de ce DESS. À l'université de Bourgogne, le DESS gestion des ressources hu-

maines prévoit trois à quatre jours sur les relations avec les syndicats, et ce depuis dix ans.

Signe des temps : la CGT est très sollicitée pour intervenir dans ces débats. « On croule sous la demande », note Jean-Christophe Le Duigou, responsable des activités économiques de la CGT, qui sélectionne trois ou quatre invitations par an. « En général, les participants sont à la recherche de recettes, dit-il. Je n'en donne pas. J'essaie simplement d'éclaircir les problèmes qu'ils posent. » En se prêtant à ce jeu, n'a-t-il pas le sentiment de trahir la cause ? « Non, dans ces débats, il n'y a pas d'enjeu direct. La CGT a intérêt à faire comprendre sa démarche. » Mais « très peu » de militants CGT acceptent de participer à ces rencontres de DRH.

Michel Offrier, professeur en sciences politiques, assure à Paris-I une initiation générale au syndicalisme. Il demande chaque année à ses étudiants de mener une petite

enquête sur les relations sociales au sein des entreprises qui les acceptent en stage. « En fait, souligne-t-il, les étudiants ne voient pas grand-chose. Soit parce qu'ils n'y ont pas de syndicat, soit parce qu'ils sont très peu de côté. » En revanche, ils font d'autres découvertes. « Il apparaît que l'on est en présence d'un grand bricolage en matière de ressources humaines : sur les 50 à 70 entreprises qui ont été observées en quatre ou cinq ans, seuls deux ou trois responsables ont une réflexion dans ce domaine. » Il n'y a pas que le syndicalisme qui est en crise.

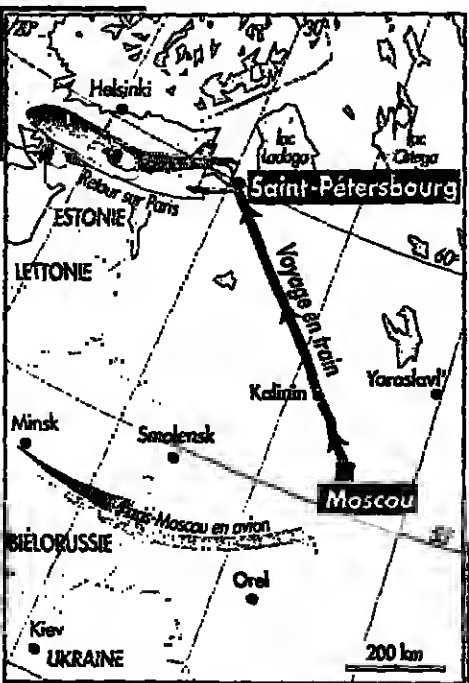
Francine Aizicovici



« L'invention d'une démocratie » Moscou - Saint-Petersbourg

du samedi 1^{er} au jeudi 6 mars 1997

Pour mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels de la Russie,



Le Monde affrète un avion : « l'avion du Monde ».

Itinéraire proposé :

- Jour 1 : Paris - Moscou
Dîner débat « La perspective historique en Russie ».
- Jour 2 : Moscou
visites insolites - soirée au Bolchoï.
- Jour 3 : Moscou
lieux politiques
Débat : « Dirigeants et opposition ».
- Jour 4 : Moscou
visites d'un monastère, d'une usine.
Débat : « Perspectives économiques ».
Départ en train pour Saint-Petersbourg
- Jour 5 : Visite de Saint-Petersbourg
Musée de l'Ermitage.
- Jour 6 : Saint-Petersbourg - Paris.

Prix de base : 10 850 F TTC par personne.

Pour tout renseignement, téléphonez à Catherine Savary au 01-45-45-45-33

Déontologie à géométrie variable

Éduquer les managers aux relations avec les syndicats impose aux formateurs de définir leur propre déontologie. Car les demandes des directeurs affichent parfois clairement la couleur, du genre : « Apprenez-moi à manipuler les syndicats. » Les consultants qui connaissent bien les modes de pensée des syndicats pourraient accepter ce genre de mission. Seulement, former dans le domaine du social, c'est presque militer.

« Face à ce type de demande, je réponds que je ne sais pas faire », indique Catherine Wiklund, consultante à la Cegos. Parce que je crois beaucoup au dialogue social. Gilles Karpman, consultant du cabinet Idée, s'est vu, quant à lui, proposer d'intervenir dans une entreprise dont la philosophie était que « les grévistes devaient comprendre qu'ils avaient fait la plus grosse idiotie de leur vie, raconte-t-il. J'ai refusé. Comment mener une formation cohérente avec ce genre d'idée ? Pour moi, si les salariés ont fait grève, c'est à cause d'un problème qu'il faut traiter ».

Parmi les techniques de négociation que peuvent enseigner les consultants, figurent certains outils, tels que le « pivot », à utiliser uniquement « dans une situation de blocage », prévient Olivier Bas, directeur général du cabinet Syntaxe. De quoi s'agit-il ? « Vous mettez un objet de négociation sur la table, pour lequel vous n'obtenez pas de consensus. Vous proposez alors un autre objet de négociation qui, lui, amène à un consensus. Cet objectif étant celui que vous souhaitez atteindre dès le départ. » Manipulation ? « Non », se défend Olivier Bas. Mais certaines organisations syndicales sont dans des logiques destructives qui obligent à recourir à des techniques plus dures. Une CGT trotskyste, c'est la terreur

rouge ! » Gilles Karpman, lui, « ne vend pas ce genre d'outil. Faire signer aux syndicats un accord qui est contraire à leurs intérêts, se retournera de toute façon contre l'employeur », estime-t-il.

Les consultants sont parfois appelés par une direction pour former les délégués du personnel ou du comité d'entreprise. « Quelques fois, la demande vient des délégués eux-mêmes, non syndiqués, qui réclament une formation à leur direction », explique Catherine Wiklund. Certes, c'est l'entreprise qui paie, mais je n'accepterai jamais que ce soit pour délivrer un message voulu par la direction. Il s'agit de formation juridique. »

Pour l'employeur demande au cabinet d'intervenir à la fois auprès des syndicats et des délégués de la même entreprise. Est-ce acceptable ? Le cabinet Idée le fait fréquemment. « Mais, dans ce cas, tout le monde le sait dans l'entreprise », assure Gilles Karpman. Et nous ne livrons pas aux uns ce que les autres nous confient. » En revanche, Olivier Bas ne réalise pas ce genre de prestation, « sauf à travailler avec les deux parties autour d'une même table ». Lui-même a déjà formé des syndicalistes, mais à leur demande et rémunéré par eux.

F. A.

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

L'EUROPE EN MARCHÉ VERS L'EURO

Dernière ligne droite avant la monnaie unique. Les pays de l'UE seront-ils prêts pour le 1^{er} janvier 1999 ?

DU BIG BANG A LUCY

Les dernières découvertes remettent-elles en question nos origines ? Un point sur la naissance de l'Univers, l'apparition de la vie et de l'homme.

JANVIER 1997

« Pétards » sur ordonnance

Le cannabis est-il un bon médicament ? En novembre 1996, 56 % des Californiens ont répondu par l'affirmative et approuvé un référendum qui légalise, dans cet Etat, l'utilisation du cannabis à des fins médicales et sur recommandation d'un médecin. « dans le traitement du cancer, de l'anorexie, du sida, des douleurs chroniques, de la paralysie spastique, du glaucome, de l'arthrite, de la migraine et de toute autre maladie que la marijuana est susceptible de soulager ». Insérée en amendement à la Constitution californienne, la proposition 215 a désormais force de loi. De leur côté, les électeurs de l'Arizona ont approuvé la proposition 200, dont le champ d'application est encore plus large.

Mais voilà, la législation fédérale considère que toute utilisation de cette drogue est illégale et passible de poursuites criminelles, d'autant qu'un tableau de classement des substances contrôlées, le cannabis est inscrit, comme l'héroïne ou le LSD, en catégorie I, la plus restrictive, parce qu'elle « dépourvue d'utilisation médicale reconnue », et sa prescription est formellement interdite.

« La marijuana médicale donne des migraines juridiques », titre un quotidien américain. En effet, l'écart entre les deux législations a semé une confusion sans précédent au sein des autorités fédérales responsables de ce qu'on appelle aux Etats-Unis, non pas une lutte, mais une guerre contre la drogue « war on drugs », qui coûte, d'après les experts, 13,2 milliards de dollars par an. De son côté, le gouvernement du Golden State s'efforce à appliquer ce vote populaire de la façon la plus restrictive possible, craignant que l'usage médical ne soit une porte ouverte à la déconsidération pure et simple et ne signale l'ouverture d'une campagne à l'échelle nationale. Barry McCaffrey, le « tsar anti-droque » (« drug czar ») de la Maison Blanche, a qualifié le vote californien d'« épouvantable tragédie » et menacé de poursuivre les « médecins complices ».

La question des propriétés médicales du cannabis, qui a fait l'objet de peu de recherches scientifiques solides, est au cœur du débat. Précisément parce que les responsables fédéraux s'y sont opposés, déconcoctant certains médecins et chercheurs américains.

Pour compliquer plus encore l'imbroglio juridique-pharmacologique, il existe un programme fédéral expérimental d'usage compassionnel de la marijuana, dont bénéficient actuellement huit patients âgés de quarante à soixante-quatre ans qui souffrent de glaucome, de troubles neurologiques, et à qui une exploitation agricole agissant sous contrôle gouvernemental fournit une ration de trois cents « joints » par mois (la Ferme de l'Oncle Sam officiellement intégrée à l'Institut de recherches en sciences pharmaceutiques de l'université du Mississippi) cultive sept mille plants de *Cannabis sativa*, pour un coût annuel de trois cent mille dollars, mais n'a approvisionné que douze patients en tout - quatre sont morts du sida -, car, en 1992, devant la recrudescence des candidatures, l'administration de George Bush a fermé le programme aux nouveaux demandeurs. Tout a commencé avec un recours en jus-

tice déposé en 1976 par Robert Randall, qui souffrait de glaucome et dont la vision se détériorait rapidement. Devant un tribunal du district de Columbia, il a plaidé un point du droit coutumier dit de « nécessité », dans son cas de nécessité médicale, forçant les autorités fédérales à l'inclure dans un programme expérimental, et Randall, un ancien professeur, devint le premier Américain traité légalement avec du cannabis depuis 1941, année où ce produit fut éliminé de la pharmacopée officielle des Etats-Unis (le cannabis a été utilisé comme analgésique pendant la guerre de Sécession et entrainé dans la composition de médicaments jusqu'à la fin du siècle dernier).

« Nous constituons un véritable embarras pour le gouvernement », commente Randall à propos de ceux que la presse a baptisés les « Acapulco Eight ».

L'effet thérapeutique du cannabis sur le glaucome a été découvert par hasard en 1971 par des chercheurs de l'université de Californie à Los Angeles (UCLA) qui étudiaient, à la demande de la police de la ville, les signes cliniques observables chez les consommateurs de marijuana, soupçonnant une dilatation des pupilles. Les ophtalmologues d'UCLA ont établi que la prise de cannabis entraîne une réduction sensible de la pression intra-oculaire, précisément l'effet recherché dans le traitement du glaucome.

Les adversaires du cannabis naturel citent l'existence d'un médicament, le marinol, synthèse de son principe actif, le delta-9 tétrahydrocannabinol (THC). D'ailleurs la Food and Drug Administration (FDA), l'instance de régulation des produits alimentaires et pharmaceutiques, a approuvé l'utilisation du marinol, en 1985, contre les nausées des cancéreux subissant une chimiothérapie, et en 1992 contre l'anorexie et l'amaigrissement des malades atteints de sida.

Quelle différence entre la plante et le THC synthétique ? C'est précisément ce que souhaiterait étudier

le docteur Donald Abrams, professeur de médecine à San Francisco et chercheur de réputation internationale, qui a constaté que ses patients fumaient pour enrayer le wasting syndrome (syndrome de déperdition), ces pertes d'appétit et de poids caractéristiques du sida. En 1993, le docteur Abrams a mis au point un protocole de recherche visant à évaluer objectivement l'efficacité du cannabis, ainsi que ses dangers potentiels. « Les aspects émotionnels et politiques de toute étude impliquant l'inhalation de la marijuana compliquent le problème de façon labyrinthique », dit Donald Abrams. Bien qu'ayant obtenu toutes les autorisations préliminaires - FDA comprise -, le médecin s'est heurté à l'obstacle de l'approvisionnement avec un refus catégorique de l'Institut national sur l'abus des drogues (National Institute on Drug Abuse, ou NIDA), qui gère les stocks de marijuana cultivée par le gouvernement à des fins de recherche. « Vous avez la possibilité de rendre un service à la communauté de ceux qui vivent avec le sida », écrit Donald Abrams dans sa réponse au directeur du NIDA. Comme diraient les militants homosexuels : *Horre !*

En réalité, le NIDA ne fournit que très peu de chercheurs, dont le professeur Donald Tashkin, d'UCLA, qui étudie l'incidence de la marijuana sur les affections pulmonaires. Dans un premier temps, il a découvert que le cannabis améliorait nettement les fonctions respiratoires et pourrait

être utile au traitement de l'asthme, avant que sa recherche ne révèle des effets plus nocifs, voire cancérogènes à long terme. Des souris de laboratoire à qui on administre du THC développent des tumeurs, suggérant que le cannabis, en agissant sur les lymphocytes-T, affaiblit le système des défenses immunitaires. Et, chez des fumeurs habituels de marijuana suivis depuis 1982, le professeur Tashkin a décelé « une excretion de marqueurs génétiques indicatrices d'une évolution pré-cancéreuse. En effet, avec une seule cigarette de marijuana, on inhale quatre fois plus de goudron qu'avec une cigarette ordinaire ».

La marijuana consommée depuis les années 60 aurait-elle déclenché une vague de cancers des voies respiratoires bientôt décelables (puisqu'elle temps d'incubation est de trente à quarante ans) ? Pour répondre à cette question, le professeur Tashkin entame une étude épidémiologique de tous les nouveaux cancers du poumon décelés dans le comté de Los Angeles. « La marijuana n'a pas été suffisamment étudiée », explique Tashkin, qui rappelle que des Américains meurent

aussi, chaque année, à cause de l'aspirine ».

Des chercheurs ont localisé les récepteurs sur lesquels agit le THC ou principal constituant actif du cannabis, concentrés essentiellement dans le cervelet, partie du cerveau qui contrôle la coordination motrice, et dans l'hippocampe, siège de la mémoire et de l'apprentissage, ainsi que dans le cortex cérébral et dans certaines cellules immunitaires. L'absence de ces récepteurs dans les zones contrôlant le cœur et la respiration explique pourquoi la drogue ne provoque pas d'overdose mortelle.

Aujourd'hui, aux Etats-Unis, le débat sur le cannabis oppose deux groupes parfaitement clivés : un lobby farouchement déterminé à prouver que l'« herbe du diable » est essentiellement nocive, et le clan adverse qui voit dans le chanvre indien une panacée, protestant contre la « prohibition » de cette « médecine interdite » et n'hésitant pas à parler de « maccarthysme pharmacologique ». La légalisation de la marijuana médicale

en Californie devrait faciliter et multiplier les recherches, et déplacer la controverse sur un terrain plus strictement scientifique.

L'Association des médecins de Californie (CMA), qui regroupe plus de la moitié des praticiens de l'Etat, a demandé au gouvernement de lancer rapidement des études, « quitte à découvrir que cette substance n'a pas toutes les vertus qu'on lui prête », déclare Jack Lewin, son président. « La politisation de la marijuana a effrayé notre pays et nous empêche de découvrir si elle possède une valeur thérapeutique. La consommation va être accrue et la recherche est devenue encore plus importante », renchérit Donald Abrams depuis l'hôpital de San Francisco, où il exerce. Si la science survit à la politique, alors nous pourrions faire ces recherches. Notre gouvernement a une phobie mal dirigée qui conviendrait mieux à d'autres drogues. Prescrire-il du cannabis à ses patients ? « Si je vous réponds oui, c'est un crime fédéral. Je peux dire que je prescris du marinol, et que certains de mes patients prennent de la marijuana. »

A l'origine du regain d'intérêt pour les propriétés médicales du cannabis, la communauté homosexuelle, qui a ouvert les premiers clubs d'acheteurs, clandestins mais « tiers » de leur désobéissance civile, à New York, San Francisco, Santa Cruz, Washington... Pendant la campagne électorale en Californie, certains clubs ont été fermés manu militari par le ministre de la Justice, Daniel Lungren, mais ils ont rouvert le soir même du scrutin. C'est le cas du Cannabis Buyers Club sur Santa Monica Boulevard, à Los Angeles, une association à but non lucratif qui ravitaillait 370 patients, sur présentation d'un diagnostic médical (le sida pour 80 % d'entre eux). Le menu des variétés de marijuana disponibles ce jour-là est affiché avec les prix (autour de 20 dollars le gramme), et une limite par patient et par semaine, fixée à 37 grammes d'herbe, qu'on appelle ici « médecine ».

L'approvisionnement des clubs dépend encore du marché noir. « Nous voulons fonctionner de la façon la plus responsable possible jusqu'à ce que tout soit légal. Si les fédéraux nous imposent de fermer, nous nous ferons. Le problème serait qu'ils confisquent nos dossiers médicaux pour poursuivre les médecins », explique Scott Inler, responsable du club, et qui fume de la marijuana pour lutter contre des convulsions, précisant que les effets secondaires sont minimes en comparaison des doses de valium qu'on lui prescrivait auparavant.

A Oakland, près de San Francisco, un autre club, considéré comme un modèle du genre, a établi un protocole très strict d'adhésion pour ses patients, qui dispensent d'une carte de membre avec photo d'identité, et ouvrent vert de secours. Le club protège aussi les médecins qui signent cette recommandation en forme de décharge : « Nous avons discuté les avantages et les risques de l'utilisation de la marijuana comme traitement de ce malade, pour lequel j'aurais envisagé une prescription. J'en ai vu la possibilité légale... » Car nul ne sait encore si des poursuites fédérales seront engagées contre les médecins qui se verraient privés de leurs droits de prescrire certaines catégories de médicaments, ou même d'exercer.

On imagine mal les autorités fédérales s'en prenant aux patients. L'interview télévisée d'un malade en phase terminale privé de son cannabis compassionnel serait du plus mauvais effet sur le public, même si celui-ci est abreuvé de statistiques (difficiles à vérifier) s'agissant d'un trafic clandestin) indiquant une recrudescence de l'usage de la marijuana, chez les adolescents en particulier. Un Américain sur huit utiliserait du cannabis, et il est de bon ton actuellement d'accuser l'attitude permissive de la génération des baby-boomers devenus parents, et qui ont fumé dans leur jeunesse. « Just say what ? » (Quoi dire au juste ?) titrait le magazine Time en couverture de son édition du 9 décembre, en écho à la croisade anti-droque personnifiée par Nancy Reagan et son « Just say no » (Dites simplement non). La légalisation du cannabis médical n'a pas fini de relancer le débat sur la consommation de la substance psychotrope aux Etats-Unis.

Claudine Mulard
Dessin : Daniel Acélie



La légalisation du cannabis pour des raisons thérapeutiques relance, aux Etats-Unis, la question de la libre consommation des drogues douces. Au lobby farouchement déterminé à éradiquer l'« herbe du diable » s'oppose le clan de ceux pour qui le chanvre indien serait une panacée

وعدا من الرصيد

VIENT
DE PARAÎTRE

TRAVAIL : DANS LES LABORATOIRES DE L'EXPLOITATION - Pages 16 à 24

QUÉBEC
Un pays
à portée de la main
(Pages 14 et 15)

LE MONDE diplomatique

Publication mensuelle - 21 rue Cassin-Sarnet, 75012 Paris Cedex 12

Abonnements : voir page 26

Régimes globalitaires

Par IGNACIO RAMONET

On appelle « régimes globalitaires » ces régimes à l'unique qui a subi une révolution politique dirigée par la classe dirigeante des sociétés globalitaires. Ces régimes globalitaires, qui se sont développés en cette fin de siècle, ont pour caractéristique de substituer la logique de la globalisation à la logique de la nation. Ils sont nés de la crise de la démocratie représentative, de la crise de la nation, de la crise de la souveraineté. Ils sont nés de la crise de la démocratie représentative, de la crise de la nation, de la crise de la souveraineté. Ils sont nés de la crise de la démocratie représentative, de la crise de la nation, de la crise de la souveraineté.



IGNACIO RAMONET

À LA CONQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ MEXICAINE Le grand virage des zapatistes

Révol ou mort des zapatistes en Amérique latine ? L'irruption du commando du Mouvement révolutionnaire du peuple (MRP) le 16 décembre 1996 dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Mexico, et son combat avec une recrues de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) ont marqué le début d'une nouvelle phase de la lutte armée au Mexique. Au sein même du mouvement zapatiste, on assiste à une véritable révolution. Le mouvement a décidé de passer de la lutte armée à la lutte politique. Le mouvement a décidé de passer de la lutte armée à la lutte politique. Le mouvement a décidé de passer de la lutte armée à la lutte politique.

Par MAURICE NAIMAN

L'ARMÉE révolutionnaire du peuple (ERP) a été créée en 1994 par le mouvement zapatiste. Elle a pour but de lutter contre le régime de Salinas. Elle a pour but de lutter contre le régime de Salinas. Elle a pour but de lutter contre le régime de Salinas. Elle a pour but de lutter contre le régime de Salinas. Elle a pour but de lutter contre le régime de Salinas.

JANVIER
1997

CE MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

Bienal retour du « miracle américain » (Serge Halimi). - Quand les patrons doutent... (S. H.). - Les chiffres trompeurs du chômage (Francisco Vergara). - Les travailleurs étrangers aux avant-postes de la précarité (Alain Morice). - Fiat-Bresil, un modèle d'entreprise-providence (Roland Cabanes). - Pour une sociologie de la classe ouvrière (Jean Copans). - La vers la fin de l'exception salariale (Jean Copans). - La régression sociale au cœur des négociations collectives (Adeline Toulhier). - Bangalore, Silicon Valley à l'indienne (Michel Raffoul).

Israël
Torture sous contrôle médical (Amnesty International).

SERBIE

L'épreuve de force (Catherine Samary).

ASIE CENTRALE

Kurdistan : La mémoire meurtrie de Mahabad (Jan Piruz). - Réconciliés par le cinéma (Nicolas Monceau). - Pakistan : L'armée, arbitre suprême (Lucille Beaumont). - Afghanistan : De la résistance à la prise de Kaboul, l'histoire secrète des talibans (Stéphane Allix).

SOCIÉTÉ

L'enfance, une espèce en danger ? (Denis Duclos).

Egalement au sommaire

● DROITS HUMAINS : Des bourreaux et de leur impunité. ● GUNTHER HOLZMANN : Le roman d'une vie. ● ARMÉE : Un « rendez-vous citoyen » manqué. ● BELGIQUE : Même le sport ne désarmait pas. ● KENYA : Des habits neufs pour un vieux despote. ● GUYANE : Signaux d'alarme. ● NOUVELLE : Le Colosse. ● CINÉMA : La Corée du Sud au miroir de ses films.

EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
22 F

Louise Arbour, procureur général des Tribunaux pénaux internationaux sur l'ex-Yougoslavie et le Rwanda

« Une justice rendue trop vite n'est pas une bonne chose »

La magistrate canadienne estime que le tribunal a « beaucoup de choses à prouver » mais ne s'inquiète pas de la lenteur des procédures

« Le génocide perpétré au Rwanda en 1994 a fait entre 500 000 et 1 million de morts. Deux ans plus tard, vingt et une personnes seulement ont été inculpées par le tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) (treize sont en prison), et aucun procès n'a eu lieu. C'est un bilan dérisoire. »

« Ce n'est qu'un début. Ce serait décevant si ce nombre représentait la totalité définitive des inculpations. Et puis il faut se rappeler que, si la décision de création du TPR remonte à novembre 1994, le tribunal a commencé à fonctionner il y a quatorze mois à peine. Dans ce contexte, vingt et une inculpations prononcées, grâce au travail d'enquêteurs qui ne parlent pas la langue locale, qui travaillent sans aucune infrastructure judiciaire, est un résultat plutôt honorable. »

« En théorie, il revient au TPR de juger les principaux responsables du génocide et à la justice rwandaise de s'occuper des autres. Comment le TPR négocie-t-il le droit de traiter « ses » dossiers ? »

« La concurrence existe entre les deux juridictions, mais elle est de nature juridique, elle ne s'exprime pas en termes de compétition. Notre mandat ne nous permet pas de lancer des accusations contre des dizaines de milliers de personnes. Le TPR cible donc des niveaux de culpabilité très élevés. Dans le cas où le TPR porte des accusations à l'encontre de personnes que les autorités rwandaises ont déjà arrêtées, il a le droit de se saisir du dossier : il a la primauté sur les juridictions nationales. La plupart des suspects concernés par le TPR se trouvent à l'étranger. »

« Les dirigeants du Front patriotique rwandais (FPR) ont été les premiers à prouver la création d'un tribunal international. Pourtant, ils se montrent aujourd'hui très réservés. Cette hostilité vous gêne-t-elle ? »

« À l'automne 1994, quand les dirigeants du FPR ont demandé à l'ONU de mettre sur pied un tribunal semblable à celui qui avait été créé pour la Yougoslavie, le Rwanda était membre du Conseil de sécurité. Pourtant, au moment de passer au vote, le Rwanda s'est prononcé contre : Kigali regretterait que le mandat du TPR ne comporte pas l'application de la peine de mort, il contestait le lieu choisi pour le siège du TPR et l'envergure de son mandat. Il n'était pas d'accord non plus sur la période retenue (entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994) pour mener les enquêtes, etc. Nos relations avec les autorités et le gouvernement rwandais seront donc toujours entachées d'ambiguïté. Jusqu'à présent, cela ne gêne pas



DESSIN DE JEAN-PIERRE GOUZIE

notre travail. Le peuple rwandais a toutes les raisons de ne pas avoir une confiance aveugle dans ce que la communauté internationale peut lui apporter. Malheureusement, le tribunal est victime de ces circonstances. Mais c'est inévitable : nous avons beaucoup de choses à prouver. Le concept de justice pénale internationale commence à peine à se développer dans un pays qui a espéré beaucoup et reçu très peu de la communauté internationale. J'espère qu'avec le temps la coopération entre le TPR et les autorités rwandaises réussira à dépasser le simple niveau de la tolérance. »

« Selon l'article 28 du statut du TPR, les États sont tenus de l'aider. La plupart des pays l'ont fait, à l'exception du Cameroun, qui tarde à livrer quatre inculpés dont le transfert a été demandé depuis plusieurs mois. Parmi eux figurent le colonel Théoneste Bagosara, ancien chef de cabinet au ministère rwandais de la défense, et Ferdinand Nahimana, ancien directeur de la Radio-Télévision des Mille Collines. Des rumeurs font état de pressions françaises. Paris craignant, dit-on, d'éventuelles révélations sur son soutien à l'ancien régime rwandais et sa responsabilité dans le génocide. »

« Les quatre inculpés dont vous parlez ont fait l'objet d'une demande de transfert, l'été dernier. Les procédures judiciaires ont été suivies et respectées à la lettre. On n'attend plus que la signature du président Biya, afin de rendre effectif ce transfert. »

Mais rien ne vient - ni signature présidentielle, ni explication à ce retard. C'est donc une situation extrêmement inquiétante, car soit il s'agit d'une négligence administrative - et il est intolérable qu'une ordonnance d'un tribunal international fasse l'ob-

jet d'une telle négligence -, soit il existe d'autres raisons - dont je n'ai pas eu connaissance -, et elles n'ont pas lieu d'être. »

« On s'est penché avec beaucoup de sérieux sur le rejet des autorités de l'ex-Yougoslavie à l'encontre du tribunal international. Il serait déplorable de ne pas faire de même pour le Rwanda et de passer l'éponge sur le manque de coopération. Il est urgent que les États qui s'intéressent au sort de la justice au Rwanda se posent des questions et interrogent les autorités camerounaises sur l'état de ce dossier. »

« Des demandes analogues de transfert ont été adressées par le TPR à la Belgique et à la Suisse. Ont-elles été honorées ? »

« Dans le cas de la Belgique, oui. Deux demandes de transfert, concernant Joseph Kanyabashi, ex-bourgmestre de Ngoma, et Elie Ndayambaje, ex-bourgmestre de Moganza, ont été adressées à Bruxelles, les 9 et 22 juillet respectivement. Les deux inculpés ont été transférés de leurs cellules belges à la prison d'Arusha, le 8 novembre. Quant à la Suisse, le transfert d'Alfred Musema devrait avoir lieu incessamment. En général, la coopération des États est très bonne. On l'a vu avec la Zambie, mais aussi, plus récemment, avec le Kenya, qui, à la demande du TPR, a arrêté et transféré un suspect rwandais vers Arusha. En Côte d'Ivoire et aux États-Unis, des procédures analogues sont en cours. Que ces procédures soient lentes n'a rien d'inquiétant. »

« Le procès de Jean-Paul Akayeso, premier « génoci-

daire » présumé à comparaître à Arusha, a été reporté deux fois. M. Akayeso devrait comparaître de nouveau, le 9 janvier 1997. En obtenant du tribunal le report des procès, les avocats de la défense gagnent du temps. Le TPR lui y perd-il sa crédibilité ? »

« Je comprends très bien l'impacience de la communauté internationale. Mais on n'est pas à un point où l'on doit s'inquiéter de retards injustifiables, choquants, provoqués par la défense. La méthode est assez classique dans les procédures pénales. Les avocats de la défense doivent avoir les moyens de travailler, de contacter et d'interroger d'éventuels témoins à décharge. Il faut leur laisser le bénéfice du doute. Ils ont droit à une certaine tolérance, ce qui n'empêche pas le TPR de garder de très près les motifs allégués pour un report. Une justice rendue trop vite n'est pas une bonne chose. »

« Le travail du tribunal international - la collecte de témoignages, par exemple - est-il plus facile à mener en ex-Yougoslavie qu'au Rwanda ? »

« On a travaillé plus lentement au Rwanda, mais pour des raisons purement techniques. Dans l'un et l'autre pays, les enquêteurs travaillent en anglais ou en français - langues qui ne sont naturellement parlées ni dans l'ex-Yougoslavie ni au Rwanda. Mais il est plus facile de trouver des gens qui savent traduire le yougoslave que le kinyarwanda. Autre différence de taille : pour l'ex-Yougoslavie, le TPI dispose de bureaux d'enquêtes à Belgrade, à Sarajevo et à Zagreb, mais le siège du tribunal, greffe et bureau du procureur compris, se trouve à La Haye ; en revanche, pour le Rwanda, le siège du tribunal - autrement dit, toute l'infrastructure administrative - est installé à Arusha, alors que le bureau du procureur est à Kigali, comme le bureau d'enquêtes. Ce qui se règle facilement à La Haye prend des jours à Kigali. »

« Les conditions de travail sont assez difficiles, c'est vrai, mais cela n'explique pas tout. La récente conférence de Londres, consacrée à la Bosnie, n'a pas son équivalent pour le Rwanda - et sans doute n'est-ce pas un hasard. La présence de la communauté internationale, son soutien aux efforts de reconstruction ou son pas les mêmes ici et là. Le TPR est plus isolé. Le retour massif de réfugiés, qui a ramené l'attention de la communauté internationale sur les problèmes du Rwanda, nous bénéficiera peut-être, je l'espère. »

Propos recueillis par Catherine Simon

C. S.

Femme de tête et militante engagée



LOUISE ARBOUR

« ON NE PEUT que souhaiter bonne chance au juge sud-africain Richard Goldstone, qui a accepté la tâche gigantesque d'essayer de faire quelque chose en partant de rien » : cet ironique compliment de l'historien français Gérard Prunier, auteur d'un ouvrage sur le Rwanda, *History of a Genocide* (Hurst and Company, 1995), n'a rien perdu de sa pertinence. Deux ans après la décision de l'ONU de créer, le 8 novembre 1994, un tribunal pénal international sur le Rwanda (TPR), aucun des vingt et un inculpés, accusés d'avoir tenu un rôle de premier plan dans les massacres, n'a pu être jugé. »

Les conditions de travail des personnels du TPR, dont le siège officiel est à Arusha (nord de la Tanzanie), ont été singulièrement compliquées par le retour de plusieurs centaines de milliers de réfugiés rwandais, arrivant du Zaïre et de la Tanzanie, mais aussi par des campagnes de presse, souvent virulentes, mettant en cause l'impartialité ou l'intégrité du TPR. Quand elle a pris la succession de M. Goldstone, le 1^{er} octobre 1996, accédant aux fonctions de procureur des tribunaux pénaux internationaux sur

l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, la Canadienne Louise Arbour n'ignorait rien de ces écueils. »

Née le 10 février 1947 à Montréal, M^{me} Arbour peut se targuer d'une longue expérience de pénaliste. Admise au barreau du Québec en 1971 et au barreau de l'Ontario en 1977, elle a enseigné pendant de longues années à la faculté de droit de l'université de York, avant de devenir magistrat. Chaleureuse, bagarreuse, cette femme de tête est aussi une militante. Au Canada, personne n'a oublié le rôle qu'elle a joué, en 1995, pour défendre la cause des détenues de la prison de femmes de Kingston, victimes de la violence de leurs gardiens. Dotée d'une énergie peu commune et affubant un optimisme à toute épreuve, « Madame la magistrate » - nommée en 1987 juge de première instance à la Cour suprême de l'Ontario, elle est promue, en 1990, à la cour d'appel de l'Ontario - considère son travail à la tête du TPR comme un « formidable défi », qu'elle se fait fort de relever. »

Michel Parigot, président du Comité anti-amiante de Jussieu ; Henri Pézerat, président de l'Association pour l'étude des risques du travail

« Il n'y a pas d'argument scientifique sérieux contre le désamiantage »

Les deux experts souhaitent que Jussieu devienne un chantier pilote en matière de sécurité

« L'interdiction de l'amiante en France à compter du 1^{er} janvier va-t-elle, selon vous, influer sur le cours des procédures judiciaires engagées ? »

« Michel Parigot : L'interdiction était une première étape indispensable dans la mise en place d'une véritable politique de santé publique face à l'amiante : ce n'était pas possible tant qu'on continuait à en vendre. Du point de vue des procédures judiciaires, cela aura probablement une influence. Les connaissances qui ont conduit à interdire ce matériau valent en effet depuis de nombreuses années. La recherche des responsabilités est un préalable nécessaire à l'indemnisation des victimes. L'ampleur de l'affaire et le nombre des personnes touchées pourraient justifier, à terme, la mise en place d'un fonds d'indemnisation. »

« Henri Pézerat : Indépendamment des procédures au pénal se pose en effet la question d'une juste indemnisation des victimes. La réponse des compagnies d'assurance et des entreprises consiste à

dire : « Il existe le système de réparation des maladies professionnelles », système qui date des années 20 et qui, selon eux, fonctionne et interdit toute autre forme d'indemnisation, hormis celle liée à la faute inexcusable. Ce système est un marché de dupes. Pour l'instant, environ la moitié des victimes ont un taux d'invalidité inférieur ou égal à 5 %, ce qui représente le versement d'un capital de l'ordre de 9 000 francs, c'est-à-dire très peu de chose. Nous avons une série de rencontres prévues avec les ministères concernés et la direction de la Sécurité sociale pour demander que cessent l'ensemble des entraves au fonctionnement de ce système. Au-delà, le premier objectif sur le plan judiciaire est une généralisation des procédures pour faute inexcusable, qui permettrait une meilleure réparation pour les victimes. »

« Comment avez-vous réagi à la polémique lancée par Claude Allègre dans *Le Point* sur l'opportunité du désamiantage de Jussieu ? »

« M. P. : Cette polémique est vide, il n'y a pas d'argument scientifique sérieux contre le désamiantage. Claude Allègre ne fait que reprendre à son compte les affirmations habituelles des industriels de l'amiante, selon lesquelles l'amiante en place dans les bâtiments constituerait un risque « mineur » et retirer cet amiante un risque « majeur ». Il n'est pas sérieux de prétendre qu'on ne sait pas désamianter, alors que cela a été effectué sans problème sur des centaines de milliers de mètres carrés dans des pays voisins, ou encore que le désamiantage est extrêmement dangereux pour le quartier, quand toutes les mesures effectuées au voisinage immédiat des chantiers montrent qu'il n'y a pas de pollution significative. »

« Quant à l'affirmation selon laquelle on ne sait pas par quoi remplacer l'amiante, elle est simplement ridicule : cela fait bientôt vingt ans que l'on a remplacé l'amiante en protection incendie, puisque c'est interdit ! Il s'agit d'un combat d'arrière-garde. On peut y

voir une stratégie de défense de ceux qui ont exercé des responsabilités et doivent justifier leur inaction. Il aurait été préférable que Claude Allègre s'intéresse au problème de l'amiante quand cela relevait de sa responsabilité, comme directeur de l'Institut de physique du Globe à Jussieu ou comme conseiller spécial du ministre de l'Éducation, Lionel Jospin. A cette époque, les ouvriers des services techniques de Jussieu travaillaient le nez dans l'amiante, sans aucune protection. »

« Le problème actuel n'est pas de discuter du risque zéro mais de mettre en place au niveau national une politique de prévention pour éviter que l'amiante ne continue de faire des milliers de victimes par an. »

« H. P. : A entendre Claude Allègre, il y aurait je ne sais quelle revendication d'un risque zéro. La vérité toute simple est qu'un quart des victimes de mésothéliome [cancer spécifique de l'amiante] appartiennent au secteur du bâtiment, avec seulement des exposi-

tions sporadiques pendant des temps souvent très limités. Laisser l'amiante en place c'est, à terme, accepter des milliers de victimes supplémentaires dans ce secteur et un nombre non nul, mais non chiffrable à ce jour, parmi les simples occupants de ces bâtiments. Des 1960 et 1963, on savait qu'une proportion importante de victimes du mésothéliome se recrutait parmi les personnes n'ayant subi qu'une exposition faible au voisinage des mines. Le principe de précaution ne s'applique donc pas à partir de fantasmes mais sur la base d'une réalité connue depuis plus de trente ans. »

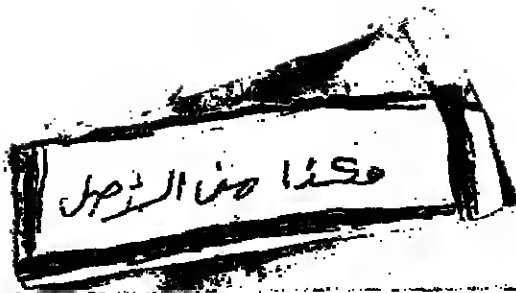
« La politique française de santé publique est en train de changer, un certain nombre de personnes au sein des pouvoirs publics ayant tiré les leçons de l'affaire du sang contaminé. C'est sans doute l'une des raisons qui ont joué et qui joueront dans la mise en place progressive d'une véritable politique de prévention face à l'amiante. »

« Quel est l'état d'avancement des travaux sur le campus ? »

« M. P. : La solution choisie par le ministère est la bonne. Il s'agit de désamianter Jussieu par tranches, en utilisant des locaux provisoires pour maintenir les universités en fonctionnement. Les travaux d'urgence, qui consistent à poser provisoirement des films de plastique sur les plafonds pour protéger les personnels et les étudiants, devraient être achevés dans trois mois. Pour le désamiantage proprement dit, un programme et un maître d'œuvre ont été choisis, mais la mise en place des préfabriqués se fait attendre. »

« Nous souhaitons que Jussieu devienne un chantier pilote pour la France entière et nous avons demandé à l'Institut national de recherche et de sécurité d'y collaborer, en vue d'améliorer les techniques de retrait d'amiante et les appareils de protection respiratoire des ouvriers. Il est en effet impensable de ne leur faire courir aucun risque. »

Propos recueillis par Laurence Folléa



Télévision publique : la dernière séance ?

par Jacques Kirsner

TOUT porte à croire que la télévision publique généraliste entre, si l'on ne fait rien, dans sa phase ultime de décomposition avant liquidation. Depuis vingt ans, droite et gauche confondues, complètes, se sont donné la main pour que peu à peu la télévision publique, alors monopole d'Etat, devienne un pôle marginal du paysage audiovisuel du prochain siècle. Concurrence entre les chaînes et introduction de la publicité avant 1981 : création dans les conditions que l'on sait de La Cinq, de M6 et de Canal Plus sous la gauche ; privatisation de TF1 par la droite et refus de la gauche de renationaliser la chaîne ni de doper financièrement le pôle public en 1988 : telles sont, chacun s'en souvient, les grandes lignes de cette progressive strangulation.

Depuis lors, gauche et droite encore confondues et complices, qu'a-t-on fait pour la télévision publique ? Rien de nouveau. Tantôt les dirigeants plaisent au pouvoir, et on leur donne de l'argent sans s'occuper de ce qu'ils en font en termes de programmes. Tantôt ils déplaisent, et on leur coupe les cordons de la bourse, tout en leur demandant de faire plus d'audience et de mieux affirmer la différence publique en sachant qu'au bout du compte on pourra s'en débarrasser au plus vite, soit pour cause de déficit, soit pour cause de programmes pas assez spectaculaires.

Depuis 1988, il en est ainsi. Et de Chirac à Mitterrand, changeant de patrons au gré des humeurs du pouvoir ou des folies de ses dirigeants grisés par le soutien de celui-ci, la télévision publique court à sa perte sous les yeux d'un CSA impuissant et de connivence.

Et pourquoi cela ? Parce qu'en France, longtemps, la télévision a été regardée par les intellectuels, les hommes de culture et les enseignants comme un diable et un concurrent qui tue la « vraie » culture, le « vrai » savoir et partant d'une entreprise machiavélique d'abrutissement général. Parce qu'en France la télévision a été regardée par les hommes politiques comme un outil de pouvoir, de propagande, de contrôle des

opinions et comme une tribune à disposition, nuverte au moindre signe aux desiderata de gouvernants soncieux de parler à la France sans que jamais ceux-ci ne s'intéressent aux programmes et ne prennent conscience de leur importance pour la nation.

Double myopie, double méprise, double hypocrisie qui a livré la télévision publique aux marchands, à l'Audimat, aux « animateurs-producteurs » pour en faire ce qu'elle est aujourd'hui, à quelques exceptions près, toujours citées comme alibi, c'est-à-dire une bouillie que l'on dit populaire quand elle est populiste ou populacière.

Et ce n'est pas Arte et La Cinquième, créées par la gauche pour apaiser sa conscience troublée, qui, sans nier leurs mérites,

public, près de 10 %. Ce n'est pas demain la veille que les chaînes fragmentées capteront une large audience, d'autant que leur coût reste dissuasif pour de larges secteurs de la population. Une étude internationale, récemment parue, confirme d'ailleurs que, dans tous les pays d'Europe, les bouquets ont du mal à éclore et que les télé-spectateurs restent plus attachés qu'on aurait pu le croire à leurs chaînes généralistes.

Si pour longtemps encore ces dernières demeurent à la fois le support indispensable de la création, la source principale d'information, de distraction et de culture de masse, le vecteur essentiel d'un lien social virtuel entre les individus dans une société éclatée, alors, l'enjeu qu'elles représentent est crucial.

Ni la droite, malgré ses dénégations, ni la gauche, malgré ses promesses, ne changeront d'attitude tant que la pression ne les y contraindra pas. Celle des créateurs, d'abord. Mais rien ne se fera sans les téléspectateurs

peuvent redonner à la télévision populaire et citoyenne ce dont elle a besoin, tant leur audience reste limitée, faute de correspondre aux exigences d'une télévision de masse.

Alors on dira peut-être que tout cela n'est pas trop grave puisque l'heure de la fragmentation du paysage audiovisuel français a sonné. Le numérique, le thématique, les bouquets vont peu à peu marginaliser les chaînes généralistes, et le combat pour qu'elles se reprennent est archaïque, puisque la télévision du futur est ailleurs.

Myopie, là encore, que de croire à la vague thématique et numérique. Elle existe, certes, mais il faudra encore des décennies pour que ce flux capte des audiences significatives. N'oublions pas qu'aux Etats-Unis ABC, CBS et NBC totalisent encore plus de 60 % du marché et PBS, le système

Dès lors, comment éviter que le pouvoir politique, tout à son obsession de contrôler l'information et indifférent à la conquête des écrans publics par les marchands, ne se livre à nouveau à ces opérations de déstabilisation qu'il affectionne ? Espérer qu'il en vienne à un comportement républicain est vain. Ni la droite, malgré ses dénégations, ni la gauche, malgré ses promesses, ne changeront d'attitude tant que la pression ne les y contraindra pas.

Quelle pression ? Celle des créateurs d'abord, acteurs, producteurs, auteurs, journalistes, techniciens, qui doivent faire de la lutte pour une télévision publique de qualité un axe majeur de leur action. Action de défense contre l'avisement et la colonisation de nos écrans, mais aussi action de proposition pour imaginer les contenus de demain.

Comme nous savons le faire dans certains cas, ainsi qu'en témoigne aujourd'hui la mobilisation des intermittents du spectacle ou hier celle des créateurs pour l'exception culturelle et les quotas, nous devons en appeler au sursaut de toute la galaxie, encore vivante et pugnace, de la création.

Mais rien ne se fera sans les téléspectateurs. C'est aussi à eux qu'il faut s'adresser. C'est aussi eux qu'il faut mobiliser, alors qu'ils réagissent déjà en plébiscitant les fictions françaises et les documentaires de création pour les chaînes généralistes, eux qui, par des associations, des appels, des manifestations, peuvent et doivent exprimer leur vœu de pérenniser la télévision généraliste publique envers et contre les manigances et les calculs des politiques.

Une occasion se présente. La télévision publique a aujourd'hui à sa tête des équipes dirigeantes de qualité, décidées à rééditer sur France 2 les succès obtenus sur France 3 et à renforcer les écrans publics dans cette reconquête de la dignité et de l'audience, objectifs qui ne sont pas incompatibles.

Or leur ambition est aujourd'hui menacée par un nouvel accès de restrictions budgétaires et d'appel à la ressource publicitaire, qui se paré des nécessités financières du temps pour mieux cacher son véritable but : discréditer une équipe indépendante qui rechigne à prendre ses ordres dans les lambris dorés des cabinets du pouvoir.

En contraignant France Télévision à se financer au-delà du possible par la drogue publicitaire, c'est non seulement le service public qu'on précipite dans le mur, mais, par ricochet, la presse quotidienne qu'on menace.

Le moment n'est-il pas venu, en refusant cet engrenage, de manifester combien créateurs et téléspectateurs sont attachés au service public de l'audiovisuel, partie intégrante de ce service public français que défendent aujourd'hui ses salariés comme les citoyens ?

Jacques Kirsner est scénariste et producteur de cinéma et de télévision.

L'enfer des rythmes scolaires

par Catherine Joncheray

A U collège comme au lycée, les 12-18 ans se voient imposer un rythme de travail qui ne respecte guère leur équilibre de vie. Est-ce bien raisonnable ? Levés pour la plupart entre 6 h 30 et 7 heures, la plupart d'entre eux ont à peine le temps d'enfouir un petit déjeuner rapide qu'il leur faut se hâter vers le bus qui les déposera juste à temps pour commencer leur journée de travail à 8 heures - plus tôt que beaucoup d'adultes, employés dans des commerces ou des administrations.

Quatre heures de cours, une pause ridicule de deux heures, trop courte pour autoriser la plupart des élèves à rentrer déjeuner chez eux, mais trop longue lorsqu'elle est passée dans l'établissement, et nos jeunes repartent pour trois voire quatre autres heures de cours.

Le soir, bus à nouveau pour beaucoup, et après quinze à trente minutes consacrées à un petit en-cas bien mérité, nos enfants sont obligés de se remettre au travail pour faire face aux devoirs, leçons, exercices, dissertations, communications... dont les enseignants les ont gratifiés et qui leur prennent souvent plusieurs heures par jour.

Devant ce rythme infernal, comment ne pas comprendre que bon nombre se retrouvent démunis et capitulent. Quant à ceux qui résistent et s'acharnent à répondre aux exigences de notre système éducatif, fatigués, stressés, obsédés par les contrôles et les notes, ils puisent dans leur volonté leur espoir de réussite et les encouragements de leurs parents les ressources nécessaires pour continuer.

N'avons-nous pas en France des années et même des décennies de retard par rapport à nos voisins européens ou encore par rapport à certains pays anglo-saxons ? Comment les autres pays développés procèdent-ils pour clore la journée d'école tôt dans l'après-midi (14 heures ou 15 heures), limiter la somme de travail exigée après les cours, et libérer ainsi des créneaux horaires confortables pour la pratique du sport et des activités artistiques ? Dans notre pays, la pratique d'une activité extrascolaire n'est pas chose aisée, car elle est autant de temps volé sur l'emploi du temps déjà complet de nos enfants.

Il leur faut alors gérer chaque minute à la manière d'un PDG, et s'avancer dans leur travail dès que s'en présente la possibilité, sous peine de devoir compléter sur leur

mit de sommeil. A partir du lycée, cela devient mission presque impossible, et il n'est pas rare de voir les jeunes de 16-18 ans abandonner des activités pourtant chères à leur cœur et bénéfiques à leur équilibre. Si néanmoins ils persévèrent, c'est souvent au détriment de leurs études.

En France, les têtes bien pleines prévalent sur les têtes bien faites. Quand cessera ce bûchage de crâne intensif, dévoreur de temps et d'efforts, dont il ne reste au bout du compte que bien peu de choses ? Au lieu de multiplier les matières, au lieu de chercher sans cesse à transmettre un contenu que nos enfants doivent à tout prix mémoriser, pourquoi ne pas leur enseigner comment se servir des outils à leur disposition ? Les bibliothèques et les centres de documentation regorgent de trésors boudés par nos enfants, peu préparés à les utiliser. Au nom de la culture, nous empoisonnons l'existence de nos jeunes. Pourquoi ne pas miser davantage sur la méthode et le savoir-faire, la réflexion et la critique ? Ne limitons pas les possibilités de nos enfants à la capacité de leur mémoire.

Notre civilisation évolue à une vitesse prodigieuse. Si l'on peut admettre qu'il fut un certain temps possible de mémoriser une part importante des données communes, ce n'est plus le cas de nos jours. Raisons de nos enfants des adultes responsables, qui sauront s'adapter à leur société en constante évolution. Il n'est plus question aujourd'hui de les éduquer avec les principes d'hier. A tous niveaux (primaire, secondaire, supérieur), les enseignants doivent désormais être formés pour devenir des guides pédagogiques et non pas de simples retransmetteurs de savoir.

En faisant le choix de l'ouverture sur la vie, nous redonnons peut-être à nos enfants le goût de l'apprentissage. L'apprentissage dans la joie, n'est-ce pas le idéal de tout éducateur digne de ce nom ? Il n'est pas question de supprimer l'effort, mais de le substituer au lieu de l'imposer. Débarrassés des contraintes obsolètes qui pèsent sur eux, et partageant désormais une vie bien équilibrée entre méthode, culture, art et sport, nos adolescents reprendront alors confiance en eux-mêmes.

Catherine Joncheray est maître de conférences à l'université d'Angers.

Le risque d'une puissante erreur

par Raoul Bételle

EN république, les trois pouvoirs (le législatif, l'exécutif et le judiciaire) sont exercés séparément. Mais ils doivent l'être, tous trois, conformément à la volonté du souverain, c'est-à-dire du peuple. Qu'il cesse d'en être ainsi pour un seul de ces trois « pieds » de l'Etat, et l'édifice s'effondre. Bientôt vermoulu, le pied casse, et le trépid s'effondre.

Il en résulte que les techniciens, qui sont gens indispensables, ne doivent cependant pas usurper le rôle des politiques : l'exercice du pouvoir lui-même. Car les politiques ont la légitimité : l'office conférée par les suffrages du peuple souverain. Les techniciens n'ont que la compétence technique. La technocratie, par essence, est donc contraire à la démocratie.

Or, une particularité essentielle, qui affecte la justice, est perdue de vue par presque tout le monde. Pourtant, elle est de taille. Il faut être bien conscient d'une chose : le citoyen « ressent le pouvoir », avant tout, dans ses formes exécutive et judiciaire. Le législatif est plus lointain et comme plus haut.

Députés et sénateurs le voient bien. Chaque jour, ils jouent le rôle d'intercesseurs entre les citoyens et la puissance publique : ils s'adressent à l'exécutif pour tenter d'obtenir la solution des difficultés de la vie courante nées du comportement des services publics que nous qualifions d'ordinaires (il s'agit de ce que l'on appelle globalement l'administration) et du comportement de ce service public

tout à fait extraordinaire qu'est le service public de la justice.

Il faut distinguer dans tous les domaines la fonction et l'organe. En matière législative, le pouvoir-fonction (qui est le pouvoir de faire la loi) est exercé par un véritable pouvoir-organe : les élus du peuple souverain. Il en va de même pour l'exécutif, parce que le pouvoir-fonction (qui est le pouvoir de gouverner le pays) appartient, là aussi, à un pouvoir-organe issu de la représentation nationale, responsable devant elle et en mesure de tenir en laisse les techniciens des différents services publics constituant l'administration : les fonctionnaires doivent obéissance au gouvernement.

Il en va tout autrement en matière judiciaire. Le pouvoir-fonction (qui est le pouvoir de juger) n'appartient pas à un pouvoir-organe ayant reçu l'office des suffrages : l'organe, ici, est une simple « autorité ». C'est ce que dit la Constitution parce que les juges, qui sont nommés après concours ou sur titres, n'ont qu'une légitimité indirecte tirée de la loi qu'ils sont chargés d'appliquer et de la légitimité directe de ceux qui les ont nommés. Le fait d'avoir été reçu à un concours quel qu'il soit (ou d'avoir été nommé sur titres) ne donne aucune légitimité directe pour exercer un pouvoir-fonction de nature constitutionnelle tel que celui qui consiste à rendre la justice, même si on a obtenu de surcroît la bénédiction du Conseil supérieur de la magistrature. Seule est véritable la compétence professionnelle. En résulte-t-il au-

jourd'hui, pour nos juges, davantage de légitimité que ne leur en confierait, sous l'Ancien Régime, le fait d'avoir acheté leur charge (ce qui prouvait seulement leur droit de propriété) ?

En France - car il en va différemment dans d'autres démocraties où les juges sont élus -, nos juges d'aujourd'hui, pourtant simples techniciens ressemblant furieusement aux fonctionnaires des administrations, exercent eux-mêmes le pouvoir-fonction judiciaire. Impossible de leur faire les gros yeux

Il est indispensable d'apporter une correction démocratique au caractère foncièrement technocratique de notre appareil judiciaire. Cette correction exige une relation entre l'exécutif et le judiciaire : celle qui existe actuellement

s'ils perdent la tête. Le judiciaire, l'un des trois pouvoirs de la démocratie, appartient, de droit, à une technocratie.

Montesquieu n'a pas conçu la séparation des pouvoirs comme devant être éternelle. Les trois pouvoirs sont des contre-poids qui doivent au contraire se contrôler et s'équilibrer mutuellement. Ils doivent être distincts, certes, mais chacun d'eux doit être en relation avec les deux autres. Dès qu'il cesse d'en être ainsi, les abus naissent de la toute-puissance.

Impossible, dès lors, de souhaiter la « séparation de la justice et de l'Etat ». C'est absurde ! Impossible de décider que, dorénavant, l'exécutif ne pourrait plus s'adresser au judiciaire ! Que le ministre de la justice ne pourrait même pas s'adresser aux juges par l'intermédiaire d'un porte-parole ! Alors que le même exécutif s'adresse directement, comme et quand il le veut, au pouvoir législatif ! Et cela alors que l'exécutif, qui agit et doit faire face aux événements, est, lui, responsable devant la représentation

nationale de l'accomplissement de la volonté du peuple souverain (laquelle doit être respectée dans le domaine judiciaire au moins autant que dans les autres puisque la justice est rendue « au nom du peuple français »). Il faut absolument que, tout en respectant leur liberté de décision, il puisse appeler l'attention des juges sur les attitudes qu'ils ressentent chez le citoyen !

La « séparation » des pouvoirs ne doit être qu'une distribution des trois pouvoirs-fonctions du souverain entre organes distincts mais en

relation les uns avec les autres. Et il faut se garder de perdre de vue ce qu'est en vérité le ministère public, composé des magistrats du parquet. Il s'agit, comme le vocabulaire le fait apparaître, des avocats et avoués (procureur est l'ancien nom des avoués) d'une unique clientèle : la puissance publique elle-même, la République.

Comment admettre, sauf à la considérer comme une simple d'esprit, que cette clientèle soit la seule, en France, à ne pas avoir le droit de donner des instructions à ses avocats et avoués sur ce qu'il convient, selon elle, de demander au juge indépendant par l'intermédiaire de son fondé de pouvoir, le ministre de la justice ? Cela n'aurait aucun sens.

Les magistrats du parquet doivent rester ce qu'ils sont et n'avoir que l'indépendance mesurée qui est dans notre tradition : « La plume est servie mais la parole est libre », étant en outre observé que l'article 36 du code de procédure pénale ne donne pas au ministre le pouvoir d'interdire telle ou telle poursuite, mais seulement le pouvoir d'imposer celles qu'il juge opportunes. Il faut qu'ils restent hiérarchiquement subordonnés à la garde des sceaux, faite de quoi ils n'argumenteraient plus qu'en leur nom propre (la parole est libre) et cesseraient d'être les représentants de la puissance publique (la plume est servie). Gardons-nous donc de la folle qui aboutirait à confier totalement au souverain l'un de ses pouvoirs régaliens, à faire de ce pouvoir-fonction la propriété privée d'une caste intouchable, seule

maîtresse d'elle-même, agissant en circuit fermé et ne rendant de comptes à personne.

Ce serait d'autant plus dangereux que la loi, que les juges sont chargés d'appliquer, est aujourd'hui refaite, si tel est son bon plaisir, par un troisième étage législatif venant se surajouter à l'Assemblée nationale et au Sénat mais n'ayant pas plus de légitimité directe que notre « autorité » judiciaire : le Conseil constitutionnel.

Finalement, c'est M. Badinter qui avait raison lorsque, nommé garde des sceaux au lendemain de l'élection présidentielle de 1981, et voulant changer les choses, il a clairement averti son monde : « Personne, a-t-il dit, n'est forcé d'être mon procureur général. » Belle formule, et bien vraie. Elle vient confirmer, émanant d'un homme de gauche, que la mise en garde contenue dans les présentes lignes vise à protéger et garantir le plein exercice de la démocratie, notamment lorsque ce qu'on appelle l'urgence rend nécessaires, dans un sens ou dans l'autre, certains ajustements dans la politique pénale.

Il est indispensable d'apporter une correction démocratique au caractère foncièrement technocratique de notre appareil judiciaire. Cette correction exige une relation entre l'exécutif et le judiciaire : celle qui existe actuellement.

Raoul Bételle est député (RPR) de la Seine-Saint-Denis, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

L'enfer des rythmes scolaires

par Catherine Jonckheere

A

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani

Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldy, directeur général ; Noël-Jean Borgeaud, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeur adjoint de la rédaction : Jean-Yves Lhommé, Robert Solé

Secrétaire en chef : Jean-Paul Dessus, Bruno de Camille, Pierre Georges

Laurent Gosselin, Erik Lissac, Michel Kijman, Bertrand Le Gendre, Directeur adjoint : Dominique Royette

Rédacteur en chef technique : Eric Anin

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Fereczi

Directeur technique : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chaussebourg

Conseiller de la direction : Alain Rolla ; directeur des relations internationales : Daniel Verne

Comité de surveillance : Alain Mercier, président ; Gérard Courault, vice-président

Associés directeurs : Hubert Boute-Méry (1944-1969), Jacques Favet (1969-1982)

Associés : Hubert Boute-Méry, Le Monde France, Kira Press, Le Monde Prévoyance

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994

Capital social : 995 000 F, Actions : Société civile « Les rédacteurs du Monde »

Associations : Hubert Boute-Méry, Le Monde France, Kira Press, Le Monde Prévoyance

Siège social : 21 all. René-Claude-Bernard - 75012 PARIS CEDEX 05

Tél. : 01-43-17-30-00 ; Télécopieur : 01-43-17-31-21 ; Télex : 206 806 F

Un coup de froid révélateur

Suite de la première page

Ne valait-il pas mieux utiliser ces sommes à d'autres fins : l'accélération de la vitesse, l'amélioration du confort des passagers, voire même la retraite des chemins ? L'argent, à la SNCF notamment mais pas seulement là, est toujours rare : s'il est dépensé quelque part, il ne peut l'être ailleurs.

La SNCF avait eu en fait à répondre à une question, classique mais complexe, à laquelle tout individu ou toute collectivité butineuse se trouve régulièrement confronté - et qui est au centre de l'économie : face à un risque à fréquence faible mais aux conséquences fortes, quels moyens sont-on disposé à investir pour s'en protéger, étant entendu que les moyens ainsi mobilisés manquent nécessairement pour satisfaire d'autres besoins ? Un exemple parmi d'autres : les habitants de la région nicoise savent qu'ils vivent dans l'une des rares régions françaises où il y a un risque de tremblement de terre. Sont-ils prêts à s'équiper en dispositifs antisismiques ? S'ils le font, ils devront sans doute réduire la taille de leur habitation.

Ce type d'interrogations est aussi fréquent aujourd'hui qu'hier. Les risques persistent : le progrès n'a pas réduit, au contraire, la fréquence des catastrophes naturelles (tremblements de terre au Japon ou en Californie, inondations, sécheresses...), comme l'observent les assureurs du monde entier. Au contraire, il a contribué à créer de nouveaux risques, les risques technologiques (Tchernobyl, Bhopal...). Les techniques existent aussi. On sait faire rouler des trains par grand froid. On sait construire des bâtiments antisismiques. Mais investir pour se couvrir contre un risque à faible probabilité, c'est accepter un sacrifice sans savoir si l'on en tirera, un jour, un quelconque bénéfice. C'est là un véritable choix, le révélateur d'une société.

AVERSION POUR LE RISQUE

Si l'appréciation exacte du risque - la probabilité d'un tremblement de terre ou celle d'une inondation - est impossible et pose un certain nombre de problèmes de nature scientifique, l'attitude à son égard relève davantage des comportements sociaux. L'aversion pour le risque est aussi le symbole d'une attitude à l'égard du temps et de son prochain. En cette matière, on constate de grandes différences selon les pays. La France se situe, schématiquement, entre deux « modèles » : celui des Etats-Unis, d'une part, celui de l'Allemagne, de l'autre. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'on retrouve là une distinction proposée, il y a quelques années, par Michel Albert, entre le capitalisme « anglo-américain » et le capitalisme « rhénan ».

Aux Etats-Unis, pays du « marché-roi », les choix se font généralement dans une grande transparence. Une compagnie aérienne n'hésite pas à demander, avec quelque cynisme, à ses clients le prix que ceux-ci seraient prêts à payer pour réduire de moitié le risque d'un crash à l'occasion du voyage qu'ils s'approprient à effectuer - la compagnie précisant à cette occasion son appréciation du risque réel d'accident ! Outre-Atlantique, cette grande transparence, aidée d'un individualisme forcené et d'un optimisme permanent, se traduit par une forte acceptation du risque.

Les Américains préfèrent ainsi dépenser moins et risquer l'accident, plutôt que de se priver, inutilement peut-être. Le système de transport américain, l'un des plus développés du monde, est aussi l'un des plus sensibles aux aléas de la météorologie. Le trafic ferroviaire et aérien entre New York et Washington est régulièrement interrompu au cours de l'hiver. L'Allemagne présente une approche opposée. Les choix n'y sont pas effectués dans une transparence parfaite. S'inscrivant dans une vision à plus long terme, les Allemands privilégient la couverture du risque.

En France, même si elles peuvent donner lieu, au cas par cas, à débat, certaines décisions sont claires et rationnelles. L'équipement en chasse-neige dans les collectivités locales en serait un exemple. Les termes de l'équation sont assez simples et nécessairement publics. Là où il neige chaque année, l'achat d'un chasse-neige est indispensable et accepté par tous. Là où les flocs jamais ne tombent, l'achat apparaît *a priori* inutile. Si par hasard, une fois dans le siècle, ou même dans la décennie, les routes devaient être bloquées, on jugerait qu'un arrêt d'activité pendant quelques jours est préférable à un tel investissement.

Dans de nombreux domaines de la vie sociale - l'énergie, les transports, la santé... -, la France souffre cependant plus généralement de choix implicites. Imaginons, sur les autoroutes, les sociétés de péage interrogeant les automobilistes sur le prix que ceux-ci seraient prêts à payer pour être sûrs que la voie sera dégagée quelles que soient les conditions météorologiques (neige, gel ou verglas) ? La France n'a pas les mécanismes de marché à l'américaine qui conduisent à une certaine transparence. Elle a en revanche des technocraties puissantes et « savantes » qui effectuent, bien souvent, ses choix.

Comme l'Allemagne, la France a tendance à laisser les technocraties opérer ses choix, mais comme aux Etats-Unis, ses habitants expriment, lorsqu'ils en ont l'occasion, une nette préférence pour le présent, une faible inclination à se couvrir contre des risques incertains. Les Français ont tendance à considérer que les grandes catastrophes sont peu probables, lointaines et ne les concernent donc pas directement. Ils construisent leur maison pour une ou deux générations - les Allemands pour trois ou quatre.

Le TGV est un symbole de cette préférence pour l'instant présent : toutes les régions de l'Hexagone revendiquent leur ligne à grande vitesse - ce qui signifie des coûts qui sont engagés nécessairement aux dépens d'autres investissements - mais dès que le train prend quelques heures de retard, celui-ci est voué aux gémonies. Refusant bien souvent à titre individuel les sacrifices que nécessite la couverture contre les risques exceptionnels, les Français n'hésitent pas néanmoins à se retourner ensuite, lorsque la catastrophe arrive, vers l'Etat-Providence pour se plaindre de n'en avoir pas été protégés.

Le coup de froid de ces derniers jours rappelle que, même riche et développée, une société comme la société française reste soumise aux aléas de la nature. Elle peut s'en prémunir en multipliant partout ses investissements de prévention et de précaution. Mais, dans la mesure où partout et toujours les moyens sont limités, ces investissements sont le fruit de douloureux arbitrages, d'inévitables renoncements. Pour préparer l'avenir, il faut savoir, parfois, se sacrifier dans le présent.

Erik Izraelwicz

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / MARDI 7 JANVIER 1997 / 23

Le Monde

EDITORIAL

Paris dans le guépier centrafricain

La France a basculé, même si elle s'en défend, dans le camp de M. Patassé. Deux mille militaires français viennent d'offrir un surris inespéré à ce président dont certains responsables parisiens espèrent toujours qu'il va s'amender mais dont d'autres, comme Michel Roussin, l'ancien ministre de la coopération d'Edouard Balladur, dénoncent le « tribalisme » et la propension à vider les caisses de l'Etat.

Certes, le président centrafricain a été élu au suffrage universel. Mais, en deux ans, sa gestion est allée d'erreurs en scandales. Le Centrafrique est le dernier pays de la région à ne pas avoir rétabli de relations avec les institutions financières internationales. Au fur et à mesure qu'il emprisonnait les fidèles du général Kolingba - son prédécesseur -, le « père de la nation », comme aime à se désigner Ange Patassé, distribuait les prébendes avec une munificence sans rapport avec les ressources réelles du pays.

La mort des deux soldats français tombés en République centrafricaine, samedi 4 janvier, était redoutée et attendue. Depuis le début de la mutinerie d'une moitié environ de l'armée centrafricaine, les troupes françaises jouaient un rôle ambigu. Dans les faits, elles

s'interposaient entre les mutins et les forces restées loyales au président Patassé. Mais les deux camps reprochaient son attitude à la France, pour des raisons radicalement opposées. Les premiers estimaient que les militaires français les empêchaient de renverser leur adversaire, ce qu'ils étaient effectivement en mesure de faire. Les amis de M. Patassé attendaient, eux, avec impatience l'opération qui a finalement eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche, seul moyen pour le camp présidentiel de desservir l'état.

Pourquoi ? S'agit-il de préserver la plus grande base française en Afrique centrale ou d'aider le Centrafrique à avancer sur la voie du développement et de la démocratie ?

Dans le premier cas, il ne reste qu'à liquider définitivement la rébellion. Dans le second, il faudrait revoir sérieusement les modalités d'une présence aussi anachronique que risquée.

An moment où la France aide, avec d'autres, une partie des pays africains à jeter les bases de démocraties pluralistes, l'intervention de ses soldats à Bangui illustre une fois encore les tâtonnements d'une politique qui hésite entre les pratiques clientélistes du passé et la définition d'une approche nouvelle des relations avec le continent noir. Alors que Jacques Chirac avait solennellement déclaré, au moment de la crise rwandaise, que l'armée française ne monterait plus d'« actions unilatérales » en Afrique, l'intervention de ce week-end tisque, une nouvelle fois, de mobiliser contre Paris une opinion publique africaine opposée, notamment chez les plus jeunes, à ce que l'ancienne puissance coloniale continue à tenir entièrement sous sa coupe des pays de la zone, comme cela se passe en République centrafricaine. Entre le repli frileux sur l'Hexagone et la politique des commandos, n'y aurait-il pas place pour une vision enfin nouvelle des relations entre la France et le continent noir ?

Issue de secours par Hachfeld



DANS LA PRESSE

LCI

Pierre-Luc Séguillon

Deux officiers français sont tombés sous les balles des soldats rebelles de Bangui. Mais ils ont surtout été victimes d'une politique française de l'entre-deux. La France, en effet, refuse la politique du protecteur néo-colonial qui fut longtemps la sienne sur le continent noir. Mais elle ne parvient pas à franchement y renoncer. Elle se présente désormais en garant de la démocratisation africaine. Mais elle a grand-peine à aller jusqu'au bout de cette logique nouvelle.

Les représailles engagées à l'encontre des mutins, en sorte de les punir d'avoir abattu deux officiers français, ne font que souligner cette incertitude politique. Cette action militaire présente toutes les caractéristiques d'une opération de police menée au service d'un chef d'Etat africain, comme la légion étrangère en a souvent mené par le passé. Elle se veut toutefois limitée, afin de ne pas compromettre un processus de médiation africaine auquel la France préfère désormais recourir.

THE NEW YORK TIMES

Les guérilleros péruviens qui occupent la résidence de l'ambassadeur du Japon réclament, entre autres choses, une amélioration des conditions de détention de leurs camarades emprisonnés. Bien que la méthode choisie soit déplorable, leur diagnostic concernant les prisons péruviennes semble juste. Les conditions de détention des guérilleros du mouvement Tupac Amaru, et des prisonniers politiques en général, sont particulièrement sévères au Pérou. Mais les prisonniers de droit commun à travers toute l'Amérique latine connaissent une situation scandaleuse.

La France au Proche-Orient, des paroles aux actes

JACQUES CHIRAC a largement contribué à secourir l'Europe à propos du Proche-Orient, commençant récemment devant quelques journalistes un communiqué européen. Le propos est flatteur, quoique tenu sous le sceau de l'anonymat. Son auteur, il est vrai, ne souhaitait pas être identifié, car la politique étrangère n'est pas du ressort de l'exécutif bruxellois. En outre, son opinion n'est sans doute pas partagée par tous les responsables européens.

Le président de la République, que le quotidien libanais *El Safir* a surnommé « l'homme de l'année 1996 », a donc atteint son objectif. Il s'était engagé à faire de la « politique arabe » de la France une « dimension essentielle de [sa] politique étrangère » et de « faire partager à l'Europe tout entière » cette « grande politique arabe ». Engagement pris le 8 avril 1996 devant les étudiants de l'université du Caire, auxquels M. Chirac avait réservé la primauté de sa « vision des relations entre la France, l'Europe, le monde arabe et la Méditerranée ».

En l'espace de neuf mois, cette « politique arabe » - l'entourage du président lui préfère l'expression « politique proche-orientale » - s'est affirmée : de la mini-guerre du Liban, en avril, au retrait de la France du dispositif de surveillance de l'Irak, le 28 décembre, en passant par un amical mais franc rappel à l'ordre d'Israël quant aux exigences du processus de paix, sans oublier une diplomatie discrète mais efficace, qui a convaincu le Yémen et l'Erythrée de régler leurs problèmes territoriaux par les voies pacifiques, Paris a traduit ses paroles en actes.

Chaque fois - à l'exception de la médiation entre Sanaa et Asmara -, elle l'a fait d'une manière abrupte, qui a agréablement surpris les Arabes et mécontenté, selon les cas, Israël, les Etats-Unis ou les

deux à la fois. Il pouvait difficilement en être autrement, dans la mesure où, depuis des années, la France participait d'une certaine uniformité occidentale au sein de laquelle les nuances n'étaient pas clairement perceptibles. Elle est soupçonnée de poursuivre des objectifs mercantiles, c'est-à-dire de chercher à améliorer les atouts de ses entreprises dans la région. Mais les responsables français défendent sans doute ces intérêts. Ils n'ont d'ailleurs, en la matière, de leçon à recevoir de personne, le président américain, Bill Clinton, n'hésitant pas à intervenir personnellement, par téléphone, auprès de tel ou tel monarque arabe, lorsque d'importants contrats sont en négociation.

SANS GARANTIES

Pour autant, les retombées économiques de la politique de la France ne sont pas garanties, même dans les pays où Paris occupe déjà une position relativement privilégiée. Dans les Emirats arabes unis et au Qatar, deux des plus importants clients de l'industrie d'armement française dans la région, la France fait face à une contre-offensive commerciale majeure des Britanniques. Et, en Irak, parmi les vingt-trois sociétés pétrolières qui ont récemment conclu des contrats pour l'achat de pétrole, la part du lion a été accordée à une société américaine, la Bayoil.

D'après la revue économique *Middle East Economic Survey*, Bayoil a signé deux contrats. Le premier lui permet d'enlever 2 millions de barils par jour du 11 décembre 1996 au 19 janvier 1997, le second 15 000 barils par jour entre le 10 mars et le 7 juin. Total n'enlèvera que 30 000 barils par jour et Elf-Socap, 20 000.

Il est vrai que les deux compagnies françaises ont des objectifs plus lucratifs à long terme, pour

lesquels elles ont maintenu le contact avec Bagdad depuis six ans. Il s'agit de l'exploitation des champs pétroliers de Nahran Umar et Majnoon, d'une capacité de production d'un million de barils par jour. Mais le risque existe de voir le marché remporté par des sociétés américaines le jour où l'embargo sera levé, tant il est vrai que le principal souci du régime irakien est de se concilier les Etats-Unis.

Pour toutes ses initiatives, la France se place du côté du droit : respect d'accords régionaux, de décisions européennes ou de résolutions des Nations unies. Le problème est que ce « juridisme », en soi irréprochable, sert les intérêts et les objectifs de régimes qui le sont moins.

Comment ne pas considérer en effet que le désengagement français dans le nord de l'Irak rend service au régime sanguinaire de Bagdad, toujours aussi répressif envers sa population et dangereux pour ses voisins ? Si la France n'est pas convaincue de cette capacité de nuisance, pourquoi demeure-t-elle partie prenante au dispositif de surveillance du sud de l'Irak, qui permet de prévenir toute menace dirigée contre l'Arabie saoudite et le Koweït ? Et s'il est vrai que l'attitude des Etats-Unis, qui modifie à leur convenance les résolutions des Nations unies sur l'Irak, n'est guère convaincante, celle de la France suscite un certain malaise.

Paris a, par ailleurs, raison de considérer que son amitié pour le Liban ne doit pas empêcher de bonnes relations avec la Syrie. Sous François Mitterrand, quatorze années de sympathie pour le pays du Cèdre, qui avaient pour corollaire un antagonisme de plus en plus grand avec Damas, n'avaient pas aidé le Liban à mieux se porter. Au contraire. La France n'a pas non plus vocation à jouer le Don Qui-

chotte, alors même que le reste de la communauté internationale fait preuve d'une indifférence certaine envers le Liban.

La France se dit aujourd'hui convaincue que le pays du Cèdre recouvrera sa liberté totale par le biais de la prospérité économique et une fois que la paix aura été instaurée au Proche-Orient. Faut-il pour cela accepter que la tutelle syrienne sur le Liban aille en se renforçant ou que Paris passe purement et simplement l'éponge sur 1 milliard de francs d'arrêts de dettes syriennes pour remettre les relations franco-syriennes sur un bon rail ?

M. Chirac n'a pas encore réussi à faire partager sa « politique arabe » à l'Europe tout entière. Mais il fut l'ailaillon qui révéla l'Europe de sa torpeur pour ce qui concerne le processus de paix. Un envoyé spécial, Miguel Angel Moratinos, représente désormais l'Union européenne (UE) dans la région. Pourtant, sur l'Irak, comme à propos du Liban, l'UE est, au mieux, indifférente.

Mouna Naïm

PRÉCISION

ESPIONNE BRITANNIQUE

Dans notre article intitulé « L'espionne de Sa Majesté promue James Bond des Caddies », paru dans nos éditions datées dimanche 29-31 décembre, nous indiquions que Stella Rimmington, ancienne chef du contre-espionnage du MI-5 britannique, avait été nommée « directrice » et membre du conseil d'administration de Marks & Spencer. Cette société nous prie de préciser que M^{me} Rimmington est « non exécutive director », c'est-à-dire conseillère sans fonction opérationnelle.

هذا من الرصيد

FINANCE Après avoir perdu 4 milliards de francs en 1995, la Compagnie financière de Paribas a bien redressé la barre en 1996. Elle dégagera un résultat effaçant la perte de l'exercice

précédent. ● **ANDRÉ LEVY-LANG**, le président du directoire, confirme la stratégie du groupe, qui s'appuie sur deux métiers : la banque d'affaires internationale et les services financiers

de détail, qu'il peut exercer seul ou avec des partenaires. ● **LES RUMEURS** récurrentes annonçant le rapprochement de Paribas avec une autre banque française ou la cession de la

Compagnie bancaire ou du Cetelem sont sans fondement pour M. Levy-Lang, qui ne voit pas de raison de faire de tels choix dans la précipitation. ● **IL PEUT** compter sur l'appui de

son premier actionnaire, Claude Bébéar, président du directoire d'AXA-UAP, qui s'affirme confiant dans le redressement du groupe et dans l'évolution de son cours de Bourse.

Paribas doit toujours convaincre de la pertinence de sa stratégie

Après avoir amorcé son redressement en 1996, la compagnie sera amenée à renforcer ses positions de banque d'investissement. Cette activité, dominée par les grands établissements anglo-saxons, nécessite des moyens financiers et humains toujours plus importants

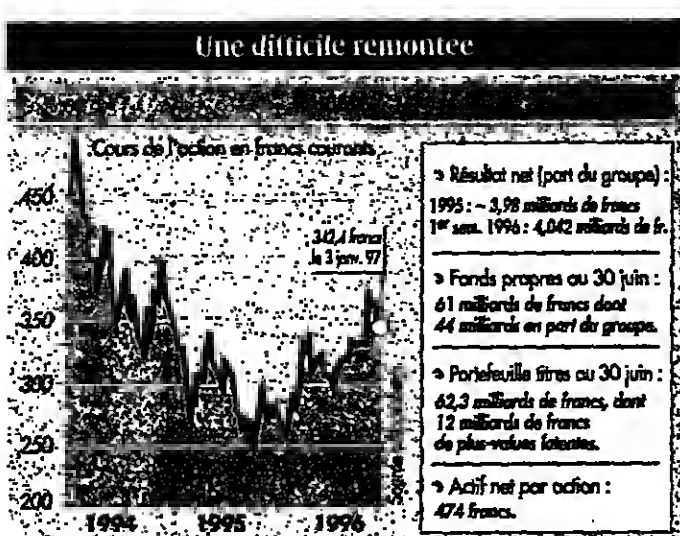
POUR LA COMPAGNIE financière de Paribas, le début de l'année 1997 contraste très favorablement avec les premiers jours de 1996. « Souvenez-vous, l'année dernière à la même époque, André Levy-Lang, le président du directoire de Paribas, était mis en examen dans l'affaire Ciments français, l'action envenimée une descente aux enfers jusqu'à 248 francs, en février, et le groupe se préparait à annoncer une perte de 4 milliards de francs au titre de l'exercice 1995 », se souvient un actionnaire, se réjouissant du retournement de tendance.

Après avoir nettoyé ses comptes, en passant d'impressionnantes provisions sur les risques immobiliers et pour faire face à des moios-values sur certaines participations (dont la Compagnie de navigation mixte), Paribas s'est ressaisie. La compagnie a lancé, et réussi, une offre publique d'achat (OPA) de 9 milliards de francs sur la Mixte, sortant d'une situation bloquée depuis plusieurs années. Sa filiale à 46 %, la Compagnie bancaire, a achevé, à son tour, le nettoyage de son immobilier.

SPECULATIONS

Le programme de cession d'actifs s'est accéléré. Le groupe a ainsi vendu en mai sa participation (56,6 %) dans Poliet à Saint-Gobain pour 8,5 milliards de francs. Ce désengagement dopera ses résultats pendant quelques années : la vente, étalée entre 1996 et 1999, lui permettra d'engranger en plusieurs étapes la plus-value de 3,5 milliards tirée de l'opération. La compagnie devrait donc afficher en 1996 un bénéfice effaçant largement sa perte de 1995. Il sera compris entre 4,5 et 5 milliards de francs selon les estimations.

Pour autant, le profil de Paribas est loin d'être jugé idéal. Les spéculations vont toujours bon train sur son avenir. Il y a quelques



L'action Paribas est encore loin de son cours de privatisation à 405 francs en janvier 1997.

mois, la place colportait la rumeur que Marc Viénot, le président de la Société générale, avait contacté Paribas pour lui proposer un rapprochement. Certains imaginaient au cours de l'été une alliance Paribas-Crédit lyonnais. La fusion, en octobre, des deux assureurs AXA et UAP a encore relancé les hypothèses de rapprochement : la société de Bourse Oddo s'interrogeait sur une alliance de Paribas avec la Banque nationale de Paris, AXA-UAP était actionnaire des deux groupes.

Des hypothèses et des rumeurs que M. Levy-Lang balaye d'un revers de la main et que tempère son principal actionnaire, Claude Bébéar, le président du directoire d'AXA-UAP : « Nous sommes un groupe d'assurance, c'est notre seul métier. Nous gérons nos actifs dans l'intérêt de nos sociétés et de nos assurés. Nous ne sommes pas là pour faire de la géopolitique financière française. Si Paribas veut conclure des alliances ou des rapproche-

ments, cela regarde son conseil de surveillance. Nous n'en serons pas les instigateurs. »

Pour l'heure, le président du directoire de Paribas confirme sa stratégie, constante depuis son arrivée à la tête du groupe il y a six ans : « Paribas a deux métiers : celui de banque d'affaires internationale, avec la Banque Paribas, et celui de spécialiste des services financiers de détail avec la Compagnie bancaire et le Crédit du Nord. Dans ces deux métiers, nous essayons de réussir seuls, en jouant sur des partenariats lorsque cela a un sens, mais ce n'est pas forcément nécessaire. »

Si les analystes ne mettent plus en doute la capacité de rebond et le redressement du groupe à court terme, cette stratégie les laisse toujours perplexes. « Paribas est un animal hybride, avec une banque d'affaires qui a du mal à décoller, un portefeuille de participations longtemps immobile, la Compagnie bancaire, dans laquelle

il n'est pas majoritaire, et enfin le Crédit du Nord, dont il cherche à se débarrasser », décrit un concurrent sévère.

« La Banque Paribas, comme la Compagnie bancaire, évolue sur des marchés où la concurrence et les besoins en capitaux sont très forts. En restant en l'état, Paribas morche certes sur deux fronts, mais n'atteint pas la puissance des Goldman Sachs, Salomon Brothers, Bankers Trust ou autres JP Morgan, côté banque d'affaires. Côté services financiers, la Compagnie bancaire est loin d'avoir le poids - et la rentabilité - d'un General Electric Capital », remarque un professionnel. Pour lui, Paribas devrait donc choisir entre ses deux métiers. D'autres préconisent que la banque d'investissement et la Compagnie bancaire s'appuient sur un large réseau bancaire, pour former, en France, l'équivalent d'un Deutsche Morgan Grenfell, de la Société de banque suisse allée à Warburg ou encore d'ING Barings.

VALEUR DE CROISSANCE

Paribas, de son côté, s'attache à démontrer qu'elle a les moyens de ses ambitions. La compagnie rappelle qu'elle a augmenté de 4 milliards de francs le capital de la Banque Paribas en juin et lui rachètera ses actions Mixte. L'allègement du portefeuille de participations doit se poursuivre et permettre de donner davantage de moyens à la banque. Les fonds propres du groupe sont en outre élevés. « Nous aurions eu les moyens de racheter Boriges ou Smith New Court en Europe. Du côté américain, nous aurions les moyens de racheter Donaldson Lufkin Jenrette ou Merrill Lynch. Ces acquisitions n'auraient pas de sens pour nos actionnaires aux prix où elles peuvent se faire », explique M. Levy-Lang. Reste que, dans les métiers de la Banque Paribas, la

croissance interne coûte, elle aussi, très cher.

N'ayant pas, en France, une base domestique comparable au marché américain, la banque a donc choisi, un peu sous la contrainte, de se spécialiser dans certains métiers. Elle a ainsi développé son pôle spécialisé dans le conseil en privatisations et fusions et acquisitions en Europe. « Nous sommes la seule banque française à avoir un rôle significatif et durable sur les marchés euro-obligataires et

Côté services financiers de détail, on imagine mal M. Levy-Lang, issu de la Compagnie bancaire, céder cette entité et son joyau, le Cetelem, spécialiste du crédit à la consommation. La Banque reste, pour lui, une valeur de croissance. A l'égard du Crédit du Nord, la position de Paribas est moins claire. Le groupe n'a-t-il pas confié à Rothschild et Cie un mandat de vente ? Les discussions avec les Banques populaires ont finalement échoué sur une question de

Une participation stratégique pour Claude Bébéar

« Les résultats de Paribas sont en très forte amélioration. C'est le fruit d'efforts menés depuis plusieurs années. Ce redressement est, je crois, durable. Quand le marché verra en 1997 que le retournement est confirmé, il y aura une évolution favorable du titre », déclare au Monde Claude Bébéar, président du directoire d'AXA-UAP. Profitera-t-il de ce redressement pour réduire sa participation (10,7 %) ? Ce n'est pas dans ses intentions.

Même si l'assureur ne se considère pas comme un actionnaire de référence de Paribas, sa participation est pour lui stratégique. Ne serait-ce que parce que Paribas détient 25,5 % dans Finaxa, l'un des holdings de tête d'AXA. « C'est un accident de l'histoire, explique M. Bébéar. Mais, du coup, nos deux groupes ont développé des affaires en commun : nous utilisons les services de la banque d'affaires, tandis que Paribas a investi dans notre filiale de réassurance financière. Nous pourrions aller plus loin dans certains métiers comme l'assurance-vie ou la gestion d'actifs. »

dans les opérations internationales d'émission d'actions », souligne M. Levy-Lang.

Sur ses marchés domestiques toutefois, Paribas, qui a une position honorable dans le peloton de tête, ne creuse pas l'écart avec ses concurrentes et se fait même souvent distancer par la Société générale. Dans les métiers de marchés, la banque gagne plus d'argent en gérant son propre bilan qu'en offrant des services à ses clients. Elle cherche à rééquilibrer cette tendance en développant le métier de senior banker, ces banquiers chargés de développer les relations avec les grands clients.

Sophie Fay

Microsoft a réussi son entrée tardive sur le marché d'Internet

En 1996, la firme de Bill Gates a doublé le rythme de ses acquisitions

SAN FRANCISCO

Numéro un mondial des logiciels pour micro-ordinateurs, Microsoft a consacré 1,5 milliard de dollars en trois ans (près de 8 milliards de francs) à l'acquisition de jeunes sociétés de haute technologie, notamment dans le domaine des réseaux. A la suite de la conversion du groupe de Redmond (Etat de Washington) au réseau Internet, en décembre 1995, le rythme de ces investissements a doublé. Sur 47 acquisitions, investissements mineurs ou sociétés conjointes, la moitié a été réalisée en 1996. La technologie Internet et les médias interactifs ont été « deux moteurs dans l'accélération du rythme d'investissements et d'acquisitions », a souligné le directeur financier de Microsoft, Greg Maffei, dans un entretien au Wall Street Journal du 3 janvier.

Le groupe créé par Bill Gates avait pourtant failli rater le rendez-vous d'Internet. Il y a un an seulement qu'il a lancé ses premiers produits, alors que Netscape dominait le marché des « navigateurs », ou « butineurs », ces programmes qui permettent de se diriger sur le réseau. Netscape contrôlait alors près de 95 % des ventes avec son Navigator. Depuis, sa part est tombée à 70 %, Microsoft ayant capté de 20 % à 25 % de la clientèle avec Explorer.

Jusque-là, grâce à son avance technologique, Netscape parvenait à imposer chacune de ses innovations comme un « standard Internet ». Alfredo Pizzirani, responsable international de la division applications et clients sur Internet, estime que ce monopole est désormais cassé. Pour reprendre l'initiative, Microsoft a proposé des pro-

duits intégrés, pour tirer parti de sa propre position dominante sur le marché des logiciels pour PC. En douze mois, la société de Bill Gates a mis sur le marché trois versions successives d'Explorer, dont la dernière, lancée en août, est considérée par beaucoup comme supérieure aux produits concurrents.

CONFIGURATIONS SUR MESURE

Dans la prochaine version, Microsoft fusionnera son système d'exploitation et son « butineur ».

Apple devra économiser 1 milliard de dollars en 1997

Apple Computer pourrait encore réduire ses effectifs en 1997, après avoir supprimé 1 300 emplois en 1996, estime Gilbert Amelio, son PDG. Le troisième fabricant mondial de micro-ordinateurs va enregistrer une perte de 100 à 150 millions de dollars (70 à 780 millions de francs) pour le premier trimestre fiscal de son exercice clos le 27 décembre, ainsi qu'une chute de 10 % de son chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent.

Il doit en outre financer l'acquisition, annoncée il y a quinze jours, de Next, société créée par son propre fondateur, Steve Jobs. Ce rachat, qui doit permettre à Apple de mettre la main sur une technologie qu'il ne possède pas encore, lui coûtera au total 400 millions de dollars. Ce qui, selon M. Amelio, obligera la compagnie à réduire ses dépenses d'environ 1 milliard de dollars cette année si elle veut parallèlement redevenir bénéficiaire.

ce qui permettra à l'utilisateur de naviguer indifféremment sur le disque dur de son ordinateur et sur le réseau. D'après M. Pizzirani, Microsoft est maintenant en mesure de fournir « les éléments-clés d'une solution Internet intégrée » avec des programmes pour les PC comme pour les serveurs, et les outils pour monter des configurations sur mesure. Certains analystes s'en inquiètent, craignant que la société ne reproduise dans le monde d'Internet la domination qu'elle exerce sur celui des PC, dont 85 % utilisent

ses systèmes d'exploitation. Gary Reback, avocat de ceux qui protestent contre les pratiques de Microsoft, accuse le fondateur de Microsoft de vouloir « pomper » toutes ces nouvelles technologies « dans son système d'exploitation pour ainsi maintenir son monopole ».

La puissance de Microsoft a été déterminante pour ce succès tardif. Grâce à ses réserves financières, la firme a mis au point l'Explorer en un temps record et l'a distribué

gratuitement : accessible sur Internet, il peut être téléchargé par tout utilisateur sans déboursier le moindre dollar. Et Bill Gates o'a en aucun mal à persuader les principaux services d'information en ligne d'en faire leur instrument d'accès privilégié à Internet. Ceux qui recommandent Explorer sur leurs écrans obtiennent en échange une icône à leur nom sur Windows 95, grâce à laquelle l'utilisateur s'oriente facilement vers leur site Internet.

Cet argument a convaincu même

America on Line, bien que Microsoft soit désormais son concurrent direct. La firme de Bill Gates possède en effet son propre service en ligne, Microsoft Network (MSN), qui a deux millions d'abonnés, classé numéro trois derrière America on Line (sept millions d'abonnés) et CompuServe. Et fixant l'abonnement mensuel à 19,95 dollars pour un usage illimité, Bill Gates a obligé tous les autres services à baisser leurs prix de 30 % à 50 %. Depuis Noël, il lance une nouvelle offensive commerciale en mettant sur le marché 3,5 millions de CD-ROM pour inviter les utilisateurs à se brancher sur MSN. Cette campagne de 100 millions de dollars a pour objectif de hisser MSN à la deuxième place du marché américain, avec plus de trois millions d'abonnés.

INTÉRESSÉ PAR LES MÉDIAS

Spécialisé dans la haute technologie, Microsoft et son fondateur s'intéressent désormais au secteur des médias, où ils investissent 400 millions de dollars par an. Bill Gates s'est personnellement associé à la création d'un nouveau studio à Hollywood, DreamWorks, aux côtés de Steven Spielberg, David Geffen et Jeffrey Katzenberg.

On le retrouve dans bien d'autres projets comme Clipse, service d'informations locales en ligne dans les grandes villes américaines, ou MSNBC, qui associe Microsoft et NBC (groupe General Electric) pour la diffusion d'informations télévisées sur le câble et sur Internet. Corbis, propriété de Bill Gates, est la plus grande source mondiale d'images numériques, exploitées notamment sur CD-ROM.

Francis Pisani

Airbus et Boeing ont connu en 1996 une année faste

LE CONSORTIUM aéronautique européen Airbus a enregistré 326 commandes fermes d'appareils pour 1996, soit un triplement par rapport à l'année 1995 (106 avions). Compte tenu de 25 annulations, son carnet de commandes s'est enrichi de 301 appareils. A l'inverse de son concurrent américain Boeing, Airbus ne prend pas en compte les intentions de commandes, notamment les 120 appareils d'US Air. « Si nous comptabilisons nos ventes à la Boeing, nous affichons un total de 498 appareils », affirmait-on lundi 6 janvier au siège d'Airbus.

Boeing déclare des commandes de 645 appareils pour 1996 (pour un montant de 47,26 milliards de dollars), contre 346 avions en 1995. Les annulations, qui s'élèvent à 123 appareils sur la totalité du carnet de commandes, ramènent les commandes nettes à 522 unités.

Nominations à l'Autorité de régulation des télécommunications

LE JOURNAL OFFICIEL du 5 janvier publie la nomination, par décret du président de la République du 4 janvier, de Jean-Michel Hubert, ingénieur général des télécommunications, à la présidence de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART). Yvon Le Bars, ingénieur en chef des mines, et Dominique Rous, professeur à l'université Paris-Dauphine, sont nommés membres de l'ART par le même décret.

Le 10 du même jour publie l'avis de nomination des deux autres membres de l'ART : Roger Chénou, désigné par le président du Sénat, et Bernard Zuber, par le président de l'Assemblée nationale. L'ART est une autorité administrative indépendante créée le 1^{er} janvier 1997 par la loi de réglementation des télécommunications du 26 juillet 1996.

DÉPÊCHES

■ **GAZ DE FRANCE** : les ventes de GDF ont battu leur record historique, jeudi 2 janvier, avec 2,4 milliards de kilowattheures (hors la région du Sud-Ouest alimentée par le gisement de Lacq), contre 2,2 milliards de kilowattheures le 7 février 1991. Ce niveau est supérieur de 40 % aux ventes moyennes en hiver.

■ **CHARBON** : la Chine va fusionner quatre entreprises d'Etat du secteur charbonnier en quatre groupes spécialisés afin de le rendre compétitif sur le marché international, a indiqué dimanche 5 janvier l'hebdomadaire China Daily Business Weekly. Avec une production annuelle de 1,35 milliard de tonnes, la Chine est le premier producteur mondial de charbon.

■ **BOTTIN SA** : l'entreprise bicoûtante spécialisée dans l'information sur les entreprises vient d'être rachetée par la SCRI à Symantec, détenue par Marceau Investissements. La SCRI, filiale de la compagnie d'assurance-crédit Coface, est spécialisée dans l'information économique des entreprises. Bottin SA a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de 50 millions de francs.

+0,95 %
CAC 40 :
3804,47

[illegible][illegible]

| | | | | |
|--|--------|--------|--------|-------|
| | 226,80 | 244,40 | +3,20 | +0,24 |
| | 828 | 844 | +1,99 | +0,55 |
| | 97,50 | 98,10 | +0,08 | +0,40 |
| | 224 | 226,00 | +2,00 | +0,46 |
| | 15,25 | 15,50 | +0,25 | +0,28 |
| | 226 | 226,00 | +0,00 | +0,23 |
| | 400 | 404,16 | +4,16 | +0,34 |
| | 61 | 54 | -7 | -0,11 |
| | 503 | 520 | +1,30 | +0,19 |
| | 5540 | 5590 | +4,00 | +0,25 |
| | 65 | 68,00 | +3,00 | +0,45 |
| | 26 | 26,50 | +0,50 | +0,19 |
| | 26 | 28,50 | +2,50 | +0,34 |
| | 1632 | 1768 | +0,47 | +0,32 |
| | 595 | 599 | +0,11 | +0,09 |
| | 206,50 | 210 | +1,44 | +0,23 |
| | 110,00 | 110,30 | +0,30 | +0,22 |
| | 560 | 574 | +0,20 | +0,14 |
| | 255 | 258 | +0,17 | +0,09 |
| | 414 | 412,00 | -0,20 | -0,34 |
| | 982 | 974 | -1,35 | -0,37 |
| | 8,50 | 8,91 | +0,41 | +0,23 |
| | 184 | 184 | - | +0,15 |
| | 26,40 | 28,40 | - | +0,17 |
| | 52 | 52,50 | +0,50 | +0,19 |
| | 364 | 360,00 | -4,00 | -0,28 |
| | 375,5 | 390,00 | +15,50 | +0,73 |
| | 245 | 245,00 | +0,00 | +0,20 |
| | 94,80 | 94,9 | +0,1 | +0,19 |
| | 75 | 72,30 | -2,70 | -0,60 |
| | 346,80 | 345 | -0,11 | -0,17 |
| | 123 | 124,00 | +1,00 | +0,17 |
| | 32,70 | 32,85 | +0,15 | +0,19 |
| | 910 | 919 | +0,98 | +0,20 |
| | 352 | 355,00 | +3,00 | +0,49 |
| | 312 | 325,40 | +13,40 | +0,95 |
| | 2118 | 2195 | +7,72 | +0,24 |
| | 103,10 | 110,90 | +7,80 | +0,51 |
| | 145,10 | 139,30 | -5,80 | -0,41 |
| | 100 | 100,20 | +0,20 | +0,09 |
| | 6,10 | 6,20 | +0,10 | +0,05 |

[illegible]

| | | |
|---------------------------|--------|--------|
| Francisco | 220.10 | 25.80 |
| France I.A.R.D. | 1806 | 1089 |
| France S.A. | 1150 | 1139 |
| Franz, Paul-Renard, Gevco | 1000 | 1000 |
| G.T.T. (Transport) | 956 | 954 |
| Immobal | 189 | 185 |
| Intermag | 612 | 611 |
| Intermag | 1015 | 1015 |
| Locamob (Cy) | 467.50 | 467.50 |
| Lucia | 59 | 61 |
| Monopar | 280 | 280 |
| Mort Deploye | 373.20 | 373.20 |
| Mors # | 9.15 | 9.20 |
| Navigation (Nle) | 80 | 81 |
| Navor | 280 | 280 |
| Palmet-Marmon | 222 | 222 |
| Pa.Chirolnet(Ny) | 1049 | 1049 |
| Parabank | 212 | 212 |
| Park Oil | 25.20 | 25.20 |
| Piper Hicksbale | 1720 | 1720 |
| Promodes (CO) | 968 | 968 |
| PSI Industries by | 339 | 339 |
| Robt. Mac (NY) | 1700 | 1700 |
| Rougeir # | 299.50 | 300 |
| Saga | 67.50 | 72.00 |
| Sales by Mtdi | 50 | 50 |
| Selle | 748 | 745 |

| ÉTRANGÈRES | précéd. | cours |
|---------------------------|---------|--------|
| Boyer-Vernier AC | 235 | 235 |
| Compagnie Industrielle AC | 130,60 | 130,60 |
| Flac Orl. | 11 | 10,20 |
| Grosvet | 323 | 325 |
| Gold Fields South | 323 | 325 |
| Kubinka Corp. | 230 | 230 |
| Lyons | 39,90 | 39,90 |
| Montecatini Ind. Ac. | 110,05 | 110,05 |
| Olympic Optical | 404 | 406 |
| Quintana | 404 | 406 |
| Rodanico N.V. | 150 | 151,50 |
| Rolland | 440 | 440 |
| Selma Group Plc | 98,50 | 99 |
| Sony SA | 8300 | 8300 |

ABBREVIATIONS
 R = Bordeaux; U = Lille; L = Lyon; M = Marseille
 N = Nancy; Ne = Nantes.

SYMBOLS
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 de catégorie; ■ coupon détaché; ● droit détaché
 ○ offert; □ demandé; 1 offre réduite
 1 demande réduite; 2 demandé d'annulation.

| | |
|----------------------|---------|
| Comcast (NYSE) | \$70.30 |
| CPK (NYSE) | \$1.00 |
| Danone Bourgeois (W) | 265.10 |
| Christ-Daloz (F) | 1900 |
| CH2M (NYSE) | 28.00 |
| Colson (NYSE) | 20.00 |
| Comp.Euro.Tele-CEY | 40.00 |
| Comfandsey S.A. | 25.00 |
| C.A.Haute Normand | 330 |
| C.A. P&L (NYSE) | 777 |
| CAU&L & Villaine | 344.80 |
| CA-Materialien (Nt) | 327 |
| C.A. Adair (NYSE) | 37.00 |
| C.A. Olex (NYSE) | 277 |
| Credicorp | 21.75 |
| Dewdney | 471 |
| Dewdney (NYSE) | 29 |
| Ducroc Sans Rapide | 68.10 |
| Adcolec Trans.Tem.Ly | 40.20 |
| Euro-Rapide (NYSE) | 60.00 |
| Euro-Propulsion | 625 |
| Expand S.A. | 295 |
| Factovest | 685 |
| Falco (NYSE) | 318 |
| Finaco | 77 |
| Finifino | 251 |
| Finpro | 65 |
| Finpro France S | 249.50 |

| | | |
|---------------------|--------|--------|
| Phyl-Lucas | 315,24 | |
| Pochet | 195 | 911 |
| Poujoulat Ets (Pst) | 217 | 217 |
| Radial | 500 | 380 |
| Rally-Handyland | 200 | 200 |
| Robertes | 1.010 | 1010 |
| Roubaux-Guldhard | 335,10 | 335,10 |
| Securvideo | 84 | 84 |
| Smolby-Lygl | 539 | 539 |
| Sofco (Ly) | 47,10 | 47,10 |
| Sofibus | 366 | 366 |
| Sogepap | 86 | 86 |
| Sogeparc (Pst) | 423 | 423 |
| Sopra | 390 | 390 |
| Stephalexim | 67,50 | 67,50 |
| Sylos | 575 | 575 |
| Télévision-France | 175 | 175 |
| TFI-1 | 493 | 493 |
| Thermador Hotely | 269 | 269 |
| Tromper Cavin | 100 | 100 |
| Unilog | 550 | 550 |
| Union-Fin-France | 588 | 588 |
| Viel et C | 130 | 130 |
| Vimorin et Cie | 430 | 430 |
| Virbac | 618 | 618 |

| | | |
|-------------------------|--------|-------|
| Nado Patrimoine | 131,76 | 77,22 |
| Nado Perspectives | 131,76 | 77,22 |
| Nado Participations C/D | 772,22 | 77,22 |
| Nado Revenus | 111,23 | 37,66 |
| Nado Sécurité | 119,06 | 14,99 |
| Nado Valeurs | 1137 | 37,66 |

| BRED BANQUE POPULAIRE | |
|------------------------|---------|
| Monnaie | 9109,32 |
| 00kg. tes. cré. | 245,3 |
| CDC GESTION | |
| Livret Bourneuil D. | 59,04 |
| Le Livret Personnel D. | 592,19 |
| SIICAV MULTIPROTEMEURS | |
| Nord Sud Devlop. C/D | 230,23 |
| Patrimoine Atténué C | 304,74 |
| Siicav Associations C | 2394,12 |
| CDC GESTION | |
| Forstier C | 1950,29 |
| Mutual. dépôts Siicav | 1900,14 |

| CAISSE D'ÉPARGNE | |
|-----------------------------|----------|
| Exor. Actions Future D | 229,5 |
| Exor. Capital C | 229,50 |
| Exor. Capitalisation C | 240,63 |
| Exor. Dérivés/Immobilier D. | 10444,81 |
| Exor. Expansion C | 8129,65 |
| Exor. Globalview C | 2994,32 |
| Exor. Investis D | 118,16 |
| Exor. Monétaire | 1181,65 |
| Exor. Monétaire C | 1287,85 |
| Exor. Monétaire D | 1227,04 |

| | | |
|---------------------------------|----------|----------|
| Univares Obligations | 230,64 | 226,94 |
| CIC PARIS | | |
| GC BANQUES | | |
| Frank | 596,69 | 580,28 |
| France Piere | 123,36 | 119,77 |
| France Regions | 1732,14 | 1622,77 |
| CIC PARIS | | |
| GC BANQUES | | |
| Cicmonaco | 1372,10 | 1352,14 |
| Comerical | 364,82 | 339,46 |
| Eotic | 1978,51 | 1945,06 |
| Eotic Mondial | 3499,62 | 3449,00 |
| Eotic Regions | 11186,93 | 11069,39 |
| Rematic | 168,22 | 165,79 |
| CREDIT COMMUNAL | | |
| Euro Solidaris | 1339,51 | 1326,25 |
| Lion 2000 C | 1698,58 | 1676,58 |
| Lion 2000 D | 16277,40 | 16277,40 |
| Lion Association | 11602,58 | 11602,58 |
| Lion Plus | 1530,56 | 1471,14 |
| Lion Triest | 2468,49 | 2444,13 |
| Obilition | 1944,13 | 1928,08 |
| Sicav 5000 | 625,15 | 612,99 |
| Stefanow | 1055,22 | 1054,39 |
| Silverm | 308,92 | 306,94 |
| Silverm | 239,15 | 238,15 |
| Silverm | 62,97 | 61,02 |
| Trilion | 5261,99 | 5246,46 |
| Credit Mutuel FINANCE | | |
| Avenir Alize | 2198,66 | 2155,85 |
| Credit Mutuel Act.Fr. | 138,20 | 134,50 |

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---------|------------------|-------------------|
|---------|------------------|-------------------|

| | | |
|-------------------------|-------|-------|
| Chargé-Responsable | 21,10 | 23,10 |
| Chargé Client | 21,10 | 23,10 |
| Créatrice Occasionnelle | 85,50 | 85,50 |
| Murien | 1400 | 1400 |
| Stit lecteurs du Monde | 195 | 195 |

ABRÉVIATIONS
 B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotisation - sans indication
 catégorie 3; ● cours précédent; ■ coupon
 détaché; ♦ droll; ♦ détaché; o offert
 d; d demande; 1 offre réduite; d demande
 réduite; c contrat d'animation.

| | | |
|-------------|---------|---------|
| Cadence 2 D | 1072.86 | 1052.24 |
| Cadence 3 D | 1060.58 | 1050.88 |
| Cadence 4 D | 1058.87 | 1050.88 |

| | | |
|-------------------|--------|--------|
| Cajepennedaire C. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire D. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire E. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire F. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire G. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire H. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire I. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire J. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire K. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire L. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire M. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire N. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire O. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire P. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire Q. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire R. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire S. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire T. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire U. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire V. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire W. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire X. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire Y. | 573,35 | 573,35 |
| Cajepennedaire Z. | 573,35 | 573,35 |

AUJOURD'HUI

SPORTS

RUGBY La finale de la deuxième Coupe d'Europe de rugby opposera, samedi 25 janvier à l'Arms Park de Cardiff, Leicester à Brive. LES ANGLAIS ont éliminé, samedi 4 janvier,

le Stade toulousain, tenant du titre, sur le score de 37 à 11, tandis que les Français disposaient des Gallois de Cardiff (26-13), finalistes malheureux de la première édition. LE B-

LAN de cette deuxième édition de la Coupe d'Europe, à laquelle participaient, pour la première fois, les clubs anglais, montre une adhésion des joueurs, mais il est encore trop

tôt pour en mesurer l'impact médiatique, qui reste cependant très éloigné de celui des Coupes d'Europe de football. LE TOURNOI de rugby à sept de Punta del Este a été rempor-

té, dimanche 5 janvier, par l'équipe de France (35-14 face aux Samoa occidentales), qui se qualifie ainsi pour la phase finale de Coupe du monde, du 21 au 23 mars à Hongkong.

Brive succède à Toulouse en finale de la Coupe d'Europe des clubs

Les Corrèziens affronteront les Anglais de Leicester, samedi 25 janvier, à l'Arms Park de Cardiff. En demi-finale, ils ont montré les ressources physiques, techniques et tactiques qui faisaient jusque-là la force de Toulouse

BRIVE
de notre envoyé spécial
Brive n'est pas prêt d'oublier ce dimanche de janvier où l'Europe du rugby lui est soudain devenue proche et familière. Hier encore, ce n'était qu'un rêve lointain, une secrète aspiration confessée du bout des lèvres, ou cla-

RUGBY

mée par bravade au zinc des bistrotiers. Et puis, voilà qu'au bout d'une demi-finale victorieuse la Corrèze touchait presque du doigt son ambition. Ce petit coin de France gorgé de rugby n'a plus qu'à délier Leicester, un gros morceau de l'Angleterre ovale, à se défaire des « tigres » de Dean Richards, les tombeurs de Toulouse, pour s'adjuger la deuxième édition de la courte histoire de la Coupe d'Europe. Avant de songer à la finale du 25 janvier, joueurs, dirigeants et supporters se sont lais-

sés aller aux rites de la fête, de ces verres sans fond où l'on refait sans cesse le monde et le match. La victoire appartient à tous. Pour une fois, c'était un peu plus qu'un slogan, puisque tous s'étaient retrouvés dans la bataille contre les mauvais coups de la météo.

La neige a mobilisé la ville, donnant le coup d'envoi bien avant l'heure. Elle s'est emparée des toits, des rues, des arbres. Elle a envahi la hache qui protégeait la pelouse du stade. Et contre ces lourds flocons jetés tels une ultime menace s'est concentré l'enthousiasme de chacun. Les services municipaux, aidés de volontaires, ont passé la nuit de samedi à dimanche à débayer le terrain. A quelques heures du match, certains exhibaient fièrement leurs ampoules et leurs cerises, comme si décidément rien ne pouvait faire obstacle au désir de victoire.

Depuis deux saisons, l'équipe du Club athlétique briviste (CAB), à laquelle le parrainage du département a ajouté le nom de Corrèze,

s'est découverte une grosse ambition et pas mal d'argent. L'arrivée de Pierre Dauterive, le PDG d'Havas, à la présidence du club, celle du comique Patrick Sébastien à la tête de la section rugby, ont attiré des partenaires et sommé l'heure d'un professionnalisme qui ne laisse au hasard que la portion congrue.

Les joueurs de Cardiff ont eu pour adversaires une pléiade d'internationaux et des lignes arrière presque entièrement remodelées depuis la saison dernière. L'effectif briviste est l'un des plus riches et des plus complets du championnat de France : vingt-cinq joueurs peuvent prétendre à un poste de titulaire. A chaque début de saison, les dirigeants ne cachent pas leur envie de recruter les meilleurs. Ils n'hésitent jamais à décrocher leur téléphone. Dans la vie quotidienne du rugby, on soigne chaque détail, avec des méthodes empruntées aux équipes nationales. Exemple : de longues séances de vidéo avaient précédé la rencontre pour disséquer le jeu des Gallois.

« Quand je suis entré sur le terrain, j'avais l'impression d'avoir déjà joué dix fois contre eux », s'amusa François Dubois, le troisième ligne centre. La préparation physique, confiée à Bernard Faure, fait l'objet d'une attention pointilleuse. Les Brivistes ont l'obligation d'être en forme. Ils se doivent de courir, pousser, plaquer pendant quatre-vingt minutes. Les internationaux bénéficient d'un programme individuel. Pour compenser les efforts consentis sous le maillot de l'équipe de France, il faut la part belle à la récupération.

ÉTONNANT CONTRASTE

Ce dispositif est sans doute l'une des clés du succès. Dimanche, c'en était presque criant. Force, vitesse, engagement, les Gallois ont dû s'incliner dans tous ces domaines prépondérants pour le résultat final. Leurs adversaires résistaient mieux à l'effort. Aux quatre coins du terrain, il y avait toujours un joueur pour exploiter leurs faiblesses d'un coup de rein ou

contre leurs élan d'un plaquage. Bionnant contraste : Brive réussissait là où Toulouse avait échoué, la veille, à Leicester. Quand les bras et les jambes des uns se multipliaient, les autres avaient l'air épuisés. Les joueurs brivistes ont plusieurs fois traversé le rideau défensif de Cardiff, les Toulousains se sont presque toujours heurtés à un mur. Ces derniers ont même eu l'élégance de quelques mauvais gestes, tandis qu'à Brive ce sont les Gallois qui ont perdu leurs nerfs. Après l'expulsion de leur talonneur, ils ont fini le match à quatorze.

Triples champions de France, tenants du titre européen, les Stadistes ont pourtant été les premiers à rationaliser au maximum leur préparation, au point d'afficher parfois l'insolence des trop bons élèves qui ont toujours un devoir d'avance sur leurs camarades. C'était entendu, on ne les prendrait jamais en défaut d'impuissance. Face à la pire des mésaventures, ils auraient toujours

une solution puisée dans un volumineux bagage tactique. A Leicester, ils ont connu la cruelle expérience des limites, la démonstration inattendue que tous les jeux et toutes les situations ne leur conviennent pas, que leur capacité à créer du jeu s'est peut-être épuisée. L'an dernier, ils avaient été sacrés en l'absence des Anglais, une légère ombre sur un titre conquis à Cardiff. Cette fois, ils leur ont été opposés à deux reprises. A Londres, contre les Wasps, ils ont subi l'une des plus lourdes défaites de leur palmarès (77-17). En demi-finale, Leicester a donné une version atténuée de la même déroute.

« J'ai trouvé que c'était l'équipe la plus complète de la compétition, celle qui présentait le moins de faiblesses et savait le mieux appuyer sur ses points forts », confie l'international briviste Thierry Labrousse. Grégory Kacala, le troisième ligne, partageait cette admiration. « Le seul point rassurant, c'est qu'ils ont un peu le même style que nous », précisait le troisième ligne polonais. C'est désormais à eux et à leurs coéquipiers de s'attaquer à cette montagne symbolisée par le géant de la seconde ligne, Martin Johnson, et la science de Dean Richards, le numéro huit de l'équipe d'Angleterre, tranquille architecte du jeu des avants. Le CAB succède au Stade toulousain, victime d'un douloureux rappel à l'ordre. Dans la course à la suprématie européenne, les clubs anglais sont bel et bien les plus redoutables rivaux des Français.

Pascal Coaux

L'Italie gagne à Lansdowne Road

Huit pénalités du demi d'ouverture Paul Burke, soit 24 points, un total record dans le rugby irlandais, n'y ont rien fait : le Quilze du trèfle a subi une humiliante défaite contre l'Italie (29-37), samedi 4 janvier à Lansdowne Road. Menés pendant les deux tiers du match, les Italiens se sont imposés en fin de rencontre grâce à deux essais de l'ailier Paolo Vaccaro et du demi d'ouverture Diego Dominguez. Cette troisième défaite consécutive des Irlandais à Dublin, après celles concédées face aux Australiens et aux Samoaïens, enfonce le rugby irlandais dans la crise, moins de deux semaines avant le début du Tournoi des cinq nations. En revanche, le succès des Italiens, entraînés par le Français Georges Coste, conforte leur volonté de jouer au plus haut niveau européen et notamment de participer au Tournoi des cinq nations.

Clubs, joueurs et spectateurs satisfaits de la nouvelle compétition

LA COUPE D'EUROPE de rugby n'a officiellement que des enthousiastes. Les déçus se font discrets, très discrets. Quant aux joueurs, ils sont contents, peut-être les plus contents. Car l'épreuve les change de l'ordinaire du championnat, de ces têtes baissées, de ces équipes que l'on connaît par cœur. « Jouer dix fois contre Toulouse, ça devient lassant », murmure Christophe Lemaire. Le trois-quarts briviste, est à peine surpris de son audace. L'Europe lui a imposé de voir grand. Comme à David Venditti, son copain des lignes arrière. « Il y a plus d'enjeu, plus de public, c'est plus médiatisé, et c'est l'occasion de rivaliser avec les British. » Sans l'Europe, le rugby ne serait-il qu'un long ennui ?

Le public est ravi. Surtout lorsque son équipe gagne, ce qui ne surprendra personne. Au stade municipal de Brive, les supporters corrèziens avaient l'air beaucoup plus heureux que les quelques Gallois qui s'étaient risqués à traverser la Manche. Si l'indice de satisfaction des présents semble facile à mesurer, les chiffres d'affluence dans les stades inclinent à la nuance. Selon les financiers de l'épreuve, les quarante-quatre matches de poule et les quarts de finale ont

attiré une moyenne de 6 000 à 7 000 spectateurs. Les cinquante-cinq mille places de l'Arms Park de Cardiff seront elles remplies le 25 janvier pour la finale Brive-Leicester ? Les clubs ? Eux aussi se délectent des oripeaux de la non-qualification, synonyme de manque à gagner. L'organisation des demi-finales leur a cependant échappé. Elle était tout entière, l'affaire de l'ERC (European Rugby Cup), qui dispose en partie de la maîtrise des recettes. Brive comptait néanmoins toucher, dès dimanche, la somme de 160 000 francs. S'y ajoutera par la suite l'argent des droits de retransmission, également géré par l'ERC.

UN STATUT DE PARENT PAUVRE

Les meilleurs clubs anglais, propriétés de milliardaires généreux, ou appuyés par de puissants sponsors, sont sans doute moins sensibles à la manne européenne que leurs homologues français, réduits à l'énervant statut de parents pauvres.

Les télévisions se sont fait attendre. Avant les quarts de finale, le télé-spectateur anglais eût été bien en peine de décrire l'Europe du rugby. Il n'en avait pas vu une image, par la

faute de la tonitruante bataille qui a opposé Sky, le réseau privé de Rupert Murdoch, à la BBC. Les caméras anglaises viennent à peine de débarquer sur les terrains. France-Télévision s'est montré généreux. Le service public a acquis pour environ 40 millions de francs la totalité des droits pour la France. Il a diffusé les deux demi-finales, deux quarts de finale, et quelques matches de poule. Mais l'Europe du football demeure, beaucoup plus visible.

Dès samedi 4 janvier, Heineken, le financier de l'épreuve, a pu pousser un grand soupir de soulagement. Grâce à Leicester, le cauchemar d'une finale franco-française n'aurait pas lieu. Le match se tiendrait donc à l'Arms Park, dans un Pays de Galles où la publicité pour l'alcool a encore droit de cité. En France, la loi Evin a contraint le brasseur hollandais à une totale discrétion. S'il avait fallu en passer par un cruel Brive-Toulouse, une solution de repli avait été envisagée à San Sebastian, au Pays basque. L'Europe de l'ovale aurait donc démenagé en Espagne, au pays du football, du cyclisme et des corridas...

P. Co.

La France s'impose dans le tournoi à sept de Punta del Este

PUNTA DEL ESTE

En remportant, dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 janvier, le tournoi qualificatif de Punta del Este, l'équipe de France de rugby à sept a gagné son premier grand titre international depuis les années 70. La victoire en finale contre la rugueuse sélection des Samoa occidentales (35-14) est plutôt de bon augure pour la prochaine Coupe du monde du rugby à sept, du 21 au 23 mars à Hongkong.

Comme à son habitude, la sélection française a pourtant mis du temps avant de trouver le bon rythme dans ce tournoi. Des débuts hésitants sous un soleil de plomb contre les Iles Cook avaient fait craindre le pire. Mais au fur et à mesure des matches les Tricolores, emmenés par le talentueux Dacquois Ugo Mola, l'Argentin Olivier Campan et l'Olivier Magné, l'autre Dacquois, décidément très en forme, se sont montrés dignes du meilleur niveau international.

Vif, spectaculaire et aéré, le rugby à sept exige de grandes qualités d'adresse, de résistance physique et de dynamisme. On peut se demander d'ailleurs s'il s'agit d'un prototype du rugby de mouvement ou d'un sport à part qui finira par créer sa propre identité. On constate en effet plusieurs différences fondamentales avec le rugby à quinze. Le jeu étant fait de passes et de courses, les concepts du combat ou de l'effort collectif groupé sont pratiquement inexistant. Résultat, la morphologie

des joueurs n'est pas la même. En dehors de quelques talonneurs dynamiques, la grande famille des deux premières lignes n'est pas invitée à la table de ces grandes fêtes ovales. Pendant les deux mi-temps de sept minutes, on recherche avant tout la vitesse et la précision gestuelle. Du coup l'embellématique densité musculaire du pilier ou la détente verticale des longilignes deuxième lignes n'ont plus leur raison d'être.

UN NOUVEAU SPORT

« A mon avis, on est en train d'inventer un nouveau sport », note Marcel Martin, présent à Punta del Este par sa fonction de directeur de la Coupe du monde. Telle que je vois la composition des équipes, les critères physiques du sept éliminent les gros et les

grands. » Outre la spécificité du jeu, c'est la forme même des compétitions qui fait le charme indéniable du rugby à sept. On réunit vingt-quatre équipes dans un seul endroit et, en l'espace de deux jours, plus de cinquante matches se déroulent sur la même pelouse. De préférence sous le soleil, car rares sont les spectateurs qui accepteraient de rester six heures assis dans le froid. Pour le premier match de l'équipe de France dans cette cité balnéaire uruguayenne, il faisait 35 degrés à l'ombre, et au moment du coup d'envoi de la finale, lundi à 0 h 20 (heure locale), les six mille spectateurs étaient encore en bras de chemise.

« Le rugby à sept est avant tout une fête, confie David Roberts, directeur du tournoi de la Coupe du

Hongkong accueillera la Coupe du monde

La deuxième Coupe du monde de rugby à sept aura lieu à Hongkong, du 21 au 23 mars. Le choix du lieu, à quelques mois du retour de la colonie britannique à la Chine, est symbolique. C'est là que cette version réduite du rugby a pris son véritable envol international - le magnifique stade de So Kon Po fut conçu et construit selon les besoins spécifiques des tournois à sept. Les vingt-quatre finalistes se sont qualifiés à l'occasion de trois tournois : Lisbonne (les 1^{er} et 2^{es} juin 1996), Dubaï (les 21 et 22 novembre) et Punta del Este. Trois équipes étaient qualifiées d'office : l'Angleterre et l'Australie (les deux finalistes de 1993) et Hongkong, en tant que pays organisateur.

Les autres équipes sont : la Nouvelle-Zélande, les Iles Fidji, l'Espagne, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Canada, le Pays de Galles, l'Irlande, la Corée du Sud, les Des Tonga, la Roumanie, l'Ecosse, le Portugal, les Etats-Unis, le Maroc et la Namibie. Les cinq dernières, qualifiées ce week-end à Punta del Este, sont : la France, le Japon, les Samoa occidentales, les Iles Cook et l'Argentine.

monde 1997. Bière, bonne musique, bonne bouffe dans les tribunes, et sur le terrain du spectacle non-stop, c'est ce que nous avons appris à Hongkong » (lire ci-dessous). Pourtant, malgré cette ambiance joyeuse et la spontanéité du jeu, le sept reste encore confidentiel en France. Ce n'est que grâce à une bande d'irréductibles, entraînés par l'ancien international toulousain Thierry Janeczek, que la France arrive à se maintenir parmi les huit meilleures équipes du monde.

Parce qu'ils, le plus acharné est le demi de mêlée caennais Frédéric Séguier, le capitaine tricolore, qui a pris le risque de disputer ce tournoi alors que le Castres olympique jouait sa demi-finale de Conférence européenne contre Agen. « Ce fut un choix délicat pour moi, et je dois remercier mon président de m'avoir laissé partir. Mais depuis quelques saisons le jeu à sept me passionne et m'attire à fond. Je voulais mettre toutes les chances de mon côté pour participer à la Coupe du monde. » Si les clubs de Castres et d'Agen ont accepté de lâcher chacun un joueur, le sept reste toujours le parent pauvre, souvent obligé de vivre avec les mièvres. « La France n'est pas forcément faite pour jouer au sept, explique Séguier. Il nous manque encore la culture de fond dont bénéficient les joueurs de l'hémisphère Sud, et il manque des tournois et de la pratique pour franchir un palier. »

Ian Borthwick

RÉSULTATS

FOOTBALL

Coupe de France

Hullens sur

Toulousain (22-10) Nîmes (N)

Toulousain qualifié.

10

Championnat d'Espagne

De la Coupe d'Espagne

La Corogne FC Barcelone

Celta Vigo-Valladolid

Español Barcelone-Compostela

Oviedo-Leonesa

Alcorcón-Spain

Espanyol-Albacete Madrid

Santander-Barcelone

Real Sociedad-Barcelone

Real Madrid-Barcelone

Real Madrid-Barcelone

10

Coupe d'Europe

Derby d'Europe

Leicester (Ang.)-Toulousain (Fra.)

Brive (Fra.)-Cardiff (PGB)

27-11

26-13

Compétitions européennes

Derby d'Europe

Castres (Fra.)-Agen (Fra.)

Boulogne (Fra.)-Narbonne (Fra.)

23-6

26-6

SKI ALPIN

Slalom géant spécial de la Montrose

1. R. Wherry (Ski), 1 min 44 s 55 ; 2. U. Hovet

(Ski), 1 min 45 s 32 ; 3. L. Magnin (Ski),

1 min 46 s 48 ; 4. E. Ester (Aut.), 1 min 46 s 54 ;

5. M. Oster (Aut.), 1 min 46 s 52.

Championnat général de la Coupe du monde

1. R. Wherry (Ski), 718 pts ; 2. K. Selinger (Aut.),

588 ; 3. H. Berg (Aut.), 488 ; 4. O. Compagnoni

(Aut.), 385 ; 5. A. Vachon (Aut.), 385.

Slalom géant masculin de la Kranjska

Gara

1. M. von Grunow (Ski), 2 min 18 s 42 ;

2. S. Vogtner (Aut.), 2 min 18 s 00 ; 3. K. Ande

Annand (Noc), 2 min 18 s 78 ; 4. G. Koenigshofer

(Aut.), 2 min 18 s 87 ; 5. I. Piccard (Fra.),

2 min 18 s 98.

Championnat général de la Coupe du monde

1. H. Konec (Aut.), 481 pts ; 2. M. von Grunow

(Ski), 481 ; 3. L. Aghand (Fra.), 382 ; 4. K. Ande

Annand (Noc), 340 ; 5. S. Loeber (Ski), 307.

TENNIS

Hopmann Cup

Finaux : États-Unis (Ski) du Sud

C. Fudin (Ski) et A. Costar (Aut.), 7-5, 6-2 ;

W. Fudin (Aut.) et J. Grunow (Ski), 6-4, 7-6

(7/6) ; J. Grunow (Ski) et W. Fudin

A. Costar (Aut.), 3-6, 6-2, 7-5.

Les recherches continuent au sud du cinquantième parallèle après le naufrage de deux concurrents du Vendée Globe

Thierry Dubois et Tony Bullimore ont été victimes de la tempête au même endroit que Raphaël Dinelli

Deux concurrents du Vendée Globe, Thierry Dubois (Pour Amnesty International) et le Britannique Tony Bullimore (Exide Challenger), sont en difficulté, depuis dimanche 5 janvier, au sud du cinquantième parallèle, à 2 500 kilomètres de l'Australie. Lundi matin

(heure française), un avion de reconnaissance australien a repéré un homme sur une coque renversée et lancé un canot de survie.

Des recherches étaient toujours en cours, dans la matinée de lundi 6 janvier, pour tenter de localiser le second marin.

ter à bord du canot. Un deuxième avion devait prendre le relais vers 9 h 15 (heure française) et continuer les recherches avant la nuit.

« Si près du pôle à cette saison, les nuits ne durent que six heures », commente David Grey. Parallèlement, la frégate australienne Adalide a appareillé de Perth à 9 heures (heure française). « On se rend mieux chez nous », a commenté son capitaine, quelques minutes avant de mettre le cap au sud, dans un esprit qui tranche fortement avec le dévouement total dont font preuve, pour la deuxième fois en quinze jours, les services australiens. Il faudra attendre « quarante-huit heures au moins » avant que l'Adalide puisse lancer une de ses vedettes au secours des naufragés.

Les autorités maritimes australiennes parlaient, dans la soirée, de demander qu'il soit désormais in-

HOBART (Tasmanie)
de notre envoyé spécial
« Nous ne sommes jamais descendus aussi loin dans le sud pour une opération de sauvetage, jamais »,

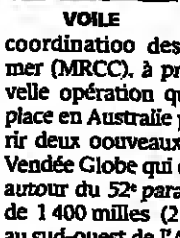
déclarait, lundi après-midi 6 janvier, à Canberra (lundi matin heure de Paris), David Grey, porte-parole du Bureau de coordination des sauvetages en mer (MRCC), à propos de la nouvelle opération qui s'est mise en place en Australie pour aller secourir deux concurrents du Vendée Globe qui ont fait naufrage autour du 52° parallèle sud, à plus de 1 400 milles (2 250 kilomètres) au sud-ouest de l'Australie.

Au PC parisien de la course, on avait constaté, dès dimanche matin

sur le relevé Argos, que les bateaux de Thierry Dubois (Pour-Amnesty-International) et Tony Bullimore (Exide-Challenger) ne progressaient plus. Sur les quatre balises repérées, une seule - celle de Tony Bullimore - était une balise de détresse. L'alerte était aussitôt donnée au MRCC par les autorités françaises.

DEBOUT SUR LA COQUE

A l'aube de lundi, un premier Orion, avion de la Royal Australian Air Force, capable de voler très bas et disposant de douze heures d'autonomie, se rend sur zone. Vers 16 heures, il repère une coque renversée et en partie submergée, quasiment à l'endroit où Raphaël Dinelli avait chaviré, la veille de Noël. La température de l'eau comme de l'air est au alentours de 5 degrés. Le vent souffle entre 40 et 50 nœuds, et des grosses



VOILE

coordination des sauvetages en mer (MRCC), à propos de la nouvelle opération qui s'est mise en place en Australie pour aller secourir deux concurrents du Vendée Globe qui ont fait naufrage autour du 52° parallèle sud, à plus de 1 400 milles (2 250 kilomètres) au sud-ouest de l'Australie.

Au PC parisien de la course, on avait constaté, dès dimanche matin

Pau-Orthez freine le retour au sommet du Mans Sarthe Basket

Après dix ans d'insuccès, le club quadruple champion de France joue de nouveau les premiers rôles

LE MANS
de notre envoyé spécial

C'était juste avant la mi-temps. Erwan Bouvier, un jeune espoir du basket français, venait d'entrer sur le parquet du Mans, dans la nouvelle salle d'Antares. Le meneur de jeu mancel agita la main droite, à la manière des enfants qui imitent le canard, le pouce ren-
trant sous les quatre autres doigts. Le geste s'adressait à ses coéquipiers, à qui il indiquait la stratégie à suivre pour conquérir le panache adverse. Mais, l'espace d'un instant, son signal parut s'adresser à ses adversaires de Pau-Orthez. Erwan Bouvier semblait soudain leur intimer l'ordre de mettre en sourdine leurs prétentions de leader du basket hexagonal. Le Mans parvenait à suivre le rythme enlevé des champions de France, qui venaient pourtant de récupérer Antoine Rigaudau, remis de sa blessure au coude.

Face à Pau-Orthez, samedi 4 janvier, le Mans Sarthe Basket (MSB), espérait se débarrasser de son statut de trouble-fête du championnat de France pour acquiescer celui de favori à part entière. En cas de victoire, le club sarthois, surpris par deuxième après

dix-sept rencontres, pouvait accéder au sommet du classement. « Le Mans, fils-nous rêver », demandaient les supporters, par banderoles interposées. Malgré la neige et la pluie glaciale qui avaient recouvert les routes d'une fine couche de verglas, il n'a manqué qu'une poignée de supporters au MSB. Six mille avaient pris place à Antares, tout heureux de voir leur équipe renouer avec le succès.

SUR LES TRACES DE VILLEURBANNE

Après une douzaine d'années de disette, le public du Mans s'est réveillé cette saison : à raison de 5 200 spectateurs par match, l'affluence d'Antares est la plus élevée du championnat. « Nous nous sommes fixés deux objectifs : nous qualifier pour une compétition européenne et remplir la salle, rappelle Alain Manas, président du MSB. Le sport professionnel ne doit pas vivre avec les impôts des gens. Il doit avoir des salles pleines. » Le club s'est lancé dans une audacieuse politique de prix : plus de la moitié des places coûtent moins de 50 francs et aucune ne dépasse 100 francs.

Grâce aux bons résultats des « tangos », la recette a pris. « C'est un collègue de travail qui m'a refilé ce virus », reconnaît un travailleur inconditionnel du MSB, un jeune homme qui n'a rien connu du passé du club, quatre

fois champion de France, en 1964, 1978, 1979 et 1982. A l'époque, le Sporting Club moderne du Mans échangeait avec l'ASVEL titres et grands joueurs, tels que Bob Purkiser, Jacques Mondar ou Eric Bengnot. Villeurbanne a remporté son dernier titre en 1981, un an avant le dernier triomphe de son rival sarthois.

Puis, dans les années 80, les deux clubs ont manqué le virage du professionnalisme. Les mêmes errements comptables ont conduit aux mêmes déshastres économiques : en 1993, toujours avec un an de retard sur Villeurbanne, le Mans est passé tout près du dépôt de bilan, avec un passif de 7 millions de francs pour un budget de 11 millions.

Après ces grandes frayeurs, les deux clubs ont tout reconstruit, presque à l'identique : une équipe, bâtie autour d'un meneur (Troy Truivillan au Mans et Delaney Rudd à l'ASVEL), une salle plus confortable. Leur chaleur humaine, fidèle au basket, a suivi et, d'un club à l'autre, les résultats n'ont pas tardé. Si 1996 avait été l'année du retour au premier plan de Villeurbanne, 1997 annonce le renouveau mancel.

L'équipe sarthoise revient de loin. En mars dernier, contre Villeurbanne justement, elle avait accompli une saisissante contre-performance à domicile, n'inscrivant

que 15 points en une mi-temps, un record. A l'intersaison, le club majeur a été largement recomposé avec l'apport des Américains Doo Andersoo, solide intérieur de trente-neuf ans, et Joshua Grant, géant mormon aux fines jambes blanches, du Franco-Américain Dwayne Scholten, shooter le plus efficace du championnat, et du jeune Français Laurent Bernard. Enfin, l'entraîneur Alain Weisz a été recruté pour donner cohésion à l'ensemble. « Avec enthousiasme, précise-t-il. Cor un club sportif, c'est le contraire d'une entreprise, cela ne marche qu'à l'enthousiasme. » « Le coach a réussi à créer une bonne chimie entre nous », ajoute Troy Truivillan.

Trois victoires et cinq défaites, une place de quatrième au classement : la première partie de la saison a souri à l'équipe d'Alain Weisz, mais l'homme reste lucide. Après la défaite (83-89) subie dans les dernières minutes d'un match engagé et spectaculaire contre Pau, il tenait à relativiser la déception : « Cela nous permet de retomber sur terre. Il faut nous laisser du temps, car n'est pas Pau qui veut. » Ses joueurs ont raté la plus haute marche, mais le professeur d'éducation physique en disponibilité conserve toute sa sagesse.

Eric Collier

Un patineur-cultivateur gagne le « cirque des fous » aux Pays-Bas

AMSTERDAM
de notre correspondant

Henk Angenent est le nouveau héros populaire des Néerlandais. A vingt-neuf ans, ce cultivateur de choux de Bruxelles a gagné la quinzième édition du Elfstedtocht, le Tour des onze villes, une course de 200 kilomètres en patins à glace entre les onze cités de la province septentrionale de la Frise. En compagnie de 300 autres candidats pour le titre de vainqueur de cette course mythique, Angenent avait pris le départ samedi à 5 h 30 du matin dans une surte de grande cage posée dans la nuit polaire, avec une température de -5 degrés et un vent de force 5, soit, selon les spécialistes de la météo, une sensation de froid équivalente à -20, voire -28. Les concurrents avaient d'abord dû marcher pendant 1 900 mètres avant de s'élancer sur une glace naturelle de bonne qualité. 6 h 49 min et 18 s plus tard, Henk Angenent passait la ligne d'arrivée au même endroit, dans la ville de

Leeuwarden, coiffant d'un mètre à peine son challenger, le favori des spécialistes, Erik Huizenboch.

Henk Ruitenberg courait aussi pour le titre. Cet amateur de courses automobiles qui connaît « l'importance d'un départ en pole position » s'était installé dans la cage deux heures avant le signal, mais seulement après avoir ingurgité un plat de spaghetti et des pains au raisin trempés dans le miel. Malgré ces précautions, Ruitenberg n'est arrivé qu'en douzième place.

Officiellement, ils étaient 16 675 à suivre les traces de ces professionnels, sans compter les nombreux « candidats libres » qui n'étaient pas inscrits. Certains bravaient la glace et le froid d'un Elfstedtocht pour la première fois. D'autres, comme Tony Klok, n'en étaient pas à leur coup d'essai. Cet athlète de trente-sept ans est, comme nombre de ses compatriotes, possédé par la fièvre du patin. Cela faisait dix ans qu'il attendait

impatiemment de « remettre ça », le dernier Elfstedtocht en date remontant à 1986 (le Monde daté 5-6 janvier).

Ils étaient nombreux à offrir de la soupe, du thé, du chocolat chaud ou des fruits aux coureurs exténués

Dimanche, Tony était heureux : il avait bouclé son tour en douze heures contre treize en 1986, et, contrairement à la première fois, il était en état de tenir debout. « C'était dur, surtout parce qu'on a eu le vent de face les deux tiers du temps. Dans ce cas, il faut se greffer sur un peloton et s'abriter derrière le groupe. Parfois, ceux de derrière prennent la tête et font af-

fice de coupe-vent. Cette année, je n'étais pas assez entraîné pour m'y coller », reconnaît-il.

9 714 participants officiels ont rallié l'arrivée sous les applaudissements d'un public présent en nombre tout au long du trajet. A proximité des points de contrôle ou dans les endroits les plus inattendus, ils étaient nombreux à offrir de la soupe, du thé, du chocolat chaud ou des fruits aux coureurs exténués par l'effort et le froid. « C'est ce qui rend cette course si extraordinaire », raconte Tony Klok : cette chaleur humaine habituellement avec tant de parcimonie. Mais que ne feraient-ils pas pour le bleu patin à glace, ces habitants du Nord, qui accueillent avec ferveur les premiers signes de gel ? Alors, quand la course mythique a lieu - la quinzième fois seulement depuis la première édition en 1909 -, ils commencent à coups de flonflons et d'orchestres sur la glace. Le carburant ne manque pas pour tenir des heures à regarder passer

les ébouissiers en collants et bonnets, les dos légèrement courbés, le pas court et rythmé, « pour ne pas se fatiguer à rester trop longtemps sur une jambe, au contraire du patinage de vitesse ». Il y a l'herbe sèpe, la soupe aux pois cassés, mais surtout la bière et le berenburg, le genièvre frison.

Pour les parasseurs et les frieux, la télévision publique retransmettait la course en direct avec une débauche de moyens : trois hélicoptères, seize journalistes. Tard dans la soirée, les caméras filmaient encore en direct l'arrivée des retardataires, tandis que les postes de secours constataient une recrudescence des chutes et des engelures. 92 millions de téléspectateurs ont regardé l'événement, soit 65 % de l'Audimat total aux Pays-Bas. Dimanche, certains journaux publiaient une édition spéciale consacrée exclusivement à ce qu'un journaliste de la télévision appelait lui-même « le cirque des fous ».

Alain Franco

Le rallye Dakar-Dakar endeuillé par la mort d'un motard

LE RALLYE-RAID Dakar-Dakar, parti de la capitale sénégalaise samedi 4 janvier, compte déjà une victime. Dimanche 5 janvier, le motard Jean-Pierre Leduc a effectué une chute mortelle au kilomètre 247 de la deuxième étape de 594 kilomètres reliant Tambacounda (Sénégal) à Kayes (Mali). Un autre concurrent, arrivé sur les lieux quelques minutes après l'accident, a donné l'alerte, mais, selon l'organisation, l'équipe médicale dépêchée sur place à bord d'un hélicoptère de secours « n'a pu que constater le décès ».

Marié et père de famille, Jean-Pierre Leduc, âgé de quarante-cinq ans, participait pour la première fois au Dakar. L'épreuve, qui comptait déjà 33 victimes depuis sa création en 1979, continue sans lui avec, à sa tête après deux étapes, Stéphane Peterhansel (catégorie motos) et Jean-Louis Schlesser (autos) au classement général.

Florence de Changy

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL AMÉRICAIN** : les Dallas Cowboys, vainqueurs des trois derniers Super Bowls, les San Francisco 49ers, qui avaient précédé Dallas au palmarès, et les Pittsburgh Steelers, finalistes de l'année dernière, ont été éliminés, samedi 4 et dimanche 5 janvier, en quarts de finale du championnat professionnel de football américain (NFL). Les quatre rencontres du week-end, qui correspondaient aux demi-finales de Conférence, ont vu la victoire de quatre équipes surprises, dont une seule, les Green Bay Packers, vainqueur de San Francisco (35-14), a déjà remporté le Super Bowl, en 1967 et 1996. Les New England Patriots ont battu Pittsburgh (28-3) et les deux Cendrillons de la compétition, les Jacksonville Jaguars et les Carolina Panthers ont respectivement écarté les Denver Broncos (30-27) et Dallas (26-17). Les demi-finales (finales de conférence) opposeront, dimanche 12 janvier, les Patriots aux Jaguars, et Green Bay Packers aux Carolina Panthers. - (AFP)

■ **FOOTBALL** : le parcours de Nîmes en Coupe de France s'est achevé, dimanche 5 janvier, par une défaite face à Toulouse (D2) sur le score de 0-1. L'équipe de National 1, finaliste de l'épreuve contre Auxerre l'an passé, va désormais se concentrer sur son championnat pour tenter de décrocher une montée en deuxième division. Elle doit aussi affronter Montpellier en Coupe de la Ligue, vendredi 10 janvier.

■ **NATATION** : la Française Diane Bui-Duyet a établi un nouveau record de France du 50 m papillon (27 s 37) lors de la première épreuve de Coupe du monde en petit bassin, dimanche 5 janvier à Hongkong. La Néocallédonienne, âgée de dix-sept ans, s'était déjà imposée, samedi 4 janvier, sur 100 m papillon (1 min 15 s 77). - (AFP)

■ **TENNIS** : Yannick Noah a été officiellement désigné capitaine de l'équipe de France de Coupe de la Fédération par la Fédération française de tennis, samedi 4 janvier. Réclamé par Julie Halard, Mary Pierce, Nathalie Tauziat et Sandrine Testud, l'ancien vainqueur de Roland-Garros, qui continuera d'assumer en Coupe Davis ses fonctions de capitaine de l'équipe nationale masculine, a cependant précisé qu'il souhaitait effectuer un travail à long terme et que la durée de son nouveau contrat n'avait pas encore été déterminée.

francesco
smalto
PARIS

SOLDES

DU 6 AU 11 JANVIER — REMISES DE 30 à 50%

Homme : 44, rue François 1er (8e)
Homme et Femme : 5, place Victor Hugo (16e)
9 h 30 - 19 h

SOLDES MONSTRES
LASHFORD

24, rue de CHATEAUDUN 75017 (Métro République - Lorette)
4, rue du Gai LANREZAC 75017 (Métro Étoile - Sorbonne - Carnot)
VENTE PAR CORRESPONDANCE 01.48.88.98.66

DANIEL CRÉMIEUX
SOLDES

Costumes - Vestes - Chemises -
Cravates - Pulls - Polos de Rugby

6, bld. Malesherbes, 75008 PARIS - ☎ : 01.42.66.54.50
AIX-EN-PROVENCE - SAINT-TROPEZ

BANDE DESSINÉE Le dessinateur belge André Franquin est mort dimanche 5 janvier dans le midi de la France. Il était âgé de soixante-treize ans. ● ARTISTE de

premier plan, dessinateur de grand talent, son nom est attaché à Spirou, dont il reprit les aventures après-guerre. Il inventa un nouveau personnage qui allait devenir une ve-

dette de la bande dessinée: le Marsupilami, animal jaune tacheté de noir et pourvu d'une redoutable queue pouvant se transformer en arme coup de poing. ● IL FUT AUSSI

le père de Gaston Lagaffe, personnage attachant, inventif et maladroit dont les albums furent aussi un gros succès de librairie. ● CET HUMORISTE était un profond pess-

miste, dont il avait donné un témoignage dans un recueil en noir et blanc, *Les idées noires*, et dans l'entretien qu'il accorda au *Monde*, en 1993.

André Franquin, le père de Gaston Lagaffe, s'est arrêté à 950 gags

Le chef de file de l'école de bandes dessinées belge de Charleroi-Marcinelle est mort dimanche, à l'âge de soixante-treize ans. Il laisse orphelins des millions de lecteurs, le Marsupilami et Gaston

« JE NE SUIS rien d'autre qu'un vieux gamin qui dessine », avait coutume de dire André Franquin, le « père » des héros de bande dessinée Modeste et Pompon, le Marsupilami et Gaston Lagaffe, devenus des mythes du neuvième art. Mais André Franquin, décédé dimanche 5 janvier dans le midi de la France, soit deux jours après avoir célébré ses soixante-treize ans, avait beau être l'un des plus grands auteurs encore vivants de la bande dessinée franco-belge et avoir vendu des dizaines de millions d'albums, il restait d'une modestie à toute épreuve. Il était aussi en proie à des angoisses terribles, qu'il a traduites dans ses *Idées noires*.

C'est d'abord un artiste, capable de transcrire dans son dessin ses humeurs, ses enthousiasmes comme ses révoltes, ses refus ou ses doutes. Pour ses lecteurs mais aussi pour l'histoire: au côté de Bob de Moor, d'Eddy Paape, de Greg, de Tiber, de Raymond Macherot et de quelques autres représentants de la fine fleur de la BD francophone, il fait partie des artistes du neuvième art que le roi Bando métallique de l'ordre de Léopold, équivalent de notre Légion d'honneur, en 1991.

DYNAMITEUR

Fils d'un banquier bruxellois, qui eût préféré qu'il fasse une carrière d'ingénieur agronome, Franquin est, par une curieuse coïncidence, le condisciple au collège d'un autre grand de la bande dessinée francobelge, Hergé, créateur de Tintin. Celui-ci ne ménageait d'ailleurs pas son admiration pour son cadet. « C'est un grand artiste, à côté duquel je ne suis qu'un pauvre dessinateur », confiait-il. Franquin suit ensuite des cours de dessin à l'école Saint-Luc, à Saint-Gilles, pépinière d'auteurs, avant d'entrer après guerre au studio CBA de Bruxelles, dont il fut l'un des animateurs. C'est là qu'il rencontre d'autres créateurs de BD devenus eux aussi célèbres, comme Morris (*Lucky Luke*) ou Peyo (*Johan et Pirlouit*).

Morris lui présente Jijé (Joseph Gillain, auteur notamment des aventures de Jean Valhéri) qui devient rapidement son ami et son complice. Lors de la disparition de CBA, Jijé le fait entrer chez Dupuis, à Charleroi, une maison d'édition de bandes dessinées qui publie depuis 1938 le journal *Spirou*. Franquin est chargé dès 1946 de reprendre le récit des tribulations du jeune groom du Moustic Hôtel, créé par Robert Veltre au moment



Gaston Lagaffe, sous sa physionomie la plus récente.



Première apparition, en 1957.

de la création du journal. Il donne de l'épaisseur au personnage de Spirou, lui ajoute une écureuil, Spip, conçoit le comte de Champignac, et lui offre des raisons d'exister. Que ce soit en Palombie, au Bretzelburg ou ailleurs, Spirou et Fantasio combattent dans ces pays, tous imaginaires, des docteurs à combien réalistes, qu'ils appellent Zantafio, Schmetterling ou Zorghi. Un combat qui n'est pas gratuit: dans son atelier d'heures, dans la banlieue de Bruxelles, Franquin vit entouré de photos de la guerre du Vietnam et fait preuve d'un antimilitarisme et d'un refus de la guerre et de la torture qui le mèneront à concevoir des affiches pour Amnesty International ou pour l'Unicef.

C'est au cours des aventures de Spirou que Franquin fait naître pour la première fois, en 1952, le

Marsupilami. Son créateur expliquera ensuite que l'idée de concevoir ce curieux animal tacheté de noir et jaune, capable de colères mémorables et d'une force incomparable à condition qu'il ne s'ennuie pas, lui était venue alors qu'avec son ami Jijé il observait le receveur d'un tramway bruxellois. « On se disait que ce serait comique pour lui d'avoir une queue longue et préhensile au derrière, pour pousser les boutons pendant qu'il faisait payer les gens. Ça m'est revenu inconsciemment quand j'ai imaginé le Marsupilami », expliquera ensuite Franquin. La bestiole, qui présente l'originalité d'avoir un nombril alors qu'il est ovipare, vivra progressivement ses aventures de manière autonome. En 1972, les studios Walt Disney en feront même le sujet d'un dessin animé, mais celui-ci laisse Franquin dubitatif.

par hasard dans les pages, au titre de simple animation. Il est alors vêtu d'une veste, d'un nœud papillon et d'un pantalon noir lorsqu'il apparaît en février 1957 dans les pages de *Spirou*. Puis, dès décembre, il devient un succès et obtient sa propre BD. Il a entre-temps endossé son « uniforme »: jeans élimés, pull à col roulé verticalement et infatigables espadrilles. « J'ai créé Gaston au moment où je butais sur Spirou. Je l'ai créé pour illustrer ma flemme », s'amuse Franquin.

Véritable dynamiseur moral de l'entreprise d'édition qu'il emploie, Lagaffe, entouré de sa ménagerie (mouette rieuse, chat fou, oiseaux, etc.) et de ses collègues de bureau plus ou moins tolérants à l'égard de sa folie anarchisante (Lebrac, le comptable Boulier, Jules-de-Chef-Smith-en-face, etc.), amoncelant impitoyablement de « M. oiselle Jeanne », s'emploie à mettre en cause les hiérarchies, l'activité de la société, jusqu'à empêcher régulièrement par ses bêtises la signature d'importants contrats d'édition avec l'homme d'affaires M. De Mesmaeker, déformation légère du vrai nom de Jidéhem, qui collabora aux aventures de Spirou avec Franquin, Jean de Maesmaker.

« UN PESSIMISTE PROFOND »

Le dernier album de Gaston Lagaffe, *Gaffe à Lagaffe* (éditions Marsu-Productions) est le seizième, le premier de la série ayant été numéroté « zéro » et paru en décembre 1996, après quatorze ans de silence. 1997 sera l'année du quarantième anniversaire de l'inventeur du « gaffophone » et Franquin aura conçu quelque 950 gags, sans réussir son souhait d'en écrire 1 000.

Mais si Modeste et surtout Gaston Lagaffe révèlent certaines facettes d'André Franquin, il faut chercher dans *Les idées noires* l'une des autres clefs du personnage. La conception de

cette série de dessins silhouettés en noir et blanc, d'un humour très noir, est venue d'une volonté de rompre avec son image d'auteur gentil et d'un souvenir de lecture de jeunesse. « J'ai dessiné dans *QRN* sur Bretzelburg une histoire de torture, avec un personnage nommé Kikili qui fait crisser une craie sur un tableau et se casse l'ongle. Un certain nombre de lecteurs m'en ont voulu. Graphiquement, *Les idées noires* sont basées sur un souvenir: dans le *Saturday Evening Post*, il y avait une BD avec des silhouettes noires, on comprenait très bien le gag », expliquera-t-il dans ses entretiens avec Numa Sadoul (Et Franquin crée Lagaffe, Disti BD - Schilt Book, 1986).

La série paraîtra en 1977 dans un supplément de *Spirou*, *Le Trombone illustré*, puis dans le magazine *Fluide glacial* de Gottlib. Hergé avait tenté de conjurer ses angoisses avec *Tintin au Tibet*. Franquin avec ses *Idées noires*. « Je suis un pessimiste profond qui à chaque instant s'émiette », confiera le père de Gaston Lagaffe, en expliquant que dans ses cahiers, il était toujours « en bagarre avec son imagination ».

Franquin fait ensuite des incursions dans le dessin animé, avec *La Chronique des Tifous*. L'incontestable chef de file de l'école de la BD belge de Charleroi-Marcinelle reste l'un des auteurs les plus lus par un énorme public, composé autant d'adultes que d'enfants. C'est sans doute là le tour de force d'un grand modeste.

Yves-Marie Labé



Bibliographie

● Les aventures de Spirou sont publiées par les éditions Dupuis. En plus de deux hors-séries, *L'Héritage* et *Radar Robot*, dix-neuf albums des aventures de Spirou sont signés de Franquin (de *Quatre aventures de Spirou et Fantasio à Tintin* (1946) et parfois par d'autres auteurs de BD comme Jidéhem, Greg ou Roba qui ont collaboré au scénario de certains récits. Franquin sur Spirou en 1968: la série sera reprise par Fournier, puis par Nic Broca, Yves Chaland puis par Tome et Janry. ● Le premier album de Gaston Lagaffe est publié par Dupuis en 1960 dans un format rare. Considéré comme promotionnel, il est offert par les libraires (il sera réédité en 1985). Cinq recueils au format « à l'italienne » suivent à partir de 1963, de *Gags de gaffes à gogo* à *En direct de la gaffe*, mais le cinquième - *Le Livre de la gaffe* de Lagaffe - sera longtemps considéré comme quasiment introuvable; il sera réédité en 1986 par Dupuis. Le dernier album, quatorzième de la série, est publié en 1992. ● Les propres aventures du Marsupilami naissent en 1957, chez Marsu-Productions. Franquin est assisté par Batem pour le dessin et par Greg pour le scénario. Le dernier album de Lagaffe (*Gaffe à Lagaffe*) paraît le 4 décembre 1996 chez Marsu-Productions.

C'EST CHEZ LUI, à Ixelles, en Belgique, dans sa maison qui lui servait aussi d'atelier, que notre collaborateur Alain Fournier a rencontré Franquin, en mars 1993. Le père de Gaston Lagaffe lui parla de sa vision de la bande dessinée au cours d'un entretien où apparaît aussi le profond pessimisme qui l'habitait.

« Dans quelles conditions avez-vous été amené à dessiner Spirou, le héros que le dessinateur Jijé avait abandonné ? » « J'avais commencé dans la bande dessinée quelques années auparavant, dans une maison d'édition qui a rapidement fait faillite. Et puis Charles Dupuis, qui cherchait des dessinateurs pour Spirou, m'a recruté, avec Morris et Peyo. C'était au début des années 50. Quand j'ai pris la succession de Jijé, j'ai foncé avec toute l'audace de la jeunesse en me persuadant: « Il faut vraiment que ce soit presque du Jijé. » Mais les débuts furent laborieux. Quand je regarde, rarement d'ailleurs, les dessins de cette époque, je suis humilié. La grande difficulté a été de forger une personnalité à Spirou, trop marqué par son costume de groom. J'ai toujours essayé de le gonfler à bloc pour qu'il soit très nerveux, très dynamique, qu'il saine.



André Franquin

« Pourquoi avez-vous arrêté Spirou ? » « Au cours d'une crise de déprime: j'ai eu l'impression de ne plus savoir dessiner. J'ai flâné sur une image où je voulais ajouter un détail. J'avais commencé par une armoire, que j'ai effacée aussitôt, j'ai remis une porte, puis toutes sortes de trucs, mais je revenais toujours à l'armoire, alors j'ai abandonné. »

« Et Gaston, comment est-il né ? » « Gaston a été créé avec la complicité du rédacteur en chef de Spirou. Homme fort agréable, il acceptait toutes les idées qu'on lui proposait. Un jour, je lui annonce: « Je dessine en ce moment un per-

sonnage de bandes dessinées, mais qui n'est pas dans une bande dessinée parce qu'il est trop con. » On ne voyait pas comment s'en servir. En attendant une idée géniale, nous l'avons « embauché » au journal. Il y est resté. »

« Comment faites-vous pour trouver tous ces gags ? » « J'ai répondu pendant des années que le gag n'appartenait pas au domaine du réel. Je me trompais. Le gag provient toujours d'une scène à laquelle on a assisté. Il faut toujours en avoir quatre ou cinq en réserve. Si l'avance diminue, on se cale dans un fauteuil, on ne bouge plus et on se lève quand on a trouvé. »

« Où puisiez-vous votre inspiration ? » « Surtout dans le catalogue de *Manufrance*. Mon père en possédait un que je relisais sans cesse. Les enfants tombent quelquefois amoureux d'un bouquin. Pour moi, ce fut ce catalogue. »

« Comment la bande dessinée a-t-elle évolué depuis vos débuts ? » « Les dessinateurs de mon âge ont tendance à dire: « On ne travaille plus comme de mon temps », c'est la caractéristique des vieillards. En ce qui me concerne, j'en suis pas encore là. J'attends encore beaucoup de la bande dessi-

née, mais j'ai un peu perdu de ma curiosité. Je suis un mauvais lecteur quand je lis une bande dessinée: je ne marche que si le dessin me plaît, et je laisse un peu tomber le scénario, ce qui est peut-être idiot, car le scénario est aussi important que le dessin. La bande dessinée, en Belgique en tout cas, s'est cristallisée autour des jeunes, c'est une bande dessinée pour enfants. Elle a été un peu mal à l'aise, et les éditeurs aussi, quand en France s'est développée la bande dessinée pour adultes, qui est excellente d'ailleurs, car comme dans la littérature il n'y a pas que des livres pour enfants. Je suis persuadé qu'il y a maintenant des bandes dessinées qui ont le même intérêt qu'un livre, mais c'est rare. Je pense notamment à Tardi. C'est un talent, Tardi ! »

« Votre jeunesse a-t-elle été bercée par des journaux pour enfants ? »

« J'ai été un mauvais lecteur, et je le suis resté. Ma culture générale n'est pas très bonne. Je suis un bonhomme d'images, et je suis heureux rien qu'avec l'image. Je n'ai pas lu les classiques. Même pas Alexandre Dumas. J'ai lu quelques Jules Verne, mais pas nécessairement les plus connus: *Robur le conquérant* ou *L'Ecole des Robinson*. J'avais trouvé ce livre formidable. Je n'ai pas lu de contes pour enfants

non plus. Ça m'a manqué. Mais cela a eu un côté positif, car il m'est arrivé d'écrire un scénario avec du fantastique, des fées, des sorcières. C'était moi le principal scénariste de la bande, et j'ai retrouvé successivement plusieurs thèmes de contes nordiques que je n'avais jamais lus. J'ai dessiné un arbre super-géant qui touchait les nuages... puis on m'a dit: ça déjà été fait ! Je ne suis pas plagiaire, mais je peux avoir évidemment, comme tous les auteurs, de l'immense ! »

« Le monde vous fait rire comme avant ? » « Oh ! non, pas du tout ! Quand j'ai commencé à dessiner, j'étais un petit jeune homme dans une maison où l'on ne riait pas beaucoup. J'avais une envie de rire. Je me disais que si on pouvait acheter du rire j'en achèterais comme une drogue. Ma famille était assez renfermée sur elle-même, ce qui fait qu'on en sort à vingt ans avec un âge mental beaucoup plus jeune. On découvre les réalités plus lentement. C'est cruel. Car avec l'âge et malgré des moments de bonheur je suis convaincu que l'homme ne sera jamais civilisé. Il se détruira. Mais il ne faut pas trop le dire, il ne faut pas gâcher la vie des gens. »

Propos recueillis par Alain Fournier

Jacques Le Goff, historien

« L'amour du patrimoine peut s'accomplir en respectant l'autre »

Le directeur d'étude à l'Ecole des hautes études en sciences sociales préside les 9^{es} Entretiens du patrimoine

Pendant trois jours, les 6, 7 et 8 janvier, se tiennent, au Théâtre national de Chaillot, à Paris, les 9^{es} Entretiens du patrimoine, organisés par la direction du patrimoine du ministère de la culture. Après Pierre Nora et François

Furet, c'est à l'historien Jacques Le Goff, directeur d'étude à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et médiéviste réputé, de présider cette nouvelle série d'entretiens qui devrait mobiliser une quarantaine de partici-

pants, français et étrangers sur le thème : « Patrimoine et passions identitaires ». Selon l'historien, le patrimoine, loin d'être une notion inerte, est quelque chose de vivant, d'évolutif, qui peut jouer un rôle moteur

dans la constitution des Etats. Il peut aussi servir de prétexte à tous les débordements nationalistes. Jacques Le Goff souhaiterait que la réflexion porte sur une éthique du patrimoine. Ces entretiens seront publiés.

« Pensez-vous que le patrimoine a été un élément essentiel dans la constitution des nations au XIX^e siècle ?

Non, j'aurais plutôt tendance à penser qu'il en a été une conséquence. C'est à partir du moment où il y a eu un sentiment national que l'on a cherché à donner un contenu à cette idée. Le monument a le premier incarné cette notion, qui s'est beaucoup étendue aujourd'hui. Pourtant, le mot même de patrimoine a émergé lentement. Il date essentiellement de la Restauration. Chateaubriand en fut l'initiateur, suivi par les premiers romantiques, au rang desquels il faut compter un historien comme Guizot, par la suite ministre de Louis-Philippe et l'un des fondateurs de l'administration des Monuments historiques.

Cette prise de conscience va au-delà des clivages politiques : on s'intéresse soudain au passé parce qu'il semblait disparu, perdu, à la suite de la grande rupture de la Révolution et de l'Empire. Les écrivains, Michelet par exemple, ont joué un grand rôle dans ce réinvestissement de la mémoire, aussi l'importance de l'affectivité y est-

elle grande. Le patrimoine, c'est quelque chose qui soulève plus que de l'intérêt, une certaine passion. On la voit croître depuis une quinzaine d'années au succès de manifestations comme les Journées du patrimoine, ou la transformation des sociétés savantes en associations de sauvegarde du patrimoine. La création par Jack Lang de l'Ecole nationale du patrimoine est à la fois un signe et un résultat.

Cette passion peut déboucher sur des conflits d'autant plus aigus qu'ils sont liés à la recherche d'une identité. Le nationalisme se greffe sur le patrimoine à partir du moment où ce dernier est devenu un élément, ou un but, de cette quête identitaire. C'est ainsi que certains pays européens ont tenté de mettre au point, au cours du XIX^e siècle, un « style national » en architecture. Cela peut prendre des formes extrêmes. On l'a vu, par exemple, dans les pays nés de l'ex-Yougoslavie.

Le patrimoine est devenu un enjeu.

C'est le mot. Nous avons un cas éloquent où le patrimoine est devenu un enjeu de guerre. Accompagné de destructions systé-

matiques, recherchées : les Serbes prenant pour objectifs les monuments de la Dalmatie croate et les Croates détruisant le pont de Mostar, en Bosnie. On peut constater, par ailleurs, que les passions identitaires s'appuient volontiers sur l'archéologie.

« Il faut que nous apprenions à vivre avec un passé commun »

Jérusalem, par exemple, est le lieu où tous les extrémismes s'appuient effectivement sur une lecture du patrimoine. Il faut avouer que Jérusalem, qui a laissé bâtir le grand temple juif, puis a fait martyriser Jésus, et a vu enfin Mahomet s'élever vers le ciel, a fait un cadeau empoisonné à cette région du monde. Mais les passions peuvent être positives. On peut rechercher pacifiquement ses racines, cultiver ses valeurs, vouloir préserver la beauté d'un monument ou d'un site. L'amour du patrimoine, comme celui de la patrie, peut s'accomplir en respectant l'autre. C'est alors un sentiment légitime, progressiste pourrait-on dire. Cela dépend aussi de ce l'on fait du patrimoine et des raisons de l'aimer.

Les rapports que les citoyens entretiennent avec leur histoire, avec leur passé, relèvent de la même question. On peut s'accrocher à son patrimoine d'une façon paralysante, hystérique, réactionnaire. D'autres, et j'en suis, pensent que l'histoire est un tremplin pour aller plus loin et que le patrimoine est quelque chose de vivant, d'évolutif. Ne peut-on, d'ailleurs, proposer une éthique du patrimoine ?

En quel sens ?

Il ne s'agit pas d'élaborer une charte mais d'aider à une modifica-

tion des comportements. C'est aux acteurs, et d'abord à l'Etat, mais aussi au public, de se former, de donner un contenu à cette éthique : préserver, respecter le patrimoine, le sien comme celui de son voisin. Faire en sorte - et c'est plus délicat - que cette passion ne soit pas fondée sur des mythes mais puisse cohabiter avec la connaissance scientifique de l'histoire. Ainsi, les mégalithes bretons ne sont ni celtes ni gaulois, mais bien antérieurs à la venue de ces populations en Bretagne ; la plupart des châteaux cathares sont des châteaux royaux postérieurs au catharisme. Cela n'empêche nullement que les mégalithes bretons et les châteaux cathares fassent aussi partie des patrimoines bretons et occitans.

Cette passion pour le patrimoine s'accompagne aussi, de la part de certaines nations, d'une demande de restitution d'éléments significatifs de leur histoire. Ainsi, la Grèce qui demande le retour des marbres du Parthénon actuellement à Londres. Qu'en pensez-vous ?

C'est un problème très difficile à résoudre. Ma pente personnelle serait de dire : il faut restituer. Mais quoi ? Tout ? Procéder à un vaste échange depuis le début des temps ? C'est impossible. D'autre part - je sais que c'est là une prime donnée au vice -, les pays qui ont « emprunté » à d'autres des témoignages de leur passé en ont fait très souvent ensuite des éléments de leur propre patrimoine - voyez les chevaux de Saint-Marc à Venise. Soyons donc pragmatique. En ce qui concerne le patrimoine volé par des Etats, il faut décrire une date butoir : peut-être la fin des années 30. Nous disposons encore, à ce moment-là, des informations nécessaires aux restitutions. Je pense aux collections qui ont changé de main au cours de la dernière guerre mondiale. Et puis il serait bon, aussi, que les pays prédateurs fassent un don symbolique, mais important, ayant une signification identitaire forte. Pétain a bien rendu les couronnes wisigothiques à Franco ! - je reconnais que l'exemple cité pourrait être mieux choisi.

Dans le cas des marbres du Parthénon, que faut-il faire ?

DÉPÊCHES

CINÉMA : les droits cinématographiques de *Tristram*, le premier roman de Marie Darrieussecq, ont été achetés par un metteur en scène français - dont le nom n'a pas encore été révélé, mais on sait que Jean-Luc Godard a été intéressé par ce texte. Le succès du livre, racontant la métamorphose d'une jeune femme en truie, publié aux éditions POL à l'automne 1996, ne se dément pas. Les droits de traduction ont été achetés par vingt et un pays. Les éditeurs allemand et italien qui sortent le livre en ce début d'année l'ont tiré d'emblée à cinquante mille exemplaires.

URBANISME : l'architecte Oscar Niemeyer, âgé de quatre-vingt-neuf ans, et l'urbaniste Lucio Costa, âgé de quatre-vingt-quatre ans, tous deux constructeurs de Brasilia en 1960, divergent aujourd'hui sur l'édification, par Niemeyer, de deux tours au centre de la capitale du Brésil. Lucio Costa, qui vit à Rio et n'a pas mis les pieds à Brasilia depuis 1992, juge que ce projet est une « brutalité ». Pour Oscar Niemeyer, qui vit aussi à Rio, la polémique sur les tours, évaluées à 50 millions de dollars (environ 230 millions de francs), « n'a pas de raison d'être ». Brasilia a été classée monument historique de l'humanité en mars 1990, et toute modification du centre-ville doit être approuvée par divers organismes de préservation qui ne sont pas encore arrivés à un accord sur la question.

CHANSON : deux des mesures préconisées par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, sur proposition de l'auteur-interprète Yves Duteil, son chargé de mission, ont été adoptées. Un système partiel d'avance sur recettes dans le domaine de la production indépendante du disque a été mis en place. Les deux sociétés civiles de producteurs phonographiques ont créé au sein de l'Ifpic (Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles) un fonds de soutien aux jeunes talents, alimenté par 3 millions de francs.

Propos recueillis par Emmanuel de Roux

Une publication en décalage

Les actes des Entretiens du patrimoine sont publiés avec quelque décalage. C'est ainsi que, le 8 janvier, sera présenté en clôture des 9^{es} Entretiens le gros volume qui reprend les interventions des 7^{es} Entretiens. Ceux-ci, dirigés par Pierre Nora, avaient pour thème : « Science et conscience du patrimoine ». Il s'agissait de rendre hommage à André Chastel et à André Malraux, trente ans après la création de l'Inventaire des monuments et des richesses artistiques de la France. Un instrument qu'André Chastel définissait comme « une donnée complémentaire toute simple, une information totale et profonde, une volonté qui n'est pas celle de la résistance passive et désolée, mais de la connaissance ». Le problème de la connaissance du patrimoine, de son étude et de ce qu'il nous apprend, était donc au cœur de ces entretiens (Payard/éd. du Patrimoine/CNRS, 464 p., 160 F).

CONCERTS

ORCHESTRE DE PARIS
Salle Pleyel - 20 h 30
mer 8, jeu 9 janvier
Carlo Maria Giulini
direction
Leon Fleisher
piano
BRAHMS
60 a 240 F - Tél : 01 45 61 65 89

CHATELET
VENDREDI 10 JANVIER 12h45
Askar Abdrazakov, basse
Stéphane Petitjean, piano
TCHAIKOVSKI, MOUSSORGSKI
GOUNOD
Location 01 40 28 28 40

CHATELET
DIMANCHE 12 JANVIER 11h30
Musiciens
Orchestre de Paris
STRAVINSKY, BERIO, RAVEL
Location 01 40 28 28 40

CHATELET
LUNDI 13 JANVIER 12h45
Quatuor Petersen
SCHULHOFF, JANACEK
Location 01 40 28 28 40

LUNDI 13 JANVIER - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Kathleen CASSELLO
soprano
Mozart - Schubert - Brahms - Tchaïkovski
Tél. rés. : 01 49 53 05 07

MARDI 14 JANVIER - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Patrick DECHORGNAT
piano
Schubert - Liszt - Schumann
Tél. rés. : 01 49 53 05 07

VENDREDI 17 JANVIER - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Quintette PRO ARTE
de MONTE-CARLO
Boccherini - Scarlatti - Mozart
Tél. rés. : 01 49 53 05 07

PIANO ****
Beethoven
5 sonates pour piano
Maurizio POLLINI
20 janvier
op.22 / op.26 / op.28 "Pastorale"
op.27 n°1 "quasi una fantasia"
op.27 n°2 "Clair de lune"
Beethoven
5 concertos pour piano
Alfred BRENDL
Academy of St Martin
in the Fields
Sir Neville Martin
4 fév : n°1 op.15 et n°4 op.58
5 fév : n°2 op.19 et n°3 op.37
7 fév : n°5 op.73 "Empereur"
PLEYEL : 01 45 61 59 00

Devenez manager
d'entreprises culturelles
attaché(e) de presse,
relations publiques
IC.COM propose des cycles de
formation courts et longs encadrés
par les meilleurs professionnels
ouverts aux étudiants et salariés.

Institut de la Culture,
de la Communication
et du Management
(IC.COM) 11, bd Magenta,
75010 Paris - T. 01 42 40 42 88

DANSE
THEATRE DE LA VILLE
PARIS

THEATRE DE LA VILLE
LES ABESSES
31 RUE DES ABESSES PARIS 15

CLAUDE BRUMACHON
6-7 JAN. 20H30 11-12 JAN. 17H
Bohèmes femmes
création pour 4 danseuses
9-11 JAN. 20H30 12 JAN. 15H
Bohèmes hommes
pour 4 danseurs

DU 14 AU 18 JAN. 20H30
CHARLES CRÉ-ANGE
Squares
pour 4 danseurs et 1 comédien
LOCATION 01 42 74 22 77

"Sur l'air de Malbrough"
Mise en scène François Verret
Après le "Cri du caméléon", le nouveau spectacle
du Centre National des Arts du Cirque
Parc de la Villette - Grande Halle
du 1^{er} au 11 janvier 1997
Location : 01 40 03 75 75, sur place
Fnac, Carrefour, Virgin, Gibert Joseph
Porte de Pantin - Informations 01 40 03 75 03

Orchestre Philharmonique de Radio France
Vendredi 10 janvier, 20h - Salle Pleyel

Franck - Grieg - Bartok

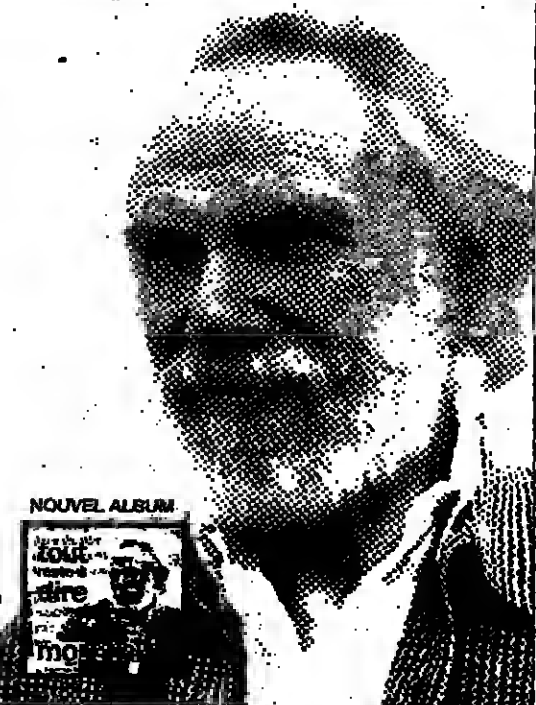
Håkon Austbø, piano
Pinchas Steinberg, direction

Location 01 42 30 15 16

Radio France

NOSTALGIE présente
C'est pour toujours
moustaki
au
Casino
de Paris
les 9, 10 et 11 janvier 1997
LOCATION : 01 49 95 99 99
TOUTES AGENCES - FNAC - VIRGIN MEGASTORE -
MAGASINS CARREFOUR - RESEAU FRANCE BILLET - 3015 NOSTALGIE.com

les 9, 10 et 11 janvier 1997
LOCATION : 01 49 95 99 99
TOUTES AGENCES - FNAC - VIRGIN MEGASTORE -
MAGASINS CARREFOUR - RESEAU FRANCE BILLET - 3015 NOSTALGIE.com



Arthur H « trouble-fête »

Le chanteur recrée
sur scène
ses sortilèges sonores
et ses mystères oniriques

MÉLANGEANT avec astuce sons échantillonnés, arrangements de cordes et percussions primitives, *Trouble-Fête* (Polydor), le troisième album d'Arthur H, est certainement le disque de chansons le plus atypique sorti en 1996. Dans des ambiances surréalistes et crépusculaires, on y croise des mystères oniriques, Cendrars, Flaubert, un aviateur fou et d'autres personnages insolites. Un univers pour le moins original que son auteur va s'employer à recréer sur la scène du Théâtre du Gymnase sans le vider de sa substance, malgré le choix d'une formule plus légère (sans les cordes de Joseph Racaille). Entouré du contrebasiste Brad Scott, avec qui il fit ses débuts à la Vieille Grille en 1988,



de Nicolas Repac, guitariste et docteur en saxophone, du batteur Laurent Robin et du poly-instrumentiste David Couber, Arthur H renoue donc avec la scène, qu'il avait délaissée depuis quatre ans. Il prend le pari de faire de chaque concert « un moment un peu magique, un peu ensorcelé, donc forcément un peu trouble ». Une promesse qu'on ira vérifier, a priori confiants, confortés par le souvenir de ses précédents récitals au Pigalle's ou sous le Magic Mirrors.

★ Théâtre du Gymnase, 38, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris 10^e. M^e Bonne-Nouvelle. 20 h 30, du 8 au 18 janvier, 15 heures, le 19 ; relâche le 12. Tél. : 01-42-46-79-79. 140 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Renée Fleming (soprano), Hélène Yorke (piano). C'est la coqueluche du moment : à la scène, au concert comme au disque, on se l'arrache. Voix fruitée et pulpeuse, elle fait entendre ce qu'elle devient face à l'univers du Lied, de la romance et de la mélodie. Œuvres de Schubert, Strauss, Rachmaninov, Puccini et Turina. *Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Tél. : 01-49-53-05-07. De 115 F à 300 F.*

Ensemble orchestral de Paris. L'Ensemble orchestral de Paris est une formation dont on attend le réveil promis. Pourtant, elle fait ce qu'elle peut pour le répertoire contemporain, sans pour autant trop se mouiller : Anthony Girard n'est pas un post-sérieux efféminé, ni Marcel Landowski, auquel l'orchestre vient de rendre hommage, chez EMF. Girard : *Pour la paix*, Beethoven : *Concerto pour piano et orchestre n° 4*, Schubert : *Symphonie n° 2*, Daniel Aronson (hautbois), Christian Crenne (violin), Hélène Grimaud (piano), Jean-Jacques Kantorow (direction). *Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-*

Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 20 h 30, le 7. Tél. : 01-08-00-42-67. De 60 F à 190 F.

Sandra Rumolino. Accompagnée par l'épaulant Gustavo Beytelmann au piano, Per Arne Glorvigen au bandonéon et Mauricio Angarita à la contrebasse, elle chante le tango avec émotion et passion. *Espace Herault, 5, rue de la Harpe, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. 20 h 30, les 7, 8, 9, 10 et 11. Tél. : 01-43-29-86-51. 80 F.*

Les comédies de Mitchell Leisen. Mitchell Leisen (1898-1972) débute au cinéma en 1919 comme costumier de *L'Admirable Crichton*, de Cecil B. De Mille. En 1933, il passe à la réalisation. Commentent alors quinze années de grands succès qui le consacrent comme « un des grands petits maîtres de Hollywood ». Entre Leo McCarey, Capra et Lubitsch, ses comédies vives et brillantes mélangent les genres avec bonheur. Le Cinéma Le Quartier Latin reprend trois de ses films : *Hands Across the Table* (1935), *Easy Living* (1937) et *Midnight* (1939). *Le Quartier Latin, 9, rue Champollion, Paris 5^e. M^e Odéon et Cluny-La Sorbonne. Tél. : 01-43-26-84-65.*

CINÉMA

NOUVEAU FILM

RISEUX MAXIMUM (*). Film franco-américain de Ringuo Lam VO : UGC Ciné-Cité des Halles, 1^{er}, UGC Danton, 8^e, Gaumont Marignan, 8^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, 8^e. VF : UGC Montparnasse, 8^e ; Paramount Opéra, 8^e (01-47-42-56-31 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LES REPRISES

ADIEU PHILIPPINE, de Jacques Rozier (Fr.) : Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47). LA DOLCE VITA, de Federico Fellini (It., v.o.) : Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40).

DU CÔTÉ D'OROUËT, de Jacques Rozier (Fr.) : L'Entreprise, 14^e (01-45-43-41-63).

ELLE ET LUI, de Leo McCarey (A., v.o.) : Action Ecloes, 5^e (01-43-25-72-07).

L'EXTRAVAGANT MONSIEUR CORY, de Blake Edwards (A., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-42-34).

LES HABITANTS, d'Alex van Warmerdam (Hol., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

LA JETÉE, de Chris Marker (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55).

MAINE Océan, de Jacques Rozier (Fr.) : Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

ORANGE MÉCANIQUE (**), de Stanley Kubrick (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5^e (01-43-26-94-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 1^{er} (01-43-32-91-68).

LE PORT DE L'ANGOISSE, de Howard Hawks (A., v.o.) : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LE ROI ET L'ONCLE, de Paul Grimault (Fr.) : Denfert, 14^e (01-43-21-41-01 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Grand Palais, 19^e (01-45-54-46-85 ; réservation : 01-40-30-20-10).

THE CONNECTION, de Shirley Clarke

(A., v.o.) : Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

FESTIVALS

BUÑUEL ARCHITECTE DU RÊVE. Reflet Médicis II, 5^e (01-43-54-42-34).

CINÉMA INDIEN (v.o.), Perle Ciné 1, 10^e (01-47-70-21-71).

LES COMÉDIES. DE MITCHELL LEISEN (v.o.), Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-94-08).

CYCLE ABEL FERRARA (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

DOCUMENTAIRES-FICTIONS. DE MARIA KOLEVA, Cinoche Vidéo, 5^e (01-47-00-61-31).

REINER WERNER FASSBINDER (v.o.), Accatone, 5^e (01-46-33-86-86).

FESTIVAL MORETTI (v.o.), Reflet Médicis II, 5^e (01-43-54-42-34).

ALFRED HITCHCOCK (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

ELIA KAZAN (v.o.), L'Entreprise, 14^e (01-45-43-41-63).

HOMMAGE À CLOUZOY (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

HOMMAGE À MARCELLO MASTROIANI (v.o.), Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40).

JOYEUX TOONS, CINÉ-CLUB JUNIOR. FILMS POUR ENFANTS (v.o.), Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20).

LES MARX BROTHERS, Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

MODÈLE DU PART, Reflet Médicis II, 5^e (01-43-54-42-34).

OZU, MAÎTRE DU CINÉMA JAPONAIS, 22 FILMS (v.o.), Les Trois Luxembourg, 6^e (01-46-33-97-77).

LES SEPT PREMIERS FILMS DE ROMAN POLANSKI (v.o.), Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

THE LUBITSCH TOUCH (v.o.), Action Ecloes, 5^e (01-43-25-72-07).

WHIM WHIMERS (v.o.), Accatone, 5^e (01-46-33-86-86).

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LEMONDE

ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

MUSIQUE

Une sélection de concerts
classique, jazz, rock, chanson
et musiques du monde
à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

Renée Fleming (soprano), Hélène Yorke (piano). Œuvres de Schubert, Strauss, Rachmaninov, Puccini et Turina. *Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Tél. : 01-49-53-05-07. De 115 F à 300 F.*

Faust de Gounod, Giuseppe Sabbatini (Faust), Cristina Gellard-Domas (Marguerite), Samuel Ramon (Méphistophélès), Gerald Finley (Valentin), Marlene Mahé (Méphistophélès), Charlotte Hallekann (Siebel), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Yves Abel (direction), Jorge Lavelli (mise en scène). *Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^e Bastille. 19 h 30, les 7, 10 et 15 ; 15 heures, le 12. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 550 F.*

Schubert : *Klaviertüke*, Brahms : *Fantasies op. 116*, Liszt : *La Bénédiction de Dieu dans la solitude*, Ravel : *Gaspard de la nuit*. *Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 7. Tél. : 01-49-53-05-07. De 105 F à 240 F.*

Ensemble orchestral de Paris. *Girard : Pour la paix*, Beethoven : *Concerto pour piano et orchestre n° 4*, Schubert : *Symphonie n° 2*, Daniel Aronson (hautbois), Christian Crenne (violin), Hélène Grimaud (piano), Jean-Jacques Kantorow (direction). *Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-*

Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 20 h 30, le 7. Tél. : 01-08-00-42-67-57. De 60 F à 190 F.

Orchestre national d'Ile-de-France. *Œuvres et extraits d'opéras de Berlioz, Gluck, Charpentier, Massenet, Puccini et Verdi*, François Pollet (soprano), Jacques Mercier (direction). *Massy (91), Opéra-Théâtre, place France, 20 h 30, le 7. Tél. : 01-60-13-12-13. De 90 F à 110 F.*

Et le 8 janvier à 20 h 45, à l'Atrium de Chaville, tél. : 01-45-34-47-84, 130 F ; le 10 janvier à 21 heures, 140 F.

Ensemble Modern. Kyburz : *Création pour deux ensembles*, Carter : *Concerto pour clarinette et orchestre*, création, Lachner : *Mouvement*, Kurtág : *Op. 27*, n° 2, Alain Oamiens (clarinette), Jean-Guillaume Queyras (violoncelle), Florent Boffard (piano), David Robertson, Pierre Boulez (direction). *Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, les 10 et 11. Tél. : 01-44-84-44-84. De 100 F à 160 F.*

Orchestre philharmonique de Radio-France. *Frank : Le Chasseur maudit*, Grieg : *Concerto pour piano et orchestre*, création, Bartok : *Concerto pour orchestre*, Hakon Austbo (piano), Philippe Tordjman (direction). *Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 20 heures, le 10. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.*

François Weigel (piano). *Liszt : Ragopées hongroises*. *Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-49-53-05-07. De 95 F à 200 F.*

Solistes de l'Ensemble InterContemporain. *Manoury : Jupiter*, Durieux : *Devenir*, Xenakis : *Pasipha*, Sophie Cherrier (flûte), André Trouette (clarinette), Daniel Clapton (percussions), Technique IRCAM.

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 16 h 30, le 11. Tél. : 01-44-84-44-84. 75 F.

Zhu Xiao Mei (piano). *Haydn : Sonate pour piano n° 50*, *Varianations « Sonata un piccolo divertimento »*, Fauré : *Sonate pour piano n° 30*, *Varianations sur « la Stresa, la stressissima »* de Salleri, *Fantaisie op. 77*.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. 17 heures, le 11. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F.

Catherine Dubois (soprano), Jean-Paul Fouchécourt (ténor), Haridas Greff (piano).

Œuvres de Poulenc, Debussy, Olione, Koehlin, Baylis, Auric, Weill, Kosma, Porter, Bruant et Greff. Conservatoire national d'art dramatique, 2bis, rue du Conservatoire, Paris 8^e. M^e Montmartre. 18 heures, le 11. Tél. : 01-42-30-15-16. De 80 F à 110 F.

Claire Désert, Emmanuel Strosser (piano). *Petit Opus, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 11^e. M^e Châtelet. 22 h 30, les 10 et 11. Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F.*

loncelle), Ronald Zollman (direction). *Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 17 h 45, le 12. Tél. : 01-45-61-53-00. De 75 F à 175 F.*

JAZZ

Abain Jean-Marie. *Biguine Reflections*. *Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 11^e. M^e Châtelet. 22 heures, les 6 et 7. Tél. : 01-40-26-46-80. 80 F.*

Vivian Reed. *Jazz Club Lionel Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17^e. M^e Porte-Maillot. 22 h 30, les 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Tél. : 01-40-68-30-42. 130 F.*

Christophe Wallemme Quartet. *Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 11^e. M^e Châtelet. 22 heures, les 7 et 8. Tél. : 01-42-33-37-71. De 35 F à 80 F.*

Jacques Vidal Quintet. *Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 11^e. M^e Châtelet. 22 heures, les 8 et 9. Tél. : 01-40-26-46-80. 80 F.*

Thomas Savy, Emmanuel Bex, Simon Goubert. *Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 11^e. M^e Châtelet. 22 h 30, les 8 et 9. Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F.*

André Cozzarelli Quartet. *La Villa, 28, rue Jacob, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 8, 9, 10, 11, 13 et 14. Tél. : 01-43-26-00-00. De 120 F à 150 F.*

Baptiste Tronçigon. *Quoi de neuf docteur ?*

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^e Passy. 20 heures, le 9. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

Louise Schévis Sextet. *Les Violences de Rameau*.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 9. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Fenton Cohen. *Au Location Franc, 159 F.*

Franky Vincent. *Olympie, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^e Opéra, Madeleine. 20 h 30, les 10 et 11 ; 18 heures, le 12. Tél. : 01-47-42-25-49. De 170 F à 190 F.*

Celine Barros. *Le Chien du monde, 75, rue des Marais, Paris 12^e. M^e Châtelet. 22 heures, le 10. Tél. : 01-43-27-77-66. 70 F.*

Zeinith, 21, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, le 11. Tél. : 01-42-08-60-00. 154 F.

Marina Korkinikova. *Hot Brass, 21, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 11. Tél. : 01-42-00-14-14. 130 F.*

Arnaud Sayearam. *Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. 17 heures, le 12. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F.*

Edo Solet, Renaud Garcia-Fons. *Athys-Mons (91), Salle Ventura, rue Samuël-Desbordes, 21 heures, le 10. Tél. : 01-42-36-01-36. De 80 F à 120 F.*

Elisa Wood, John Hicks Trio. *Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 11^e. M^e Châtelet. 22 h 30, les 10 et 11. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.*

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Babik Reinhardt Quartet. *Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 11^e. M^e Châtelet. 22 heures, les 10 et 11. Tél. : 01-40-26-46-80. 80 F.*

Eric Barret, Gilles Bodé, Peter Grütz. *Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 11^e. M^e Châtelet. 22 h 30, les 10 et 11. Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F.*

Saxomania de Claude Tissendier. *Alliance Jazz Club (Latitudes Saint-Germain), 7, rue Saint-Benoît, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 10 et 11. Tél. : 01-42-63-02-02. De 80 F à 120 F.*

Elisa Wood, John Hicks Trio. *Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 11^e. M^e Châtelet. 22 h 30, les 10 et 11. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.*

Martial Solal. *Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^e Passy. 17 heures, le 12. Tél. : 01-42-30-15-16. Entrée libre.*

Dany Doriz Quartet. *Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M^e Saint-Michel. 21 h 30, les 12 et 19, jusqu'au 26. Tél. : 01-43-26-65-05. De 60 F à 70 F.*

Louis Scavias, Fred Frith, Jean-Pierre Drouot. *Ivry-sur-Seine (94), Théâtre, 1, rue Simon-Denure, M^e Metairie-d'Ivry. 20 h 30, le 11. Tél. : 01-46-70-21-55. 110 F.*

Trio Cheillon-Oliva-Merville. *Montigny-le Bretonneux (78), Théâtre de Saint-Quentin, place Georges-Pompidou. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-30-96-99-00. De 65 F à 120 F.*

Philippe Deschepper. *Montreuil (93), Instant chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 60 F.*

Norbert Lucrain. *Montreuil (93), Instant chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 12. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 60 F.*

ROCK. *Ivan Neville. Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Saint-Augustin. 22 h 30, les 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 17 et 18. Tél. : 01-42-25-18-06. Entrée libre.*

Leah Andronoe. *Le Réservoir, 16, rue de la Forge-royale, Paris 11^e. M^e Ledru-Rollin. 22 heures, le 10. Tél. : 01-43-56-39-50. Duck Bill.*

Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13^e. M^e Quai-de-la-Gare. 21 heures, le 11. Tél. : 01-47-97-22-22. 30 F.

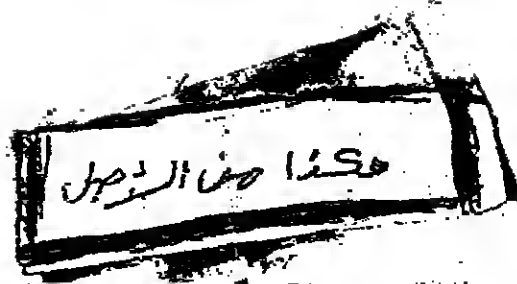
Ars Nova. *Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13^e. M^e Chevaleret. 20 heures, le 12. Tél. : 01-45-94-72-00. 100 F.*

Figurehead, Skulldegar. *Montreuil (93), Instant chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 11. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 60 F.*

CHANSON. *Au bonheur des dames. Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^e Opéra, Madeleine. 20 h 30, les 6 et 7. Tél. : 01-47-42-25-49. De 170 F à 190 F.*

Femmoizes T, Nicou. *Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^e Sentier. 20 h 30, les 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18 et 21, jusqu'au 23. Tél. : 01-42-36-37-27. 80 F.*

Michèle Attani. *Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris 8^e. M^e Bastille. 20 h 30, les 7, 14 et 21, jusqu'au 28. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.*



« Var-Matin » entre le Front national et les difficultés économiques

La cohabitation entre le quotidien de Toulon et la municipalité d'extrême droite est rendue plus difficile par les menaces qui pèsent sur l'avenir du titre, à l'heure des fusions dans le groupe Hachette

TOULON
de nos correspondants

« Var-Matin » : Le Toulonnais, journal de la municipalité Front national de Toulon, baptisé ainsi Var-Matin dans son premier numéro en décembre 1995. Quelques semaines avant, un enquêteur du quotidien régional avait été dénoncé nommément dans un tract diffusé par le Front national et défendu publiquement par sa hiérarchie. C'est dire la qualité des rapports entre la mairie de la préfecture et le premier journal du département. Et la difficulté pour les journalistes d'exercer un travail de proximité, indispensable à la vie d'un quotidien régional, face à une mairie qui voit en chacun d'eux un ennemi.

Question d'école : peut-on rendre compte de l'arbre de Noël de la fraternité française, l'organisation satellite du FN qui réserve ses cadeaux aux petits Français, comme d'un arbre de Noël ordinaire ? Voilà un débat qui a traversé Var-Matin et dont les termes se reposent chaque jour à la quinzaine de journalistes de la locale de Toulon. Après les incidents journalistiques, les rapports semblent s'être un peu calmés, surtout depuis l'entretien avec le maire, à l'occasion du premier anniversaire de sa mandature. Mais pour certains journalistes cette normalisation ne fait que refléter un recentrage politique du journal.

Daniel Cuxac, le rédacteur en chef, réfute ce procès. Il explique que, face au cas de figure nouveau qui se présente d'une mairie Front

national, il ne faut surtout pas « sombrer dans la paranoïa » et refuser de faire de « Var-Matin un journal militant, c'est-à-dire pratiquant lui aussi une forme de sectarisme et d'exclusion ». Et il montre, édité à l'appui, que son journal a su « ne pas perdre son âme » en prenant position, par sa plume, contre le racisme, contre « les libéralistes qui ont déclenché les grandes manœuvres », ou contre le style du préfet Marchiani. Ou encore en se retirant de la fête du livre.

Pour nombre de journalistes de ce quotidien, traditionnellement plus à gauche que ceux des autres journaux du groupe Hachette dans la région et qui fut souvent cité comme un des rares régionaux à pratiquer l'investigation, la ligne rédactionnelle se fit surtout dans ce qui ne se fait plus. Impatients d'enquêter, certains d'entre eux se voient proposer des sujets qu'ils estiment sans intérêt, comme la fabrication du nougat à Signes ou la vie des pizzaiolos.

RECENTRAGE DISCRET

D'autres déploient une liberté de ton et de titre perdus. « Tu sens l'hoïne de la rédaction en chef sur ton cou », explique un syndicaliste, et cela provoque, selon lui, beaucoup d'autocensure. Pour les pro-

testataires, d'ailleurs, cette rectification ne concerne pas seulement le Front national : il s'agit de produire un journal qui « positive le Var », explique l'un d'eux, citant la phrase du PDG, Jean-Pierre Millet, également PDG du groupe Le Provençal, qui lui reprochait un goût intempestif pour l'exhumation des affaires politico-financières. « On ne travaille pas comme on devrait travailler », insiste un membre de la rédaction toulonnaise, qui s'indigne d'une sorte de mythologisation du journal : « En voulant faire plaisir à tout le monde, on perd tout le monde ».

Il s'écroule que son journal ait été

le seul à ne pas avoir proposé d'éditorial au moment du « front républicain » opposé au candidat autonome du Front national en septembre. A l'appui de la thèse du recentrage du journal, un article de la ville montre un éditorial écrit le jour de la fête du livre : le balancement entre la dénonciation des « crises du nouveau totalitarisme » et les « vibrations personnelles en colère » ressemble en effet à s'y méprendre à celui du communiqué du président du conseil général, Hubert Falco (UDF-Parti républicain).

La discussion prend un tour d'autant plus aigre que le journal

traverse une crise durable. Endetté pour plus de 30 millions de francs, Var-Matin ne vend plus que 72 292 exemplaires par jour, alors qu'il en vendait 83 800 lors de son rachat en 1987 par le groupe Hachette. D'où un plan de relance matérialisé par la création d'un supplément hebdomadaire à la mi-janvier, puis une modernisation de la maquette, une meilleure couverture de la vie des quartiers et l'ouverture de débats avec les lecteurs. Il s'agit d'abord de combler un déficit de lectorat dans les villes, beaucoup moins bien irriguées que les villages. Et de reconquérir des lecteurs dont Daniel Cuxac assure qu'ils reprochent à Var-Matin son manque d'objectivité.

La direction a annoncé au comité d'entreprise du 29 décembre une recapitalisation de 35 millions de francs par la vente des actions que le journal détenait dans le groupe Le Provençal. Cela a rassuré les élus qui le demandaient depuis l'arrestation, même si l'annonce, au même comité d'entreprise, du gel de toutes les promotions individuelles de fin d'année pourrait pousser les mécontents à redonner de la voix. Cela a en tout cas éloigné pour quelque temps les craintes récurrentes de voir le titre disparaître, ou d'être vendu à Nice-Matin, craintes réactivées par la fusion des deux quotidiens marseillais du groupe, Le Provençal et Le Méditerranéen (Le Monde du 1^{er} novembre).

Josef Lenzini et Michel Samson

Deux mensuels ont choisi l'humour et la caricature

TOULON
de notre correspondant

Tous deux sont nés en opposition à l'arrivée du Front national à la mairie de Toulon, avec cette volonté identique de jouer « le poil à gratter d'une classe politique qui sommeille ». Tous deux sont mensuels et vont franchir le cap de leur première année d'existence. Là s'arrêtent les similitudes.

Ancien membre du RPR et gaulliste épidermique, Pierre Danjard, avocat au barreau de Toulon, qui préside aux destinées de Don Quichotte, regrette « l'actualité et totale folie des partis ». Moyennant quoi son journal, auquel collaborent une trentaine de personnes pour un tirage de 1 500 exemplaires, se veut « une publication où par l'humour et l'académisme » sont traités les sujets vains « parfois négligés par la presse locale ». De fait, le commentaire et les aphorismes (souvent abscons) s'y développent dans un souci d'ouverture qui peut

laisser perplexe quand il s'agit de « mettre en avant les notions de particularisme par rapport au nationalisme du Front ».

Le propos de Danjard (du nom de la statue symbole de Toulon qui tourne le dos à la mer) est plus direct et explicite. Résolument ancré à gauche, le mensuel (1 000 exemplaires), créé et animé par dix personnes – pour la plupart des enseignants – a durant plusieurs mois pèché par le même travers que son concurrent : le commentaire au détriment de l'information. « Depuis six mois, nous essayons d'aller plus avant dans l'investigation. Nous nous efforçons, à travers les dossiers sur lesquels la presse locale se montre un peu frileuse, d'aller un peu plus loin », explique Thierry Garenzi (trente-sept ans), l'un des rédacteurs.

Avec des textes précis illustrés de caricatures et de dessins caustiques, ce journal « tente de se rapprocher modestement du Ca-

nard enchaîné. Nous sommes non conformes et non conventionnels. Nous voulons être crédibles et drôles tout en informant. Mais pas question de nous laisser récupérer, même si certains, à gauche, commencent à nous courtiser ».

La démarche est différente pour Pierre Danjard, pour qui un journal est « le meilleur moyen d'expression pour faire face au conservatisme des institutions et des politiciens vains de droite », dont aucun ne trouve vraiment grâce à ses yeux. Proche d'Alain Madelin et de Philippe Séguin, il confesse qu'il ne serait « pas opposé à la mise en place d'un nouveau courant gaulliste, avec des idées et des hommes neufs ». Et s'il faut aller aux prochaines municipales, nous ne renoncerons pas à l'.

J.-L.

* Don Quichotte, BP 52-52, 83095 Toulon Cedex ; Curvillat, BP 506, 83054 Toulon Cedex.

TF 1

12.15 Cuisinez comme un grand chef. Invité : Jean-Paul Poular. 12.30 Le Juste Prix. 12.55 A vrai dire, Magazine. 13.00 Journal, Métro. 13.38 Femmes, Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton. 14.25 et 15.15 Côte Ouest. Feuilleton. 16.05 L'Homme qui tombe à pic. Série. 17.05 Microse Place. Feuilleton. 18.15 Flipper, le dauphin. Série. 18.20 L'enlèvement. 19.05 L'Or à l'appel. Jeu. 19.35 et 20.40 Métro. 20.00 Journal, l'image du jour.

20.45

LA FILLE DES NUAGES
Réalisation de Henri Helman, avec Isabelle Huppert, Robin Renucci. (12) (110 min). 462263
Aux confins du désert marocain, une Française se retrouve confrontée à un passé qu'elle croyait révolu.

22.35

GRANDS REPORTAGES
Magazine d'Henri Chabon. Les Trolls de Paris. La nouvelle vie de Bénédicte. Documentaire de Jean-Michel Carré (70 min). 370498
23.45 Les Dessous de Palm Beach. Série. 0.40 et 1.40, 2.20, 4.05 TF 1 nuit. 0.30 7 sur 7, Magazine. Invité : Yannick Noah (rediff.). 1.30 Côté de droite. Série. Lang contre Lang. 2.30 300 contre la Vieillesse. 1985 film de Louis Perelli, avec Michèle Placido, Patrick Millard. (95 min). 242094 4.25 et 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (50 min).

22.35

C'EST À SUIVRE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Travailler en prison. Les autoroutes. Les entreprises virtuelles (90 min). 663008
0.05 Journal, Bourse, Métro. 0.20 Dakar - Agadès - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holze. Le bivaque (45 min). 661080
1.30 Pierre Bonnard. Documentaire. 2.30 A quel évènement les jeunes filles. Documentaire. 3.30 24 heures d'été. 3.30 Les 2 amours (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.29 D'un soldat à l'autre. Magazine. Rapports France 3 (rediff.). 5.00 Club et Charly. La dernière rap rock (35 min).

22.35

PARIS PREMIÈRE
20.00 et 23.55 20 h Paris Première. 21.00 L'Assassin habite au 21. Film. Henri-Georges Clouzot (1942, N, 85 min). 10077505
22.25 et 1.50 Le J.T.S. 22.50 Les Négresses Vertes. Concert enregistré aux Francofolies de La Rochelle en 1995 (65 min). 1981815

22.35

Planète
20.35 Mao, le dernier empereur. 21.35 Et le ciel t'aidait. 22.25 Portraits d'Alain Cavalier. La maitrise.

France 2

12.00 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Métro. 13.00 Journal. 13.30 Secret de chef. 13.45 ConsoMag. Magazine. 13.55 Derrick. Série. L'ange de la mort. 15.00 17/13 de la Crème. Série. 15.50 et 15.55 La Chance aux chansons. (1/2) Le meilleur de Riba. 16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.25 Le Prince de Bel Air. Série. Pas de quartier ! 17.50 C'est cool ! Série. 18.20 Studio des artistes. Série. La rentrée. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.25 et 1.05 Studio Gabriel. Invité : Dick Rivers, Dove. 20.00 Journal, l'image du jour. A cheval, Métro.

20.55

JEANNE
Téléfilm de Robert Mazoyer, avec Nicole Carès, Brigitte Reim. (100 min). 2859438
Une quadragénaire, chirurgien dans un hôpital, est confrontée à l'amour d'un adolescent. Adaptation d'un roman de Nicole Avril.

22.35

FRÈRES À LA VIE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Travailler en prison. Les autoroutes. Les entreprises virtuelles (90 min). 663008
0.05 Journal, Bourse, Métro. 0.20 Dakar - Agadès - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holze. Le bivaque (45 min). 661080
1.30 Pierre Bonnard. Documentaire. 2.30 A quel évènement les jeunes filles. Documentaire. 3.30 24 heures d'été. 3.30 Les 2 amours (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.29 D'un soldat à l'autre. Magazine. Rapports France 3 (rediff.). 5.00 Club et Charly. La dernière rap rock (35 min).

22.35

FRÈRES À LA VIE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Travailler en prison. Les autoroutes. Les entreprises virtuelles (90 min). 663008
0.05 Journal, Bourse, Métro. 0.20 Dakar - Agadès - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holze. Le bivaque (45 min). 661080
1.30 Pierre Bonnard. Documentaire. 2.30 A quel évènement les jeunes filles. Documentaire. 3.30 24 heures d'été. 3.30 Les 2 amours (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.29 D'un soldat à l'autre. Magazine. Rapports France 3 (rediff.). 5.00 Club et Charly. La dernière rap rock (35 min).

22.35

FRÈRES À LA VIE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Travailler en prison. Les autoroutes. Les entreprises virtuelles (90 min). 663008
0.05 Journal, Bourse, Métro. 0.20 Dakar - Agadès - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holze. Le bivaque (45 min). 661080
1.30 Pierre Bonnard. Documentaire. 2.30 A quel évènement les jeunes filles. Documentaire. 3.30 24 heures d'été. 3.30 Les 2 amours (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.29 D'un soldat à l'autre. Magazine. Rapports France 3 (rediff.). 5.00 Club et Charly. La dernière rap rock (35 min).

22.35

FRÈRES À LA VIE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Travailler en prison. Les autoroutes. Les entreprises virtuelles (90 min). 663008
0.05 Journal, Bourse, Métro. 0.20 Dakar - Agadès - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holze. Le bivaque (45 min). 661080
1.30 Pierre Bonnard. Documentaire. 2.30 A quel évènement les jeunes filles. Documentaire. 3.30 24 heures d'été. 3.30 Les 2 amours (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.29 D'un soldat à l'autre. Magazine. Rapports France 3 (rediff.). 5.00 Club et Charly. La dernière rap rock (35 min).

France 3

12.05 Le 12-13 de l'information. 12.55 Magazine régional. 13.00 Keno. Jeu. 13.35 Parole d'expert I. 14.30 Le Secret d'un homme respectable. Téléfilm de Beau Brises (100 min). 2949698
16.10 Couleurs pays (rediff.). 16.40 Les Minikenz. 17.25 La Fête du Dala. 17.55 Le passe à la tête. 18.20 Pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.00 Métro. 20.05 17 et 18. 20.35 Tout le sport. 20.38 Le Journal du Dakar.

20.55

LA CIBLE ÉTOILÉE
Film de John Hough, avec Sophia Loren, John Casavetes (1974, 110 min). 1186341
Allemagne, 1945. Vol d'un trésor de guerre de la Wehrmacht, saisi par les Alliés. 22.45 Journal, Métro.

23.20

FRÈRES À LA VIE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Travailler en prison. Les autoroutes. Les entreprises virtuelles (90 min). 663008
0.05 Journal, Bourse, Métro. 0.20 Dakar - Agadès - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holze. Le bivaque (45 min). 661080
1.30 Pierre Bonnard. Documentaire. 2.30 A quel évènement les jeunes filles. Documentaire. 3.30 24 heures d'été. 3.30 Les 2 amours (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.29 D'un soldat à l'autre. Magazine. Rapports France 3 (rediff.). 5.00 Club et Charly. La dernière rap rock (35 min).

23.20

FRÈRES À LA VIE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Travailler en prison. Les autoroutes. Les entreprises virtuelles (90 min). 663008
0.05 Journal, Bourse, Métro. 0.20 Dakar - Agadès - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holze. Le bivaque (45 min). 661080
1.30 Pierre Bonnard. Documentaire. 2.30 A quel évènement les jeunes filles. Documentaire. 3.30 24 heures d'été. 3.30 Les 2 amours (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.29 D'un soldat à l'autre. Magazine. Rapports France 3 (rediff.). 5.00 Club et Charly. La dernière rap rock (35 min).

23.20

FRÈRES À LA VIE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Travailler en prison. Les autoroutes. Les entreprises virtuelles (90 min). 663008
0.05 Journal, Bourse, Métro. 0.20 Dakar - Agadès - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holze. Le bivaque (45 min). 661080
1.30 Pierre Bonnard. Documentaire. 2.30 A quel évènement les jeunes filles. Documentaire. 3.30 24 heures d'été. 3.30 Les 2 amours (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.29 D'un soldat à l'autre. Magazine. Rapports France 3 (rediff.). 5.00 Club et Charly. La dernière rap rock (35 min).

23.20

FRÈRES À LA VIE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Travailler en prison. Les autoroutes. Les entreprises virtuelles (90 min). 663008
0.05 Journal, Bourse, Métro. 0.20 Dakar - Agadès - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holze. Le bivaque (45 min). 661080
1.30 Pierre Bonnard. Documentaire. 2.30 A quel évènement les jeunes filles. Documentaire. 3.30 24 heures d'été. 3.30 Les 2 amours (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.29 D'un soldat à l'autre. Magazine. Rapports France 3 (rediff.). 5.00 Club et Charly. La dernière rap rock (35 min).

La Cinquième

12.00 Adieu savoir. 12.25 Le Jardin des délices. 12.30 Nouveaux Horizons. 12.55 Attention santé. 13.00 La France aux mille villages (rediff.). 13.35 L'Amour au 1111. Film de Yannick Bellon, avec Marlène Jobert (1941, 115 min). 449060
15.30 Gala 76.00 Ordon, une quête pour la vie. (1/2). 17.00 Célébration. 17.25 AF. 17.55 Les Grands Palais. 18.20 Le Monde des animaux. 18.55 Le Journal du temps.

Arte

19.00 Don Quichotte. Série. Le bachiller Sanson Carrasco (2009). 19.30 12.2. Magazine. 20.00 Reportage. Documentaire. Arènes mérovinges : l'Afrique du Sud face à son passé (20 min). 20.30 8 1/2 Journal.

20.45

MOLIERE
Film d'Alain Resnais, avec Philippe Caubère, Frédéric Ladvocat, Joséphine Dorey, Brigitte Catillon (1974, 245 min). 4665688
Une reconstitution d'époque mais réaliste, à la manière de Roberto Rossellini. Film qui témoigne du talent d'Alain Resnais et du Théâtre du Soleil. Une grande œuvre culturelle. 0.50 Court-circuit. La Fennelle ouverte, court métrage de Jean-Luc Cochet, avec Gérard Laroche, Joséphine Serre (1995, 3 min). La Naissance de la photographie, court métrage de Dominique Lohé (1995, 5 min). Une étrange vision d'Henry Van der Goot, court métrage de Dominique Lohé, avec Philippe Orce, idwly Stéphane (1995, 15 min). (25 min). 1.15 Music Planet. Documentaire de Pierre Philippe. (12) Le roman de music-hall (rediff., 45 min).

23.00

VISIONS TROUBLES
Téléfilm de Jean-Luc Cochet, avec Lancy von Döhlen (105 min). 3071852
Un jeune homme timide et réservé est secrètement amoureux de l'une de ses collègues de bureau. Nasant lui déclare sa flamme, il l'invite une chambre d'hôtel sur son appartement. 0.45 Culture pub. Magazine (rediff.). 1.35 Jazz 6. Magazine. Spécial Moody Vane, la légende du jazz. 2.30 Best of REM, sélection de clips de REM. 4.05 Trépassés. Magazine. Invité : Louis Peyron. 4.55 La Bulle du diable. Documentaire (50 min). 5.00 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

23.00

VISIONS TROUBLES
Téléfilm de Jean-Luc Cochet, avec Lancy von Döhlen (105 min). 3071852
Un jeune homme timide et réservé est secrètement amoureux de l'une de ses collègues de bureau. Nasant lui déclare sa flamme, il l'invite une chambre d'hôtel sur son appartement. 0.45 Culture pub. Magazine (rediff.). 1.35 Jazz 6. Magazine. Spécial Moody Vane, la légende du jazz. 2.30 Best of REM, sélection de clips de REM. 4.05 Trépassés. Magazine. Invité : Louis Peyron. 4.55 La Bulle du diable. Documentaire (50 min). 5.00 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

23.00

VISIONS TROUBLES
Téléfilm de Jean-Luc Cochet, avec Lancy von Döhlen (105 min). 3071852
Un jeune homme timide et réservé est secrètement amoureux de l'une de ses collègues de bureau. Nasant lui déclare sa flamme, il l'invite une chambre d'hôtel sur son appartement. 0.45 Culture pub. Magazine (rediff.). 1.35 Jazz 6. Magazine. Spécial Moody Vane, la légende du jazz. 2.30 Best of REM, sélection de clips de REM. 4.05 Trépassés. Magazine. Invité : Louis Peyron. 4.55 La Bulle du diable. Documentaire (50 min). 5.00 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

23.00

VISIONS TROUBLES
Téléfilm de Jean-Luc Cochet, avec Lancy von Döhlen (105 min). 3071852
Un jeune homme timide et réservé est secrètement amoureux de l'une de ses collègues de bureau. Nasant lui déclare sa flamme, il l'invite une chambre d'hôtel sur son appartement. 0.45 Culture pub. Magazine (rediff.). 1.35 Jazz 6. Magazine. Spécial Moody Vane, la légende du jazz. 2.30 Best of REM, sélection de clips de REM. 4.05 Trépassés. Magazine. Invité : Louis Peyron. 4.55 La Bulle du diable. Documentaire (50 min). 5.00 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

M 6

12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série. 13.25 Sarah et Julie. J'étais tout ça à leur tête. Téléfilm de Jeff Franklin (90 min). 6626931
14.55 Les Rues de San Francisco. Série. Trente ans de service. 15.45 Boulevard des clips. 17.00 Plus vite que la musique. Magazine. 17.30 et 18.20 Fiches comme chez vous. Invité : Miss France, Alpha Blondie. 18.05 Boga. Série. Le complet. 19.00 Code Quantique. Série. 19.15 135 min. 19.55 Six minutes d'information. 20.00 Papa bicorne I. Série. 20.35 Cité 6. Magazine.

20.45

BEIGNETS DE TOMATES VERTES
Film de Jon Amiel, avec Kathy Bates (1991, 135 min). 6494983
Quatre portraits de femmes, quatre performances d'actrices, dont Jessica Tandy, décédée récemment. 23.00

23.00

VISIONS TROUBLES
Téléfilm de Jean-Luc Cochet, avec Lancy von Döhlen (105 min). 3071852
Un jeune homme timide et réservé est secrètement amoureux de l'une de ses collègues de bureau. Nasant lui déclare sa flamme, il l'invite une chambre d'hôtel sur son appartement. 0.45 Culture pub. Magazine (rediff.). 1.35 Jazz 6. Magazine. Spécial Moody Vane, la légende du jazz. 2.30 Best of REM, sélection de clips de REM. 4.05 Trépassés. Magazine. Invité : Louis Peyron. 4.55 La Bulle du diable. Documentaire (50 min). 5.00 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

23.00

VISIONS TROUBLES
Téléfilm de Jean-Luc Cochet, avec Lancy von Döhlen (105 min). 3071852
Un jeune homme timide et réservé est secrètement amoureux de l'une de ses collègues de bureau. Nasant lui déclare sa flamme, il l'invite une chambre d'hôtel sur son appartement. 0.45 Culture pub. Magazine (rediff.). 1.35 Jazz 6. Magazine. Spécial Moody Vane, la légende du jazz. 2.30 Best of REM, sélection de clips de REM. 4.05 Trépassés. Magazine. Invité : Louis Peyron. 4.55 La Bulle du diable. Documentaire (50 min). 5.00 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

23.00

VISIONS TROUBLES
Téléfilm de Jean-Luc Cochet, avec Lancy von Döhlen (105 min). 3071852
Un jeune homme timide et réservé est secrètement amoureux de l'une de ses collègues de bureau. Nasant lui déclare sa flamme, il l'invite une chambre d'hôtel sur son appartement. 0.45 Culture pub. Magazine (rediff.). 1.35 Jazz 6. Magazine. Spécial Moody Vane, la légende du jazz. 2.30 Best of REM, sélection de clips de REM. 4.05 Trépassés. Magazine. Invité : Louis Peyron. 4.55 La Bulle du diable. Documentaire (50 min). 5.00 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

23.00

VISIONS TROUBLES
Téléfilm de Jean-Luc Cochet, avec Lancy von Döhlen (105 min). 3071852
Un jeune homme timide et réservé est secrètement amoureux de l'une de ses collègues de bureau. Nasant lui déclare sa flamme, il l'invite une chambre d'hôtel sur son appartement. 0.45 Culture pub. Magazine (rediff.). 1.35 Jazz 6. Magazine. Spécial Moody Vane, la légende du jazz. 2.30 Best of REM, sélection de clips de REM. 4.05 Trépassés. Magazine. Invité : Louis Peyron. 4.55 La Bulle du diable. Documentaire (50 min). 5.00 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

Canal +

► En clair jusqu'à 13.35 12.24 Phénomène 3. Court métrage. 12.35 La Grande Famille. 13.35 L'Alibié Paragon. Téléfilm de Pella Selt. Avec Sébastien Feller. (100 min). 6666767
15.15 T.V. +. Magazine. 16.10 Act Ventura, détective pour chiens et chats. Film de Tom Shadyac. (109, 85 min). 7385225
17.35 Pas si vite. 17.40 Symphonie. 17.45 Il était une fois... les explorateurs. 18.15 Jungles show. Au revoir mon ange. ► En clair jusqu'à 20.35 18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Joëlle Balais. 20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

PORCO ROSSO
Film d'animation de Hayao Miyazaki. (1992, 90 min). 334988
Transposition d'une B.O. en dessin animé au graphisme bien conventionnel. 22.05 Flash d'information.

22.10

MEAN STREETS
Film de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Harvey Keitel (1973, 114 min). 3065728
Dans le quartier des immigrants italiens de New York, quatre gars d'une vingtaine d'années essaient de « réussir » par des trafics et des expédients. Interdit aux moins de douze ans. 0.05 L'Or de Cindy. Film de Paul Verhoeven (1994, 110 min). 9666674
1.55 L'Expert II. Film de Luis Llega (1994, 107 min). 9627505

22.10

MEAN STREETS
Film de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Harvey Keitel (1973, 114 min). 3065728
Dans le quartier des immigrants italiens de New York, quatre gars d'une vingtaine d'années essaient de « réussir » par des trafics et des expédients. Interdit aux moins de douze ans. 0.05 L'Or de Cindy. Film de Paul Verhoeven (1994, 110 min). 9666674
1.55 L'Expert II. Film de Luis Llega (1994, 107 min). 9627505

22.10

MEAN STREETS
Film de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Harvey Keitel (1973, 114 min). 3065728
Dans le quartier des immigrants italiens de New York, quatre gars d'une vingtaine d'années essaient de « réussir » par des trafics et des expédients. Interdit aux moins de douze ans. 0.05 L'Or de Cindy. Film de Paul Verhoeven (1994, 110 min). 9666674
1.55 L'Expert II. Film de Luis Llega (1994, 107 min). 9627505

22.10

MEAN STREETS
Film de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Harvey Keitel (1973, 114 min). 3065728
Dans le quartier des immigrants italiens de New York, quatre gars d'une vingtaine d'années essaient de « réussir » par des trafics et des expédients. Interdit aux moins de douze ans. 0.05 L'Or de Cindy. Film de Paul Verhoeven (1994, 110 min). 9666674
1.55 L'Expert II. Film de Luis Llega (1994, 107 min). 9627505

Radio

Epilepsie, cette maladie impossible à montrer

« La Marche du siècle » ose traiter, à une heure de grande audience, d'une affection que l'on préfère habituellement cacher



d'imagerie cérébrale associées à une neurochirurgie spécialisée au sein de nouveaux et réels espoirs. Les dernières études épidémiologiques situent à environ cinq cent mille le nombre de personnes souffrant en France de cette maladie. Chaque année, soixante-dix personnes sur cent mille sont, en France, victimes d'une première crise épileptique, la « crise d'épilepsie », ne correspondant pas à la « maladie épileptique » dans la mesure où cette dernière ne se caractérise que par la répétition des crises.

L'épilepsie est une affection neurologique qui traduit une anomalie

fait des conséquences possibles de crises qui peuvent survenir à tout moment. Certains, entourés par leur famille, peuvent s'adapter au handicap et tenter d'être autonomes. D'autres, au contraire, privés de tout entourage et sans ressources propres, sont confrontés à une dramatique exclusion. Entre autres clichés, l'épilepsie est fréquemment associée à la création artistique. Il suffit ici de savoir qu'une épilepsie et un génie artistique peuvent coexister sans que le génie résulte de l'épilepsie ou que cette dernière le termine.

« Je me demande si, en ce qui concerne l'épilepsie, nous ne sommes pas face à une attitude sartrienne lorsque Sartre définissait certaines minorités par le regard que leur portait la majorité, par le reflet qu'elles laissent dans les yeux des autres, déclarait, en 1994, Bernard Esambert, président de la Fondation française pour la recherche sur l'épilepsie. Si les myopathes se sentent moins seuls depuis que le Téléthon a transformé le regard des spectateurs, il est clair que nous avons besoin d'importants relais médiatiques pour changer les regards sur l'épilepsie et qu'il nous faudra renverser des montagnes pour y arriver. Mais nous sommes patients, tenaces, obstinés. » La soirée du 3 janvier le prouve, qui permettra peut-être de commencer à renverser les montagnes.

Jean-Yves Nau

* Épilepsie : cette maladie qui fait peur ». France 3, mercredi 8 janvier à 20 h 55.

Les forçats de la route

par Agathe Logeart

LES STALACITES qui avaient pris leurs quartiers d'hiver tout autour de l'écran de télévision - jolie décoration soit dit en passant quand les épingles du sapin tombées entre les lattes du parquet vous donnent bieu du souci - commencent à avoir la goutte au nez. Dans tous les sens du terme, c'est la débâcle. La couche de glace commence à craquer un peu partout, et, franchement, il n'était que temps.

Transformés en bulletins météo géants, en Bisons pas très fûtés, les journaux télévisés, depuis que le froid vraiment trop froid a jeté son dévolu sur le pays, s'étaient avec la sensualité d'un bouchon d'autoroute. Aussi excitants qu'une longue nuit passée dans un train abandonné en rase campagne avec les congères pour seules compagnes, ces rendez-vous quotidiens finissaient par lasser le téléspectateur le moins mal luné. Celui par exemple qui, dans sa grande sagesse, avait décidé de renoncer aux escapades pour rester bien au chaud dans ses pénates, ne risquant qu'une engelure du bout du nez pour tâter la froideur du bon côté de sa fenêtre. Un temps, par solidarité, on avait mis des moufles pour se plier à la dernière mode de l'hiver - le look vacancier en perdition avec serrure gelée et enfants en hypothermie sur la banquette arrière -, mais on avait fini par trouver l'accessoire peu compatible avec le maniement de la télécommande.

Retrouvant toute l'agilité de ses extrémités, à défaut de celle de son cerveau gâté par la paralysie due aux cristaux de glace qui y avaient

fait leur nid et à l'effarante répétitivité des bulletins d'information, le téléspectateur non concerné oscillait entre compassion et ennui profond. Quand les trains commencent à arriver à nouveau à l'heure et les routes à s'ébrouer enfin, quand les yeux, collés depuis trop longtemps à l'arrière-train des sables, commencent à oser se lever, c'est que s'annonce le début de la fin du grand feuillet d'attente on nous a gâvés sans retenue. Encore un effort, camarades ! Vos bureaux, vos écoles, votre maison sont désormais à portée de route. Dans le scénario d'ordinaire si haï des transhumances annuelles, on pourrait croire qu'un peu d'aventure s'est nichée là, soulignant la fragilité de l'homme moderne face à son destin contrarié par les intempéries.

Par une drôlerie de la programmation, en cette fin de dimanche presque post-glaciaire, France 2 nous servait *Le Saloir de la peur*, d'Henri Georges Clouzot. Vanel et Mootand patageaient dans leur mare de pétrole, leur campagnon de nitroglycérine menaçant d'exploser à chaque instant. Par contraste, nos émois collectifs de circulation prenaient un tour bien dérisoire et nos congères figoriques, lâchés en désordre sur les routes du retour des vacances, peinaient à soutenir la comparaison en héroïsme. Elle était là, l'aventure, la vie, mais, comble du mauvais goût, on nous avait colorisé le film, pour le rendre plus attrayant sans doute, comme s'il ne s'était agi que d'un vulgaire reportage de plus sur les forçats de la route.

MARDI 7 JANVIER

TF 1

12.55 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Femmes. Magazine.
13.40 Les Fous de l'amour. Feuilleton.
14.25 et 15.15 Côte Ouest. Feuilleton.
16.05 Karine et Ari. Série.
16.30 L'Homme qui tombe à pic. Série.
17.25 Mérose Place. Feuilleton.
18.15 Flipper, le dauphin. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Série.
19.55 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, l'Image du jour, Tiercé.

20.45

Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?
Film de Jim Abrahams, David Zucker et Jerry Zucker, avec Robert Hays, Julie Hagerty (1980, 100 min). 419820
Des gags en pagaille, une interprétation délicate.

22.25

LE MONDE DE LÉA
Magazine présenté par Paul Amar (10 min). 1423620
0.15 et 0.50, 2.35, 3.40, 4.45
TF 1 nuit.
0.25 Reportages.
C'est arrivé près de chez vous (rediff.).
Le cinquième numéro du magazine Reportages, créé en 1987.
1.00 Raid contre la Mafia (1984 film de Luigi Perilli (2/5) (95 min). 8810021
2.45 et 3.50, 5.10 Histoires nouvelles. Documentaire. Thème et mœurs (1991, 3.50 minutes). Documentaire. 4.55 Musique. Concert (5 min).

France 2

12.20 Pyramide. Jeu.
12.55 et 13.40 Météo.
13.00 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.50 Dénick. Série.
14.55 L'As de la Crime. Série.
15.45 Tiroir. A Vincennes.
15.55 et 16.40 La Chance aux chansons.
16.50 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.25 Le Prince de Bel Air. Série.
17.50 C'est cool ! Série.
18.20 Studio des artistes. Série.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.40 Studio Gabriel. Série.
20.00 Journal, Image du jour, A cheval, Météo.

20.50

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES
Film de Bernard Gullou, avec Pierre Richard, Jean Carmet (1982, 100 min). 665129
22.30 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

22.40

FRENCH CONNECTION
Film de William Friedkin, avec Gene Hackman, Roy Scheider (1971, 100 min). 1209225
0.20 Journal, Bourne, Météo.
0.35 Dakar - Agadès - Dakar.
Le brouac (45 min). 8281198
1.20 Histoires nouvelles. Court métrage. Plaisir d'offrir. 1.30 Histoires nouvelles. Court métrage. Les enfants s'amusent le dimanche. 2.45 Histoires nouvelles. Documentaire. 3.50 24 heures d'été. 4.50 Les Étonnantes (rediff.). 4.50 Pièces du rêve. Documentaire. 4.40 La Complice. 1.00 L'Été. 1.10 C'est. 1.20 Alerte aux fanatiques (30 min).

France 3

12.05 Le 12-13 de l'information.
13.30 Keno. Jeu.
13.35 Parole d'Expert I.
14.30 Sidamag (rediff.).
14.55 Les Fêtes RCO.
15.45 Tiroir. A Vincennes.
15.55 et 16.40 La Chance aux chansons.
16.50 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.25 Le Prince de Bel Air. Série.
17.50 C'est cool ! Série.
18.20 Studio des artistes. Série.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.40 Studio Gabriel. Série.
20.00 Journal, Image du jour, A cheval, Météo.

20.55

LE CIRQUE DE MOSCOU SUR GLACE
Présenté par Sergio.
Au Palais des sports de Paris (80 min). 8165200
22.15 Mr Bean. Série.
22.45 Journal, Météo.

23.20

NUIT BLANCHE SUR LA BANQUISE
Documentaire de Marc Jampolitz.
Les nouvelles aventures (50 min). 8831088
0.10 Cinéma étoiles.
Le magazine de l'actualité du cinéma proposé par le réseau Paris-Île-de-France Centre devient national.
0.40 Capitaine Furillo. Série.
Pénitence dans la rue.
1.25 Histoires nouvelles. Magazine. Sonate Opus 81 de Nicolas Méliand.
L'été. 1.30 Histoires nouvelles. Documentaire. 1.40 La Complice. 1.00 L'Été. 1.10 C'est. 1.20 Alerte aux fanatiques (30 min).

La Cinquième

12.00 Atout savoir. La danse. Invité : Patrick Dupond.
12.25 Le Jardin des délices. La sardine. 12.30 Nouveaux Horizons. 12.55 Attention santé. 13.00 Dédé. Pour les yeux d'Eva. 13.35 Un auteur, une œuvre. La fortune des Rougon (1/5). 14.30 Droit d'auteurs. Invités : Tahar Ben Jelloun (La nuit de la terre), Caroline Glachet (Vies privées, de Perle et de Perle vivante), Gilles Leroy (Métiers du monde). 15.30 Qui-vive. 16.00 Le Cerveau (1/5). 16.55 Jeunesse. 16.55 Cello. 17.20 AK. 17.50 Planète blanche. Antarcia, les baleines de Valdes. 18.25 Le Monde animant. 18.55 Le Journal du temps.

20.00

Arte
19.00 Don Quichotte. Série.
L'enchânement de Dulcinée (21/39).
19.30 7 1/2. Magazine.
20.00 Archimède. Magazine.
Ongler sous la glace : Kai Krause / un gourou allemand du software en Californie (30 min). 8113
20.30 8 1/2 journal.

20.45

LA VIE EN FACE : DEMANDEURS D'ASILE
Documentaire de José Constantin
8884532
Sur cinq demandes déposées à l'Ofpra pour obtenir le statut de réfugié politique, une seule obtient une réponse positive. A quelles difficultés les demandeurs d'asile sont-ils confrontés ? La vie quotidienne dans un centre d'accueil.

21.35

SOIRÉE THÉMATIQUE : LE PLAISIR, UN DON DE DIEU ?
Ode de sens, désir de croire (3).
21.40 Le Cantique des cantiques.
21.50 La Grâce du plaisir. Documentaire de Pierre Maitras (25 min). 882858
22.15 et 23.35 Dédé.
22.40 Le Plaisir au quotidien. Documentaire (35 min). 5849405
23.55 Le Plaisir, pèché ou délivrance ? Documentaire (30 min). 7578129
0.25 Satanisme et Luxure. Documentaire de Silvia Mazzilli (55 min). 2873158
1.20 Biblico.
1.30 Le Chêne et le Roseau.
Téléfilm d'André Téchiné, avec Elodie Bouchet (rediff., 60 min).
2.30 Tracks (rediff., 30 min).

M 6

12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série.
12.55 Promesses.
13.20 Et plus si affinités...
Téléfilm de Don Taylor, avec Michael McKean, Stephanie Faracy (100 min). 4121552
15.00 Les Rues de San Francisco. Série.
Mésaventures.
16.55 Télécasting. Magazine.
17.10 et 3.20 Faites comme chez vous.
Invités : Alice Evans, Alisha's Attic.
18.00 Bugs.
Série. Assassins.
19.00 Code Quantum. Série.
Quatre ou double.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Papa bricole 1 série.
20.35 E = M 6 junior. Magazine.

20.50

LE 7^e VOYAGE DE SINBAD
Film de Nathan Juran, avec Kevin Mathews, Kathryn Grant (1954, 100 min). 888216
C'est un conte des Mille et Une Nuits façon Hollywood.

22.30

SOINS MORTELS
Téléfilm (5) de Richard Colla, avec Veronica Hamel (100 min). 881004
En compagnie d'une aide-soignante avec qui elle travaillait dans un grand hôpital, une femme médecin ouvre un cabinet de pédiatrie dans une petite ville. A la suite de l'étrange décès d'un de ses jeunes patients, elle est soupçonnée de meurtre.
0.10 Capital.
Magazine (rediff.).
1.50 Culture pub. Magazine (rediff.).
2.30 Box of 100 % français. Sélection des meilleurs clips français. 4.05 Vie forme. Magazine (rediff.). 4.30 Météo de l'opinion. Documentaire (55 min).

Canal +

► En clair jusqu'à 13.35
12.24 Phénomène 3.
Court métrage.
12.30 La Grande Famille.
13.35 ► Mean Streets III
Film de Martin Scorsese (1973, 115 min). 7548216
15.30 Les Pinceaux de Flore. Documentaire (30 min). 8842
16.00 Rendez-vous avec le destin.
Film de Glenn G. Carron (1994, 105 min). 2713578
17.45 Il était une fois... les explorateurs.
18.15 Jungle Show.
► En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs.
Invités : Gilles Perrault, Omella Muti, Arthur H.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.55

HARCÈLEMENT
Film de Barry Levinson, avec Michael Douglas, Demi Moore (1994, 125 min). 3801828
Adaptation d'un roman de Michael Crichton où la guerre des sexes et la soif de pouvoir dans la bourgeoisie d'affaires durent éternellement équilibrées.
22.40 Flash d'information.

22.45

CANDYMAN 2
Film de Bill Condon, avec Tony Todd, Kelly Rowland (1995, 91 min). 3537755
A La Nouvelle-Orléans, un professeur invoque l'esprit de Candyman pour démontrer qu'il s'agit d'un mythe. Il est tué d'une manière atroce.
0.20 Le Journal du hard.
0.25 Latex.
Film classé X de Michael Ninn (1995, 105 min). 9183599
2.10 Sexe et BD.
Documentaire de Mara Villiers et Liberatori (54 min). 8201953

Radio

France-Culture

20.30 Archipel Science.
Végétation et atmosphère.
21.30 Au fil du Pôitou.
Valentine, Macha, Isabelle Fidy-Carreau, Béatrice Defarges, Guillaume de Russa, Milla Bouabdallah, Joëlle Lemaître, Léone Nollet, Milla Cheyrou, Kari Benckner, Marina Minelli, Anne Villard, Simone Ribaudou, Chantal Culbert, Milla Bouabdallah.
22.40 Nuits magnétiques.
Au nom de Sécher (1).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Paul-Louis Rodot. 0.48 Musique : Les chœurs du musée d'Art moderne de la ville de Paris. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.). Légende d'un siècle. Les grandes voix nées américaines : 2.34 Agnès. Anne Chayet pour Art et archéologie du Tibet. 3.52 Écrivains. Avec Éphraïm Grenadon. 3.53 Une vie. Une œuvre. Jules Lequyer. 5.13 Vole du silence. La culture des handicapés mentaux. 5.56 Le Banquet. Conversations philosophiques.

France-Musique

20.00 Concert.
Donné le 18 mai à l'abbaye de la Trinité, Cluses de Vienne, Saint-Sauveur, Lanchère, Duffieux, Chausson.
22.30 Musique phare.
23.07 Acoustique.
Maître de Radio-France, dir. Denis Dupuy. Chœurs de Johnstone, Thuan Dao, Brises.
0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Gottlieb Scheider, Granados, Bréval, Fauré et traductions. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique.
La pianiste Abdel Rahman El Bacha. Concert enregistré le 25 novembre 1996 à la salle Gaveaux. Sonate K.200, de Mozart ; Impromptus op. 90, de Schubert ; Valse-fugue de Prokofiev ; Études-tableaux op. 33, de Rachmaninov.
22.30 Les Soirées... (Suite).
Troisième Symphonie n° 6 de Mahler.
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial.
Les repêches de la mer Morte ; Les Sales Gosses ; Post-Scriptum : l'homme poisson.
21.30 Perle d'or.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Bonifant de culture (France 2 du 22/09/96).
23.50 Viva.
Comment les Français nous croient.

Planète

20.05 La Vie secrète des machines.
(21/6) La machine à lever.
20.35 Missions aériennes au Vietnam. (1/6) La contre-insurrection.

Paris Première

21.25 Il Cantastorle.
22.20 C'est à toi.
(19/1) Les enfants de Marx et de Coca-Cola.
23.20 Mao.
Le dernier empereur.
20.00 et 23.50
20 h Paris Première.
La discorde de la violence.
21.55 et 1.50 Le T.T.S.
22.25 La Grande ouverte.
Film de Maurice Pialat (1973, 85 min). 88875738
0.50 Le Cirque du Soleil.
Nouvelle expérience.
2.15 Les Brigades.
Opéra d'Offenbach. Chœur et Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Claire Clouzot. (125 min). 88170088

France Supervision

20.30 La Fille de quinze ans.
Film de Jacques Doillon (1988, 85 min). 87488115
21.55 Les Deux Marches de Wolfgang Amadeus Mozart.
Concert (95 min). 88038216
23.30 Louis I. Kahn à Dacca.
Documentaire.
0.20 Simentera en concert (45 min). 4104750

Ciné Cinéfil

20.30 La Prodiges.
Film de Mario Soffici (1946, N. v., 65 min). 11897397
21.35 Les Aristocrates.
Film de Denys de La Pizellière (1955, N. v., 95 min). 75541465
23.10 Le Chien jaune.
Film de Jean Tardieu (1982, N. v., 90 min). 8190552

Ciné Cinémas

0.40 Pilote du diable.
Film de Stuart Heisler (1950, N. v., 95 min). 94390925
20.30 Intervista.
Film de Federico Fellini (1968, 105 min). 1806194
22.15 La Crise.
Film de Coline Serreau (1992, 95 min). 4288587
23.50 Monsieur Destinée.
Film de Jean Guiton (1990, 110 min). 82107194

Série Club

20.45 Le Club.
20.50 Les Champions. L'évasion.
21.40 et 1.30 L'Age en fleur.
Le choix.
22.30 Chasse au crime.
La moucharde.
23.00 La Famille cignale.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir.
Les fousseurs (50 min).

Canal Jimmy

21.00 Friends.
C'est qui qui vit sa vie.
21.25 Le Fugitif.
On ne peut pas perdre toujours.
22.15 Chronique de la route.
22.20 F comme Ferrari.
23.15 Star Trek : The Next Generation.
Ou l'homme surpasse l'homme (V.O.).

Eurosport

20.00 Automobile.
Courses sur glace.
1^{re} manche du Trophée Andros à Val-Thorens.
20.30 Football. En direct. Tournoi international, aux îles Canaries : 1^{re} demi-finale.
22.30 et 1.00 Rallye raid.
Étape du Dakar : Nara - Tombouctou.
23.00 Coupe du monde de pêche au marlin à l'île Maurice.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

20.10 Une robe noire pour un tueur. Film de José Giovanni (1980, 105 min), avec Anne Girardot. Policiers.

RTL 9

20.30 Le Courage de Lassie. Film de Fred M. Wilcox (1946, 100 min), avec Elizabeth Taylor. Comédie dramatique.
22.10 Les Pirates du métro. Film de Joseph Sargent (1974, 110 min), avec Walter Matthau. Suspense.

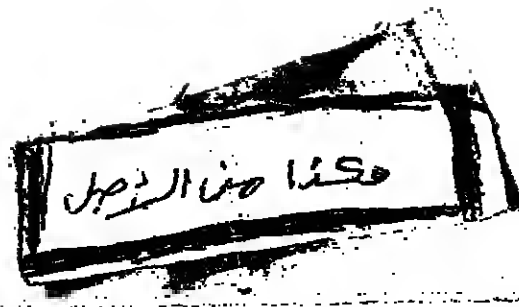
TMC

20.35 Le Magicien d'Oz. Film de Victor Fleming (1939, N. v., et couleurs, 105 min), avec Judy Garland. Comédie musicale.

TSR

20.05A bon entendre. 20.35 Arrête ou ma mère va dire. Film de Roger Spottiswoode (1991, 85 min), avec Sylvester Stallone. Comédie.
23.00 Déjà l'après-midi. Film de Raymond Depardon (1994, 110 min). Documentaire.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalés dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■■ Ne pas manquer. ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



La confiance

par Pierre Georges

UN AN déjà. Un an bientôt. Et des livres, encore et toujours, sur François Mitterrand. Une avalanche de livres pour rapporter, témoigner, analyser, dévoiler, faire de l'histoire immédiate un peu comme l'été opératoire du travail de deuil collectif par l'écriture et la lecture.

François Mitterrand aura été plus raconté mort que vivant. Inéprouvable chronique qui tendrait à prouver que le président, mort le 8 janvier 1996, exerce toujours une fascination sans égale sur ses biographes, autorisés ou non. Les faits, les gestes, les déclarations, les confidences du Prince aujourd'hui disparu, tout veut dire, tout veut se peindre de mots. Du sculpteur au photographe, du confident à l'analyste, chacun apporte sa brique à l'édification de la pyramide de papier. A François Mitterrand, l'édification française reconnaissante.

Pour autant, et sans rien enlever au mérite de ces ouvrages, il n'est pas d'un livre, mais d'une déclaration qu'est venue LA confiance d'anniversaire. Pierre Mauroy, sollicité d'émouvoir par l'Europe, l'a confirmé: oui, François Mitterrand souffrait bien d'une grave maladie dès le début de son premier septennat, en 1981. Oui, il lui avait fait savoir à lui, son premier ministre. Oui, il fut bien le dépositaire de ce secret d'Etat et le témoin admiratif du « courage avec lequel il a surmonté la maladie ».

Pierre Mauroy a parlé. Il savait. Il s'est tu longtemps. Il aurait pu se taire toujours en maudissant la mémoire. Et puis, une petite année après, il a dit. Le temps du secret, du Grand Secrec pour reprendre le titre de l'ouvrage du docteur Gubler, renvoyé à l'Enfer des interdits et

des obscénités de papier, est donc bien passé. Tout comme celui des indignations de convenance et des fureurs de zélotes.

En l'occurrence le temps politique des mensonges, fussent-ils d'Etat. Ce qu'il était interdit de dire, et plus interdit encore d'écrire, hier, sous peine de vérements reproches, de leçons de morale, d'accusations de manquement à l'élémentaire déontologie et à la dignité, est devenu vérité quasi officielle une petite année après. François Mitterrand était malade. Ce qui ne veut pas dire hors d'Etat de gouverner. Mais il était malade, le savait et l'a caché.

Avec l'aide de son médecin traitant, le docteur Gubler précédemment, auteur de bulletins de santé dilatoires et incomplets, il a mené, totalement meurt et pendant des années. Histoire d'une transparence médicale à la fois revendiquée comme un devoir d'Etat et magnifiée comme une nécessité de l'Etat.

Ecrire cela n'est pas vouloir voler au secours du docteur Gubler dont les confessions et le besoin urgent de dire la vérité comportaient, outre la violation du secret médical, le caractère obscène d'une vidange de conscience. Ecrire cela ne n'est pas davantage vouloir refaire l'histoire. L'histoire est affaire d'historiens qui se chargeront, en temps et heure, de juger les septennats Mitterrand, à cette aune-là aussi.

Mais l'écriture est simplement en appeler de ces avalanches de déclarations outragées, de mensonges zélés qui, y a un an à peine, firent suite à la révélation de cette vérité. Beaucoup de gens savaient qui créaient pourtant au scandale. Tout à la conspiration de leur chagrin et à l'édification de leur pyramide.

Hausse à la Bourse de Paris

LES VALEURS FRANÇAISES continuent sur leur lancée, lundi 6 janvier, après le net rebond opéré vendredi (+1,14 %). En hausse de 1,19 % au début des échanges, l'indice CAC 40 gagnait 0,94 % à 2 304,52 points vers midi.

Quelques heures plus tôt, à la Bourse de Tokyo, les valeurs japonaises ont terminé leur première séance de l'année sur une modeste hausse de 0,44 %, à 19 446 points.

Sur le front des changes, le dollar était très ferme lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5680 mark, 5,2985 francs. Face à la devise japonaise, il cotait 116,60 yens. Durant la nuit, à Tokyo, il était monté jusqu'à 117,05 yens, son cours le plus élevé depuis quarante-cinq mois. Malgré la progression du billet vert, le franc cé-

daît du terrain face à la monnaie allemande. Il cotait 3,38 francs pour 1 mark, légèrement déstabilisé par la nomination, vendredi, au conseil de la politique monétaire de la Banque de France, de Pierre Guillemin et Jean-René Bernard, dont les opérateurs supposent qu'ils sont moins favorables à la politique du franc fort que leurs prédécesseurs Bruno de Manzi et Jean Boissonnat.

| VALEURS LES PLUS ACTIVES | | | |
|--------------------------|----------|------------|-------|
| SEANCE, 12h30 | échanges | différence | en % |
| CAC 40 | 2304,52 | +114 | +1,14 |
| EDF | 247,33 | +11,20 | +4,73 |
| Sanofi | 149,44 | +9,74 | +6,52 |
| Lyral | 47,15 | +2,38 | +5,05 |
| ANP | 226,33 | +10,40 | +4,60 |
| Yvel | 171,03 | +10,40 | +6,08 |
| Michelin | 209,33 | +10,40 | +4,97 |
| Comptoir | 18,89 | +0,91 | +4,82 |
| LYRIE More Vallée | 41,03 | +2,10 | +5,12 |
| CLF-Delta France | 127,29 | +7,82 | +6,15 |

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LÉMONDE

Cours relevés le lundi 6 janvier, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

| | | |
|-------------------------|----------|-------|
| Tokyo Nikkei | 19446 | +0,44 |
| Hong Kong index | 13222,80 | +0,15 |
| Tokyo Nikkei sur 3 mois | | +1,70 |



Tokyo Nikkei sur 3 mois

Ouvverture des places européennes

| SEANCE, 12h30 | échanges | différence | en % |
|------------------|----------|------------|-------|
| Paris CAC 40 | 2304,52 | +114 | +1,14 |
| London FT 100 | | +5,91 | +0,57 |
| Zurich | | +22,48 | +0,57 |
| Milan MIB 30 | | +12,37 | +0,44 |
| Francfort Dax 30 | 2851,26 | +0,09 | +0,03 |
| Breuxelles | | +12,42 | +0,44 |
| Suisse SMI | | +4,85 | +0,44 |
| Madrid Iben 35 | | +2,30 | +0,66 |
| Amsterdam CBS | | +1,89 | +0,44 |

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

| DEVISES | cours BDF 0901 | % 0201 | Achat | Vente |
|---------------------|----------------|--------|---------|---------|
| Allemagne (100 dm) | 337,5700 | +0,12 | 325 | 348 |
| Euro | 6,5770 | +0,13 | | |
| Euro-Unité (100) | 16,3840 | +0,12 | 15,8200 | 16,9200 |
| Pays-Bas (100 f) | 302,7100 | +0,09 | | |
| Italie (100 li) | 3,4130 | +0,07 | 3,1800 | 3,6500 |
| Danemark (100 kr) | 88,3500 | +0,23 | 82,2500 | 92,2500 |
| Grèce (100 dr) | 6,7785 | +0,04 | 6,4600 | 7,0900 |
| Côte d'Ivoire (1 L) | 6,8780 | +0,03 | 6,4600 | 7,2900 |
| Grèce (100 dr) | 2,1350 | +0,52 | 1,8500 | 2,3900 |
| Suède (100 kr) | 75,9100 | +0,05 | 70 | 80 |
| Suède (100 f) | 387,4200 | +0,05 | 374 | 398 |
| Norvège (100 k) | 81,5900 | +0,16 | 74,5000 | 88,5000 |
| Autriche (100 sch) | 47,9600 | +0,13 | 46,5000 | 49,5000 |
| Espagne (100 pes) | 16,0065 | +0,06 | 15,7000 | 16,3000 |
| Portugal (100 esc) | 3,3150 | +0,05 | 3,2500 | 3,3800 |
| Canada 1 dollar ca | 2,8265 | +0,02 | 2,8000 | 2,8500 |
| Japon (100 yens) | 4,5160 | +0,23 | 4,2900 | 4,6400 |

Tirage du Monde daté dimanche 5-janvier 1997: 549 932 exemplaires

Le bras armé du FIS « conseille » à l'Occident « de se tenir à l'écart » du conflit algérien

Un communiqué de l'Armée islamique du salut insiste sur les « dangers » d'un soutien au pouvoir

SE DÉMARQUANT des actes de violence dont seraient victimes des « innocents » et dont elle impute la responsabilité au régime militaire algérien, l'Armée islamique du salut (AIS), bras armé du Front islamique du salut (FIS, dissous), s'en « conseille » pas moins aux Etats occidentaux, « et à leur tête la France », de mettre fin à leur « aide » au régime algérien. Ce « conseil » apparaît comme une mise en garde à la France.

Dans un communiqué - reçu par Le Monde - portant le cachet de l'AIS et daté du 1^{er} janvier et signé par cheikh Ahmed Benachba, « émir » de la région ouest de l'Algérie, l'AIS déplore que « les Etats occidentaux, qui soutiennent la souveraineté des peuples », se laissent convaincre par les accusations du régime algérien, imputant aux « moudjahidines », qu'Alger qualifie dans leur ensemble de « terroristes », la responsabilité de « tous les crimes horribles (que le

pouvoir algérien] commet » lui-même.

Rappelant que « les organisations terroristes recourent à tous les moyens, même illégaux, pour parvenir à leurs fins », l'AIS souligne que « cette argumentation est contraire à la loi musulmane, pour laquelle un objectif légal ne peut être recherché que par des moyens légaux » aux yeux de l'Islam. Ce texte semble être aussi une critique indirecte de la violence aveugle pratiquée par le Groupe islamique armé (GIA). « L'Armée islamique du salut est innocente de toute action terroriste, qui vise les innocents non impliqués dans la guerre des combattants », rappelle une nouvelle fois le communiqué.

Déplorant que « les régimes occidentaux et à leur tête la France, apportent un soutien financier à ce régime militaire, sous le prétexte d'aider le peuple algérien et non le régime putschiste », l'AIS fait remarquer que, dans les faits, cette

aide accrît: « les capacités criminelles des oppresseurs ». Aussi, prévient-elle: « avec insistance contre les dangers de cette politique et les conséquences de cette aide qui génèrent du tort et non du bien pour le peuple algérien et prolonge la durée de vie de ses bourreaux ».

A son avis, « le seul moyen de faire parvenir l'aide au peuple, en l'absence de ses représentants légitimes, est [de la confier] aux organisations humanitaires, au ce qui reste des sociétés de bienfaisance [musulmanes] qui ne gravitent pas dans l'orbite du pouvoir [...] pour qu'elles la distribuent aux couches sociales déshéritées ».

Réaffirmant une nouvelle fois qu'elle est « innocente de toute action terroriste qui porte atteinte à la sécurité des peuples », l'AIS « conseille » aux Etats occidentaux « de se tenir à l'écart de la guerre qui oppose les fils du peuple au régime pour qui a usurpé le pouvoir ».

Le FIS et l'AIS ont d'autre part diffusé dimanche une cassette vidéo montrant la lutte des combattants de l'AIS dans le maquis en Algérie. Cette cassette est proposée sur le réseau Internet, indique le bureau de Boum de l'AFF qui en a obtenu une copie.

En couleur et en arabe, le document de plus d'une heure et demie, réalisé par le « Comité d'information de la troisième région ouest », montre diverses scènes prises en 1995 et 1996 de la vie des moudjahidines, dans des zones non localisées avec précision. Elle insiste sur les atrocités commises, selon l'AIS, par l'armée algérienne, qui utiliserait des bombes au napalm et à fragmentation, et montre une vingtaine de cadavres dans un champ et des images de maison ou de villages détruits. Le président algérien Liamine Zéroual, qualifié de « fils de la France », est tenu pour responsable de ces « crimes ».

Les confessions radiophoniques du président tchèque Vaclav Havel

PRAGUE

de notre correspondant

« J'ai épousé Dasa, non pas pour remplacer Olga, mais simplement parce que nous avons constaté que nous nous aimons et souhaitons vivre ensemble. » Le président tchèque Vaclav Havel a inventé, à soixante ans, un genre nouveau de déclaration amoureuse en s'exprimant, dimanche 5 janvier, sur les ondes de la radio nationale, au lendemain de son mariage en secondes nocces avec une actrice de quarante-trois ans, Dasa Veskmova.

« Ce mariage marque le début d'une nouvelle et différente étape de ma vie », a expliqué M. Havel lors de sa première causerie radiophonique dominicale depuis son opération, en décembre, d'un cancer du poulmon. Le président tchèque a rendu un vibrant hommage à Olga Havlova, sa première épouse, décédée en janvier 1996, à laquelle il avait adressé ses fameuses Lettres de prison, au temps de la dissidence anticomuniste. « Olga est et restera pour toujours une partie

irremplaçable et essentielle de mon être, a affirmé M. Havel. Elle m'avait recommandé avant sa mort de me remarier. A l'époque, j'en avais catégoriquement exclu la possibilité et j'étais décidé à finir mes jours seul. Mais Olga était persuadée que j'étais incapable de vivre seul. Elle avait évidemment raison et la vie ra confirmée quand j'ai rencontré Dasa. »

« MA VIE A TENU À UN FIL »

Vaclav Havel a également fait partager à ses nombreux auditeurs les difficultés qu'il a traversées en décembre. « Ma vie a tenu à un fil », a-t-il indiqué, souligné et reconnaissant envers les médecins qui lui ont « donné la chance d'être un homme à peu près en bonne santé ». Après l'opération, le 2 décembre, d'une moitié de poulmon atteinte par un cancer, la convalescence du président tchèque s'était compliquée des suites d'une pneumonie. M. Havel avait dû être placé sous respiration assistée. « Le destin m'a montré qu'il serait bon que j'arrête de fumer, ce que j'ai

fait », a-t-il annoncé aux milliers de Tchèques qui lui avaient écrit pour le supplier de ne plus fumer et d'arrêter de boire, mais l'espérant que ce n'est pas pour toujours. Les médecins de M. Havel lui avaient vivement recommandé de renoncer au tabac, mais le président tchèque pour Noël un cigare, lui offrant même pour Noël un cigare. Ses collaborateurs à la chancellerie présidentielle ont décidé, signe de solidarité avec « leur chef », de ne plus fumer dans les couloirs et bureaux du château de Prague, siège du chef de l'Etat.

Mais M. Havel a préféré faire endosser la responsabilité de son cancer aux « cinq ou six personnes compromises et mal soignées pendant [son] emprisonnement » au début des années 80. « La dernière était si violente, a-t-il rappelé, que [les communistes] m'avaient libéré de peur que je ne meure en prison. »

Martin Pichard

« Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation » est né

Avec sa nouvelle formule, le mensuel compte attirer deux millions de lecteurs à la fin de l'année

DANS LA FOULÉE du succès de la nouvelle formule du Monde, née le 9 janvier 1995, et de l'accroissement de l'audience du Monde diplomatique, Le Monde de l'éducation lance sa nouvelle formule. Elle est disponible en kiosque depuis le vendredi 27 décembre. En plus d'une maquette renouée de fond et de forme, d'un nouveau caractère graphique et d'une généralisation de la couleur, ce mensuel du Monde, créé en décembre 1974, a également modifié son titre. Il a choisi de s'appeler dorénavant Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation.

Ce changement de nom n'est pas gratuit. Aujourd'hui, l'éducation ne se réduit plus à l'école seule, la connaissance empruntant d'autres canaux. Destinée prioritairement aux enseignants, auxquels il doit permettre d'appréhender ces nouveaux canaux du savoir dans leur globalité et leur complexité, mais aussi aux « amateurs éclairés », étudiants ou pédagogues, ce nouveau Monde de l'éducation vise à leur donner aussi à réfléchir. C'est l'axe privilégié par la campagne de publicité, dans la presse et sur le lieu de vente, centré sur le slogan « Une nouvelle formule qui donne à réfléchir ».

Mais ce Monde de l'éducation, de la culture et de la formation est aussi voué à faire prendre de la hauteur et du recul à ses lecteurs. Face à l'atomisation des savoirs et des disciplines, il veut créer des passerelles entre des secteurs a priori différents, à l'aide d'un dossier thématique sur un sujet. « Il s'agit d'avoir une approche horizontale et non pas verticale des problèmes. A nous de faire l'effort d'avoir des idées », explique Jean-Michel Djan, directeur de la rédaction.

Le numéro de janvier donne un exemple de ce vœu. Son dossier principal traite de la philosophie et en explore toutes les facettes

- éducative, culturelle, économique et même ludique -, des difficultés de son enseignement à sa décadence dans la société et dans les médias jusqu'aux « cafés de philosophie » et aux malentendus dont la philosophie orientale, par exemple, est victime. Des entretiens, avec Cornélius Castoriadis, Jean-François Lyotard ou Raymond Devos, accompagnent la livraison.

Le principe de chaque dossier mensuel est identique: une personnalité, choisie pour sa notoriété dans son domaine, est invitée à jouer le rôle de rédacteur en chef. Avec la dizaine de journalistes de l'équipe du Monde de l'éducation, de la culture et de la formation dirigée par Jean-Michel Djan, et en compagnie de chercheurs et d'écrivains, l'invité est chargé d'élaborer un pré-sommaire, d'aborder des questions et d'ouvrir des pistes de réflexion.

Après Luc Ferry, philosophe et président du Conseil national des programmes, qui a travaillé sur le dossier « philosophie », ce sera au tour de Joël de Rosnay (« la science »), de Jean-Luc Leca (« l'économie »), de Jean-Noël Simon (« la politique »), de Yves Simon (« la jeunesse »), de Julia Kristeva (« la parole »), etc., de mener leur concours au Monde de l'éducation, de la culture et de la formation.

Chaque dossier est équilibré par un sujet de nature culturelle ou artistique - en janvier, « Les cafés littéraires du XVIII^e siècle à nos jours » et une enquête sur la vogue des bistros dédiés aux lettres ou au Web. Un chapitre plus professionnel (« attaché culturel à l'étranger », en janvier) le complète. En outre, le lecteur peut trouver dans la nouvelle formule du mensuel des articles sur l'école et l'éducation à l'international, des rencontres et des entretiens (avec Edith Cresson, notamment), une

sélection de livres, des débats sur les questions d'actualité (le syndicalisme enseignant, en janvier), il aura aussi régulièrement rendez-vous avec les chroniques de Michel Serres, Jean-Michel Gaillard et Hervé Hamon.

L'ambition du Monde de l'éducation, de la culture et de la formation est à la fois de « tirer vers le haut » ses lecteurs, et de creuser le sillon des champs du savoir et de la connaissance. Un débat à la fin, avec les auteurs devrait permettre de développer les points de vue et les analyses publiés dans chaque dossier. Un partenariat avec Arte est en discussion, qui permettrait de faire coïncider un dossier du Monde de l'éducation avec une soirée thématique de la chaîne culturelle franco-allemande. En outre, une collection de livres réalisés à partir de thèses universitaires adaptées aux besoins du public doit bientôt naître, sous le nom de « La recherche universitaire », au Monde Editions. Un jury, composé de toutes les personnalités ayant joué le rôle de rédacteurs en chef et présidé par Jean-Marie Colombani, directeur du Monde, élira ensuite l'ouvrage auquel sera décerné le prix Le Monde de la recherche universitaire.

Déjà lu par 1 620 000 lecteurs, Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation vise à séduire deux millions fin 1997.

« Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation, 28 f.

Rafal

RAFAŁ

Face à la gare St-Lazare

SOLDES

Habille les hommes

GRANDS ou FORTS

15, place de Havre
Paris 8^e - Tél. : 01-42-37-34-04

NICE
18, av. J.-Médéric
C.C. CAP 3000

LYON FOUR
80, rue E.-Herriot

« **TELEVISION** : les chaînes Canal Plus Espagne, TV3 Catalogne et Antena 3, allées depuis le 24 décembre, invitent « tous les opérateurs de télévision espagnols publics et privés ainsi que les sociétés espagnoles de télécommunication » à rejoindre leur plate-forme numérique. Le groupe Prisa, principal actionnaire de Canal Plus Espagne, refuse toute « politisation » de cette alliance, critiquée par le gouvernement espagnol.

Depuis 1894
DE LA RETOUCHE
AU BEAU VÊTEMENT

LEGRAND

Tailleur sur mesure
hommes et dames

Luxueuses draperies
prix agréables

27 rue du 4-Septembre, PARIS 1^{er}
Tél : 01.47.42.70.61